

**École pratique des Hautes études
(Section des sciences historiques et philologiques)**

**Université technique de Dresde
(Faculté de philosophie)**

Doctorat d'histoire de l'art

Nicolas PADIOU

né : 10.11.1976 à Cognac

DISPERSI SUNT LAPIDES SANCTUARII

**LA RECONSTRUCTION DES EGLISES DE MEURTHE-ET-MOSELLE
APRES LA PREMIERE GUERRE MONDIALE (1918-1933)**

Volume II

**Annexes - Iconographie générale - Catalogue des églises
Répertoire des architectes**

Thèse dirigée par :

**Jean-Michel LENIAUD (directeur d'études à l'Ecole pratique des Hautes études)
Karl-Siegbert REHBERG (professeur à l'Université technique de Dresde)**

Membres du jury :

**Annette BECKER (professeur à l'université de Paris X, membre de l'Institut
universitaire de France)
Bruno KLEIN (professeur à l'Université technique de Dresde)
Jacques LE RIDER (directeur d'études à l'Ecole pratique des Hautes études)**

Soutenue le 9 février 2010

Table des matières

Annexes	3
I. Chronologie des archives des dommages de guerre	3
II. Les églises de Meurthe-et-Moselle entre 1905 et 1914.....	7
III. L'Eglise et les églises pendant la guerre	17
IV. Le bilan matériel de la guerre.....	20
V. L'organisation de la reconstruction	34
VI. Les architectes et les entrepreneurs.....	44
VII. L'application de la loi Cornudet du 14 mars 1919	50
VIII. La coopérative de reconstruction des églises	57
IX. Le coût des églises reconstruites	70
X. L'association diocésaine de Nancy	81
Iconographie générale.....	85
I. Cartes.....	86
II. Les images de lieux de culte pendant la guerre	91
III. Les églises provisoires.....	103
IV. L'urbanisme dans les villages reconstruits	105
V. Les chantiers de reconstruction	107
VI. Les matériaux de construction	108
VII. L'iconographie régionale et patriotique.....	109
VIII. Les protagonistes de la reconstruction des églises	111
IX. Les cérémonies de consécration	112
X. Les mairies.....	113
XI. Les églises construites dans les communes industrielles de l'arrondissement de Briey hors du cadre de la coopérative	115
XII. Les églises, lieux de mémoire de la Première Guerre mondiale.....	117
Catalogue des églises de Meurthe-et-Moselle endommagées pendant la Première Guerre mondiale.....	119
Première partie. Les églises gravement endommagées	122
Deuxième partie. Les églises peu ou très peu endommagées	349
Répertoire des architectes ayant participé à la reconstruction des églises de Meurthe-et-Moselle	355
Table des matières détaillée.....	380

Annexes

I. Les archives des dommages de guerre¹

1871 (6 septembre) et 1873 (7 avril) : vote de lois sur l'indemnisation des dommages de la guerre de 1870-1871.

1880 ? 1890 ? : versement des archives des dommages de la guerre de 1870-1871 aux archives départementales de Meurthe-et-Moselle.

1888 : Duvernoy devient archiviste en chef du département de Meurthe-et-Moselle.

1914 (26 décembre) : admission du principe de l'indemnisation des dommages de guerre dans le budget voté par la Chambre.

1919 (17 avril) : vote de la loi sur les dommages de guerre.

1919 (8 octobre) : circulaire prescrivant aux archivistes des départements concernés par les faits de guerre de procéder à « une enquête sur les services de guerre, la nature, le versement et la conservation des affiches de guerre ».

1922 (15 avril) : circulaire sur « le dépôt, dans les Archives départementales des départements envahis, des pièces d'archives communales relatives aux rapports avec l'ennemi pendant l'occupation allemande ».

1922 : dépôt des dossiers de la commission cantonale des dommages de guerre du canton de Nancy-Sud aux archives départementales de Meurthe-et-Moselle.

1923 : dans son rapport annuel au préfet, l'archiviste Duvernoy estime que la consultation des dossiers de dommages de guerre aux archives départementales nuit à ce « lieu consacré à l'érudition » ; les dossiers de la commission cantonale de Nancy-Sud sont probablement renvoyés aux archives du service des dommages de guerre.

1923 (29 octobre) : à la demande du ministre de l'Intérieur, Duvernoy procède au sein des archives de Meurthe-et-Moselle à des recherches sur l'indemnisation des dommages de la guerre de 1870-1871.

1923 (8 novembre) : à l'issue de ses recherches, Duvernoy affirme que les archives des dommages de la guerre de 1870-1871 sont « parfaitement classées », il ajoute cependant qu'un employé devrait s'y consacrer pendant trois mois à plein temps pour fournir une réponse précise aux demandes du ministère de l'Intérieur.

1924-1929 : première série de versements de dossiers de dommages de guerre aux archives départementales de Meurthe-et-Moselle selon Hubert Collin (Guide des archives de Meurthe-et-Moselle, 1984, tome I, p. 17).

1925 : publication, sous la direction de Duvernoy, d'un répertoire numérique de la série R.

1927 (« environ ») : début supposé du versement des dossiers de dommages de guerre aux archives départementales (selon la circulaire du 2 novembre 1964).

1927 : Duvernoy est remplacé à la tête des archives départementales par Marot.

1927 (17 décembre) : la direction des Archives lance une enquête auprès des archivistes en chef des départements concernés par les faits de guerre sur la situation

¹ La chronologie des dossiers de dommages de guerre qui suit a été établie à partir des archives des Archives départementales de Meurthe-et-Moselle et d'ouvrages sur les archives dont les références ici abrégées sont intégralement citées au chapitre des « Sources », à la fin du volume I. Les dates en italiques concernent la Meurthe-et-Moselle.

des archives des dommages de guerre et les moyens à mettre en œuvre pour en assurer la conservation.

1928 : *Marot rédige un rapport en réponse à l'enquête lancée par la direction des Archives.*

1928 (10 novembre) : le ministère des Travaux publics rédige une « Note demandant aux archivistes départementaux des renseignements en vue du sort à faire (classement, délais de conservation) aux papiers des services administratifs spéciaux dont la guerre de 1914-1918 a motivé la création dans les préfectures ».

1929 (8 mai) : *en réponse à l'enquête du ministère des Travaux publics, Marot rédige un long rapport sur les services administratifs spéciaux de la guerre de 1914-1918, rapport reprenant en partie celui qu'il avait déjà rédigé en 1928.*

1933 : le ministre de la Justice, demande qu'on envisage « le dépôt aux archives départementales des archives des Tribunaux et Commissions d'évaluation des dommages de guerre dès qu'elles n'auraient plus à être consultées qu'exceptionnellement ».

1936 (21 juillet) : décret sur les archives des services supprimés.

1936 ? : début du versement des archives des dommages de guerre « en vertu d'accords locaux, en principe par application de l'article 12 du décret du 21 juillet 1936 sur les archives des services supprimés » (*Manuel d'archivistique*, 1970, p. 734).

1939 (15 février) : *bail pour la location à Nancy, rue Hermitte, d'un local destiné à la conservation des archives des Régions libérées.*

1939-1945 : « l'article 12 du décret du 21 juillet 1936 sur les archives en déshérence a reçu une vaste application au cours des événements de 1939 à 1945 » (*Manuel d'archivistique*, 1970, p. 734).

1941 : *Marot n'est plus archiviste en chef du département.*

1941 (22 janvier) : *versement des archives du service des plans d'alignement (correspondant probablement à l'actuelle sous-série 10 R AL).*

1941 (18 juillet) : circulaire adressée aux préfets par le secrétaire d'Etat à l'Education nationale et à la Jeunesse au sujet des « Papiers des services de la guerre 1914-1918 (règles générales de classement et principes de triage) » ; cette circulaire recommande d'apporter aux opérations de triage « la plus minutieuse attention » et de ne procéder à des suppressions en application du décret du 21 juillet 1936 qu'avec une « extrême circonspection ».

1942 (18 septembre) : lettre de Dubois, sous-directeur chargé de la Direction du Service d'Apurement et de Liquidation des dommages de guerre (secrétaire d'Etat aux Finances), aux préfets des départements atteints par les événements de la guerre 1914-1918 leur rappelant la nécessité d'assurer la conservation des archives des dommages de guerre ; cette lettre refuse l'assimilation d'une bonne partie du contenu des dossiers de dommages de guerre à des « papiers de corbeille ».

1943 : *Delcambre devient archiviste en chef du département de Meurthe-et-Moselle.*

1943 (11 janvier) : *à la suite du départ en retraite de Madame Hassler qui en assurait le gardiennage, on cherche un nouveau gardien pour les archives du Service d'apurement et de liquidation des dommages de guerre de Meurthe-et-Moselle conservées au 61 de la rue Hermitte ; à cette date, le transfert de ces archives dans les locaux des archives départementales de la rue Gustave Simon a déjà commencé.*

1943 (16 avril) : « dissolution du service liquidateur » des dommages de guerre (*Guide des archives de Meurthe-et-Moselle*, 1984, tome 1 p. 17).

1943 (avril) : à la suite de la suppression du Service d'Apurement et de Liquidation des dommages de guerre de l'Aisne, l'archiviste de ce département déclare à des collaborateurs du service de récupération et de mobilisation des produits industriels

qu'il n'a ni le personnel ni les moyens pour « opérer un triage quelconque dans les papiers de ce service » qui sont en train de se détériorer ; le directeur de la Section de récupération et de mobilisation des produits industriels introduit une demande auprès du secrétaire d'Etat à l'Economie nationale et aux Finances visant à procéder, au sein des archives des dommages de guerre, « à la récupération d'une partie importante des vieux papiers d'un appoint intéressant pour l'alimentation de l'industrie papetière ».

1943 (29 juin) : refus du secrétaire d'Etat à l'Economie nationale et aux Finances d'accéder à la demande du directeur de la Section de récupération et de mobilisation des produits industriels d'avril 1943.

1943 (8 septembre) : le préfet du Pas-de-Calais propose au secrétaire d'Etat à l'Economie nationale et aux Finances la « mise au pilon - à titre de vieux papiers - de dossiers et de documents du Service départemental d'apurement et de liquidation des dommages de guerre ». Cette demande essuie un refus de la part du secrétaire d'Etat.

1943 (10 septembre) : *le secrétaire d'Etat à l'Economie nationale et aux Finances adresse au préfet de Meurthe-et-Moselle la même fin de non recevoir qu'il vient de manifester au préfet du Pas-de-Calais, il estime que les archives des dommages de guerre doivent être intégralement transférées aux archives départementales.*

1943 (3 novembre) : *une partie du personnel du « service de la reconstitution » du département de Meurthe-et-Moselle (dommages de la Première Guerre mondiale) est mutée au « service régional de la reconstruction » (dommages de la Deuxième Guerre mondiale).*

1946 : « versements massifs » des dossiers de dommages de guerre aux archives départementales accompagnées de « suppressions restreintes » avant un tri préalable systématique (Favreau, 1964).

1946 (21 novembre) : note de la Direction des Archives demandant aux archivistes en chef intéressés un rapport sur leurs propositions de suppression ou de conservation des dossiers de dommages de guerre 1914-1918.

1947 (4 août) : circulaire sur le triage et le classement des papiers de dommages de guerre 1914-1918.

1947 (23 octobre) : circulaire préconisant, à la demande du ministère des Finances, la conservation d'un certain nombre de documents dont la suppression était prévue par la circulaire du 4 août 1947.

1948 (octobre) : versement aux archives nationales des dossiers de dommage de guerre par le greffe du Tribunal interdépartemental de Dommages de guerre de Paris, dossiers qui, quinze ans plus tard reposeront toujours « sous une épaisse couche de poussière dans les caves du Palais de Soubise » (Favreau, 1964).

1953 : *une partie des dossiers de dommages de guerre de Meurthe-et-Moselle est vendue.*

1955 (« une dizaine d'années » après 1946) : « Des classements, accompagnés de tris sévères » interviennent « dans le désintéressement complet du ministère des Finances et sur l'initiative des archivistes en chef » (Favreau, 1964).

1956 (5 septembre) : *à la demande du « réviseur principal Barbelin », chef de la section 'Eval/Immo' de la délégation départementale à la Reconstruction et au Logement (MRU), l'archiviste départemental de Meurthe-et-Moselle épargne les dossiers de dommages de guerre ayant échappé à la vente de 1953.*

1964 (2^e trimestre) : publication dans la *Gazette des archives de France* d'un article de Robert Favreau : « Les archives des dommages de guerre 1914-1918 et 1939-1945. Leçons d'une expérience ».

1964 (2 novembre) : constatant que « cinquante ans après la fin de la Première Guerre mondiale, de nombreux dossiers de dommages de guerre de ce conflit encombrant

encore, non triés, les archives départementales », le directeur des Archives André Chamson estime que les mesures de tri et de classement préconisées par les circulaires du 18 juillet 1941 et du 4 août 1947 sont « exagérément complexes » et en prescrit de plus simples.

1966 (26 juillet) : *il resterait, à Nancy, 22 mètres linéaires de dossiers à archiver et 9,60 mètres linéaires à détruire, « sauf avis contraire du directeur des archives ».*

1970 : publication sous la direction d'André Chamson du *Manuel d'archivistique*.

1972-1973 : *un répertoire sur fiches manuscrites de la série R remplace le répertoire imprimé rédigé par Duvernoy en 1925 ; ce répertoire sur fiches manuscrites « ne comprend pas les documents relatifs à la guerre de 1914-1918, non encore déposés aux Arch. dép. de Meurthe-et-Moselle ».*

1984 : *publication du tome 1 du Guide des archives de Meurthe-et-Moselle sous la direction d'Hubert Collin.*

1998 : « Instruction sur le classement et la cotation des archives dans les services d'archives départementales ». Un paragraphe de cette circulaire concerne la série 10 R, relative aux archives des « Organismes temporaires du temps de la Première Guerre mondiale », pour le classement desquelles on renvoie aux dispositions de la circulaire du 18 juillet 1941 tout en recommandant de « respecter très rigoureusement l'intégrité des fonds... ».

2002 : *publication du tome 2 du Guide des archives de Meurthe-et-Moselle sous la direction d'Hubert Collin.*

II. Les églises de Meurthe-et-Moselle entre 1905 et 1914

1. « Département de Meurthe-et-Moselle. Tableau des dépenses apportées par le département et les communes pour grosses réparations aux édifices cultuels pendant chacune des dix dernières années ».²

Années	Montant des dépenses du département	Montant des dépenses des communes
1894	-	61.198
1895	-	116.798
1896	-	92.634
1897	-	206.171
1898	5.000	153.270
1899	-	115.317
1900	-	66.061
1901	682	138.712
1902	-	122.635
1903	-	237.647

2. « Lettre de l'évêque de Nancy au préfet de Meurthe-et-Moselle du 10 juillet 1905 (copie pour le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-arts et des Cultes) ».³

« En réponse à votre lettre du 27 juin, j'ai l'honneur de rappeler ce que j'ai déjà plusieurs fois publié en ces derniers temps, à savoir que le gouvernement n'a pas le droit d'exiger une copie de l'inventaire du mobilier de nos églises. Le décret de 1809, qui seul fait autorité en cette matière, ne reconnaît aucun droit à ce sujet, ni au gouvernement, ni au maire. La loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat affirme le droit de propriété de l'Etat sur le mobilier de nos églises qui évidemment appartiennent aux catholiques. Si le projet de loi, voté par la chambre des députés, est modifié par le sénat, ou si un conflit s'élève entre l'Eglise et l'Etat, le gouvernement s'emparera de ce mobilier. Nous ne pouvons ni contribuer à nous dépouiller nous-mêmes, ni prendre part à des actes que nous regardons comme opposés à la justice. J'ai tardé à vous répondre parce que j'ai voulu interroger les quinze curés ou desservants qui, d'après votre lettre, ont envoyé à l'administration civile l'inventaire du mobilier de leurs églises. Or, il m'est démontré que les renseignements que vous avez reçus sont erronés. En réalité, aucun curé ou desservant n'a remis cet inventaire. Dans deux paroisses, une copie de l'inventaire avait été déposée à la mairie, en 1882. Malgré les avis de l'évêché, on a reproduit cette copie. Dans d'autres paroisses, le maire a parcouru l'église et enregistré ce qu'il a vu, mais il n'a pas pénétré dans la sacristie. Ailleurs, le maire a constitué

² « Édifices paroissiaux. Grosses réparations exécutées pendant la période 1895-1904. Demande de renseignements. Nancy, le 20 février 1905 », ADMM V 251 bis. Les sommes concernent les églises, les presbytères, les temples et les synagogues. Les sommes versées par le département sont définies comme des subventions pour l'entretien des monuments historiques. Alors que l'enquête portait théoriquement sur la période 1895-1904, les chiffres sont donnés pour les années 1894-1903.

³ ADMM V 251 bis.

comme il a pu, avec le concours du président de la fabrique, son inventaire, etc. Un certain nombre de curés et de desservants ont envoyé l'inventaire des objets d'art, c'est le seul inventaire que l'Etat puisse demander. Très peu d'églises dans le diocèse possèdent des objets d'art.

Signé Charles François, évêque de Nancy ».

3. « Liste des édifices religieux classés et des édifices antérieurs à 1600 non encore classés ».⁴

« Les 16 églises classées

Blénod [Blénod-lès-Toul], Ecrouves, Laître-sous-Amance, Longuyon, Lunéville, Mont-Saint-Martin, Nancy [sic], Nomeny, Olley, Pont-à-Mousson, Saint-Nicolas-de-Port, Toul, Varangéville, Vézelize.

Les 91 églises antérieures à 1600 à classer⁵

Affracourt : église du XV^e, tour du XII^e.

Amance : église du XV^e.

Art-sur-Meurthe : chartreuse de Bosserville quoique de 1666, bel édifice, boiseries de l'abbaye de Salival.

Autrey-sur-Madon : église des XV^e et XVI^e.

Avril : abbaye norbertine du XI^e (ruines)

Barisey-la-Côte : église des XII^e et XIII^e.

Bayonville : clocher fortifié du XII^e.

Belleau : clocher du XII^e.

Bénaménil : église du XV^e.

Blanzey : église romane.

Bouxières-aux-Chênes : clocher du XV^e.

Bouxières-aux-Dames : église du XV^e.

Briey : église du XV^e, stalles de la Renaissance, chapelle du cimetière, danse des morts (bas-reliefs)

Clérey : église des XIII^e et XV^e.

Crantenoy : église des XIV^e et XV^e.

Cutry : église du XV^e, vitraux.

Dieulouard : église du XV^e, crypte romane, stalles du XVI^e.

Dombasle-sur-Meurthe : clocher du XV^e.

Domèvre : ruines d'une abbaye de la Renaissance.

Dommarie-Eulmont : église, chœur du XIII^e.

Dommartin-sous-Amance : église du XV^e.

Essey-et-Maizerais : église du XIV^e.

Essey-lès-Nancy : église du XV^e.

Flavigny : chapelle du XV^e d'un couvent bénédictin.

Fléville : statues de saintes aux fenêtres d'une chapelle fermée.

Fléville (Saint-Nicolas) : église ogivale (partie).

Flin : église, vierge vénérée.

Flirey : clocher fortifié du XV^e siècle.

⁴ ADMM 50 J I 24-03 (« Monuments religieux »). Cette liste a été rédigée à la demande du directeur du *Figaro* Gaston Calmette, peut-être par l'architecte Charbonnier. Elle n'est pas datée.

⁵ Cette liste ne paraît pas complète. Il faudrait y ajouter de nombreuses églises comme par exemple celle de Port-sur-Seille qui datait partiellement du XIII^e siècle.

Fontenoy : église ogivale, vitraux, chapelle fortifiée du XIII^e.
 Forcelles-Saint-Gorgon : église des XII^e et XV^e.
 Fraignes-en-Saintois : clocher roman.
 Fresnois-la-Montagne : église du XV^e.
 Frolois : église du XV^e.
 Frouard : église, chœur de la Renaissance.
 Génerville : chœur roman.
 Gerbécourt-Aplemont [Haplemont] : église XII^e, XV^e, XVI^e.
 Germiny : église du XV^e.
 Goviller : église du XV^e, trois croix de pierre.
 Grimonviller : église romane.
 Gugney-sous-Vaudémont : église des XII^e et XV^e siècles.
 Gye : église du XI^e.
 Haroué : église de la Renaissance.
 Haussonville : église romane ogivale.
 Haute-Seille : église et cloître cistercien du XII^e.
 Houdelmont : église du XI^e.
 Houdemont : église du XI^e.
 Houdreville : église du XVI^e.
 Housselmont : chapelle du XV^e.
 Jarny : église des XII^e et XV^e.
 Jeandelize : église des XII^e et XV^e.
 Jouaville : église, clocher, ossuaire du XIII^e.
 Juvrecourt : église des XIII^e et XV^e.
 Lalœuf : église de Puxe, tour et chœur du XIII^e, portail roman, chapiteau, nef du XV^e.
 Laneuveville-devant-Nancy : église des XII^e et XIII^e.
 Lay-Saint-Christophe : église, chœur du XII^e.
 Lebeuville : église du XVI^e.
 Lenoncourt : chapelle du château.
 Liverdun : église du XIII^e, tombeau de saint Euchaïre, stalles, sculptures, croix de route du XIII^e.
 Lorey : église du XVI^e.
 Malzéville : église du XV^e.
 Ménillot : église du XIII^e, abside et vitraux.
 Menne : chapelle dans la forêt de Blénod.
 Mercy-le-Bas : église du XI^e.
 Moncel : restes de l'abbaye de Beaupré.
 Mont-l'Étroit : église romane.
 Neuville-sur-Moselle : église du XV^e, chapelle de saint Liboire.
 Norroy : église de la Renaissance.
 Orchev : église du XV^e.
 Ormes-et-Ville : église du XI^e, portail, stalles, sculptures.
 Paray-et-Césaire : église des XII^e et XV^e.
 Pompey : église du XIII^e.
 Pont-Saint-Vincent : église.
 Saint-Sauveur : chœur d'une église abbatiale du XV^e.
 Saulxerotte : ermitage de Saint-Amon.
 Sexey-aux-Forges : église du XVII^e.
 Thélod : église des XII^e et XV^e.
 Thiaucourt : chapelle du cimetière XV^e.

Trondes : église du XII^e.
 Vacqueville : église du XVI^e.
 Vallières : ermitage des XII^e et XIII^e.
 Vandelainville : clocher du XVI^e.
 Vandœuvre : chapelle.
 Vilcey-sur-Trey : Sainte-Marie-aux-Bois, XII^e, ruines.
 Virecourt : église ogivale.
 Viviers : église ogivale.
 Waville : église du XIII^e portail du XVI^e, trois nefs égales, fresques ».

4. Classements et inscriptions à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques en Meurthe-et-Moselle entre la séparation des Eglises et de l'Etat et le début de la Deuxième Guerre mondiale (1905-1939).⁶

Communes	Classement	Inscription sur l'inventaire supplémentaire	Date
Aingeray	<i>Retable XVI^e</i>		5. 12.1908
Allamps	<i>Fonts baptismaux</i>		5. 12. 1908
Allamps		<i>Eglise</i>	29.10.1926
Amance	<i>Fonts baptismaux XV^e</i>		5.12.1908
Amance	<i>Eglise</i>		15.10.1919
Autrey	Dalles funéraires XV ^e		5.12.1908
Badonviller	<i>Eglise</i>		14.02.1921
Barisey-la-Côte		<i>Portail de l'église</i>	29.10.1926
Battigny		<i>Clocher de l'église</i>	29.10.1926
Bayon	<i>Trinité en pierre XV^e, Pietà en pierre XVI^e, Mise au tombeau XVI^e</i>		5.12.1908
Bicqueley		<i>Cuve baptismale servant de margelle au puit</i>	30.12.1926
Blainville-sur-l'Eau		Portes de la ville	1927
Blainville-sur-l'Eau	Porte Saint-Antoine		1929
Blénod-lès-Pont-à-Mousson		<i>Clocher de l'église</i>	29.10.1926
Blénod-lès-Toul	<i>Mobilier XVIII^e, vitraux, anneau pastoral XVI^e</i>		5.12.1908
Boucq	<i>Cloche de 1543</i>		5.12.1908
Boucq	Panneaux sculptés en bois XVII ^e		1909
Bouxières-aux-Chênes	<i>Cloches, stalles, statue de la Vierge</i>		5.12.1908
Bouxières-aux-Chênes		<i>Chœur, abside et crypte de l'église de Blanzey</i>	1927

⁶ Ce tableau a été réalisé à partir des dossiers ADMM 4 T 27 à 4 T 41 (le cas de la ville de Nancy a été délibérément laissé de côté). Il a été complété, essentiellement pour Nancy, par la consultation de la base Mérimée. Les classements ou inscriptions concernant les lieux de culte apparaissent en italiques.

Bouxières-aux-Dames	<i>Statue de saint Nicolas, chaire à prêcher</i>		5.12.1908
Briey	<i>Relief sur la chapelle du cimetière</i>		21.11.1905
Briey	<i>Stalles du chœur</i>		5.12.1908
Briey		<i>Eglise</i>	1927
Chaligny	Fragments de vitraux XV ^e -XVI ^e		5.12.1908
Chaligny	<i>Vierge de Pitié</i>		8.05.1923
Chaligny	Vitrail XVI ^e		6.03.1924
Chaligny		<i>Eglise</i>	29.10.1926
Champigneulle	<i>Vierge de la chapelle</i>		5.12.1908
Champigneulle	Enceinte préhistorique		22.09.1923
Cirey-sur-Vezouze		<i>Abbaye de Haute-Seille [ruines]</i>	19.01.1927
Custines		<i>Chapelle latérale et clocher de l'église</i>	29.10.1926
Deneuvre	« Le Baptême de Clovis » (toile de Girardet XVIII ^e)		5.12.1908
Dieulouard	<i>Vierge à l'enfant</i>		7.05.1907
Dieulouard	<i>Stalles en bois XVI^e</i>		5.12.1908
Dieulouard	<i>Église</i>		29. 10.1926
Dommartin-sous-Amance		<i>Eglise</i>	29.10.1926
Einville	<i>Statue de la Vierge à l'enfant du presbytère (déposée à la mairie)</i>		16.05.1911
Essey-et-Maizerais	<i>Eglise</i>		10.01.1920
Essey-lès-Nancy	<i>Statue de « pleureuse » en pierre fin XVI^e</i>		5.12.1908
Essey-lès-Nancy	Dalles funéraires XVI ^e -XVII ^e		25.05.1907
Etreval		Façade du château	19.01.1927
Fécocourt	<i>Croix de cimetière du XVI^e</i>		15.05.1909
Fléville	Façade du château		19.01.1927
Flin	<i>Peintures murales de l'église du XV^e-XVI^e</i>		5.12.1908
Forcelles-Saint-Gorgon	<i>Monument funéraire fin XV^e (dans l'église)</i>		5.12.1908
Forcelles-Saint-Gorgon	<i>Chœur et clocher de l'église</i>		29.10.1926
Foug	<i>Niche avec statue de la Vierge sur la façade d'une maison privée (contre l'avis du propriétaire)</i>		11.02.1927
Fresnois-la-Montagne	Monument funéraire du XV ^e siècle		5.12.1908
Fresnois-la-Montagne	<i>Eglise</i>		10.01.1920
Frolois	<i>Bénitier</i>		5.12.1908
Frouard		<i>Eglise</i>	29.10.1926

Froville		Ancien prieuré	29.10.1926
Germonville	<i>Panneau peint XVII^e dans l'église</i>		5.12.1908
Gézoncourt		<i>Eglise</i>	29.10.1926
Gugney	<i>Pietà du XVI^e</i>		5.12.1908
Hagéville	<i>Cloche en bronze XVII^e</i>		5.12.1908
Haroué	Différentes parties du château		22.03.1926
Haussonville		Château	29.10.1926 (classé le 17.02.1930)
Houdemont	<i>Chaire à prêcher</i>		5.12.1908
Jaulny	<i>Vierge en bois du XVI^e</i>		7.07.1926
Laître-sous-Amance	<i>Deux chandeliers du XIII^e</i>		5.12.1908
Lalœuf		<i>Eglise</i>	29.10.1926
Landremont	<i>Abside et travée de chœur de l'église</i>		18.04.1921
Laneuveville-aux-Bois	<i>Maître-autel et retable en bois doré XVIII^e</i>		10.02.1923
Laneuveville-devant- Nancy	<i>Chapelle de Montaigu</i>		22.01.1934
Lay-Saint-Christophe	<i>Mobilier de l'église</i>		17.03.1934
Lay-Saint-Christophe		<i>Presbytère</i>	29.10.1926 (classé le 22.01.1931)
Lenoncourt	Dalle funéraire		5.12.1908
Liverdun	<i>Stalles, cloches, toile « Le Rosaire »</i>		5.12.1908
Liverdun	<i>Église</i>		25.11.1924
Liverdun	<i>Porte monumentale du presbytère</i>		27.12.1924
Liverdun	Porte de la ville		12.05.1925
Liverdun		Façade de la maison Weiberger et plusieurs autres façades	8.04.1926
Liverdun	Tour carrée flanquant la porte de la ville		8.04.1928 (contre l'avis du propriétaire)
Liverdun	Maison du Gouverneur		17.10.1928 (contre l'avis du propriétaire)
Liverdun		<i>Croix de mission</i>	20.6.1932
Liverdun	<i>Niche avec statue de la Vierge</i>		5.09.1932
Longuyon	<i>Eglise Sainte-Agathe</i>		Avant 1908
Longuyon	<i>Bénitier</i>		8.02.1908
Longuyon	<i>Mobilier de l'église</i>		5.12.1908
Longwy-Haut	Porte de France		20.08.1913
Longwy-Haut	Hôtel de ville		19.03.1921
Longwy-Haut	Bâtiments de l'intendance		22.08.1921
Longwy-Haut	Ancienne place d'armes, remparts		2.09.1921 et 1933

Longwy-Haut	<i>Eglise</i>		19.03.1921
Lorey	Fragments de vitraux du XVI ^e siècle		5.12.1908
Ludres	Vitraux XVI ^e		5.12.1908
Lunéville	<i>Chapelle du château</i>		7.02.1901
Lunéville	<i>Mobilier de l'église Saint-Jacques</i>		5.12.1908
Lunéville	<i>Eglise Saint-Jacques</i>		20.09.1926
Lunéville	Plusieurs parties du château		25.06.1929
Magnières	<i>Plusieurs pièces du mobilier de l'église</i>		5.12.1908
Malzéville	<i>Eléments du mobilier de l'église</i>		5.12.1908
Mance		<i>Croix de la Malmaison</i>	26.12.1928
Mancieulles	(demande de classement de l'église par la mairie)		1922
Mandres-aux-Quatre-Tours		<i>Portail de l'église</i>	29.10.1926
Manonville	<i>Mobilier de l'église</i>		5.12.1908
Maréville	<i>Tableau de la chapelle</i>		22.10.1909
Maxéville	<i>Tableau de l'église</i>		5.12.1908
Maxéville	<i>Vierge à l'enfant</i>		2.05.1907
Ménillot	<i>Statue de Vierge à l'enfant</i>		30.12.1906
Morey	<i>Eglise</i>		18.06.1930
Morey	Porte du château		13.08.1930
Mont-Bonvillers	<i>Eglise de Mont</i>		27.01.1933
Mont-le-Vignoble	<i>Mobilier du presbytère</i>		5.09.1932
Mont-Saint-Martin	<i>Cloche et retable</i>		5.12.1908
Morfontaine	<i>Croix de route</i>		12.12.1930
Mousson	<i>Chapelle castrale de l'église</i>		6.07.1921
Mousson	Ruines du château		14.04.1933
Mousson	<i>Chœur, chevet plat, nef et clocher de l'église</i>		21.03.1933
Moyen		Château	19.01.1927
Nancy	<i>Cathédrale</i>		9.08.1906
Nancy	<i>Église Notre-Dame de Bonsecours</i>		13.08.1906
Nancy	Porte de la Citadelle		34.01.1910
Nancy	Porte de la Craffe		20.08.1913
Nancy	<i>Mobilier du couvent des Cordeliers</i>		18.04.1914
Nancy	<i>Chapelle du lycée Henri Poincaré</i>		7.03.1916
Nancy	<i>Église Saint-Sébastien</i>		06.07.1921
Nancy	<i>Temple protestant</i>		28.08.1919
Nancy	<i>Croix-Gagnée</i>		

Nancy	Place de la Carrière et place Stanislas		Nombreux classements entre 1923 et 1929
Nancy	Immeubles de la Vieille-ville		1927
Nomeny	<i>Eglise</i>		20.02.1907
Nomeny	<i>Fonts baptismaux, Pieta</i>		5.12.1908
Nomeny	<i>Chasse de saint Hubert (groupe en pierre polychrome) XVI^e</i>		30.04.1917
Norroy-lès-Pont-à-Mousson	Menhir de la Pierre-au-Jô		?
Olley	<i>Eglise</i>		Fin du XIX ^e siècle
Ormes-et-Ville	<i>Mobilier de l'église</i>		5.12.1908
Pagny-sur-Moselle	<i>Eglise</i>		10.01.1920
Pexonne	<i>Crucifix XVIII^e</i>		31.1.1926
Pierre-la-Treiche	Grotte dite « Trous de Sainte-Reine »		24.02.1910
Pont-à-Mousson	<i>Mobilier de l'église Saint-Laurent</i>		5.12.1908
Pont-à-Mousson	<i>Ancien petit séminaire</i>		30.07.1910 et 19.09.1919
Pont-à-Mousson	<i>Eglise Saint-Laurent</i>		19.09.1919
Pont-à-Mousson	Façade de l'hôtel de ville		15.10.1919
Pont-à-Mousson	Maisons		1919-1920
Pont-à-Mousson	Façade d'une maison rue Saint-Laurent		6.07.1921
Pont-à-Mousson	Maison rue Saint-Laurent		7.12.1921
Pont-à-Mousson	Façade de maison rue Saint-Laurent		19.01.1925
Pont-à-Mousson		Façades de l'ancien observatoire	8.05.1925
Pont-à-Mousson		Façade sur cour intérieure du collège	29.10.1926
Pont-Saint-Vincent	<i>Mobilier de l'église</i>		27.12.1907
Pont-Saint-Vincent		<i>Eglise</i>	29.10.1926
Port-sur-Seille	<i>Dalles funéraires et panneau peint de l'église</i>		5.12.1908
Prény	<i>Pietà et statue de la Vierge</i>		5.12.1908
Pulligny	<i>Cloche en bronze</i>		5.12.1908
Pulligny		Maisons XIV ^e et XVI ^e siècle	29.10.1926
Pulligny		<i>Eglise</i>	29.10.1926
Réhon	<i>Mise au tombeau en pierre peinte XIV^e</i>		20.06.1929
Rosières-aux-Salines		Beffroi (de l'hôtel de ville)	29.10.1926
Saint-Boingt	<i>Croix en pierre XVII^e</i>		15.05.1909

	<i>dans le cimetière</i>		
Saint-Clément	<i>Peintures murales XV^e dans l'église</i>		5.12.1908
Saint-Nicolas-de-Port	<i>Nef en nacre et en argent doré fin XVI^e dans l'église</i>		18.1.1897
Saint-Nicolas-de-Port	<i>Pietà</i>		8.02.1908
Saint-Nicolas-de-Port	<i>Mobilier et œuvres d'art de l'église</i>		5.12.1908
Sainte-Geneviève		<i>Abside et chœur de l'église</i>	29.10.1926
Thiaucourt	<i>Cloche en bronze de 1607</i>		5.12.1908
Toul	<i>Mobilier de l'église Saint-Mansuy, mobilier de l'église Saint- Gengoult, mobilier de la cathédrale Saint- étienne</i>		5.12.1908
Toul	Œuvres d'art de l'établissement d'artillerie		7.03.1922
Toul		Hôtel de ville	29.10.1926 (classé le 6.8.1930)
Toul		Porte de Metz	24.10.1929
Toul		Ancienne chapelle du couvent des cordeliers	1939
Toul		Fontaine du marché aux poissons	1939
Toul	Plusieurs façades d'immeubles		février/mai 1939
Trioux	<i>Retable du maître-autel XVI^e</i>		5.12.1908
Vandières	<i>Eglise</i>		14.02.1921
Varangéville	<i>Eglise</i>		4.07.1907
Varangéville	<i>Eléments du mobilier de l'église</i>		21.08.1905
Varangéville	Vitraux		9.09.1905
Varangéville	<i>Mobilier de l'église</i>		5.12.1908
Vaudémont	<i>Vierge de pitié en pierre</i>		8.05.1923
Vézelize	<i>Eglise</i>		5.06.1907
Vézelize	<i>Mobilier et œuvres d'art de l'église</i>		5.12.1908
Vézelize		Maison de l'ancien baillage	29.10.1926 (classée le 23.12.1930)
Vézelize		Maison Renaissance	14.05.1927
Vilcey-sur-Trey		<i>Ancienne abbaye de Saint-Marie- aux-Bois</i>	29.10.1926

Vilcey-sur-Trey	<i>Chaire à prêcher, maître-autel, statues de la Vierge et de saint Nicolas, reliquaire en bois sculpté de saint Jean et saint Bruno</i>		26.01.1927
Villers-lès-Nancy	<i>Mobilier du presbytère</i>		5.09.1925
Villey-le-Sec	Dolmen de Bois-l'Evêque		22.01.1910
Waville	<i>Eglise</i>		6.07.1921
Xammes	<i>Eglise</i>		14.02.1921
Xivry-Circourt	<i>Mobilier et œuvres d'art de l'église</i>		5.12.1908

III. L'Eglise et les églises pendant la guerre

1. « Déclaration de Monseigneur l'Archevêque », *La Semaine religieuse du diocèse de Nancy et de Toul*, 28 août 1915, p. 552-553.

« L'évêque de Nancy affirme sur son honneur et sa conscience d'évêque :

1° Qu'aucun prêtre de son diocèse n'a pris part à la lutte militaire, ni fait des signaux pour diriger les troupes françaises, ni placé dans les églises ou les clochers des armes, des mitrailleuses, ou établi là des postes d'observation ; que tous ont conseillé aux populations la prudence et la réserve ; que tout le monde sait qu'il n'y a pas eu en France pendant toute la guerre actuelle un seul franc-tireur.

2° Il affirme que les coups de fusil qui ont servi partout aux troupes allemandes de prétexte pour incendier et détruire les villages, pour massacrer les habitants et les vieillards, les femmes et les enfants, et commettre d'autres forfaits, n'ont jamais été tirés par des prêtres ou par des habitants du pays, mais par des soldats allemands avides de répression et de pillage, ou par ces soldats ivres ; quelquefois, mais rarement, par des soldats français qui continuaient la lutte.

3° Il affirme que la fureur des troupes allemandes, même des troupes composées au moins en très grande partie de catholiques et accompagnées d'aumôniers militaires, s'est exercée spécialement contre les prêtres, les églises, les autels, les objets et les linges destinés au culte, contre les vases sacrés, les statues des saints, les crucifix, etc.

4° Il affirme qu'il a vu dans les ambulances et les hôpitaux tous les Allemands blessés ou malades traités avec la plus grande charité et très satisfaits des soins qui leur étaient donnés ; que, ni à Nancy, ni ailleurs, dans son diocèse, les prisonniers allemands n'ont été maltraités, insultés ou menacés par la population, et qu'il n'a jamais entendu dire que rien de pareil se soit produit dans d'autres régions de la France, mais il sait par les témoignages de prisonniers français, parfaitement honnêtes et consciencieux, qu'en pénétrant en Allemagne, ils ont été accablés d'injures et de menaces. Un groupe de prêtres, dont plusieurs d'un âge avancé et en costume ecclésiastique, ont subi ces épreuves ; quelques-uns ont même été maltraités et jetés à terre. Il reconnaît qu'au retour récent des blessés et malades vers la France, les conventions des deux gouvernements, les blessés et prisonniers français ont été respectés et bien traités ».

2. Liste des prêtres du diocèse de Nancy et de Toul victimes de la guerre.⁷

« Diocèse de Nancy

Prêtres fusillés :

1 – BARBOT Elisée, curé de Rehainviller, né le 1866 [sic], mort le 17 septembre 1914. Trouvé sur le champ de bataille à moitié enterré, ~~la tête séparée du tronc~~. Les Allemands étaient venus le chercher dans sa cave où il était réfugié pendant le fort de la bataille.

2 – BRAUX, curé de Longuyon, né en 1871, fusillé à Longuyon le 27 août 1914.

3 – PERSYN, vicaire de Longuyon, né en 1889, fusillé à Longuyon, idem.

4 – CALBA Prosper, vicaire à Saint-Maur de Lunéville, né en 1885, fusillé à Dalheim [Moselle] où il se trouvait peut-être indûment.

⁷ « Récompenses accordées au titre de la guerre 1914-1918. Propositions pour le tableau faites en faveur de maires et de prêtres fusillés et d'autres victimes de la guerre. 1914-1920 », ADMM 1 M 722. Cf. aussi « Prêtres non mobilisés fusillés par les Allemands sans raison depuis les débuts de la guerre » ADMM 50 JI 27-05 (« Correspondance »).

5 – JACOB Eugène, curé de Lexy, né en 1850, otage, fusillé en captivité à Coblenz le ... 1914.

6 – MAMIAS Jules, curé de Vandières, né en 1886, fusillé à Vandières le 29 septembre 1914.

7 – RENAUDIN Charles, curé de Viviers-sur-Chiers, né en 1876, fusillé en août 1914.

8 – ROBERT Eugène, curé de Cutry, né en 1865, fusillé à Villers-la-Montagne le 22 septembre 1914, dimanche 23 août [sic] à quelques mètres de l'église.

9 – THIERY Emile, curé de Gondrecourt-Aix, né en 1875, fusillé à Neufchef en août 1914.

10 – THIRIET Joseph, curé de Deuxville, né en 1850, fusillé à Crion le 26 août 1914.

11 – VOUAUX Léon, agrégé de l'Université, professeur à la Malgrange, né en 1870, fusillé à Jarny le 27 août 1914 au presbytère de Jarny où il remplaçait son frère mobilisé.

Prêtres morts en captivité :

12 – CABIN Nicolas, curé de Grand-Failly, né en 1876, mort otage en captivité à Zwickau le 21 octobre 1914, 15 jours après l'arrivée à Zwickau.

13 – KUCHLY Pierre, curé de Leintrey, né en 1852, otage à Ingolstadt, mort à St-Louis (Lorraine) en captivité le 2 novembre 1915.

14 – LACOUR Ernest, curé d'Arracourt, né en 1849, mort otage à Munich le 7 octobre 1915 ».

3. Vasseur Pierre, « Pour la Lorraine, par la France. XVI. A mon noble aîné Maurice Barrès, pour qu'il défende les clochers meurtris ».⁸

« Dans sa stupide fureur, la soldatesque envahissante n'a rien épargnée. Elle s'est attaquée aux remparts solides des forteresses comme aux murs accueillants des chaumières, comme aux voûtes innocentes des temples et les ruines accumulées témoignent de l'infamie de l'adversaire !

Parmi toutes ces nobles victimes de pierres, les pauvres églises des provinces brutalisées méritent un regard douloureux et sympathique.

Elles sont des milliers, mutilées ! Petites paroisses de villages ou vastes cathédrales des grandes cités, 'toutes' ont souffert. La mitraille a déchiqueté leurs clochers audacieux, les obus ont éventré les nefs séculaires, la flamme a noirci les portiques et parfois de ces temples il ne reste plus rien que quelques stèles brisées.

Il est toujours cruel de s'arrêter devant des ruines... mais ici le spectacle se complique d'une angoisse morale, ici éclate le conflit entre la loi positive et le devoir supérieur de la Nation. *Qui relèvera les églises meurtries ?*... Nous allons essayer de répondre à cette question sans froisser des susceptibilités délicates, sans réveiller les passions religieuses d'avant la guerre, en nous soumettant, non pas à l'idéal chrétien, mais à l'idéal français, celui qui peut nous réunir tous de Sembat à Maurras.

Il y a deux systèmes en présence. Celui des novateurs irréductibles, qui veulent ignorer les exigences des religions et celui de ceux qui prétendent que les églises doivent être redressées par la Nation française.

Pour les uns, les temples sont des vestiges des superstitions désuètes qu'il est inutile de rétablir en ce siècle d'émancipation morale. Les redresser serait rendre de la force aux principes du passé et peut-être ruiner l'esprit nouveau... Pour les autres,

⁸ *Bulletin de Meurthe-et-Moselle*, n°46, 10 août 1915, p. 1.

moins rigoureux dans leur façon de penser, les temples ont une certaine valeur spirituelle, une certaine utilité pour le corps social, aussi est-il nécessaire qu'ils revivent. Mais la loi du 9 décembre 1905 implique que l'Etat laïque doit ignorer les églises et que par conséquent, ce n'est pas à lui de panser leurs blessures, que c'est aux croyants de refaire leurs autels.

Nous ne pouvons, quant à nous, interpréter d'une façon aussi étroite les textes invoqués que certains peuvent blâmer, mais devant lesquels nous nous inclinons puisqu'ils sont la Loi. Les églises sont autres choses que des prières en pierres, elles sont des forces politiques, artistiques et morales que nous n'avons pas le droit de méconnaître. Comme telles elles constituent un patrimoine national et nous prétendons dès lors que l'Etat ne peut pas s'en désintéresser.

Nous les regardons, les églises de France, de la colline qui domine les confessions religieuses, qui dépasse les intérêts des partis, de la colline lointaine où... l'on n'entend pas le cri des passions... et elles nous apparaissent dans toute leur simple beauté. Elles sont des écoles de discipline, car la hiérarchie imposée aux fidèles facilite la soumission au devoir civique et les sanglants spectacles de la guerre nous ont montré comme la semence mystique sait féconder les cœurs généreux. Elles sont des éducatrices du goût, car ce sont elles, vieillottes églises romanes, élégantes paroisses ogivales, petites chapelles sans styles propres, qui rattachent les générations présentes au passé, qui transmettent de siècle en siècle la façon de sentir et de traduire les émotions de toute une race. Elles mettent de la beauté au milieu de la rudesse, du terre-à-terre ; elles sont toutes la richesse des villages pauvres ; elles sont ce qui subsiste, au milieu de ce qui passe.

Ô vieilles églises de France, édifiées par les sacrifices de nos aïeux ; vieilles églises de France, dont les pierres ne disent pas seulement l'habileté de nos maîtres-maçons d'autrefois, mais qui nous rappellent les privations de nos parents pour un haut idéal... Vous qui avez subi les brutalités de l'ennemi, la Nation vous relèvera parce qu'elle est sensible à tous les souvenirs qui s'attachent à vos murailles, parce qu'elle comprend que vous faites partie du patrimoine moral de la France... Vos clochers qui rappellent à tous, le temps, à beaucoup l'éternité, seront reconstruits par l'obole des croyants et des impies, des Bretons et des Provençaux, à jamais réconciliés dans l'amour profond et vivace de tout ce qui fait la Patrie... La voix grave qui appelle les enfants à la défense du Pays, retentira demain... toujours dans les plaines laborieuses de Lorraine et dans les beffrois ajourés des Flandres ; elle sonnera l'Angélus, elle frappera les heures, et chaque année, à l'anniversaire des deuils, elle redira aux générations qui montent, ce qu'ont fait pour elle les soldats de 1915.

Vieilles églises de France, la nation vous rendra la vie... Ce n'est pas la *foi* seule qui le réclame ; c'est la *raison* qui sait reconnaître la force éducatrice des clochers ; c'est l'*esprit national*, c'est la *beauté*, qui veut s'épanouir pour l'éternité dans les voussures audacieuses, dans les volutes élégantes, dans les rosaces légères et fines... ».

IV. Le bilan matériel de la guerre

1. « Préfecture de Meurthe-et-Moselle. Communes occupées par l'ennemi de 1914 à 1918. Par arrondissement ».⁹

« Arrondissement de Nancy : Abaucourt – Arraye-et-Han – Chenicourt – Eply – Mailly – Manoncourt-sur-Seille – Phlin – Raucourt – Rouves – Thézey-Saint-Martin – Bouxières-sous-Froidmont – Champey – Lesménils – Norroy-les-Pont-à-Mousson – Pagny-sur-Moselle – Prény – Vandières – Villers-s.-Prény – Vittonville (19 communes).

Arrondissement de Briey : Occupé tout entier de 1914 à 1918 (128 communes).

Arrondissement de Lunéville : Ancerviller – Amenoncourt – Angomont – Autrepierre – Avricourt – Barbas – Bertrambois – Bezange-la-Grande – Bionville – Blâmont – Blémerey – Bréménil – Bures – Bureville – Chazelles – Cirey – Coincourt – Domèvre-sur-Vezouze – Emberménil – Fenneville – Frémonville – Gogney – Gondrexon – Halloville – Harbouey – Hénaménil – Herbéviller – Igney – Juvrecourt – Leintrey – Mouacourt – Neufmaisons – Nonhigny – Parroy – Parux – Petitmont – Pierre-Percée – Raon-lès-Leau – Réchicourt-la-Petite – Reclonville – Remoncourt – Repaix – Saint-Martin – Saint-Maurice – Saint-Sauveur – Tanconville – Val-et-Chatillon – Vého – Verdental – Xousse – Xures (51 communes).

Arrondissement de Toul : Arnaville – Bayonville – Bouillonville – Charey – Dommartin-la-Chaussée – Essey-et-Maizerais – Euvezin – Fey-en-Haye – Flirey – Jaulny – Limey – Lironville – Pannes – Regniéville – Rambercourt – Remenauville – Saint-Baussant – Seicheprey – Thiaucourt – Vandelainville – Viéville-en-Haye – Vilcey-s.-Trey – Xammes (23 communes) ».

2. « Communes du département totalement ou partiellement détruites pendant la guerre 1914-1918 ».¹⁰

« Arrondissement de Nancy :

Abaucourt. Armaucourt. Arraye-et-Han. Amance. Blénod. Bouxières-sous-Froidmont. Bouxières-aux-Chênes. Bey. Brin. Buissoncourt. Chenicourt. Clémery. Champey. Champenoux. Dieulouard. Eply. Erbéviller. Gellenoncourt. Haraucourt. Jeandelaincourt. Jezainville. Lanfroicourt. Lesménils. Létricourt. Leyr. Lixières. Mailly. Manoncourt-sur-Seille. Maidières. Montauville. Morville-sur-Seille. Mousson. Moncel-sur-Seille. Mazerulles. Nomeny. Norroy. Pagny-sur-Moselle. Phlin. Pont-à-Mousson. Port-sur-Seille. Prény. Raucourt. Rouves. Réméréville. Sainte-Geneviève. Sornéville. Thézey-Saint-Martin. Vandières. Villers-sous-Prény. Vittonville.

Arrondissement de Lunéville :

Amenoncourt. Angomont. Arracourt. Athienville. Autrepierre. Ancerviller. Anthelupt. Azerailles. Baccarat. Badonviller. Barbas. Bathélemont. Bauzemont. Bezange-la-Grande. Bionville. Blâmont. Blémerey. Bonviller. Bures. Chanteheux. Charmois. Chazelles. Cirey. Coincourt. Courbesseaux. Crévic. Deneuvre. Deuxville. Domèvre-sur-Vezouze. Domjevin. Drouville. Emberménil. Fenneville. Flainval. Fréménil.

⁹ ADMM 8 R 205.

¹⁰ *Annuaire de Lorraine, Guide illustré. 1^{ère} partie, Meurthe-et-Moselle*, 28^e année, 1920, Nancy, A. Humblot et Cie imprimeurs, 1325 p., p. 1.

Frémonville. Gélacourt. Gerbéviller. Glonville. Gogney. Gondrexon. Hablainville. Halloville. Harbouey. Haudonville. Herbéville. Hériménil. Hudiviller. Igney. Juvrecourt. Laneuveville-aux-Bois. Leintrey. Magnières. Maixe. Manonviller. Marainviller. Merviller. Mignéville. Montigny. Mont-sur-Meurthe. Montreux. Mouacourt. Neuville. Nonhigny. Ogéville. Parroy. Parux. Petitmont. Pexonne. Pierre-Piercée. Réchicourt-la-Petite. Reclonville. Rehainviller. Romain. Reherrey. Reillon. Remenoville. Repaix. Saint-Martin. Saint-Maurice. Saint-Sauveur. Sainte-Pôle. Seranville. Tanconville. Vallois. Vaucourt. Vého. Veney. Vennezey. Verdenal. Vitrimont. Xousse. Xures.

Arrondissement de Toul :

Ansauville. Beaumont. Bernécourt. Bayonville. Bouillonville. Charey. Dommartin-la-Chaussée. Essey-et-Maizerais. Euvezin. Fey-en-Haye. Flirey. Hamonville. Jaulny. Limey. Lironville. Mamey. Mandres-aux-Quatre-Tours. Manonville. Noviant-aux-Prés. Pannes. Rogéville. Regniéville. Rembercourt. Remenauville. Saint-Baussant. Seicheprey. Thiaucourt. Vandelainville. Viéville-en-Haye. Vilcey-sur-Trey. Xammes.

Arrondissement de Briey :

Affléville. Audun-le-Roman. Bazailles. Béchamps. Boismont. Boncourt. Charency-Vezin. Chenières. Cosnes-et-Romain. Cutry. Dampvitoux. Domprix. Doncourt-lès-Conflans. Fillières. Fresnois-la-Montagne. Gondrecourt-Aix. Hagéville. Hussigny. Jarny. Landres. Longuyon. Longwy-Haut. Malavillers. Montigny-sur-Chiers. Mont-Saint-Martin. Murville. Petit-Failly. Saint-Jean (Ham-lès-Saint-Jean). Saint-Julien-lès-Gorze. Saint-Pancré. Saint-Supplet. Saulnes. Thumeréville. Tronville. Villecey-sur-Mad. Ville-au-Montois. Waville. Xonville ».

3. Communes envahies et détruites par arrondissement.¹¹

Arrondissement	Nombre de communes	Communes occupées			Communes détruites			Communes évacuées	
		Temporaire	Pendant la durée de la guerre	Total	Partielle	Totale	Total	Par l'armée française	Par l'armée allemande
Nancy	186	62	15	77	32	4	36	18	5
Lunéville	165	106	34	140	73	30	103	10	4
Toul	116	18	14	32	11	23	34	9	8
Briey	128	-	128	128	78	7	85	-	-
Total	595	186	191	377	194	64	258	37	17

¹¹ D'après LEURET Bruno, *Les Réfugiés de Meurthe-et-Moselle pendant la Première Guerre mondiale*, mémoire de maîtrise d'histoire, Nancy, U.F.R. d'histoire et de géographie, s. d., 105 p., p. 14.

4. « Préfecture de Meurthe-et-Moselle. Services techniques de reconstitution. Génie rural. État global des immeubles détruits ou partiellement détruits dans les communes sinistrées du département de Meurthe-et-Moselle ». ¹²

	Nombre d'immeubles avant guerre	Immeubles complètement détruits	Immeubles partiellement détruits	Ensemble des immeubles touchés
Briey	20028	2391 (11,93%)	3268 (16,31%)	28,24%
Toul	14788	1790 (12,10%)	1159 (7,83%)	19,93%
Nancy	32651	3866 (11,84%)	7477 (22,89%)	34,73%
Lunéville	11755	3775 (32,11%)	4571 (38,88%)	70,99%
Total	79222	11822 (14,92%)	16475 (20,79%)	35,71%

5. Les églises détruites d'après les statistiques diocésaines. ¹³

Doyennés de l'archiprêtré de Lunéville	Paroisses	Paroisses détruites	Paroisses en partie détruites	Églises détruites	Églises en partie détruites
Arracourt	10	7	3	6	4
Baccarat	13	11	-	8	-
Bayon	28	-	4	-	1
Blâmont	33	14	-	18	15
Cirey	6	1	-	2	-
Einville	20	2	-	5	-
Gerbéviller	19	4	-	3	-
Saint-Jacques de Lunéville	20	2	2	1	3
Total	168	43	9	43	23

¹² ADMM 10 R AL 2. Les pourcentages ont été calculés et ajoutés dans le tableau.

¹³ Les tableaux suivants ont été établis d'après les statistiques publiés par le chanoine Hogard, cf. « Statistique des paroisses et annexes, des églises, des presbytères et des maisons d'œuvres ruinés, dévastés ou fortement endommagés par la guerre », *La Semaine Religieuse du diocèse de Nancy et de Toul*, 12 avril 1919, p. 230-238.

Doyennés de l'archiprêtre de Nancy	Paroisses	Paroisses détruites	Paroisses en partie détruites	Églises détruites	Églises en partie détruites
Notre-Dame (Nancy)	?	-	3	-	3
Saint-Epvre (Nancy)	11	-	4	-	5
Saint-Pierre (Nancy)	17	5	-	4	-
Saint-Sébastien (Nancy)	?	-	6	-	4
Haroué	30	-	-	-	-
Nomeny	30	15	-	14	4
Pont-à-Mousson	28	7	10	6	3
Saint-Nicolas-de-Port	24	1	-	2	6
Vézelise	-	-	-	-	-
Total	201	28	23	29	25

Doyennés de l'archiprêtre de Toul	Paroisses	Paroisses détruites	Paroisses en partie détruites	Églises détruites	Églises en partie détruites
Colombey	-	-	-	-	-
Liverdun	27	4	6	3	6
Thiaucourt	23	16	3	12	11
Saint-Etienne (Toul)	-	-	-	-	-
Saint-Gengoult (Toul)	-	-	-	-	-
Total	122	20	9	15	17

Doyennés de l'archiprêtre de Briey	Paroisses	Paroisses détruites	Paroisses en partie détruites	Églises détruites	Églises en partie détruites
Audun-le-Roman	28	3	-	1	5
Briey	18	-	6	-	9
Chambley	12	4	7	4	
Conflans	27	1	-	4	-
Longuyon	22	4	-	2	-
Longwy	28	2	13	5	-
Total	131 (ou 135 ?)	14	26	16	14

Archiprêtré	Paroisses	Églises détruites	Églises partiellement détruites	Total des églises touchées
Briey	131	18 (13,74%)	42 (32,06%)	60 (45,80%)
Lunéville	168	39 (23,21%)	28 (16,66%)	67 (39,88%)
Nancy	201	29 (14,42%)	25 (14,88%)	54 (26,86%)
Toul	122	15 (12,29%)	11 (9,01%)	26 (21,31%)
Total	583 (ou 622 ?) ¹⁴	101 (16,23%)	106 (17,04%)	207 (33,27%)

¹⁴ En cumulant le nombre de paroisses dans chaque archiprêtré, on parvient au total de 622 paroisses et non au chiffre de 583 avancé par Hogard.

6. Eglises relevant de l'article 12 de la loi du 17 avril 1919.¹⁵

« Abaucourt
Ancerviller
Armaucourt
Arracourt
Arraye-et-Han
Audun-le-Roman
Bey-sur-Seille
Bezange-la-Grande
Blémerey
Bouxières-aux-Chênes
Bouxières-sous-Froidmont
Brin-sur-Seille
Bures
Chambley
Champenoux
Charey
Chazelles
Chenicourt
Clémery
Cutry
Dommartin-la-Chaussée
Doncourt-Beuveille
Emberménil
Eply
Fenneviller
Fey-en-Haye

Flirey
Gerbéviller
Hagéville
Halloville
Harbouey
Herbéviller
Jeandelize
Lanfroicourt
Leintrey
Lesménils
Létricourt
Leyr
Limey
Magnières
Manoncourt-sur-Seille
Moncel-sur-Seille
Montreux
Morville-sur-Seille
Mouacourt
Mousson
Neuviller-lès-Badonviller
Nonhigny
Pannes
Parroy
Parux
Port-sur-Seille
Prény
Raucourt
Réchicourt-la-Petite
Reillon
Réméréville
Saint-Julien
Serres
Thiaucourt
Vaucourt
Vého ».

¹⁵ Société coopérative de reconstruction des églises du diocèse de Nancy, *Assemblée générale du 16 janvier 1922*, Nancy, Ancienne Imprimerie Vagner, 1922, 16 p., p. 9. La liste des édifices culturels entièrement ou en grande partie détruits, qui devaient se voir appliquer l'article 12 de la loi sur les dommages de guerre du 17 avril 1919, a probablement été établie peu après cette date, au niveau de la préfecture, soit par l'architecte départemental Charbonnier, soit par le service d'architecture des Régions libérées rattaché à la préfecture. Elle n'est apparemment pas conservée dans les archives de la préfecture. Les trois églises classées monuments historiques en grande partie détruites pendant la guerre (Badonviller et Longwy-Haut classées en 1921 ainsi que Nomeny classée dès 1907) ne sont pas mentionnées dans la version de cette liste publiée par la coopérative diocésaine de reconstruction des églises. L'église de Viéville-en-Haye aurait peut-être été ajoutée à cette liste si elle n'avait été pressentie pour un classement au titre des monuments historiques.

7. Liste des communes et des églises détruites.¹⁶

Communes	Pourcentage de destruction de la commune ¹⁷	Églises relevant de l'article 12 ¹⁸	Nature des travaux réalisés dans le cadre de la coopérative de reconstruction des églises ¹⁹	Églises antérieures à 1600 non classée monument historique ²⁰
Abaucourt	75	Oui	Reconstruction totale	
Affléville	31		-	
Amance	11		[réparation par le service des Monuments historiques]	Église XV ^e siècle
Amenoncourt	77		-	
Ancerviller	29	Oui	Reconstruction totale	
Angomont	34		Reconstruction totale	
Anthelupt	24		Travaux peu importants	
Armaucourt	45	Oui	Reconstruction partielle	
Arracourt	80	Oui	Reconstruction totale	
Arraye	74	Oui	Reconstruction partielle	
Athienville	22		-	
Audun-le-Roman	93	Oui	Réparation importante	
Auboué	-		Travaux peu importants	
Autrepierre	21		-	

¹⁶ Ce tableau permet de comparer le pourcentage de destruction des communes et l'état de destruction des églises.

¹⁷ D'après « Ministère des régions libérées. Reconstitution foncière et cadastre. 1^e section. Département de Meurthe-et-Moselle. Programme des travaux de plans d'alignement et de nivellement. Liste donnant, par commune, la partie à reconstruire qui comptera un plan d'alignement à la charge des régions libérées », ADMM 10 R AL 2. Pour plus de précisions sur ce document, cf. ci-dessous annexe VII-2.

¹⁸ Société coopérative de reconstruction des églises du diocèse de Nancy, *Assemblée générale du 16 janvier 1922*, Nancy, Ancienne Imprimerie Vagner, 1922, 16 p., p. 9 (cf. ci-dessus annexe IV-6).

¹⁹ D'après Société coopérative de reconstruction des églises du diocèse de Nancy, *Assemblée générale du 3 mars 1925*, supplément à *La Semaine religieuse* du 14 mars 1925, 20 p. (cf. ci-dessous annexe VIII-4).

²⁰ ADMM 50 J I 24-03 (cf. ci-dessus annexe II-3).

Baccarat	13		Travaux peu importants	
Badonviller	48			
Bathélemont-lès-Bauzemont	27		Reconstruction partielle	
Bayonville	9		-	Clocher fortifié XII ^e siècle
Bazailles	71		-	
Beaumont	68		Reconstruction partielle	
Bernécourt	14		Reconstruction partielle	
Bey-sur-Seille	87	Oui	Reconstruction totale	
Bezange-la-Grande	73	Oui	Reconstruction totale	
Blémerey	56	Oui	Reconstruction totale	
Bouxières-aux-Chênes	29	Oui	Reconstruction totale	Clocher XV ^e siècle
Bouxières-sous-Froidmont	79	Oui	Reconstruction partielle	Église XV ^e siècle
Bréménil	82		-	
Brin-sur-Seille	83	Oui	Reconstruction totale	
Bruley	-		Travaux peu importants	
Bures	100	Oui	Reconstruction totale	
Cercueil	-		Réparation	
Chambley-Bussières	-	Oui	Reconstruction totale	
Champenoux	31	Oui	Reconstruction partielle	
Chanteheux	18		-	
Charey	62	Oui	Reconstruction totale	
Chazelles	100	Oui	Reconstruction totale	
Chenicourt	90	Oui	Reconstruction totale	
Chenières	94		-	
Clémery	29	Oui	Reconstruction partielle	
Cosnes-par-Romain	16		-	
Courbesseaux	44		-	

Crévic	38		-	
Cutry	28	Oui	Reconstruction totale	Église XV ^e siècle
Dampvitoux	84		Reconstruction totale	
Deuxville	11		-	
Dieulouard	16		-	Église XV ^e siècle
Domèvre-sur-Vezouze	83		Reconstruction partielle	
Domjevin	33		-	
Domprix	26		-	
Dommartin-la-Chaussée	62	Oui	Reconstruction totale	
Doncourt-lès-Beuveille	22	Oui	Reconstruction totale	
Drouville	45		-	
Einville	-		Reconstruction partielle	
Emberménil	100	Oui	Reconstruction totale	
Eply	100	Oui	Reconstruction totale	
Erbéville	26		-	
Essey-et-Maizerais	85		[réparation par le service des Monuments historiques]	
Fey-en-Haye	100	Oui	Reconstruction totale	
Fenneviller	61	Oui	[reconstruction dans le cadre de la coopérative communale]	
Fillières	19		-	
Flirey	99	Oui	Reconstruction totale	Clocher fortifié XV ^e siècle
Fresnois-la-Montagne	69		[réparation par le service des Monuments historiques]	Église XV ^e siècle
Gellenoncourt	71		-	
Gerbéville	86	Oui	Reconstruction partielle	
Glonville	12		-	
Gondrecourt	84		Reconstruction totale	

Gondrexon	89		Reconstruction totale	
Hagéville	12	Oui	Reconstruction totale	
Halloville	72	Oui	Reconstruction totale	
Hamonville	18		Reconstruction totale	
Han	36		Reconstruction partielle	
Harbouey	41	Oui	Reconstruction totale	
Haraucourt	42		-	
Haudonville	28		-	
Hénaménil	-		Reconstruction totale	
Herbéviller	37	Oui	Reconstruction totale	
Hériménil	25		-	
Hussigny	15		Reconstruction totale	
Igney	33		-	
Jarny	14		-	Église XII ^e et XV ^e siècles
Jaulny	52		-	
Jeandelize	-	Oui	Reconstruction totale	Église XII ^e et XV ^e siècles
Juvrecourt	18		-	
Laix	-		Reconstruction partielle	
Landres	55		Travaux peu importants	
Lanfroicourt	92	Oui	Reconstruction partielle	
Laneuveville-aux-Bois	42		-	
Leintrey	100	Oui	Reconstruction totale	
Lesménils	98	Oui	Reconstruction totale	
Létricourt	94	Oui	Reconstruction totale	
Leyr	21	Oui	Reconstruction partielle	
Limey	88	Oui	Reconstruction totale	

Lironville	98		Reconstruction totale	
Longuyon	32		[réparation par le service des Monuments historiques]	
Longwy-Bas	100		Travaux peu importants	
Longwy-Haut	100		Reconstitution	
Maidières	14		-	
Manières	14	Oui	Reconstruction partielle	
Mailly	43		-	
Maixe	33		-	
Malavillers	77		-	
Mamey	53		-	
Mandres-aux-Quatre-Tours	23		[réparation par le service des Monuments historiques ?]	
Manoncourt-sur-Seille	80	Oui	Reconstruction totale	
Mazerulles	78		-	
Merviller	-		Travaux peu importants	
Mignéville	34		Reconstruction partielle	
Moncel-sur-Seille	97	Oui	Reconstruction totale	
Mont-sur-Meurthe	10		-	
Montigny	47		-	
Montigny-sur-Chiers	28		-	
Montreux	82	Oui	Reconstruction totale	
Morfontaine	-		Reconstruction partielle	
Morville-sur-Seille	86	Oui	Reconstruction totale	
Mouacourt	95	Oui	Reconstruction totale	
Mousson	35	Oui	Reconstruction totale	
Murville	20		-	
Neuviller-lès-Badonviller	100	Oui	Reconstruction totale	
Nomeny	97		Reconstitution	

Nonhigny	79	Oui	Reconstruction partielle	
Norroy-lès-Pont-à-Mousson	17		-	Église Renaissance
Noviant-aux-Prés	-		Travaux peu importants	
Pagny-sur-Moselle	21		[réparation par le service des Monuments historiques]	
Pannes	[39 ?]	Oui	Reconstruction partielle	
Parroy	100	Oui	Reconstruction totale	
Parux	100	Oui	Reconstruction totale	
Petit-Failly	37		-	
Pexonne	12		-	
Phlin	45		Reconstruction partielle	
Pierre-Percée	25		-	
Pont-à-Mousson	29		[réparation par le service des Monuments historiques]	
Port-sur-Seille	93	Oui	Reconstruction totale	
Prény	36	Oui	Reconstruction totale	
Raucourt	82	Oui	Reconstruction totale	
Réchicourt-la-Petite	62	Oui	Reconstruction totale	
Regniéville	100		[non reconstruite]	
Reillon	97	Oui	Reconstruction totale	
Rembercourt	60		-	
Remenauville	100		[non reconstruite]	
Remenoville	15		-	
Réméréville	80	Oui	Reconstruction totale	
Rouves	94		Reconstruction totale	
Saffais	-		Travaux peu importants	
Saint-Baussant	100		Reconstruction totale	
Saint-Jean	36		-	

Saint-Julien-lès-Gorze	64	Oui	Reconstruction partielle	
Saint-Martin	68		-	
Saint-Maurice	71		-	
Saint-Pancré	14		-	
Saint-Sauveur	28		-	Chœur XV ^e siècle
Saint-Supplet	38		-	
Sainte-Genève	23		Reconstruction partielle	
Sainte-Pôle	40		-	
Seicheprey	100		Reconstruction totale	
Serres	-	Oui	Reconstruction totale	
Sornéville	38		Reconstruction partielle	
Thézey-Saint-Martin	80		Travaux peu importants	
Thiaucourt	70	Oui	Reconstruction partielle	
Tronville	10		-	
Vacqueville	-		Travaux peu importants	Église XVI ^e siècle
Valhey	-		Travaux peu importants	
Vallois	38		-	
Vandelainville	3		-	Clocher XVI ^e siècle
Vandières	16		[réparation par le service des Monuments historiques]	
Vaucourt	73	Oui	Reconstruction totale	
Vého	89	Oui	Reconstruction totale	
Vittonville	-		Reconstruction totale	
Verdenal	22		-	
Viéville-en-Haye	83		-	
Vilcey-sur-Trey	68		-	
Ville-au-Montois	31		-	
Villecey-sur-Mad	12		-	
Villers-sous-Prény	14		-	
Vitrimont	48		-	

Xammes	49		[réparations par le service des Monuments historiques]	
Xousse	41		Reconstruction totale	

V. L'organisation de la reconstruction

1. Préfets et secrétaires généraux pour la reconstitution des régions atteintes par les événements de guerre du département de Meurthe-et-Moselle.²¹

Préfets avec leur date d'entrée en fonction :

Bonnet Adolphe-Eugène 1908
Reboul G., 21 avril 1913
Mirman Léon, 10 août 1914
Second Paul, 1^{er} décembre 1918
Duponteil Edmond, 15 décembre 1920
Magre André, 21 avril 1923
Roblot Emile, 5 août 1931

Secrétaires généraux pour la reconstitution des régions atteintes par les événements de guerre :

Burnouf Paul-Marie-Alexandre, 1^{er} avril 1918
Bègue, 15 juillet 1920
Martelli, 21 août 1922 (suppression du poste le 24 décembre 1926).

2. Membres du « Comité de reconstitution des régions éprouvées par la guerre ». ²²

Architectes :

- Emile André, Lucien Lafarge (maire de Toul), Pierre Lebourgeois, Lucien Weissemburger (vice-président de la Société des architectes de l'Est).²³
- Charbonnier, Lucien Lavocat.²⁴
- P. Chenevier, Royer (architecte départemental à Bar-le-Duc).²⁵
- Périn (architecte-expert à Bar-le-Duc).²⁶
- Louis Mougenot (architecte en chef de la ville d'Epinal, diplômé par le Gouvernement).²⁷
- Hornecker (architecte diplômé par le Gouvernement, secrétaire de la Société des architectes de l'Est).²⁸

²¹ ADMM (répertoire de la série 1 M).

²² Seuls les architectes et les hommes politiques sont ici mentionnés, ainsi que Maurice de Wendel qui apparaît seulement au titre de Maître des Forges. La liste complète des membres serait beaucoup plus longue et sans intérêt dans le cadre de cette thèse.

²³ « Composition du comité », *Reconstruction Lorraine*, n°1, 15 juillet 1917, p. 4-5.

²⁴ « Nouveaux membres du Comité de Reconstitution des régions éprouvées par la guerre », *Reconstruction Lorraine*, n°2, 15 août 1917, p. 1.

²⁵ « Comité de reconstitution des régions éprouvées par la guerre. Nouveaux membres », *Reconstruction Lorraine*, n°3, 15 septembre 1917, p. 1.

²⁶ « Comité de reconstitution des régions éprouvées par la guerre. Nouveaux membres », *Reconstruction Lorraine*, n°4, 15 octobre 1917, p. 1.

²⁷ « Comité de reconstitution des régions éprouvées par la guerre. Nouveaux membres », *Reconstruction Lorraine*, n°6, 15 décembre 1917, p. 1.

²⁸ « Comité de reconstitution des régions éprouvées par la guerre. Nouveaux membres », *Reconstruction Lorraine*, n°8, 15 février 1918, p. 1.

Hommes d'Eglise :

- L'abbé Thouvenin « secrétaire de la Société de Crédit Immobilier ». ²⁹

Hommes politiques et industriels :

- Louis Marin, François de Wendel. ³⁰

- Maurice de Wendel, Maître des Forges. ³¹

3. « Arrêté fixant l'organisation, les attributions et les modalités de fonctionnement des services de reconstitution ». ³²

« Le préfet de Meurthe-et-Moselle, chevalier de la légion d'honneur,

Vu le décret du 19 mars 1918 portant création des emplois de secrétaires généraux à la reconstitution des régions atteintes par les événements de guerre ;

Vu le décret du 6 août 1919 relatif à l'organisation des services de reconstitution dans les départements, et notamment l'article 1^{er}, § 2, de ce décret aux termes duquel 'le Préfet est le chef unique des services de reconstitution dans le département', arrête :

Article Premier. – Les services de reconstitution du département de Meurthe-et-Moselle sont répartis en deux groupes comprenant l'un les Services administratifs, l'autre les Services techniques.

Art. 2. – L'ensemble des Services administratifs constitue le Secrétariat général des Services administratifs de Reconstitution.

- A. Service du personnel et de la comptabilité : Personnel – Matériel – Comptabilité générale – Contrôle des dépenses engagées.

- B. Service de la réorganisation de la vie locale et des secours : Retour des populations – Circulation et réintégration – Allocations aux réfugiés – Secours divers – Coordination des secours – Mesures d'assistance et d'hygiène – Ravitaillement de la population – Réorganisation des services publics – Questions administratives relatives à la reconstruction et à l'aménagement des localités détruites – Organisation des sociétés de coopératives de reconstruction – Statistiques – Rapports d'ensemble.

- C. Services des dommages de guerre : Fonctionnement et application des divers régimes d'avances – Acomptes sur indemnités de dommages évalués – Application de la loi du 17 avril 1919 sur la réparation des dommages de guerre – Commissions cantonales et tribunaux de dommages – Représentation de l'Etat dans l'instruction des demandes d'indemnités – Paiement – Contrôle du remploi – Tenue des dossiers administratifs.

- D. Service du contrôle financier des dommages de guerre : Tenue des comptes des sinistrés.

- E. Contrôle extérieur des Services administratifs.

Art. 3. – L'ensemble des Services techniques constitue la Direction générale départementale des Services de la Reconstitution. L'organisation et les attributions de ces Services sont fixées comme suit :

Sous-sections :

²⁹ « Composition du comité », *Reconstruction Lorraine*, n°1, 15 juillet 1917, p. 4-5.

³⁰ « Comité de reconstitution des régions éprouvées par la guerre. Nouveaux membres », *Reconstruction Lorraine*, n°3, 15 septembre 1917, p. 1.

³¹ « Comité de reconstitution des régions éprouvées par la guerre. Nouveaux membres », *Reconstruction Lorraine*, n°14, 15 août 1918, p. 21.

³² *Bulletin départemental de la reconstitution*, n°4, 29 août 1919, p. 57-60.

Service d'Architecture. Études pour l'établissement des séries de prix – Instruction des demandes d'avances pour la réparation des immeubles des agglomérations urbaines – Examen des plans d'alignements et de reconstruction des villes et des villages – Conseil aux maires et aux sinistrés qui font appel à lui – Surveillance des travaux effectués dans les bâtiments urbains par les Services d'exécution.

Service du Génie rural. Instruction des demandes d'avances pour les réparations aux immeubles des agglomérations rurales – Questions intéressant la remise en état du sol, l'alimentation en eau des agglomérations rurales, l'hygiène rurale, les conseils aux maires et aux sinistrés qui font appel à lui, la surveillance des travaux effectués dans les bâtiments urbains par les services d'exécution.

Service de la Reconstitution foncière. Questions relatives à la reconstitution foncière et au remembrement des propriétés.

Service des Matériaux. Approvisionnement en matériaux et en baraquements – Exécution des ordres de distribution et de réparation qui lui sont donnés par le Préfet – Gestion des dépôts d'objets mobiliers destinés aux habitations.

Service des Transports généraux. Direction de tous les organes de transport dans le département (transports hippomobiles, automobiles, voies ferrées de 0,60 m, etc.).

Service de la Main-d'œuvre. Répartition de la main-d'œuvre fournie par l'Etat – Questions relatives à l'emploi de cette main-d'œuvre – Mesures concernant le régime des salaires.

Service des Travaux de réfection des chaussées et de reconstitution des voies ferrées d'intérêt local détruites par l'ennemi. Réfection et remise en état des routes et des chemins de toute nature – Reconstitution des voies ferrées d'intérêt local dont les frais sont imputés sur le compte spécial créé par la loi du 30 décembre 1917 – Contrôle de l'exploitation des lignes reconstruites, des lignes nouvelles qui pourraient être utiles pour la restauration des régions envahies et des réseaux de voies de 0,60 m.

Service de la Reconstitution agricole. Fournir aux agriculteurs sinistrés l'aide et les moyens d'action nécessaire pour la reprise de la culture (main d'œuvre, animaux, instruments agricoles, outillages, semences, etc.), de concert avec les Sociétés tiers-mandataires de l'Office de Reconstitution agricole.

Service d'exécution des travaux pris en charge par l'Etat. Exécution de tous les travaux pris en charge par l'Etat (remise en état du sol, déblaiement, abris provisoires) et de la réparation des immeubles, lorsque le sinistré en demande l'exécution par ce service A TITRE D'AVANCE sur les dommages de guerre. Pour l'exécution des travaux et le règlement desdits travaux, le Service traite à l'amiable avec les sinistrés, quand ces derniers peuvent les exécuter eux-mêmes. Il propose au Préfet les marchés à passer, soit directement avec le sinistré, soit avec des entrepreneurs, en vue de l'exécution des travaux qui sont la conséquence de ces marchés, comme de ceux qui sont conclus directement avec le Préfet. Subsidiairement, il exécute, le cas échéant, par ses propres moyens, les travaux qui n'ont pas trouvé preneurs et qui sont d'une nature telle qu'ils ne peuvent être confiés à l'entreprise.

Contrôle des Services techniques.

Art. 4. – Le Secrétaire général à la Reconstitution et le Directeur général départemental de la Reconstitution sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 15 août 1919,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle, Paul Second ».

4. « Préfecture du département de Meurthe-et-Moselle, 4 octobre 1920, arrêté portant organisation des services départementaux de reconstitution et l'attribution de ces services ».³³

I. A	Fonctions	Nombre
	Directeur général départemental des Services techniques	1
I. B	Directeur général adjoint des Services techniques	1
	Contrôleur départemental des services de reconstitution	1
	Directeur des Dommages de guerre	1
	Chef du Service d'Architecture	1
	Chef du Service du Génie rural	1
	Chef du Service de la Reconstitution foncière	1
	Chef du Service des Matériaux	1
	Chef du Service des Transports	1
I. C	Chef du Service de la Main-d'œuvre	1
	Chef du Service de la Reconstitution agricole	1
	Chef du Service de la Liquidation des travaux pris en charge par l'Etat	1
	Chef des Services administratifs chargé du personnel et de la comptabilité	1
	Chef du Service des Dommages de guerre	1
	Chef du Contrôle financier des Dommages de guerre	1
2. A	Sous-chef du Service de la comptabilité	1
	Sous-chef du Service des Dommages de guerre	1
2. B	Chef du service de la comptabilité de l'architecture	1
	Chef du contrôle des avances pour reconstruction d'immeubles	1
	Chef adjoint du Service de la reconstitution foncière	1
	Architectes d'arrondissement	4
	Ingénieurs du Génie rural d'arrondissement	3
	Sous-chef du Service des matériaux	1
	Chef du Service de la comptabilité des matériaux	1
	Chefs adjoints du service des travaux d'Etat	2

³³ ADMM 10 R P 59. Cf. aussi « Liste du personnel technique du Service d'architecture », *Bulletin départemental de la reconstitution*, n°8, 26 septembre 1919, p. 125-126

	Chefs de secteur du service des travaux d'Etat	5
	Sous-chef du service des transports	2
	Chef du parc de réparations du service des transports	1
	Chef de la comptabilité des transports	1
	Commandants d'un groupe d'unité de transport	3
	Chefs adjoints du service de la main d'œuvre	2

5. « Organisation des Services de la Reconstruction des Régions libérées du Département de Meurthe-et-Moselle ». ³⁴

Services administratifs (2 rue Girardet)

Secrétaire général, Burnouf.

Chef des services administratifs, Havard.

Dommages de guerre (2 rue Girardet)

Directeur, Pourchet.

1^{er} Bureau. – Contentieux. Commissions cantonales et agents administratifs. Déclarations de dommages de guerre. Cessions d'automobiles. Avances pour frais d'établissement de dossiers. Avances sur bons de réquisitions allemands. Rédaction du Bulletin départemental, Goubeaux, chef des services. – Brégeot, chef de bureau.

2^e Bureau. – Contrôle financier et comptabilité (rue Girardet, 1). Schlecht, chef comptable.

3^e Bureau. – Réorganisation de la vie locale. Service des secours, Ecoffet, conseiller de préfecture, directeur. – Mesures d'assistance et d'hygiène, Saumade, inspecteur de l'assistance publique.

4^e Bureau. – Avances pour fonds de roulement (rue Girardet, 2), Dombray-Schmitt, chef de bureau.

5^e Bureau. – Acomptes et avances pour mobilier, Arbogast, sous-chef de bureau.

Services techniques

Directeur départemental. – Guérin, ingénieur en chef des ponts et chaussées, 78 place Saint-Georges. – Matheu, directeur adjoint.

Architecture. Roisin. – Avances en espèces et en nature pour les réparations d'immeubles endommagés. Etudes des plans d'alignement des villes et villages. Contrôle des travaux de reconstructions définitives.

Génie rural. – Préaud. – Remise en état du sol, zone rouge. Hygiène rurale. Alimentation en eau potable. Contrôle des coopératives. Abris provisoires.

Contrôle des marchés et entreprises. – Michaud. – Passation, contrôle et paiement des marchés d'entreprise pour les travaux de déblaiement des villes et villages et de la remise en état du sol. Achèvement et liquidation des travaux en régie.

Reconstitution foncière et cadastre. – Collignon, 80, rue Saint-Georges.

Service des matériaux. – Balland, rue Saint-Georges, 109. – Jodot, chef du service mobilier, 78, place Saint-Georges.

Service des transports. – Chevallier, rue Sainte-Catherine, 21.

³⁴ *Annuaire de Lorraine. Guide illustré. 1^{ère} partie, Meurthe-et-Moselle*, 28^e année, 1920, Nancy, A. Humblot et Cie imprimeurs, 1325 p., p. 132.

Reconstitution agricole. – Gay, directeur des services agricoles, 4 rue Girardet.
Office [de] Reconstitution industrielle. – Liron, ingénieur, chef du 6^e secteur, 10 rue de la Source.

Chefs d'arrondissements. – Briey (résidence Briey) : Goudy, chef de secteur à Longuyon – Pont-à-Mousson : Janiaud, architecte à Pont-à-Mousson – Nancy (résidence Nancy) : Petit, chef de secteur à Nancy. – Lunéville : Deville, architecte à Lunéville.

Chefs de subdivision. – Longwy : Otton, agent technique (architecture). – Longuyon : Badolle, agent technique (génie rural). – Audun-le-Roman : Brault, agent technique (génie rural). – Conflans : Rateau, chef de district T. E. – Chambley : Estève, chef de district T. E. – Pont-à-Mousson (Pont-à-Mousson ville) : Hanry, agent technique (architecture). – Pont-à-Mousson (campagne) : Tessier, agent technique (architecture). – Thiaucourt : Charpentier, agent technique (génie rural). – Bernécourt : géré par l'arrondissement. – Nancy (Nomeny) : Grappin, chef de district T. E. – Leyr : Flock, chef de district T. E. – Velaine-sous-Amance : Linare, agent technique (génie rural) – Nancy (ville) : Volay, chef de district T. E. – Lunéville (ville) : Bonin, agent technique (architecture). – Einville : Lancy, chef de district T. E. – Blâmont-Cirey (résidence Blâmont) : Moreau, agent technique (génie rural). – Badonviller- Baccarat (résidence Badonviller) : Piesvaux, agent technique (architecture) ».

6. « Liste du personnel technique du Service d'architecture et du Génie rural ».³⁵

« Liste du personnel technique du Service d'architecture

Architecte en chef : M. Roison [Roisin], 78, place Saint-Georges.

Arrondissement de Nancy :

Architecte d'arrondissement : M. Blitz, 78, place Saint-Georges, Nancy.³⁶

Cantons de Nancy-Est et de Saint-Nicolas-du-Port – Agent technique de 2^e classe : M. Houdayer, Saint-Nicolas-du-Port.

Cantons de Nancy-Nord et de Nomeny – Agent technique de 3^e classe : M. Duporte, 78, place Saint-Georges, Nancy.

Arrondissement de Briey :

Architecte d'arrondissement : M. Eschbaecher, Briey.³⁷

Canton de Briey – Agent technique de 3^e classe : M. Bourgeois, Briey.

Canton de Longuyon – Agent technique de 3^e classe : M. Otton, Longuyon.

Canton de Longwy – Agent technique de 2^e classe : Leroux, Longwy

Cantons de Conflans et de Chambley – Agent technique de 3^e classe Radreault, Conflans.

Canton d'Audun-le-Roman – Agent technique de 2^e classe Gilbert, Audun-le-Roman.

Arrondissement de Toul et canton de Pont-à-Mousson :

Architecte d'arrondissement : M. Janiaud, Pont-à-Mousson.

Canton de Pont-à-Mousson – Agent technique de 3^e classe, M. Texier, Pont-à-Mousson.

³⁵ *Bulletin départemental de la reconstitution*, n°9, 3 octobre 1919, p. 125-126.

³⁶ Petit est mentionné comme responsable de l'arrondissement de Nancy dans le document de l'annexe V-5, il a probablement été remplacé rapidement par Blitz dont le nom apparaît plus souvent dans les dossiers de dommages de guerre.

³⁷ Eschbaecher semble avoir rapidement remplacé Goudy à la tête de l'arrondissement de Briey, cf. annexe V-5.

Cantons de Thiaucourt et de Domèvre-en-Haye – Agent technique de 3^e classe, Hanry, Thiaucourt.

Arrondissement de Lunéville :

Architecte d'arrondissement : M. Deville, Lunéville.

Cantons de Gerbéviller et de Bayon – Agent technique de 1^e classe, Delorme, Lunéville.

Cantons de Lunéville-Nord, Lunéville-Sud et Arracourt – Agent technique de 3^e classe : Bonin, Lunéville.

Cantons de Badonviller et Baccarat – Agent technique de 3^e classe Malingie, Badonviller.

Canton de Cirey-sur-Vezouze – Agent technique de 2^e classe M. Louis, Cirey.

Liste du personnel technique du Service du Génie rural :

Badolle, Longuyon : Longuyon, Audun-le-Roman.

Deloncle, Longwy : Longwy.

Couton, Chambley : Conflans, Briey, Chambley.

Charpentier, Thiaucourt : Thiaucourt.

Thiébaud, Pont-à-Mousson : Pont-à-Mousson.

Finance, Nancy : Nomeny.

Linard, Nancy : Nancy-Est, Nancy-Sud, Saint-Nicolas, Vézelize, Haroué.

Lafontaine et de Joybert, Lunéville : Lunéville-Nord, Lunéville-Sud, Arracourt, Gerbéviller, Bayon.

Moreau, Baccarat : Blâmont, Cirey, Baccarat, Badonviller.

Vermandé, Toul : Domèvre-en-Haye, Toul-Nord, Toul-Sud, Colombey-les-Belles ».

7. « Arrêté de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle du 2 juillet 1919 relatif aux opérations des commissions de dommages de guerre en Meurthe-et-Moselle ».³⁸

« Audun-le-Roman (2 commissions)

Briey

Chambley

Conflans

Longuyon (2 commissions)

Longwy (2 commissions)

Arracourt (siège à Einville)

Badonviller

Bayon

Blâmont (2 commissions)

Cirey

Gerbéviller

Lunéville-Sud

Nancy-Nord – Nancy-Sud – Nancy-Ouest – Nancy-Est (siège Nancy)

Nomeny (siège à Nancy, 2 commissions)

Pont-à-Mousson (2 commissions)

Saint-Nicolas

³⁸ *Reconstruction Lorraine*, n°25, 15 juillet 1919, p. 312-313. La répartition des communes du canton était précisée quand celui-ci comprenait deux commissions. On trouve une autre liste, non datée, en ADMM 10 R P 59 : Tribunaux de dommages de guerre : Briey, Lunéville, Nancy ; Commissions cantonales de dommages de guerre : Baccarat, Badonviller, Blâmont 1, Blâmont 2, Chambley, Conflans, Cirey, Gerbéviller, Longwy, Lunéville-Nord, Lunéville-Sud, Nancy-Nord, Nancy-Sud, Nancy-Est, Nancy-Ouest, Nomeny 1, Nomeny 2, Pont-à-Mousson 1, Pont-à-Mousson 2, Saint-Nicolas, Thiaucourt.

Vézelise
Haroué
Colombey
Domèvre-en-Haye
Thiaucourt (2 commissions)
Toul-Nord – Toul-Sud ».

8. « Préfecture de Meurthe-et-Moselle. Arrêté du 26 avril 1919 constituant en Meurthe-et-Moselle un Comité technique ».³⁹

« Aubin, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, délégué du Ministère des Travaux publics
Aubry, président du syndicat agricole de Toul
Bertrand-Oser, vice-président de la Chambre de Commerce de Nancy
Bohin, président de l'Union des syndicats lorrains
Brun, président de la Société industrielle de l'Est
Chatton, président du conseil des prud'hommes de Lunéville
Charbonnier, membre du Conseil départemental des Bâtiments civils
Dreux, président de la Chambre de Commerce de Nancy
Daum, vice-président du Comice agricole de Briey
Dieudonné, vétérinaire, maire d'Einvill
Fritsch, président du conseil des prud'hommes de Nancy, Section industrie
Genay (Paul), président du Comice agricole de Lunéville
Goetzmann, vice-président [sic], à Laxou (Champ-le-Bœuf)
Jacques (Jules), vice-président du conseil des prud'hommes de Briey et Longwy, à Longwy
Jenyon, président du Comice agricole de Briey, à Longwy
Michel, président de la Société centrale d'agriculture de Nancy, maire de Tomblaine
Petit, président du Comice agricole à Toul
Ramas, président du conseil des prud'hommes de Briey et Longwy, à Gorcy
Robardelle, président du conseil des prud'hommes de Nancy
Roisin, architecte en chef du Service de Reconstitution, délégué du Ministre des Régions libérées
Simon (Georges), président du Tribunal de commerce de Briey
Suisse, vice-président du Comice agricole de Lunéville, à Moncel-lès-Lunéville
Schultz, vice-président du conseil des prud'hommes de Lunéville
Weissenburger, membre de la Société des architectes de l'Est
[...]
Le 26 avril 1919, Paul Second, préfet de Meurthe-et-Moselle ».

9. « Commission départementale des bâtiments civils ».⁴⁰

« Président, le Préfet. – Vice-président, Aubin, ingénieur en chef des ponts et chaussées, agent voyer en chef, rue des Bégonias, 8. – Secrétaire, Canel, ingénieur des ponts et

³⁹ *Reconstruction Lorraine*, n°24, 15 juin 1919, p. 275-276.

⁴⁰ *Annuaire de Lorraine. Guide illustré. 1^{ère} partie, Meurthe-et-Moselle*, 28^e année, 1920, Nancy, A. Humblot et Cie imprimeurs, 1325 p., 1920, p. 133.

chaussées. – Imbeaux, secrétaire de la Commission des bâtiments civils. – Charbonnier, architecte des Monuments historiques. – Membres : Schertzer, ingénieur des arts et manufactures ; Dessez, inspecteur d'académie ; Jasson, architecte municipal honoraire ».

10. Liste des coopératives affiliées à l'Union des coopératives de Meurthe-et-Moselle.⁴¹

« Abaucourt

Amance

Amenoncourt

Ancerviller

Angomont

Anthelupt

Arnaville

Arracourt

Arraye

Athienville

Audun

Autrepierre

Baccarat

Badonviller

Barbas

Bathelémont

Bayonville et Vandelainville

Ban de Bazailles

Bey

Bezange

Bionville

Blémerey

Bonviller

Bonviller-Mont

Bouillonville

Bouxières-aux-Chênes

Bouxières-Lesménils

Bréménil

Brin

Bruville

Bures

Chambley

Champenoux

Charey et Dommartin

Chazelles

Chenicourt

Chenières

Cirey

Clémery

Coincourt

Courbesseaux

Crévic

Cutry

Dampvitoux

Deneuvre

Dieulouard

Domèvre-sur-Vezouze

Domjevin

Domprich, Bertrameix et Avillers

Doncourt-Beuveille

Doncourt-lès-Conflans

Drouville

Écoles publiques et mairies de Meurthe-et-Moselle

Eglises du diocèse de Nancy

Emberménil

Eply

Essey-et-Maizerais

Euvezin

Fenneviller

Fey-en-Haye

Fillières

Fraimbois

Fresnois-la-Montagne

Gerbéviller et Haudonville

Glonville

Gondrecourt-Aix et Affléville

Gondrexon

Grand-Failly

Grosrouvres

Hagéville-Champs

Halloville

Han-sur-Seille

Hannonville-au-Passage

Haraucourt

Harbouey

Herbéviller et Saint-Martin

⁴¹ FIEL, PREAUD, *Les Coopératives de reconstruction du département de Meurthe-et-Moselle*, Nancy, ancienne imprimerie Wagner, 1922, p. 32. Il n'est pas impossible que certaines coopératives aient adhéré à l'Union après 1922, cette liste n'est donc pas forcément exhaustive.

Hériménil
Hoéville
Hussigny-Godbrange
Igney
Jarny
Jeandelaincourt
Jeandelize
Laître-sous-Amance
Landres
Laneuvelotte
Laneuveville-aux-Bois
Lanfroicourt
Leintrey
Létricourt
Limey
Lixières
Maidières et Montauville
Mailly-Phlin
Maixe
Malavillers
Mamey
Manoncourt-sur-Seille
Mars-la-Tour
Mazerulles
Mignéville
Moivrons
Moncel-sur-Seille
Montigny
Montigny-sur-Chiers
Montreux
Mont-Saint-Martin et Longlaville
Mont-sur-Meurthe
Morfontaine et Laix
Morville-sur-Seille
Mouacourt
Neuviller-lès-Badonviller
Noërs
Nomeny
Nonhigny
Norroy-lès-Pont-à-Mousson
Ogéville et Reclonville
Pannes
Parroy
Petit-Failly
Petitmont
Pierre-Percée

Pont-à-Mousson Saint-Jean
Pont-à-Mousson Saint-Laurent
Pont-à-Mousson Saint-Martin
Port-sur-Seille
Prény
Puxieux
Raucourt
Réchicourt et Juvrecourt
Rehainviller
Rembercourt et Jaulny
Remenoville
Réméréville
Remoncourt
Repaix
Rogéville
Romain
Rouves
Rozelieures
Saint-Ail
Sainte-Geneviève
Saint-Julien
Saint-Marcel
Saint-Maurice
Saint-Pancré et Gorcy
Sainte-Pôle
Saint-Supplet
Sancy
Saulnes
Serres
Sornéville
Sponville
Thézey-Saint-Martin
Thiaucourt
Tronville
Valhey
Vandières
Vaucourt
Vého et Reillon
Verdenal
Viéville
Vilcey
Villers-la-Montagne
Villers-sous-Prény
Xonville
Xousse ».

VI. Les architectes et les entrepreneurs

1. « La Société des architectes de l'Est [de la France] ». ⁴²

« Membres du bureau :

Président : Paul Charbonnier, architecte départemental, Nancy

Secrétaire général : J. Hornecker, architecte, Nancy

Secrétaire adjoint : Louis Marchal, architecte, Nancy

Trésorier : Edmond Moitrier, architecte, Nancy

Présidents de sections :

Vosges : Edouard de Mirbeck, architecte, Saint-Dié

Meuse : L. Médard, architecte départemental, Verdun

Ardennes : Th. Martin, architecte, Mézières

Secrétaires de sections :

Vosges : François Heck, architecte, Saint-Dié

Meuse : Maurice Royer, architecte départemental, Bar-le-Duc

Ardennes : H. Villain, architecte, Mézières ».

2. « Société des architectes de l'Est de la France ». ⁴³

« Membres du bureau :

Président : J. Hornecker Nancy

Vice-présidents : Heck Saint-Dié, M. Royer Bar-le-Duc, T. Martin Mézières

Secrétaire général : A. César-Millery Nancy

Secrétaire-adjoint bibliothécaire : G. Vallin, Nancy

Trésorier : A. Thomas, Nancy

Secrétaires de sections :

Ardennes : H. Wilain, Mézières

Meuse : E. Poncet, Saint-Mihiel

Vosges : C. Robert, Epinal

Membres titulaires :

Meurthe-et-Moselle :

Bourgon Jean, Nancy

Cayotte Léon, Nancy

César-Millery André, Nancy

Charbonnier Paul, Nancy

Criqui Jules, Nancy

Delorme P., Nancy

Ferrand Alphonse, Nancy

Fort Charles, Nancy

Frappier Maurice, Marbach

Gilbert Henry, Nancy

Hornecker J., Nancy

Lebourgeois Pierre, Nancy

⁴² « La société des architectes de l'Est », *L'Immeuble et la construction dans l'Est*, 5 août 1923.

⁴³ « Société des architectes de l'Est de la France », *L'Immeuble et la construction dans l'Est*, 15 janvier 1929.

Marchal Louis, Nancy
 Martin Emile, Nancy
 Mienville Alexandre, Nancy
 Ogé Jacques, Nancy
 Oudeville Raphaël, Nancy
 Provost H., Lunéville
 Schreiner Arthur, Nancy
 Thomas Alfred, Nancy
 Vial Henry, Nancy
 Vallin Georges, Nancy
 Vielhorsky Frédéric, Nancy
 Weisseburger Lucien, Nancy

Moselle :

Dedun Th., Metz
 Janiaud Louis, Metz
 Muller Eugène, architecte de la ville, Metz
 Royer Jules-Louis, Metz

Ardenne :

Gobin P., Mézières
 Martin Théophile, Mézières
 Vilain H., Mézières

Meuse :

Barba René, Bar-le-Duc
 Boutaud René, Varennes-en-Argonne et Paris
 Delangle, Verdun
 Médard Ernest, Verdun
 Poncet Ernest, Saint-Mihiel
 Royer Maurice, Bar-le-Duc

Vosges :

Dangla, Epinal
 François Martial, Remiremont
 Hindermeyer Charles, Remiremont
 De Mirbeck Edouard, Saint-Dié
 Mougenot Louis, Epinal
 Robert Camille, Epinal ».

3. « Liste des architectes officiellement agréés par la préfecture de Meurthe-et-Moselle pour les projets et travaux de reconstitution dans nos régions dévastées ».

1^e liste⁴⁴

« Emile André, Nancy
 Pierre André, Paris
 Georges Auburtin, Briey
 René Barbier, Nancy
 L. Bauer, Raon-l'Étape

Bentz, Nancy
 Victor Berg, Nancy
 Bergevin, Nanterre
 Biet, Nancy
 Blitz, Nancy
 Boileau, Paris
 Brandon, Paris
 Brossart [Brossard ?], Neufchâteau
 Cayotte, Nancy

⁴⁴ « Nos architectes », *L'Immeuble et la construction dans l'Est*, 1^{er} août 1921.

César, Nancy
 P. Charbonnier, Nancy
 Chesnel, Lunéville
 Christol, Nancy
 Cordier, Lunéville
 Criqui, Nancy
 Dedun, Metz
 Defeux, Pont-à-Mousson
 Descellier, Paris
 Désenclos, Epinal
 Dufour, Nancy
 Durieux, Nancy
 Eschbaecher, Audun-le-Roman
 Ferrand, Briey
 Fort, Nancy
 François, Lunéville
 Frappier, Pont-à-Mousson
 Frientz, Lunéville
 Gaudon, Paris
 Gauny, Nancy
 Genet, Velle-sur-Moselle par Bayon
 Gény, Nancy
 Gilbert, Baccarat
 Guimonneau, Le Raincy
 Hornecker, Nancy
 Hornet, Lunéville
 Jasson, Nancy
 Jesson, Réhon par Longwy
 Lafarge, Toul
 Lavocat, Nancy
 Lauthe, Nancy
 Le Beau, Longwy
 Le Bourgeois, Nancy
 Lergemuller, Longuyon
 Marchal, Nancy
 Marchand, Lunéville
 Marson, Commercy
 Martin, Nancy
 Michaud, Badonviller
 Mienville, Nancy
 Moitrier et Cie, Nancy
 Moncelle, Doncourt-lès-Conflans
 Nicolas, Lunéville
 Noulain-Lespée [Noulain-Lespès], Saint-Etienne
 Ogé, Baccarat
 Pain, Nancy
 Pariset, Longwy-Bas
 Petit, Nancy
 Pierron, Nancy

Pilain, Nancy
 Pinchart, Paris
 Philippon, Nancy
 Poutaraud, Baccarat
 Provost, Lunéville
 Raybaud, Metz
 Renard, Longwy-Bas
 Riplinger, Nancy
 Schreiner, Nancy
 Serrure, Nancy
 Simonin, Lunéville
 Sirven, Briey
 Stein, Toul
 Thomas, Nancy
 Vannier, Lunéville
 Vally, Gray
 Vial père, Nancy
 Vial fils, Nancy
 Villemont, Domèvre-sur-Vezouze
 Warendeuf, Lunéville
 Weiss, Nancy
 Weisseburger, Nancy
 Winsbach, Nancy
 Wolff, Essey-et-Maizerais
 Yahar, Gerbéviller ».

2^e liste⁴⁵

« Balayer, architecte expert, Sartrouville (S. et O.)
 Fournez Robert, Paris
 Fournier et Tissyre, Paris
 Hérissou Georges, expert, Nancy
 Janiaud, architecte, Pont-à-Mousson
 Leroy, Saint-Mandé, Seine
 Lévy Fernand, Paris
 Molinié, Nicod et Pouthier, Paris
 Nassousky et Gérard, architectes, Le Havre
 Tissoire Jean, Pont-à-Mousson
 Troussat Marcel, dessinateur architecte, Nancy
 Tur Ali, Paris ».

⁴⁵ « Nos architectes et nos entrepreneurs », *L'Immeuble et la construction dans l'Est*, 2 avril 1922.

3^e liste⁴⁶

« Archambault, Spincourt
Balland, Nancy
Baur, Laneuveville-lès-Raon
Bergevin, Nanterre (Seine)
Bodson, Épinal
Boivin G., Metz
Bourgon, Nancy
Cazamayou, Lunéville
Claisse, Lille
Drouin, Nancy
Duprez, Villers-sur-Mer (Calvados)
Frey, Strasbourg
Furtz, Lunéville
Gueroult, Paris
Joly, Nancy
Laprade, 5 bis rue Le Tasse, Paris
Lergenmuller, Longuyon
Moitrier E., Nancy
Nasouky et Gérard, Le Havre
Pain, Nancy
Perret, Nancy
Richard A., 15 rue Perrichon, Paris
Tamahan M. de, Paris
Tissoire, Pont-à-Mousson
Varin, Longuyon
Vial, Pont-à-Mousson
Voilot, Paris
Wolfrom, Lille
Wolff, Essey-et-Maizerais ».

⁴⁶ « Liste officielle des nouveaux architectes agréés pour les travaux des sociétés coopératives de reconstruction des régions libérées », *L'Immeuble et la construction dans l'Est*, 6 mai 1923.

4. « Liste des entrepreneurs de la région officiellement agréés par la préfecture de Meurthe-et-Moselle pour les travaux de reconstruction dans nos régions dévastées ».⁴⁷

« Abel Louis, Pont-à-Mousson
 Albert, Xermaménil
 Alexandre, 18 boulevard Charles V, Nancy
 Alexandre, 1 rue des Prés, Nancy
 Allary Paul, Maubeuge
 Argenton et Pouteaud, Nancy
 Commission ardoisière d'Angers, Paris
 Azaria et Roches, Paris
 Balot, Bruville
 Batiste, Hannonville-au-Passage
 Barboni Marc, Longwy-Bas
 Barlet Claude, Brainville
 Barlet Jean-Marie, Jeandelize
 Bajot, Lunéville
 Bary, Toul
 Bataillon, Saint-Max
 Barbiche, Nancy
 Belleguy, Nancy
 Bernanose et Lommée, Nancy
 Bertrand, Baccarat
 Besozzi et Gibilini, (sujets italiens), sont chargés de travaux des coopératives et ont donné entière satisfaction
 Blondet, Neuves-Maisons
 Boivin Bavin, Auxerre
 Bombardier, Serrouville
 Bonardel, Nancy
 Botkowitz Jean, Maidières-les-Pont-à-Mousson
 Société boulonnaise, Boulogne-sur-Mer
 Brouant, Nancy
 Buget et Vieilhomme, Pagny-sur-Moselle
 Cayotte, Nancy

Cerutti, Pagny-sur-Moselle
 Chabagny, Paris
 Chatrian, Nancy
 Cheneby et Couland, Bouligny (Meuse)
 Chiaravelli, Badonviller
 Chery et Maille, Dijon
 Ciglia Antoine, Mouacourt
 Cleret, Jarny
 Claudon, Onville
 Cotinaut, Baslieux
 Crabouillet, Lunéville
 Crautz, Chenicourt
 Cruchant Fernand, Lunéville
 Daeschler, Nancy
 Dago (sujet italien), paraît avoir exécuté dans les R. L. [régions libérées] plusieurs travaux qui ont donné satisfaction aux coopératives et aux particuliers
 Dallet, Martin, Chézeaux, à Longuyon
 Dancelme Emile, rue du Placieux Nancy
 Dancelme et Loth, rue du Montet, Nancy
 Dancelme, rue de l'abbé Gridel, Nancy
 Darin, Onville
 Dautcourt, Nancy
 Demay frères, Reims
 Dugue père et fils, Villeneuve-Saint-Georges
 Dulac, Jonnart et Boulot, Paris
 Dupaquier, Bures par Arracourt
 Duperoux, Saint-Max
 Dupic, Lunéville
 Ebert et Bancon, Baccarat
 Entreprise moderne, Paris 6^e
 Entreprise de l'Est, Nancy
 Entreprise française, Paris 8^e
 Erb Alphonse, Toul
 Fabre, Moivrons
 Fernbach et Mandleur, Nancy
 Fillet, Pont-à-Mousson
 Foclia Paul, Villerupt
 Fontaine, Nancy
 Fort Théodore, Eulmont
 Fouminet, Nancy
 Fournier et Maugras, Nancy
 Foury, Paris 4^e
 France-Lanord et Bichaton, Nancy
 François, Rogéville

⁴⁷ « Nos entrepreneurs », *L'Immeuble et la construction dans l'Est*, 16 août 1921. Des listes complémentaires ont été publiées à partir du numéro du 2 avril 1922, il est cependant très probable que les principaux entrepreneurs de la reconstruction dans le département ont été mentionnés dans cette première liste.

Frigerio et Gabriel, Frouard	Petitclerc et Isore, Nancy
Gasson, Longuyon	Petitmengin, Nancy
Gaspard, Varangéville	Entreprise générale Picot, Paris 8 ^e
Gayet et Fauvet, Neuves-Maisons	Plassat, Toul
Génin, Nancy	Poirot Georges, Nancy
Gény, Nancy	Pozzi à Badonviller
De Gezincourt, Paris	Pralauran, Nancy
Giovanni Rodolphe, Charmes	Ramel, Nancy
Grandcolas, Thiaucourt	Société entreprise de Reims, Paris 17 ^e
Gruy et Lorrain, Viéville-en-Haye	Remy, Saulnes
Guillemin Victor, Nancy	Richard, Paris 8 ^e
Hasquenoph, Lunéville	Rizzi et Alini, Bénaménil
Hazard, Pont-à-Mousson	Robin, Longlaville
Henry, Labry	Rodichiero Pépin, Audun-le-Tiche (Lorraine)
Isabel frères, Troyes	Rousseau, Courbesseaux
Jeanvoine et Demande, Igney (Vosges)	Sainrapt, Lunéville
Joannes, Nancy	Sanguin, Lunéville
Jole Louis, Cirey-sur-Vezouze	Schertzer frères, Nancy
Kalis, Nancy	Schmidt, Réhon
Lecolier, Lunéville	Servat et Sabourin, Nancy
Lory, Piennes	Sinturel, Jarny
Lotz, Nancy	Société Entreprise Construction moderne, Paris 9 ^e
Louis Emile, Parroy	Tabouret, Toul
Mansuy, Varangéville	Thiétry, Epinal
Martin, Conflans-Jarny	Thiriet, Pont-à-Mousson
Martin, Erbéviller	Thomassin, Lamerey (Vosges)
De Magdalena, Pont-à-Mousson	Tobsca et Isblia, Fey-en-Haye
Masson, Lunéville	Union des entrepreneurs du Nord de la France, Roubaix
Mayeton, Toul	Urban, Strasbourg-Neudorf
Mehl, Bezange-la-Grande	Valli et Grosjean, Nancy
Mercier, Mont-Bonvillers	Vanesson, Moivrons
Meyer, Paris	Veauvy jeune, Tours
Michelet et Fischer, Nancy	Vendler et Lemius, Nancy
Moreau, Golbey	Vercelli, Lunéville
Muller, Bitche (Lorraine)	Verdin, Paris
Neyhouser, Nancy	Viard, Villerupt
Nicolas, Metz-Queleu	Villain, Lunéville
Noël, Nancy	Vinter, Nancy
Normand Marcel, Saint-Clément	Vivini, Hussigny-Godbrange
Ohmer, Essey-et-Maizerais	Weber, Metz
Ollier, Besançon	Weyrich, Conflans
Oreille, Ville-sur-Yron	Yaher, Epinal
Pagny, Collin et Bouff, Nancy	Zangiaconi, Thionville ».
Parmentier, Hanonville [Hamonville ou Hannonville-Suzémont ?]	
Passetti et Marelli, Nancy	
Pastel, Pont-à-Mousson	
Pauly Louis, Malzéville	
Pennemann, Saint-Max	
Perbet Fraise, Allègre (Haute-Loire)	

VII. L'application de la loi Cornudet du 14 mars 1919

1. « Commission départementale d'aménagement et d'extension des villes et des villages ».⁴⁸

« Président : M. le Préfet

1) Membres du conseil départemental de l'hygiène

Docteur Macé, professeur à la faculté de médecine

Guntz, professeur de chimie à la faculté des sciences

Canel, ingénieur en chef des ponts-et-chaussées

Imbeaux, ingénieur honoraire des ponts-et-chaussées

Saint-Paul, directeur des services de santé de la 20^e région

Charbonnier, architecte départemental

Docteur Parisot (Jacques), professeur à la faculté de médecine

Dorez, pharmacien

Docteur Giry, conseiller général à Briey

Docteur Garnier, professeur à la faculté de médecine

Bruntz, doyen à la faculté de pharmacie

Docteur Spillman, doyen à la faculté de médecine

Docteur Pratbernon, inspecteur départemental d'hygiène

Marange, vétérinaire départemental

2) Membres de la Commission départementale des sites et Monuments naturels de caractère artistique

Le conservateur des eaux-et-forêts

Denis (Albert), conseiller général

De Turckheim, conseiller général, maire de Repaix

Charbonnier, professeur honoraire à Nancy

Lacroix, conservateur des eaux-et-forêts à Nancy

3) Membres de la Commission départementale des Bâtiments civils

Weissemburger, architecte diplômé, à Nancy

Hornecker, architecte diplômé, à Nancy

Gilliard, ingénieur en chef du Génie rural

L'architecte en chef de la reconstitution⁴⁹

Signoret, inspecteur d'académie

Ninck, ingénieur en chef de la Navigation

Aubin, inspecteur général honoraire des ponts-et-chaussées

Schertzer, ingénieur civil, à Nancy

Le Bourgeois, architecte des Monuments historiques

4) M. les maires de Pont-à-Mousson, Gerbéviller, Longuyon, Blâmont, désignés par le Conseil général dans sa séance du 29 avril 1919

5) Membres du comité de patronage des Habitations à bon marché

⁴⁸ ADMM WO 3644. Cette liste n'est pas datée, mais on peut supposer qu'elle a été établie peu après la séance du conseil général du 29 avril 1919 au cours de laquelle plusieurs maires en furent désignés membres.

⁴⁹ Il est possible que la liste ait été établie vers la fin de l'année 1919, à une époque où Roisin avait déjà quitté ses fonctions d'architecte en chef de la reconstitution et où il n'avait pas encore été remplacé par Deville.

Laurent, professeur à la faculté des lettres de Nancy
 Deloche, fabricant de flanelle à Nancy, désignés par le Comité de patronage des Habitations à bon marché

6) Office public d'Habitations à bon marché

Bohin, ancien notaire, à Nancy
 Bourgon, architecte de l'Office à Nancy, 6 cours Léopold
 Cayotte (Edmond), ancien entrepreneur, à Nancy
 Roger, membre de l'Office, à Nancy

/

Le Maire de la ville de Nancy ou son délégué
 Victor Prouvé, artiste peintre, directeur de l'Ecole régionale des Beaux-arts
 Wielhorscki, architecte en chef de la ville de Nancy
 Paquy, avocat, président de la Commission d'embellissement de Nancy
 Hottenger, urbaniste, 18 rue Saint-Dizier à Nancy
 Bardin, géomètre, à Nancy
 F. Collignon, géomètre diplômé, adjoint au chef départemental à Nancy
 Baron, géomètre du cadastre, à Nancy
 Lallemand, géomètre du cadastre, à Nancy ».

2. Liste des communes du département de Meurthe-et-Moselle tenues de faire établir un plan d'alignement en application de la loi Cornudet du 14 mars 1919.⁵⁰

Commune	% de destruction	Population	Auteur du plan
Abaucourt	75	487	Thirion
Affléville	31	299	Ferrand
Amance [liste 2]	11	418	Thomas
Amenoncourt	77	225	Bardin
Ancerviller	29	515	Déville
Angomont	34	204	Déville
Armaucourt	45		
Arracourt	80	626	Déville
Arraye-et-Han	74	452	Criqui
Athienville	22	286	Pain
Audun-le-Roman	93	928	Eschbaecher
Autrepierre	21	228	Lavocat
Baccarat	13	7277	Gaspard
Badonviller	48	2086	Déville

⁵⁰ « Ministère des régions libérées. Reconstitution foncière et cadastre. 1^e section. Département de Meurthe-et-Moselle. Programme des travaux de plans d'alignement et de nivellement. Liste donnant par commune, la partie à reconstruire qui comptera un plan d'alignement à la charge des régions libérées », ADMM 10 R AL 2. Ce document date très probablement de la première moitié de l'année 1919. A une liste de 145 communes souvent gravement touchées, a été ajoutée une seconde liste, concernant des communes détruites à moins de 50% (ici mentionnée entre crochet « [Liste 2] »). Le pourcentage de destruction semble correspondre au nombre d'immeubles partiellement ou totalement détruits par rapport à ceux qui existaient avant guerre. Le nombre d'habitants correspond le plus souvent à quelques unités près aux chiffres du recensement de 1911. Le nom de l'architecte ou de l'agent-voyer chargé du plan d'alignement et de nivellement ne correspond pas toujours à celui qu'on trouve sur les plans conservés sous la cote ADMM 10 R AL 5-25. On peut noter que Bayon et Vandelainville, respectivement détruites à 9% et 3% n'étaient pas légalement tenues de faire dresser un plan d'alignement.

Barbas [liste 2]	13	294	
Bathélmont-lès-Bauzemont	27	149	Hornet
Bayonville [liste 2]	9	453	Marchal
Bazailles⁵¹	71		
Beaumont	68	102	Marson
Béchamps	40	183	Ferrand
Bernécourt	14		
Beuville (commune de Boncourt ») [liste 2]⁵²	22	391	Pariset
Bey-sur-Seille	87	151	Rougieux
Bezange-la-Grande	73	344	Pain
Blémerey	56	144	Désenclos
Bonviller	33	215	Déville
Bouxières-aux-Chênes	29	871	Déon
Bouxières-sous-Froidmont	79	372	Durieux
Bréménil	82	372	Biet
Brin	83	189	Durieux
Bures	100	105	Marchand
Champenoux	31	473	Martin
Chanteheux⁵³	18		
Charey	62	202	Stein
Charmois	24		
Chazelles	100	89	Yaher
Chenicourt	90	200	Criqui
Chenières	94	305	Cochonneau
Clémery	29	367	Thomas
Cosnes-par-Romain	16		
Courbesseaux	44	182	Pierron
Crévic	38	830	Pierron
Cutry	28	372	Cochonneau
Dampvitoux	84	171	Ferrand
Deuxville	11	399	Déville
Dieulouard [liste 2]	16	2591	
Domèvre-sur-Vezouze	83	83	Déville
Domjevin	33	411	Moitrier
Dommartin-la-Chaussée	62	66	Stein
Domprix	26		
Drouville	45	310	Pierron
Emberménil	100	350	Déville
Eply	100	508	Blitz

⁵¹ Les communes de Bazailles, Bernécourt, Cosnes-et-Romain, Dieulouard, Domprix, Fillières, Gerbéviller, Gondrecourt-Aix, Herbéviller, Hudiviller, Hussigny, Landres, Lironville, Longwy, Maixe, Malavillers, Mandres-aux-Quatre-Tours, Pexonne, Phlin ont effectivement fait dresser un plan d'aménagement dont l'auteur n'est pas mentionné dans les archives, cf. ADMM 10 R AL 5-25.

⁵² Ce dossier est classé en ADMM 10 R AL 7, à « Beuville » et non à « Doncourt ».

⁵³ Les dossiers ADMM 10 R AL 5-25 ne contiennent pas de plan d'alignement et de nivellement pour les communes de Chanteheux, Charmois, Fillières, Hamonville, Harbouey, Haudonville, Hériménil, Leyr, Magnières, Mazerulles, Mignéville, Moncel-sur-Seille, Montigny, Montigny-sur-Chiers, Mousson, Pagny-sur-Moselle. Ces communes peu peuplées ou peu détruites ont probablement été « déchargées de l'obligation de présenter un plan » comme l'indique le dossier de la commune de Fillières (ADMM 10 R AL 12). Le plan certainement établi pour la commune de Moncel-sur-Seille, détruite à 97%, a disparu des archives.

Erbéville	26	267	Moitrier
Essey-et-Maizerais	85	551	Lafarge
Euvezin	76	277	Lafarge
Fenneviller	61	361	Biet
Fey-en-Haye	100	132	Durieux
Fillières	19		
Flirey	99	275	André
Fresnois-la-Montagne	69	495	Le Bourgeois
Gellenoncourt	71	65	Pierron
Gerbéville	86		
Glonville	12	558	Déville
Gondrecourt-Aix	84		Ferrand
Gondrexon	89	107	Nicolas
Hagéville [liste 2]	12	258	Ferrand
Halloville	72	130	Déville
Hamonville	18		
Ham-lès-Saint-Jean [liste 2]⁵⁴	36	131	Varin
Harbouey	41		
Haraucourt	42	759	
Haudonville	28		
Herbéville	37		
Hériménil	25	114	Déville
Hudiviller	35		
Hussigny	15		
Igney	33	257	Lavocat
Jarny	14	3411	Yaher
Jaulny	52	340	Mugnier et Rigollet
Juvrecourt	18	177	Hornet
Landres	55		
Laneuveville-aux-Bois [liste 2]	42	435	Déville
Lanfroicourt	92	212	Pain
Leintrey	100	349	Nicolas
Lesménils	98	371	Durieux
Létricourt	94	309	Thirion
Leyr	21		
Limey	88	186	André
Lironville	98		
Longuyon	32	3910	(Pourel ?)
Longwy	100		
Maidières [liste 2]	14	984	Janiaud
Magnières	14		
Mailly	43	328	Frientz et Provost
Maixe [liste 2]	33	501	
Malavillers	77		
Mamey	53	240	Moitrier
Mandres-aux-Quatre-Tours	23		
Manoncourt-sur-Seille	80	226	Mienville et

⁵⁴ Ce dossier est classé à « Saint-Jean » (ADMM 10 R AL 22).

			Thirion
Mazerulles	78	245	Pain
Mignéville	34	279	Auger
Moncel-sur-Seille	97	722	Marchal
Montigny	47	246	Déville
Montigny-sur-Chiers	28		
Mont-sur-Meurthe [liste 2]	10	487	Lafontaine
Montreux	82	122	Moitrier
Morville-sur-Seille	86	271	Petit
Mouacourt	95	173	Nicolas
Mousson	35		
Murville [liste 2]	20	283	Ferrand
Neuviller	100	202	Déville
Nomeny	97	1224	Mienville et Thirion
Nonhigny	79	196	Moitrier
Norroy [Norroy-lès-Pont-à-Mousson, liste 2]	17	554	Martin
Pagny-sur-Moselle	21		
Pannes	39	269	Stein
Parroy	100	409	Vally
Parux	100	269	Biet
Petit-Failly	37	168	Varin
Pexonne	12		
Phlin	45		
Pierre-Percée	25		
Pont-à-Mousson	29	14009	Janiaud
Port-sur-Seille	93	337	Vial
Prény	36	325	Déon
Raucourt	82	250	Thomas
Réchicourt-la-Petite	62	128	Hornet
Regniéville	100		
Reillon	97	96	Désenclos
Rembercourt	60		
Remenauville	100		
Remenoville [liste 2]	15	227	Yaher
Réméréville	80		
Rouves	94	158	Thomas
Saint-Baussant	100	164	Lafarge
Saint-Jean	36		
Saint-Julien-lès-Gorze	64	236	Ferrand
Saint-Martin	68	167	Yaher
Saint-Maurice	71	149	Déville
Saint-Pancré [liste 2]	14	510	
Saint-Sauveur	28	203	Biet
Saint-Supplet	38	280	Guisclain et Hanry
Sainte-Geneviève	23	298	Martin
Sainte-Pôle	40	278	Déville
Seicheprey	100	170	Lafarge
Sornéville	38	382	V. Berg
Thézey-Saint-Martin	80		
Thiaucourt	70	1064	Janiaud et Hanry
Tronville [liste 2]	10	197	Brossard

Vallois	38	268	Déville
Vandelainville [liste 2]	3	169	(Déon ?)
Vandières [liste 2]	16	758	Martin
Vaucourt	73	217	Marchand et Erbeau
Vého	89	227	Désenclos
Verdenal	22	233	
Viéville-en-Haye	83	230	Moitrier
Vilcey-sur-Trey	68	174	Martin
Ville-au-Montois	31	428	Vincent
Villecey-sur-Mad [liste 2]	12	168	Vial
Villers-sous-Prény	14	315	Martin
Vitrimont	48		
Xammes	49		
Xousse	41	198	Déville

Soit, répartis par architectes :

André : Flirey, Limey

Auger : Mignéville

Bardin : Amenoncourt

Berg : Sornéville

Biet : Bréménil, Fenneviller, Parux, Saint-Sauveur

Blitz : Eply

Brossard : Tronville

Cochonneau : Chenières, Cutry

Criqui : Arraye-et-Han, Chenicourt

Déon : Bouxières-aux-Chênes, Prény, Vandelainville (?)

Désenclos : Blémerey, Reillon, Vého

Déville : Ancerviller, Angomont, Arracourt, Badonviller, Bonviller, Deuxville, Domèvre-sur-Vezouze, Emberménil, Glonville, Halloville, Hériménil, Laneuveville-aux-Bois, Montigny, Neuville, Saint-Maurice, Sainte-Pôle, Vallois

Durieux : Bouxières-sous-Froidmont, Brin-sur-Seille, Fey-en-Haye, Lesménils

Erbeau : Vaucourt (avec Marchand)

Eschbaecher : Audun-le-Roman

Ferrand : Affléville, Béchamps, Dampvitoux, Gondrecourt-Aix, Hagéville, Murville, Saint-Julien-lès-Gorze

Frientz et Provost : Mailly

Gaspard : Baccarat

Guisclain : Saint-Supplet (avec Hanry)

Hanry : Saint-Supplet (avec Guisclain), Thiaucourt (avec Janiaud)

Hornet : Bathelémont, Juvrecourt, Réchicourt-la-Petite

Janiaud : Maidières, Pont-à-Mousson, Thiaucourt (avec Hanry)

Lafarge : Essey-et-Maizerais, Euvezin, Seicheprey, Saint-Baussant

Lafontaine : Mont-sur-Meurthe

Lavocat : Autrepierre, Igney

Le Bourgeois : Fresnois-la-Montagne

Marchal : Bayonville, Moncel-sur-Seille

Marchand : Bures, Vaucourt (avec Erbeau)

Marson : Beaumont

Martin : Champenoux, Norroy [Norroy-lès-Pont-à-Mousson], Sainte-Geneviève, Vandières, Vilcey-sur-Trey, Villers-sous-Prény

Mienville (avec Thirion) : Manoncourt-sur-Seille, Nomeny

Moitrier : Domjevin, Erbéviller, Mamey, Montreux, Nonhigny, Viéville-en-Haye
Mugnier : Jaulny (avec Rigollet)
Nicolas : Gondrexon, Leintrey, Mouacourt
Pain : Athienville, Bezange, Lanfroicourt, Mazerulles
Pariset : Beuville (commune de Doncourt)
Petit : Morville-sur-Seille
Pierron : Courbesseaux, Crévic, Drouville, Gellenoncourt
Pourel (?) : Longuyon
Rigollet : Jaulny (avec Mugnier)
Rougieux : Bey-sur-Seille
Stein : Charey, Dommartin-la-Chaussée, Pannes
Thirion : Abaucourt, Létricourt, Manoncourt-sur-Seille (avec Mienville), Nomeny
 (avec Mienville)
Thomas : Amance, Clémery, Raucourt, Rouves
Vally : Parroy
Varin : Han-lès-Saint-Jean, Petit-Failly
Vial : Port-sur-Seille, Villecey-sur-Mad
Vincent : Ville-au-Montois
Yaher : Chazelles, Jarny, Remenoville, Saint-Martin.

VIII. La coopérative de reconstruction des églises

1. « Acte constitutif de la Société coopérative de reconstruction des églises du diocèse de Nancy ». ⁵⁵

TITRE PREMIER. OBJET ET CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

Article Premier.

ADHERENTS. Il est formé entre les soussignés, sinistrés ayant droit à indemnités pour réparation de dommages de guerre immobiliers dans les communes de Meurthe-et-Moselle (ou leur ayants cause) une Société coopérative régie par la loi du 15 août 1920 et le décret du 9 octobre 1920, rendu en exécution de cette loi, et dont l'objet est plus loin désigné.

Le nombre des sociétaires est illimité. Après signature des statuts par les fondateurs, pourront adhérer au contrat :

1^o De droit, pendant les trois mois qui suivront la publication de l'acte constitutif, prévue par l'article 8 de la loi précitée ;

2^o Passé ce délai, sur demande acceptée par le Conseil d'administration ;

Toutes personnes possédant la qualité de sinistrés, définie au paragraphe premier du présent article.

[...] Au fur et à mesure de l'avancement des travaux des commissions cantonales, les évaluations définitives des dommages doivent être notifiées par chaque intéressé au président de la Société, qui les inscrit sur les rôles de la Société aux lieux et places de l'évaluation provisoire.

Art. 2. DENOMINATION ET SIEGE SOCIAL. [...]

Art. 3. OBJET. La Société a pour but de procéder ou de faire procéder pour le compte de ces associés, à toutes les opérations relatives à la reconstruction immobilière, notamment à la préparation des dossiers, à l'évaluation des dommages, à l'établissement des plans, devis descriptifs et marchés, à l'exécution, à la surveillance et au paiement des travaux de déblaiement, de réparation ou de reconstitution, et au remploi des avances et acomptes prévus par la loi du 17 avril 1919.

Art. 4. DUREE. La durée de la Société est fixée à trente années ; elle pourra être prorogée par décision de l'assemblée générale, pour le temps nécessaire à l'exécution des travaux et au règlement des comptes ; la Société pourra être dissoute par anticipation et par décision de l'assemblée générale, dans les conditions qui sont indiquées à l'article 25.

[...]

Art. 7. DEMISSION. Tout sociétaire peut se retirer de l'association :

1^o Après fixation de ses indemnités par les commissions ou juridictions compétentes et avant déclaration de remploi ;

2^o Dans le cas où il aura opté pour le remploi, après achèvement des travaux de reconstitution de son ou de ses immeubles et liquidation qui devra suivre de son compte individuel. Tout commencement d'exécution de travaux équivaldra à un engagement de remploi, à concurrence au moins des sommes nécessaires pour parfaire lesdits travaux.

⁵⁵ *Acte constitutif de la Société coopérative de reconstruction des églises du diocèse de Nancy*, 8 p., ADMM V 64 (dossier « Eglises et édifices religieux, 1908-1927 »).

Dans l'un et l'autre cas, la démission ne deviendra définitive qu'après réception par le membre démissionnaire, des divers travaux pour lui exécutés et après acceptation par lui et ratification par l'assemblée générale de la liquidation susmentionnée.

Toutefois le membre démissionnaire restera tenu de sa part dans tous les engagements pris ou toutes dépenses faites par la Société pour l'ensemble des associés antérieurement à la démission et qui, se rapportant à l'article 11 des présents statuts, n'auraient pu faire l'objet d'une liquidation anticipée.

TITRE II. FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE

Art. 8. Le Conseil d'administration agit, d'une manière générale, pour le compte des adhérents, comme étant leur mandataire vis-à-vis de l'Etat et des tiers, et gère leurs intérêts dans les conditions prévues par la loi du 15 août 1920.

Il passe notamment tous contrats et marchés en leur nom, et fait exécuter les travaux de réparations ou de reconstitution de leurs immeubles, conformément aux plans, devis, cahiers des charges et marchés acceptés par eux.

Si l'associé demande un supplément de travaux entraînant une dépense supérieure au montant de son indemnité immobilière (immeubles bâtis), il doit verser par avance le complément du prix, ou affecter à la reconstitution de son immeuble une partie suffisante des indemnités pour dommage de guerre, dont il pourrait par ailleurs être bénéficiaire.

Art. 9. ORDRE D'URGENCE. L'ordre dans lequel sont exécutés les travaux relatifs aux immeubles à réparer, construire ou reconstruire, est arrêté par le Conseil d'administration et approuvé par l'assemblée générale pour l'année suivante et pour l'année en cours si c'est celle de la fondation et s'il est possible de préparer à temps un programme de travaux exécutable cette même année.

Le programme annuel est basé sur les projets de emploi établis conformément à l'article 9 de la loi du 17 avril 1919. Il tient compte des disponibilités financières de la Société et place en première ligne les réparations d'immeubles et en seconde ligne les travaux de construction, ceux-ci étant classés suivant l'ordre d'urgence général ci-après :

- 1° reconstruction des nefs
- 2° reconstruction des chœurs et des sacristies
- 3° reconstruction des clochers

Art. 10. RESSOURCES DE LA SOCIETE. – Le fonds social se divise en fonds de gestion et fonds de travaux.

AU CREDIT du fonds de gestion sont portés notamment :

- 1° Les subventions accordées par l'Etat ;
- 2° Les droits d'entrée fixés à – [(1) (Par exemple : 50 francs)] pour les membres indiqués au 1^{er} paragraphe 2 de l'article premier des statuts et à – [(2) (Par exemple : 100 francs)] pour les membres indiqués au 2° du même paragraphe ;
- 3° Les versements faits par les associés pour leur part contributive aux dépenses et frais communs de la Société ; ces versements étant fixés à *cinq pour mille* [(3) (Par exemple : 5 pour 1.000 du montant des travaux)].

AU CREDIT du fonds des travaux sont portés notamment :

- 1° Les avances remboursables accordées par l'Etat
- 2° Les versements faits par les associés [(4) (Par exemple : 10 pour cent sur les montants des avances ou des acomptes)]

AU CREDIT de l'un et de l'autre compte, suivant décision du Conseil d'administration ;

- 1° Les libéralités, dons et legs faits à la société.
- 2° Les intérêts des sommes ci-dessus indiquées.

Tous versements au fonds social sont effectués, soit en argent, soit au moyen de valeurs négociables.

Art. 11. DEPENSES DE LA SOCIETE. AU DEBIT du fonds social sont portés notamment :

1° Les frais de constitution et de gestion (fonds de gestion) ;

2° Les dépenses faites pour exécution de travaux sur avances remboursables (fonds de travaux).

Art. 12. COMPTE DE L'ASSOCIE. À l'entrée du sociétaire dans la coopérative il est procédé à un apurement de son compte de sinistré, de telle sorte que soient déterminées exactement les sommes qu'il a déjà pu toucher à titre d'avances ou d'acomptes, celles qui lui sont imputées à titre de créance d'Etat, et celles qui lui restent à recevoir.

À partir de ce moment, la Société est substituée exclusivement au sociétaire, pour obtenir le paiement des avances ou acomptes dont ce dernier serait fondé à bénéficier.

Un compte personnel est dès lors ouvert à chaque associé.

AU CREDIT de ce compte sont portés le montant des ouvertures de crédits faites au nom de l'associé en exécution de l'article 5 de la loi du 15 août 1920, ainsi que les versements personnels effectués, le cas échéant et à titre de ressources supplémentaires, par cet associé.

Les versements du sociétaire à son compte individuel sont effectués :

1° Soit au moyen des avances ou acomptes attribués à ce sociétaire ;

2° Soit en argent ;

3° Soit au moyen de valeurs négociables.

AU DEBIT de ce compte sont portées les dépenses de travaux effectués par cet associé, et s'il y a lieu, les frais de réalisation des valeurs comprises dans les versements dudit.

TITRE III. ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

Art. 13. CONSEIL D'ADMINISTRATION ET BUREAU. – La Société est administrée par un Conseil composé de *huit* membres élus par l'assemblée générale *pris parmi les adhérents* et pour *quatre* [(1) (Par exemple : quatre ans)] ans, à l'exclusion des personnes qui ont passé avec elle des contrats pour l'exécution de travaux ou de marchés de fourniture.

Le Conseil est rééligible chaque année par *quart* [(2) (par quart)], les *trois* [(3) (trois)] premiers *quarts* [(4) (quarts)] sortant étant désignés par voie de tirage au sort.

En cas de vacances, le Conseil pourvoit au remplacement de ses membres par voie d'élection provisoire, et les nouveaux membres ainsi élus sont habilités à remplir régulièrement leurs fonctions jusqu'à ce qu'il ait été statué par la plus prochaine assemblée générale sur leur maintien ou leur remplacement.

S'il y a ratification par l'assemblée générale, chaque membre élu par le Conseil d'administration continue à remplir ses fonctions pendant le temps qu'auraient duré celles du membre remplacé.

Le Conseil choisit parmi ses membres un bureau composé d'un président, d'un ou plusieurs vice-présidents, d'un secrétaire et d'un trésorier.

Le bureau est élu pour un an ; les membres sont rééligibles.

Les fonctions de membres du Conseil d'administration et du bureau sont honorifiques et gratuites. Toutefois, les dépenses effectuées pour le compte ou à l'occasion du fonctionnement de la Société, peuvent être remboursées sur états de frais visés par le président et par le trésorier. Le secrétaire et le trésorier peuvent également recevoir des indemnités de bureau.

Art. 14. Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus en ce qui concerne la direction générale des affaires de la Société. Il se conforme aux dispositions

de la loi du 15 août 1920 et, notamment, se tient en relations avec les agents du contrôle de l'Etat. Il règle les contrats passés au nom de la Société : locations, marchés, etc. et choisit les architectes, entrepreneurs et hommes de l'art, chargés de la préparation des projets, de la surveillance, de l'exécution et du règlement des travaux. Ce choix ne peut porter que sur les listes d'agréés établies par le département dans les conditions fixées par le décret du 9 octobre 1920.

Il décide de tous contrats et marchés approuvés par les adhérents et fait procéder par ceux-ci à la réception de leurs travaux.

Il ordonne tous paiements et encaissements.

Il peut transiger, compromettre, donner tous désistements et main levée, avec ou sans paiement.

Il fixe les conditions dans lesquelles les fonds de la Société sont gérés et désigne les établissements de crédit public ou ceux placés sous le contrôle et la surveillance de l'Etat dans lesquels les fonds et valeurs sont mis en dépôt. S'il croit devoir s'adresser à des banques, sociétés ou organisations privées, il en demandera l'autorisation à l'assemblée générale. Il fixe le montant maximum de la somme qui peut rester à la disposition du trésorier.

Il statue sur les demandes d'admission et autorise, à la majorité absolue des membres présents, l'entrée des nouveaux membres dans la société.

Il nomme et révoque le personnel salarié.

Il fixe l'ordre du jour des assemblées générales.

Il est chargé d'obtenir l'approbation prévue au titre II de la loi du 15 août 1920.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à l'un de ses membres et charger sous sa responsabilité, un directeur ou gérant, d'exécuter et surveiller les opérations de la Société. Ce directeur ou gérant ne peut être pris parmi les personnes ayant passé avec la Société des contrats ou marchés, comme il est dit au paragraphe premier du présent article.

Art. 15. Le Conseil se réunit au moins une fois par trimestre et chaque fois qu'il est convoqué par son président ou sur la demande de la moitié de ses membres.

La présence de la moitié des membres du Conseil d'administration est nécessaire à la validité des délibérations. Si le quorum n'est pas atteint, il est procédé à une seconde convocation à huitaine ; toutes délibérations sont dès lors valables.

Le vote par procuration n'est pas admis. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux, ainsi que les copies et extraits, sont signés par le président et le secrétaire.

Art. 16. Les membres du Conseil d'administration et du bureau, en tant qu'ils stipulent ou agissent au nom de la Société, ne contractent aucune obligation personnelle ou solidaire pourvu qu'ils se renferment exactement dans les limites de leurs pouvoirs. Mais ils sont responsables envers la Société ou envers les tiers soit des infractions aux dispositions de la loi du 15 août 1920, soit des fautes lourdes ou dols qu'ils auraient commis dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 17. Le bureau est chargé de l'exécution des délibérations du Conseil d'administration. Il se réunit sur la convocation de son président ou sur la demande de deux de ses membres.

Art. 18. Le président fait exécuter les décisions prises par le Conseil d'administration et le bureau ; il liquide et ordonnance toutes les dépenses de la Société ; il a la police des assemblées et veille à ce que les discussions ne s'écartent pas de leur but spécial ; il représente la Société dans ses rapports avec les tiers et avec l'autorité publique, sauf délégation spéciale donnée à un membre par le Conseil ; il la représente également en

justice, tant en demandant qu'en défendant, mais ne peut intenter aucune action judiciaire au nom de la Société sans y être autorisé par une délibération conforme du Conseil d'administration, prise à la majorité des voix.

Art. 19. En cas d'empêchement du président, le ou les vice-présidents le remplacent. À leur défaut, le Conseil d'administration délègue le pouvoir à l'un de ses membres.

Art. 20. Le secrétaire est chargé des travaux administratifs.

Il tient le registre des procès-verbaux des séances de l'assemblée générale, du Conseil d'administration et du bureau, chaque procès-verbal devant porter sa signature et celle du président.

Art. 21. Le trésorier tient la comptabilité de la Société, ainsi que le compte de chacun des associés, dans la forme indiquée par le décret du 9 octobre 1920.

Il reçoit et conserve, sous sa responsabilité, les fonds et valeurs de la Société et a qualité pour en délivrer valablement quittance mais il ne peut en rester dépositaire que dans les limites et conditions rigoureusement déterminées par le Conseil d'administration. Il doit justifier de leur existence et présenter sa comptabilité à toute réquisition du président du Conseil d'administration, du commissaire-contrôleur dont la désignation est prévue à l'article 22 ou des agents du contrôle de l'État.

Il dresse chaque année, quarante jours avant la réunion de l'assemblée générale, un état de la situation active et passive de la Société. Cet état, après examen et approbation du Conseil d'administration, est mis à la disposition du commissaire-contrôleur quarante jours au moins avant l'assemblée générale ; il est présenté à cette assemblée.

Le trésorier prépare, en outre, le compte rendu financier annuel qui doit être adressé au ministère des Régions libérées, conformément à l'article 14 de la loi du 15 août 1920 et au décret du 9 octobre 1920.

Dans le cas où un comptable serait adjoint au trésorier, ce comptable ne pourrait être pris parmi les personnes ayant passé avec la Société les contrats visés par l'article 13 des présents statuts, ni parmi leurs employés ou représentants.

Art. 22. CONTROLE INTERIEUR DE LA COMPTABILITE ET DE LA GESTION DES FONDS. – Un ou plusieurs commissaires-contrôleurs choisis ou non parmi les membres de la Société, mais pris en dehors du Conseil d'administration, sont nommés chaque année par l'assemblée générale. Des commissaires suppléants sont en même temps désignés.

Les commissaires-contrôleurs sont rééligibles et peuvent être rétribués par décision de ladite assemblée.

Ils établissent le rapport de contrôle sur la comptabilité et la gestion des fonds de la Société, et le présentent à l'assemblée générale.

Art. 23. ASSEMBLEES GENERALES. – L'assemblée générale ordinaire des membres de la Société se réunit une fois par an, au mois de janvier sur convocation du Conseil d'administration.

Des assemblées générales extraordinaires peuvent être convoquées sur l'initiative du Conseil d'administration ou sur la demande du quart au moins des sociétaires.

Le bureau de la Société est, de droit, bureau des assemblées générales.

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des associés et ses décisions sont obligatoires pour tous.

Les convocations pour l'assemblée générale sont faites par le Conseil d'administration au moins dix jours à l'avance, par lettre individuelle et par avis publié soit par affiche, soit à son de caisse dans la localité, soit par la voie des journaux.

Tous les associés ont le droit d'assister à l'assemblée générale.

Quinze jours avant l'assemblée générale annuelle, le Conseil d'administration procède à une révision des bulletins, arrêtée à cette date, et prépare un état portant sur les noms des adhérents actuels avec indication des intérêts engagés par eux dans la Société. Cet état fait foi pour le calcul de la majorité en sommes, lors des votes en assemblées générales.

L'assemblée n'est valablement constituée que si elle est composée des deux tiers des adhérents représentant la moitié du montant total des indemnités gérées par la Société.

Si une première assemblée ne remplit pas les conditions ci-dessous [ci-dessus ?] fixées, une nouvelle assemblée est convoquée dans un délai de *quinzaine*. Ses décisions seront définitives pourvu qu'elle réunisse au moins la moitié des adhérents, représentant le tiers au moins du montant total des indemnités. Si ces conditions ne sont pas encore remplies, une troisième assemblée est convoquée dans la [(1) (Par exemple : la quinzaine)] quinzaine suivant et délibère valablement quel que soit le nombre des sociétaires présents et le montant total des indemnités représentées.

Les décisions sont toujours prises à la majorité absolue des adhérents présents ou représentés, chaque associé n'ayant droit qu'à une voix lui-même, avec un pouvoir représentatif de cinq [(2) (Par exemple : cinq, dix, quinze, vingt voix)] voix au maximum.

Une feuille de présence est signée par les associés et il est dressé un procès-verbal des délibérations de l'assemblée sur un registre spécial préalablement coté et paraphé par le président ou l'un des membres du Conseil d'administration. Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire.

Les copies ou extraits de ces délibérations sont certifiées et signés par le Président et le Secrétaire du Conseil d'Administration.

Art. 24. L'assemblée générale annuelle ou extraordinaire ne peut délibérer valablement que sur les questions portées à l'ordre du jour, lequel est arrêté par le Conseil d'Administration. Tout membre désireux de faire porter une question à l'ordre du jour doit en soumettre le texte au Conseil d'administration un mois, au moins, avant lesdites assemblées.

L'assemblée générale annuelle entend les rapports présentés tant par le bureau que par le ou les commissaires-contrôleurs sur la gestion du Conseil d'administration et sur la situation financière de la Société.

Elle se prononce sur les comptes qui lui sont présentés.

Elle statue sur les demandes d'emprunts qui lui sont proposés par le Conseil d'administration et fixe définitivement les conditions dans lesquelles ils seront contractés et réalisés.

Elle se prononce sur les cas de démissions et statue sur la liquidation des comptes des membres démissionnaires.

Elle pourvoit au renouvellement des membres du Conseil d'administration dont le mandat est expiré.

Elle fixe le taux des intérêts à servir aux associés pour les sommes comprises dans leurs versements.

Elle décide la distribution ou l'emploi des ressources exceptionnelles qui peuvent survenir à la Société et détermine le chiffre des réserves à constituer s'il y a lieu.

Elle décide enfin de la modification des statuts de l'Association, de sa fusion avec d'autres Sociétés et de son adhésion à l'Union approuvée des Sociétés coopératives.

TITRE IV. DISSOLUTION - LIQUIDATION

Art. 25. La dissolution de la Société ne peut avoir lieu avant la période pour laquelle elle a été constituée. Toutefois, si l'assemblée générale en fait la demande à la majorité en nombre et en sommes, le président du Conseil d'administration doit convoquer dans un délai d'un mois une nouvelle assemblée générale qui après avoir entendu les propositions du Conseil d'administration, statuera sur la demande de dissolution dans les mêmes conditions de majorité ci-dessus indiquées.

Art. 26. Le Conseil d'administration qui se trouvera en fonctions le jour de la dissolution aura tous pouvoirs pour faire la liquidation soit directement par lui-même, soit par les soins d'un ou plusieurs de ses membres qu'il délèguera à cet effet, soit par l'intermédiaire de personnes étrangères au Conseil d'administration ou à la Société et à qui mandat pourra être donné.

Les opérations de liquidation seront poursuivies sous la surveillance de l'administration.

Il sera prélevé sur l'actif du fonds social prévu à l'article 10 des présents statuts, et dans l'ordre suivant :

1° Le montant des engagements contractés vis-à-vis des tiers ;

2° Le montant des avances remboursables consenties par l'État ;

3° Les sommes nécessaires pour rembourser aux sociétaires les versements faits par eux, conformément à l'article 10 comme contribution aux dépenses et frais communs de la Société.

Le surplus sera, le cas échéant, consacré à des œuvres d'intérêt général et collectif, avec l'approbation de l'autorité compétente, s'il y a lieu, et sauf stipulations particulières attachées aux dons, legs ou donations.

TITRE V. DISPOSITIONS GENERALES

Art. 27. Les contestations qui peuvent s'élever entre les associés relativement aux affaires sociales doivent être soumises à l'examen du bureau qui s'efforce de les régler à l'amiable ; s'il n'y réussit pas, il invite les parties à recourir à l'arbitrage soit de l'Union, soit du Comité départemental des Sociétés coopératives.

Art. 28. En cas de recours à l'autorité judiciaire, toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou sa liquidation, soit entre les sociétaires eux-mêmes, soit entre l'un d'eux et les héritiers ou représentants de l'un d'entre eux à raison des affaires sociales seront jugées par les tribunaux compétents à Nancy où les intéressés sont présumés avoir faits élection spéciale de domicile par leur adhésion aux présents statuts.

Fait en huit exemplaires à Nancy, le quinze mars mille neuf cents vingt et un ».

2. « Société coopérative de reconstruction des églises du diocèse de Nancy ».⁵⁶

« Le siège est 6, rue Léopold Lallement, Nancy.

Fondée : 15 mars 1921

Approuvée : 17 mars 1921 (selon loi du 15 août 1920).

Comité de patronage :

Président : Mgr de la Celle, Évêque de Nancy

Membres : Lebrun, Michaut et Michel, sénateurs de Meurthe-et-Moselle

Marin, Ferry, Mazerand, de Warren et de Wendel, députés de Meurthe-et-Moselle

⁵⁶ Société coopérative de reconstruction des églises du diocèse de Nancy, *Consécration de l'église d'Ancerville et bénédiction de l'église d'Halloville par son Excellence Monseigneur Cerretti, nonce apostolique, le mardi 20 novembre 1923*, Nancy, 1923, 24 p., p. 22-23.

Conseil d'administration :

Président : abbé Thouvenin, vicaire général honoraire

Vice-président : Henriot, maire de Chambley

Secrétaire : chanoine Fiel

Trésorier : comte A. de Mahuet

Membres : Dardaine, maire de Manoncourt-sur-Seille

Godfrin, conseiller municipal de Gerbéviller

Lehalle, maire de Fey

De Metz Noblat, maire de Bey

Commission de surveillance :

Malval : conseiller municipal de Nancy

Didelon : conseiller général, directeur de la Caisse d'épargne de Nancy ».

3. Le comité de patronage et le conseil d'administration de la coopérative de reconstruction des églises en 1925.⁵⁷

« Comité de patronage :

Monseigneur de la Celle

Lebrun, Michaut, Michel, sénateurs

Ferry, Marin, Mazerand, de Warren et de Wendel, députés

Le général de Castelnau

Le général Balfourier

Conseil d'administration :

Thouvenin, représentant de Sainte-Geneviève, président

Henriot, maire de Chambley, vice-président

Abbé Fiel représentant d'Ancerviller, secrétaire

Comte de Mahuet, représentant d'Arraye, trésorier

Membres :

Dardaine maire de Manoncourt-sur-Seille, Godfrin représentant de Gerbéviller, Lehalle
maire de Fey, de Metz-Noblat maire de Bey

Commission de surveillance :

Didelon, conseiller général et directeur de la Caisse d'épargne de Nancy et Malval,
conseiller municipal de Nancy ».

⁵⁷ Société coopérative de reconstruction des églises du diocèse de Nancy, *Assemblée générale du 3 mars 1925. Liste des églises confiées à la Coopérative*, Nancy, 1925, 22 p.

4. « Eglises confiées à la coopérative ».⁵⁸

Communes	Nature des travaux à exécuter ⁵⁹	Situation au début de 1925
Abaucourt	Reconstruction totale	Livrée au culte
Aix	Reconstruction totale	En voie d'aménagement intérieur
Ancerviller	Reconstruction totale	Livrée au culte
Angomont	Reconstruction totale	Livrée au culte
Armaucourt	Reconstruction partielle	Livrée au culte
Arracourt	Reconstruction totale	Livrée au culte
Arraye	Reconstruction partielle	En voie d'aménagement intérieur
Audun-le-Roman	Réparation importante	Livrée au culte
Bathelémont	Reconstruction partielle	En voie d'aménagement intérieur
Beaumont	Reconstruction partielle	Livrée au culte
Bernécourt	Reconstruction partielle	Livrée au culte
Bey	Reconstruction totale	Livrée au culte
Bezange	Reconstruction totale	Livrée au culte
Blémerey	Reconstruction totale	En voie d'aménagement intérieur
Bouxières-aux-Chênes	Reconstruction totale	Livrée au culte
Bouxières-sous-Froidmont	Reconstruction partielle	Livrée au culte
Brin	Reconstruction totale	Livrée au culte
Bures	Reconstruction totale	Livrée au culte
Cercueil	Réparation	Livrée au culte
Chambley	Reconstruction totale	Envoie d'aménagement
Champenoux	Reconstruction partielle	En voie d'aménagement intérieur
Charey	Reconstruction totale	Livrée au culte
Chazelles	Reconstruction totale	Livrée au culte
Chenicourt	Reconstruction totale	Livrée au culte
Clémery	Reconstruction partielle	Livrée au culte
Cutry	Reconstruction totale	Livrée au culte
Dampvitoux	Reconstruction totale	Livrée au culte
Domèvre-sur-Vezouze	Reconstruction partielle	Livrée au culte
Dommartin-la-Chaussée	Reconstruction totale	Livrée au culte
Doncourt-lès-Beuveille	Reconstruction totale	Livrée au culte
Einville	Reconstruction partielle	Livrée au culte
Emberménil	Reconstruction totale	Livrée au culte

⁵⁸ Société coopérative de reconstruction des églises du diocèse de Nancy, *Assemblée générale du 3 mars 1925*, supplément à *La Semaine religieuse* du 14 mars 1925, 20 p., p. 18-19.

⁵⁹ La définition de la nature des « travaux à exécuter » a pu varier dans le cas de certains édifices. La coopérative diocésaine a défini comme des « reconstructions totales » la reconstruction d'églises que la préfecture n'avait pas considéré comme détruites à l'issue de la guerre, comme Angomont, Dampvitoux, Gondrecourt, Gondrexon, Hamonville, Hénaménil, Lironville, Rouves, Saint-Baussant, Seicheprey, Vittonville et Xousse (cf. annexe IV-6). Fiel a mentionné des coefficients de destruction variant suivant les églises de 0,45% à 100%, mais il est le seul à évoquer des chiffres aussi précis et ne cite pas ses sources à ce sujet, cf. FIEL Paul-Théophile, *L'Œuvre de la Coopérative de reconstruction des églises du diocèse de Nancy et de Toul*, 1927, 40 p., p. 5.

Eply	Reconstruction totale	Livrée au culte
Fey	Reconstruction totale	Livrée au culte
Flirey	Reconstruction totale	En voie d'aménagement intérieur
Gerbéviller	Reconstruction partielle	Livrée au culte
Gondrexon	Reconstruction totale	Livrée au culte
Hagéville	Reconstruction totale	Livrée au culte
Halloville	Reconstruction totale	Livrée au culte
Hamonville	Reconstruction totale	Livrée au culte
Han	Reconstruction partielle	Livrée au culte
Harbouey	Reconstruction totale	Livrée au culte
Hénaménil	Reconstruction totale	Livrée au culte
Herbéviller	Reconstruction totale	Livrée au culte
Hussigny	Reconstruction totale	En voie d'agrandissement
Jeandelize	Reconstruction totale	Livrée au culte
Laix	Reconstruction partielle	En voie d'aménagement intérieur
Lanfroicourt	Reconstruction partielle	Livrée au culte
Leintrey	Reconstruction totale	En voie d'aménagement intérieur
Lesménils	Reconstruction totale	Livrée au culte
Létricourt	Reconstruction totale	Livrée au culte
Leyr	Reconstruction partielle	En voie d'aménagement intérieur
Limey	Reconstruction totale	En voie d'aménagement intérieur
Lironville	Reconstruction totale	En voie d'aménagement intérieur
Longwy-Haut	Reconstruction partielle	Monument historique
Magnières	Reconstruction partielle	Livrée au culte
Manoncourt-sur-Seille	Reconstruction totale	Livrée au culte
Mignéville	Reconstruction partielle	Livrée au culte
Moncel-sur-Seille	Reconstruction totale	En voie d'aménagement intérieur
Montreux	Reconstruction totale	Livrée au culte
Morfontaine	Reconstruction partielle	Livrée au culte
Morville-sur-Seille	Reconstruction totale	En voie d'aménagement intérieur
Mouacourt	Reconstruction totale	Livrée au culte
Mousson	Reconstruction totale	En construction
Neuviller-lès-Badonviller	Reconstruction totale	Livrée au culte
Nomeny	Reconstruction partielle	Monument historique
Nonhigny	Reconstruction partielle	Livrée au culte
Pannes	Reconstruction partielle	Livrée au culte
Parroy	Reconstruction totale	En voie d'aménagement intérieur
Parux	Reconstruction totale	En voie d'aménagement intérieur
Phlin	Reconstruction partielle	Livrée au culte
Port-sur-Seille	Reconstruction totale	En voie d'aménagement intérieur
Prény	Reconstruction totale	Livrée au culte
Raucourt	Reconstruction totale	Livrée au culte

Réchicourt	Reconstruction totale	Livrée au culte
Reillon	Reconstruction totale	En voie d'aménagement intérieur
Réméréville	Reconstruction partielle	Livrée au culte
Rouves	Reconstruction totale	Livrée au culte
Saint-Baussant	Reconstruction totale	En voie d'aménagement intérieur
Saint-Julien	Reconstruction partielle	Livrée au culte
Sainte-Geneviève	Reconstruction partielle	Livré au culte
Seicheprey	Reconstruction totale	En construction
Serres	Reconstruction totale	Livrée au culte
Sornéville	Reconstruction partielle	Livrée au culte
Thiaucourt	Reconstruction partielle	Livrée au culte
Vaucourt	Reconstruction totale	Livrée au culte
Vého	Reconstruction totale	En voie d'aménagement intérieur
Vittonville	Reconstruction totale	Livrée au culte
Xousse	Reconstruction totale	Livrée au culte

Eglises dont les dommages étaient peu importants : Anthelupt, Auboué, Baccarat, Blâmont, Bruley, Gondrecourt, Joudreville, Landres, Longwy-Bas, Merviller, Noviant-aux-Prés, Saffais, Thézey-Saint-Martin, Vacqueville ».

5. Rapport du chanoine Thouvenin sur la reconstruction des églises (1923).⁶⁰

« La reconstruction des églises du diocèse de Nancy fait de grands progrès et notamment plusieurs d'entre elles complètement terminées, vont être inaugurées prochainement.

Nous devons ces résultats importants, en particulier au Gouvernement français qui met les fonds à la disposition de la coopérative du Diocèse de Nancy.

À l'heure où le Gouvernement et le Saint-Siège collaborent à la paix religieuse en notre pays, où vont sans doute se créer des associations diocésaines, nous pensons qu'il faut marquer ce que fait la France pour la reconstruction des églises.

Il faut, semble-t-il, qu'une voix autorisée dise assez haut, pour être entendue chez nous et à l'étranger, que nos églises sont reconstruites en vertu de la loi française du 17 avril 1919, grâce aux budgets présentés par la Gouvernement français et votés par les chambres françaises, avec le concours empressé des gros et surtout des petits capitalistes français qui souscrivent aux emprunts émis par la coopérative des églises, sans aucun concours de nos anciens ennemis responsables de la destruction de nos monuments religieux.

Ce geste et cette parole peuvent avoir une grande répercussion dans toute la France, mais particulièrement dans nos provinces reconquises, toutes proches de notre

⁶⁰ Extrait d'un rapport du président du conseil d'administration [de la coopérative de reconstruction des églises du diocèse de Nancy et de Toul], Musée lorrain (« Guerre de 1914 – Conséquences de la Guerre – Reconstruction »). Cet extrait a été joint par Thouvenin à la copie ou au brouillon d'une lettre envoyée par lui le 23 octobre 1923, très probablement au préfet de Meurthe-et-Moselle. Une version presque identique de ce texte a été reproduite dans la brochure publiée à la suite de la consécration de l'église d'Ancerviller ainsi que dans la brochure du chanoine Fiel de 1927, cf. Société coopérative de reconstruction des églises du diocèse de Nancy, *Consécration de l'église d'Ancerviller et bénédiction de l'église d'Halloville par son Excellence Monseigneur Cerretti, nonce apostolique, le mardi 20 novembre 1923*, Nancy, 1923, 24 p., p. 1 et FIEL Paul-Théophile, *L'Œuvre de la Coopérative de reconstruction des églises du diocèse de Nancy et de Toul*, 1927, 40 p., p. 32-33.

département, dans les pays catholiques étrangers où la propagande ennemie a tant travaillé contre la France, en Allemagne où l'on a dit que nous ne voulions pas reconstruire nos maisons et nos églises pour apitoyer le monde sur notre pays.

L'occasion de faire ce geste et de dire cette parole nous est donnée, le 20 novembre prochain, à l'inauguration de l'église d'Ancerviller, la première église reconstruite de fond en comble sur un nouvel emplacement, qui sera solennellement consacrée suivant les règles de la liturgie catholique.

Faire ce geste, dire cette parole revient à l'évêque du diocèse, au président d'honneur et au protecteur de la coopérative des églises du diocèse.

Nous avons pensé que ce geste pouvait être fait et que cette parole pouvait être dite en présence du Nonce apostolique monseigneur Cerretti.

Le représentant du pape en France consacrant une nouvelle église construite à la place d'une église détruite par les faits de guerre, avec l'argent de la France, l'évêque de Nancy disant à l'ambassadeur du Saint-Siège tout le concours apporté par le Gouvernement français et ses représentants dans la reconstruction des églises, le nonce rapportant au chef de l'Eglise catholique que la France, en s'imposant de lourds sacrifices, relève les temples de Dieu aussi bien que les mairies et les écoles, les usines et les maisons de commerce, les fermes et les habitations particulières, voilà, il nous semble, des gestes et des paroles capables d'impressionner tous les bons Français, tous les étrangers sincères et de détruire les préjugés et les erreurs engendrés par la propagande de nos anciens ennemis.

Monseigneur l'évêque a exposé ces idées au nonce apostolique et lui a demandé de faire au diocèse de Nancy l'honneur de présider la première consécration d'église relevée des ruines de la guerre.

Monseigneur Cerretti, entrant dans les idées de notre évêque, accepte l'invitation. Nous avons tout lieu de croire que ce sera pour le bien de la France et de l'Eglise ».

6. Modèle d'inscription murale pour les églises reconstruites.⁶¹

« D. O. M.
AD PERPETUAM REI MEMORIAM
anni dom. mcmxxiv
die....
S. S. Papa Pio XI feliciter regnante,
Hanc ecclesiam quam sub titutlo B... erectam et priori eccl. bello eversae substitutam
N... Parochus, N... Municip. aedilis major
N... architectus, N... operarum conductor
adjuvante societate ad eccles. dioces. restaurandas instituta aedificaverunt
D. D. Hippol. de la Celle
Nanceiens. Episc.
Magna cleri populique turba circumstante
Solemni benedictione insignivit
(Pour la perpétuelle mémoire de l'événement.

⁶¹ « Pour les églises reconstruites », *La Semaine religieuse du diocèse de Nancy et de Toul*, 5 avril 1924, p. 226. C'est à la demande des curés et des maires que Thouvenin et Fiel, respectivement président et secrétaire de la coopérative de reconstruction des églises du diocèse de Nancy, ont établi ce projet d'inscription murale destinée à être placée près de la porte des édifices reconstruits.

Le ... de l'année du seigneur 1924, sous le pontificat de S. S. la Pape Pie XI, cette église, dédiée à ..., remplaçant l'église détruite durant la guerre et construite par les soins de N. , curé ; N., maire ; N. , architecte ; N. , entrepreneur, avec l'aide de la Coopérative de reconstruction des églises du diocèse, a été bénie solennellement par Monseigneur Hippolyte de la Celle, évêque de Nancy, qu'entourait une nombreuse assistance de prêtres et de fidèles) ».

IX. Le coût des églises reconstruites

1. « Composition du mandat de gestion ». ⁶²

Commune	Edifice (1)	Immeuble par destination (2)	Mobilier (3)	Total 1/2/3	Dispense de remploi (frais de l'emprunt des églises, frais de l'emprunt départemental et frais de négociation des ODN)	Total à justifier
Abaucourt				820.145		
Amenoncourt				10.666		
Ancerviller	746.638	132.920	140.851	1.020.399	58.748	961.650
Angomont				392.205		
Anthelupt	148.657	10.272	-	158.929	6.393	152.536
Armaucourt				505.476		
Arracourt				698.220		
Arraye-et-Han				782.883 (dont 223.407 pour la chapelle de Han)		
Auboué				225.943		
Audun-le-Roman				610.630		
Baccarat				182.948		
Bathelémont				276.336		
Beaumont				277.160		
Bernécourt				389.225		
Beuvillers				12.135		
Bey-sur-Seille				562.566		
Bezange				481.621		
Blâmont				70.874 (essentiellement vitraux, orgues et mobilier)		
Blémerey				427.201		
Bouxières-aux-Chênes	761.421	60.262	203.100	1.052.225		
Bouxières-sous-Froidmont				610.495		
Brin-sur-Seille				616.234		

⁶² ADMM 10 R C 35. Ce document récapitule les indemnités dont la gestion a été confiée par les communes à la coopérative de reconstruction des églises. Le document n'est pas daté mais on peut le situer, compte tenu de la liste des communes adhérentes, vers la fin des années 1920. Les chiffres ont été arrondis à l'unité inférieure près, sans les centimes.

Bruley				201.075		
Bures				389.205		
Cercueil				197.395		
Chambley-Bussières				598.874		
Champenoux				639.906		
Charey				422.924		
Chazelles				287.753		
Chenicourt				451.042		
Clémery				582.487		
Cutry				631.201		
Dampvitoux				401.165		
Domèvre-sur-Vezouze	878.005	206.000	60.000	1.144.005		
Dommartin-la-Chaussée				263.440		
Doncourt (Beuville et Doncourt)				358.998		
Einville				533.029		
Emberménil				439.655		
Eply				737.310		
Fey-en-Haye				701.159		
Flirey				768.000		
Gerbéviller				881.696		
Gondrecourt-Aix				502.654		
Gondrexon				307.490		
Hagéville				385.911		
Halloville				451.399		
Hamonville				204.924		
Harbouey				734.093		
Hénaménil				383.317		
Herbéviller	347.458	68.010	33.155	448.623	28.620	420.002
Hussigny-Godbrange	373.340			893.109 (dont 411.946 pour « Indemnité supplémentaire (cession) »)		
Jeandelaincourt				99.821		
Jeandelize				431.039		
Laix				498.101		
Landres				68.686		
Lanfroicourt				462.497		
Leintrey				755.489		
Lesménils				489.982		
Létricourt				449.053		
Leyr				726.554		
Limey				655.073		
Lironville				558.961		
Longlaville				26.355		

Loisy				23.574		
Longwy-Haut	1.647.173	736.773	126.675	2.510.621		
Longwy-Bas				505.157 (essentiellement « cession »)		
Magnières				844.312		
Manoncourt				318.548		
Merviller				17.289		
Mignéville				290.952		
Moncel-sur-Seille				735.853		
Montreux				383.679		
Morfontaine				338.537		
Morville				501.930		
Mouacourt	325.500	58.600	16.525	409.625	19.930	389.695
Mousson				422.474		
Neuviller-lès-Badonviller				744.040		
Nonhigny				409.780		
Noviant-aux-Prés				84.277		
Pannes				472.190		
Parroy				683.664		
Parux				514.163		
Phlin				158.709		
Port/Seille				547.653		
Prény				588.418		
Raucourt				639.129		
Réchicourt				358.507		
Regniéville				262.194		
Reillon				367.585		
Remenauville				212.187		
Réméréville				466.914		
Rouves				333.716		
Saffais				6.753		
Saint-Baussant				485.041		
Sainte-Geneviève	128.805 (immeuble et immeubles par destination)		9.300	138.105 ou 199.122	5.473	132.632
Saint-Julien-lès-Gorze				409.036		
Seicheprey				513.278		
Serres				652.201		
Sornéville				349.079		
Thézey-Saint-Martin				166.355		
Thiaucourt	879.194	224.050		1.148.244 (ou 1.079.000)		

Vacqueville				35.641		
Vaucourt				463.742		
Vého				433.660		
Vittonville				468.924		
Xousse				361.742		

2. « Emprunt de la coopérative des églises du diocèse de Nancy. Répartition de la dispense de emploi pour participation aux frais de l'emprunt calculée à raison de 7,61 % de la somme empruntée ».⁶³

Commune	Sommes empruntées	Dispense de emploi
Abaucourt	447.000	34.016
Ancerviller	375.000	28.537
Anthelupt	84.015	6.393
Armaucourt	214.500	16.323
Arracourt	401.850	30.580
Arraye-et-Han	663.891	50.522
Beaumont	199.500	15.181
Bernécourt	181.500	13.812
Bey-sur-Seille	187.500	14.268
Bezange-la-Grande	214.500	16.323
Blémerey	223.121	16.979
Bouxières-aux-Chênes	400.050	30.443
Bouxières-sous-Froidmont	250.350	19.051
Brin-sur-Seille	289.500	22.030
Bures	223.500	17.008
Charey	161.550	12.293
Chazelles	153.507	11.681
Chenicourt	201.000	15.296
Clémery	268.350	20.421
Cutry	31.657	2.409
Domèvre-sur-Vezouze	527.000	40.104
Dommartin-la-Chaussée	126.000	9.588
Doncourt	187.500	14.268
Einville	375.741	28.593
Emberménil	88.561	6.739
Fey-en-Haye	463.500	35.272

⁶³ ADMM 10 R C 35 ter. La liste des communes correspond à celle des adhérents de la première heure de la coopérative de reconstruction des églises, déjà membres lorsque l'emprunt fut lancé en juillet 1921. Les sommes ont été arrondies à l'unité inférieure près, sans les centimes. L'ensemble des sommes doit théoriquement correspondre aux 15 millions du montant de l'emprunt lancée par la coopérative des églises en juillet 1921. Chaque commune s'est vue attribuer une somme correspondant environ à 60% du montant de son indemnité de dommages pour l'immeuble (et probablement les immeubles par destination) tels qu'ils apparaissent dans le document de l'annexe IX-1. Puisque le montant de ces indemnités n'a, le plus souvent, été définitivement fixé qu'en 1922, il y a tout lieu de penser que la répartition des 15 millions entre les différentes communes n'a pas été faite avant la fin de l'année 1922 ou même au début de l'année 1923.

Gerbéviller	274.627	20.899
Gondrecourt-Aix	106.539	8.107
Halloville	187.200	14.245
Harbouey	406.350	30.923
Herbéviller	257.378	19.586
Jeandelize	102.000	7.762
Laix	161.550	12.293
Leintrey	250.500	19.063
Létricourt	196.500	14.953
Leyr	285.000	21.688
Limey	375.000	28.537
Magnières	298.500	22.715
Manoncourt-sur-Seille	134.850	10.262
Moncel-sur-Seille	289.500	22.030
Mignéville	271.006	20.623
Montreux	247.065	18.801
Morville	172.500	13.127
Mouacourt	167.850	12.773
Mousson	205.500	15.638
Neuviller-lès-Badonviller	357.000	27.167
Nonhigny	286.200	21.779
Pannes	214.500	16.323
Parroy	244.500	18.606
Parux	223.518	17.009
Raucourt	223.500	17.008
Réchicourt-la-Petite	156.000	11.871
Reillon	187.500	14.268
Réméréville	204.000	15.524
Sainte-Geneviève	71.921	5.473
Serres	348.000	26.482
Thiaucourt	537.350	40.892
Xousse	214.500	16.323

3. La participation des communes aux frais de reconstruction des églises.⁶⁴

Communes ⁶⁵	Coût total du projet approuvé par le comité des édifices culturels ⁶⁶	Part contributive de la commune dans le coût total	Justification de la part contributive de la commune
Abaucourt	631.008	-	
Ancerviller	723.706	20.000	Achat du terrain
Angomont	291.265	-	
Armaucourt	365.480	-	
Arracourt	638.674	62.674	Amélioration de caractère
Arraye-et-Han (église d'Arraye)	418.435	-	
Bathelémont-lès-Bauzemont	255.336	-	
Beaumont	254.682	-	
Bernécourt	341.825	10.000	Installation d'un calorifère
Bezange-la-Grande	451.622	-	
Blémerey	336.350	15.000	Amélioration de caractère
Bouxières-aux-Chênes	696.428	-	
Bouxières-sous-Froidmont	496.294	20.000	Amélioration de caractère
Brin-sur-Seille	500.955	-	
Bures	329.205	-	
Chambley-Bussières	497.593	-	
Champenoux	496.561	-	
Charey	338.416	-	
Chazelles	270.297	-	
Chenicourt	298.000	50.000	Augmentation de surface et amélioration de caractère
Clémery	389.500	9.500	Adjonction d'un porche et d'un dépôt de matériel
Domèvre-sur-Vezouze	924.698	-	
Dommartin-la-Chaussée	229.785	-	
Doncourt-lès-Longuyon	285.892	-	
Emberménil	373.889	40.000	Augmentation de surface et amélioration de caractère
Eply	491.452	6.452	Construction d'une crypte et d'une sacristie
Flirey	674.449 (ou 647.449)	27.000	Augmentation de surface

⁶⁴ Ce tableau a été établi d'après les dossiers de dommages de la série 10 R. Les montants ont été arrondis à l'unité inférieure près, sans les centimes.

⁶⁵ Les communes correspondent à celles dont les églises relevant de l'article 12 de la loi sur les dommages de guerre (cf. ci-dessus annexe IV-6) ont été totalement ou partiellement reconstruites dans le cadre de la coopérative de reconstruction des églises.

⁶⁶ Les montants correspondent à ceux qu'on trouve, dans les dossiers de dommages de guerre, sur les avis du comité des édifices culturels. En théorie, ces montants correspondent seulement à la partie immeuble des églises, à l'exclusion des immeubles par destination et des meubles. En fait, le comité des édifices culturels a parfois pris en compte une partie des immeubles par destination.

Hagéville	339.100	-	
Hamonville	195.373	-	
Han	269.441 (somme demandée par la commune)	-	
Harbouey	590.266 (+ 84.560 pour les immeubles par destination)	-	
Hénaménil	?	10.000	?
Herbéviller	397.510	-	
Hussigny-Godbrange	635.040	265.000 (subvention des sociétés minières)	Augmentation de surface
Jeandelize	189.170	-	
Landres	400.000	150.000 ⁶⁷ (subvention des sociétés minières ?)	Augmentation de surface
Lanfroicourt	371.887	-	
Leintrey	659.679	65.000	Augmentation de surface et amélioration de caractère
Lesménils	412.624	-	
Létricourt	391.642	20.000	Augmentation de surface
Limey	552.073	-	
Lironville	498.961	-	
Manoncourt-sur-Seille (commune de Belleau)	293.109	43.109	Amélioration de caractère
Moncel-sur-Seille	546.315	-	
Morville-sur-Seille	407.888	37.888	Augmentation de surface
Mousson	364.308	-	
Nonhigny		-	
Pannes	361.090	-	
Parroy	596.754	-	
Phlin	139.069		
Port-sur-Seille	448.505	-	
Prény	532.450	-	
Raucourt	564.458	34.458	Augmentation de surface
Réméréville	354.314	-	
Rouves	294.914	-	Augmentation de surface
Saint-Baussant	428.193	-	
Seicheprey	470.565	-	
Serres	505.000 (+147.201 pour les immeubles par destination)	-	
Thézey-Saint-Martin	191.137	-	
Thiaucourt	879.194	-	
Vého	365.400	30.000	Augmentation de surface et amélioration de caractère
Vittonville	332.314	-	

⁶⁷ Il y a tout lieu de croire que ce chiffre, beaucoup plus élevé que tous les autres, correspond, comme à Hussigny-Godbrange, à une subvention des sociétés minières.

4. « Eglises du diocèse de Nancy. Vérification au 31 décembre 1931 ».⁶⁸

Abaucourt	1.000.534	957.335
Ancerviller	1.078.216	1.032.701
Angomont	403.729	398.329
Anthelupt	189.564	189.165
Armaucourt	522.972	511.496
Arracourt	699.290	705.898
Arraye	804.178	797.007
Auboué	232.301	232.301
Audun-le-Roman	695.669	699.172
Baccarat	169.000	174.000
Bathelémont	289.126	287.326
Beaumont	270.216	266.304
Bernécourt	400.754	395.491
Beuvillers	12.139	12.139
Bey-sur-Seille	941.604	965.701
Bezange-la-Grande	601.920	582.696
Blâmont	96.675	104.989
Blémerey	418.422	398.990
Bouxières-aux-Chênes	1.076.423	1.029.943
Bouxières-sous-Froidmont	747.315	714.111
Brin	630.749	614.691
Bruley	201.075	201.075
Bures	397.467	383.529
Cercueil	191.144	187.540
Chambley	663.229	615.640
Champenoux	666.957	648.004
Charey	439.892	428.937
Chazelles	308.336	305.536
Chenicourt	434.878	449.549
Clémery	584.714	557.398
Cutry	731.096	724.911
Dampvitoux	408.694	408.394
Domèvre [Domèvre-sur-Vezouze]	775.243	762.597
Dommartin	269.482	261.045
Doncourt	362.685	362.612
Einville	536.443	523.549
Emberménil	446.729	445.929

⁶⁸ ADMM 10 R 35 bis. Le document est probablement daté du début de l'année 1932. Il n'indique pas à quoi correspondent les deux colonnes de droite. La colonne centrale correspond probablement à l'ensemble des indemnités confiées en gestion par la commune à la coopérative de reconstruction des églises (immeubles, immeubles par destination et meubles), la colonne de droite à l'ensemble des sommes effectivement dépensées par la coopérative pour chaque commune. Dans certains cas, le montant de la troisième colonne dépasse celui de la deuxième, ce qui était théoriquement impossible.

Éply	759.807	741.287
Essey [Essey-et-Maizerais]	62.823	28.794
Fey	804.673	755.433
Flirey	761.789	721.595
Gerbéviller	908.494	884.376
Gondrecourt	480.287	474.914
Gondrexon	310.427	304.140
Hagéville	386.848	385.874
Halloville	447.390	438.737
Hamonville	200.905	207.612
Harbouey	766.650	757.006
Hénaménil	496.470	411.723
Herbéviller	580.108	543.548
Hussigny	1.000.384	994.296
Igney	26.586	-
Jeandelaincourt	39.821	39.821
Jeandelize	512.978	506.005
Joudreville	55.600	55.726
Laix	495.282	482.753
Landres	69.931	68.686
Lanfroicourt	466.117	439.412
Leintrey	769035 + 5009	743.166
Lesménils	492.817 + 1.110	492.062
Létricourt	792.273	703.810
Leyr	752.521	669.062
Limey	678.546	664.811
Lironville	578.045	523.200
Longwy-Bas	612.174	583.511
Longwy-Haut	2.325.163	2.303.910
Magnières	639.434	625.862
Manoncourt	397.400	369.497
Merviller	17.000	17.289
Mignéville	276.208	270.328
Moncel	756.123	742.152
Montreux	387.012 + 700	-
Morfontaine	342.240	342.266
Morville	524.797	493.515
Mouacourt	402.027	395.847
Mousson	451.090	401.674
Neuviller [Neuviller-lès-Badonviller]	748.516	722.466
Nomeny	1.989.966	2.087.947
Nonhigny	426.861	395.867
Noviant	79.798	84.277
Pannes	473.678	463.734
Parroy	673.571	671.295

Parux	533.924	479.062
Phlin	160.655	161.360
Port-sur-Seille	579.478	553.875
Prény	629.918	592.734
Raucourt	728.904	716.970
Réchicourt	345.389	344.963
Regniéville	228.434	223.900
Reillon	368.815	345.443
Remenauville	191.648	189.854
Réméréville	519.906	472.094
Rouves	350.706	337.253
Saffais	7.294	6.793
Saint-Baussant	490.857	470.348
Sainte-Geneviève	206.373	204.821
Saint-Julien-lès-Gorze	435.894	428.297
Seicheprey	520.826	491.018
Serres	745.264	728.708
Sornéville	339.547	332.360
Thézey-Saint-Martin	162.971	167.097
Thiaucourt	1.249.277 + 8.840	1.191.600
Vacqueville	32.808	35.641
Vaucourt	509.938	483.792
Vého	448.858	413.224
Vittonville	462.497	440.469
Xousse	388.419	399.136
Loisy	23.974	23.974
Longlaville	26.355	26.355
Amenoncourt	10.666	-
Total	54.159.866	52.480.604

5. « Liquidation officielle du compte spécial, de l'église d'Ancerviller émis par la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ».⁶⁹

I. Mandat de gestion :

Edifice : 746.638 f

Immeubles par destination 132.910 f

Mobilier 140.851 f

Indemnité supplémentaire 0 f

Autres ressources communales 0 f

⁶⁹ ADMM 10 R C 35. Ce document est présenté à titre d'exemple de la procédure de liquidation. Les chiffres mentionnés dans ce document concordent avec ceux de l'annexe IX-1 plutôt qu'avec ceux de l'annexe IX-3. On peut penser que le même formulaire a été utilisé par la préfecture pour tous les édifices publics appartenant aux communes, à savoir les mairies et les écoles mais aussi les églises. Les « indemnités supplémentaires » désignaient probablement les sommes accordées, par exemple par le ministère de l'Instruction publique, pour agrandir les écoles. Quant aux « autres ressources communales », elles désignaient probablement les sommes que l'on autorisait les communes à investir dans la reconstruction des édifices publics en plus des indemnités de dommages de guerre.

Intérêts 14.499,26 f

Total : 1.020.399 f

II. Dispense de emploi :

Frais de l'emprunt des églises : 28.537,50 f

Frais de l'emprunt départemental : 30.211,08 f

Frais de négociation des O. D. N. : 58.748,58 f

III. Justifications à produire :

Mandat de gestion : 1.020.399 f

À déduire (dispense de emploi) : 58.748,58 f

Reste net à justifier : 961.650,42 f

IV. Justifications admises :

Le chef du service technique de Reconstitution certifie que, sur les justifications de emploi présentées par la Coopérative, il en a été admis un total de 1.013.335,67 f. Le 24 avril 1925

V. Imputations faites par le contrôle financier :

Le chef du service du Contrôle financier certifie qu'il a été imputé au compte spécial de *l'église* d'après justifications présentées par la Coopérative de reconstruction ci-dessus désignée et admises par le contrôle du emploi, la somme de 961.650,42 f. Le 28 avril 1925

Signatures du président de la coopérative de reconstruction, du maire, du chef du service de contrôle [tampons de l'Union des coopératives de reconstruction de Meurthe-et-Moselle et de la Société coopérative de reconstruction des églises du diocèse de Nancy] ».

X. L'association diocésaine de Nancy

1. Brouillon d'une lettre de monseigneur de la Celle en réponse à une lettre du cardinal Gaspari (secrétairerie d'Etat du Vatican) [mai 1922].⁷⁰

« 1^{ère} Question

Les statuts *proposés* sont-ils à approuver au point de vue du Droit Canonique ?

Rien, semble-t-il ne s'oppose à ce que ces statuts ~~ne~~ soient acceptés. – ~~au moins tolérés~~ *et* même approuvés, au point de vue du droit Canonique. En effet :

1) Ils respectent la constitution hiérarchique de l'Eglise, sauvegardent ses droits essentiels et inaliénables et ~~nous~~ donnent à cet égard *toutes* les garanties que peut désirer la conscience catholique.

2) On a pu douter jadis ~~que~~ *sur* l'article IV de la loi de 1905, sur le sens libéral ou très restreint qu'il convenait de lui donner, sur la portée qu'il fallait lui attribuer : les uns estimant qu'on devait étendre le bénéfice et les garanties à toute la loi, c'est-à-dire à l'organisation et à l'administration des associations culturelles, les autres restreignant ce bénéfice et ces garanties à la seule dévolution des biens.

En tout cas, la rédaction du ~~présent~~ *de l'article IV* est *maintenant* très claire et ne laisse plus aucun doute. Il ne peut plus y avoir de contradiction à craindre ni d'équivoque donc de ce côté encore ~~la clarté~~ il me semble que l'on ait toute garantie.

3) D'ailleurs, il faut bien noter que ces statuts ne s'appliquent qu'aux questions d'administration temporelle réservant de la façon la plus formelle les questions spirituelles ou disciplinaires. Pour les questions d'ordre temporel, il est très difficile *que* malgré la séparation ~~que~~ n'intervienne pas un jour où l'autre, dans une forme ou une autre, un accord, une convention entre l'Eglise et l'Etat. Cela est nécessaire et cela a toujours été. ~~Dans ces conditions~~ *Or il me semble que les* présents statuts sont très acceptables, avantageux ~~certainement~~ *même* pour l'Eglise.

4) Si l'on compare la situation légale faite à l'Eglise de France par ces statuts, aux législations civiles *ecclésiastiques antérieures* ~~bien~~ loin d'aggraver cette situation *légale*, ces statuts ~~au contraire~~ paraissent ~~leur être~~ de beaucoup *supérieurs meilleurs*, au point de vue de la sauvegarde des droits et de la liberté ecclésiastique, au point de vue de l'indépendance vis-à-vis du pouvoir civil *et* au point de vue ~~aussi~~ du danger, qui se trouve formellement écarté, de l'immixtion du pouvoir civil sur l'organisation du culte, comme aussi dans les questions concernant la police et l'administration intérieure de l'Eglise.

En particulier, ce statut légal paraît bien supérieur ~~à tous égards~~ aux dispositions du décret de 1809 sur les fabriques, qui a été la base de notre législation civile ecclésiastique en ~~cette~~ *la* matière jusqu'à la loi de Séparation. Il est certainement plus libéral, plus respectueux de l'indépendance de l'Eglise et plus avantageux pour elle.

⁷⁰ ADMM 50 J I 28-12. Monseigneur de La Celle devait répondre aux deux questions suivantes : « 1° Ces statuts [des associations culturelles] sont-ils à approuver du point de vue du Droit canonique ? 2° Leur approbation, si l'on tient compte des faits survenus et des circonstances actuelles, peut-elle être encore considérée comme contraire à la lettre de Pie X : 'Istud consociationum' (Encycl. *Gravissimo*) [...] ? ». Dans sa lettre du 5 mai 1922, Gaspari avait précisé que : « Les faits survenus et les circonstances actuelles, auxquelles il est fait allusion, sont : a) Les diverses réponses, que Votre Grandeur connaît sans doute, données par le Conseil d'Etat et par la Cour de Cassation ; b) l'engagement pris par le Gouvernement (M. Poincaré – M. Briand) de faire son possible pour obtenir, d'une manière ou d'une autre, de la part du Parlement, une reconnaissance de la légalité des Associations formées d'après ces statuts », cf. lettre du cardinal Gaspari à Monseigneur de la Celle du 5 mai 1922, ADMM 50 J I 28-12.

5) Qu'on n'objecte pas que les dispositions de notre Droit commun français seraient suffisantes et qu'il n'y a qu'à les utiliser : propriété individuelle et personnelle ou propriété collective par le moyen soit des associations déclarées de 1901, soit des associations immobilières, soit peut-être des organisations syndicales. À notre avis ces solutions de Droit commun offrent inévitablement beaucoup moins de garanties soit pour l'indépendance même de la hiérarchie que systématiquement elles ne doivent pas et ne peuvent pas reconnaître ; soit pour la sécurité de la possession des biens et de leur bonne administration. Aucune de ces solutions n'écarter de façon suffisante les risques très sérieux et très graves auxquels resterait exposée la propriété ecclésiastique. Elles n'offrent pas de garanties assez sûres pour la conservation du patrimoine ecclésiastique que nous sommes en train de reconstituer si péniblement.

2^{ème} Question

Quant à la deuxième question : l'approbation de ces statuts peut-elle être encore considérée comme contraire à la lettre de Pie X ?

Nous croyons pouvoir et devoir répondre : non. Il ne semble pas en effet, si l'on tient compte des faits et des circonstances rappelés d'ailleurs dans la lettre de son éminence, que l'acceptation ou l'approbation des nouvelles associations canonico-légales puisse être considérée comme opposée aux dispositions prises par Pie X.

1) Pie X a prévu lui-même ce qui arrive et a répondu à l'avance à l'objection possible. Il a condamné les associations de 1905 'usque dum legitime certoque non constiterit divinam Ecclesiae constitutionem atque immutabilia Romani Pontificis et Episcoporum iura in columbia *per consociationes eisdem* tuta semper fore'. N'était-ce pas dire clairement que Pie X entendait bien se réserver le devoir et la possibilité le jour où il serait certain que la hiérarchie serait en pleine sécurité de rapporter le décret d'interdiction ?

2) Il est donc permis de penser, je dirais même qu'il y a tout lieu de croire que si Pie X vivait encore, son attitude vis-à-vis de l'Eglise de France serait celle qu'avait prise ces dernières années Benoît XV. On n'a pas le droit de les opposer l'un à l'autre. Il y aurait injustice, il y aurait inconvenance à le faire.

3) Les garanties ainsi que la clarté qui faisaient alors plus ou moins défaut semblent assurées aujourd'hui de façon aussi satisfaisante que possible par les faits survenus et par les circonstances actuelles.

Il y a d'abord une jurisprudence solidement assise, jurisprudence non seulement partielle mais unanime et constante des tribunaux administratifs et des tribunaux judiciaires, notamment des tribunaux les plus élevés : Conseil d'Etat et Cour de Cassation. Cette jurisprudence tant administrative que judiciaire a toujours reconnu depuis 15 ans et plus les droits de la hiérarchie relativement à l'exercice du culte et à l'administration des biens.

Qu'on n'objecte pas que la jurisprudence peut varier et qu'un texte législatif, une loi, seraient préférables, ce serait peut-être vrai théoriquement et absolument parlant, mais il m'est permis de faire observer :

Qu'il ne serait point si facile dans un pays comme la France de faire subir des fluctuations à une jurisprudence aussi bien assise. On peut dire, et nous le croyons, que le démenti donné à une telle jurisprudence serait un fait unique dans l'histoire judiciaire, et que la modifier aussi radicalement serait moralement impossible.

Qu'une loi ne donnerait pas au fond plus de garantie. Il est plus facile à un Parlement de changer une loi qu'à des tribunaux de modifier une jurisprudence constante, surtout une jurisprudence qui s'appuie sur le bon sens, sur la justice et sur l'équité naturelle, sur les traditions et le sentiment de tout un peuple. On a fait remarquer avec raison que les jurisprudences sont souvent plus durables que les lois.

Quant aux déclarations du Gouvernement nous n'avons pas le droit d'en mettre en doute la sincérité et nous devons les prendre en considération, en ce moment surtout de reprise des relations entre le Saint-Siège et la France : reprise des relations qui ne peut que donner plus de stabilité encore et de force aux accords qui pourront intervenir. Ces accords n'engageront plus simplement un Gouvernement qui passe mais c'est la France elle-même qui sera liée diplomatiquement vis-à-vis de la puissance pontificale.

En tous cas il serait regrettable que l'Eglise de France qui a besoin d'un statut légal puisse s'adresser un jour le reproche de n'avoir pas alors qu'il lui était possible de l'obtenir à des conditions ~~possibles~~ *acceptables* et avantageuses ~~de n'avoir pas~~ fait le nécessaire pour l'obtenir.

~~Il semble donc~~ Nous concluons donc en exprimant le vœu que le statut soit adopté : il garantira la sauvegarde de nos biens dans le respect de la hiérarchie, il se présente comme le meilleur moyen pour l'Eglise de France de sortir d'un état de crise et d'inorganisation qui offre les plus graves inconvénients et qu'il importe de faire cesser.

Qu'il nous soit permis en terminant de faire remarquer que suivant les questions posées nous n'avons envisagé que la possibilité d'accepter ces statuts sans que les principes essentiels du Droit Canonique subissent aucune atteinte. Mais il y aurait peut-être encore quant au fonctionnement pratique de ces associations quelques détails pratiques à préciser, quelques observations à présenter, quelques explications à demander, quelques améliorations à désirer, par exemple :

1) Comment seront-elles constituées lors de leur formation : qui en désignera les premiers membres ?

2) Comment sera-t-il pourvu pratiquement par ces associations à l'administration des biens de tout un diocèse ? N'y aura-t-il qu'une association par diocèse, l'association diocésaine ? N'y aura-t-il pas à côté et en dessous des associations paroissiales ? Et, s'il n'y a que l'association diocésaine, comment éviter pratiquement les inconvénients de toute sorte d'une centralisation excessive ?

3) Il est regrettable aussi que ces associations ne soient pas autorisées à recevoir des dons et legs gratuits ».

2. « Association diocésaine de Nancy. Statuts ».⁷¹

TITRE I. FORMATION ET BUT

Article Premier. Entre Monseigneur Hippolyte de la CELLE, évêque de Nancy et de Toul, et les autres soussignés :

MM. Auguste André, curé-doyen de Saint-Sébastien de Nancy ;

Emile Bailly, curé-archiprêtre de Briey ;

Célestin Barbier, curé-doyen de Blâmont ;

Louis Sébastien, curé de Saint-Maur à Lunéville ;

Charles Claudin, curé-doyen de Liverdun ;

Jules Doyotte, curé-doyen de Colombey ;

[suit une liste d'une trentaine d'ecclésiastiques parmi lesquels figure Lucien Thouvenin]
il est formé une association dite l'*Association diocésaine de Nancy*, dont le siège est à l'évêché.

⁷¹ « Association diocésaine de Nancy. Statuts », *La Semaine religieuse du diocèse de Nancy et de Toul*, 26 juillet 1924, p. 461-467.

Art. 2. – L'association a pour but de subvenir aux frais et à l'entretien du culte catholique, sous l'autorité de l'Evêque, en communion avec le Saint-Siège, et conformément à la constitution de l'Eglise catholique

Le fonctionnement de l'Association sera donc réglé par les présents statuts et en conformité avec les lois canoniques.

En cas de difficultés, le président de l'Association aura soin d'en informer le Saint-Siège

Art. 3. – Par application de l'article 2 ci-dessus, l'Association se propose, en particulier, les objets suivants :

1° L'acquisition ou la location et administration des édifices qu'elle jugera opportun d'avoir à sa disposition en vue de l'exercice public du culte catholique dans le diocèse ;

2° L'acquisition ou la location et l'administration des immeubles destinés au logement de l'Evêque, des bureaux de l'Evêché, des curés et des vicaires, ainsi que des prêtres âgés ou infirmes ;

[...].

Art. 4. – Toute immixtion dans l'organisation du service divin, dans l'administration spirituelle du diocèse, en particulier dans les nominations et déplacements des membres du clergé, ainsi que dans la direction, l'enseignement et l'administration spirituelle des Séminaires, est formellement interdite à l'Association.

[...]

TITRE IV. – ORGANISATION FINANCIERE

Art. 17. – Les ressources de l'Association sont :

1° Les cotisations de ses membres ;

2° Les produits des tronc ainsi que les quêtes et collectes autorisées par l'Evêque pour les besoins de l'Association ;

3° Les revenus des fondations pour cérémonies et services religieux ;

4° Dans les églises dont l'Association a la propriété, l'administration ou la jouissance, les rétributions pour la location des sièges, ainsi que celles, même prévues par dispositions testamentaires, pour les cérémonies et services religieux, pour la fourniture des objets nécessaires aux funérailles et à la décoration de l'église ;

5° Le revenu de ses biens meubles et immeubles.

[...]

Art. 19. Les ressources disponibles pourront servir à constituer un fonds de réserve dans les limites régulières pour les besoins généraux du culte et un fonds de réserve illimité qui devra être employé exclusivement, y compris les intérêts, à l'achat, la construction, la décoration ou la réparation d'immeubles ou meubles destinés aux besoins de l'association, visés aux articles 2 et 3 ci-dessus.

[...]

TITRE V. MODIFICATION DES STATUTS. DISSOLUTION

Art. 21. – L'Association ne peut introduire aux présents statuts aucune modification qui soit contraire à la constitution de l'Eglise catholique. Les autres modifications devront être présentées à l'Assemblée générale par l'Evêque, d'accord avec le Conseil d'administration [...] ».

Iconographie générale

Précision sur la numérotation et les légendes des figures

La numérotation des figures n'est pas continue sur l'ensemble du volume mais repart de 1 pour chaque section de l'iconographie générale et chaque notice du catalogue.

Il a paru indispensable, dans de nombreux cas, de compléter la légende proprement dite par un commentaire attirant l'attention sur un détail ou renvoyant à d'autres figures.

I. Cartes

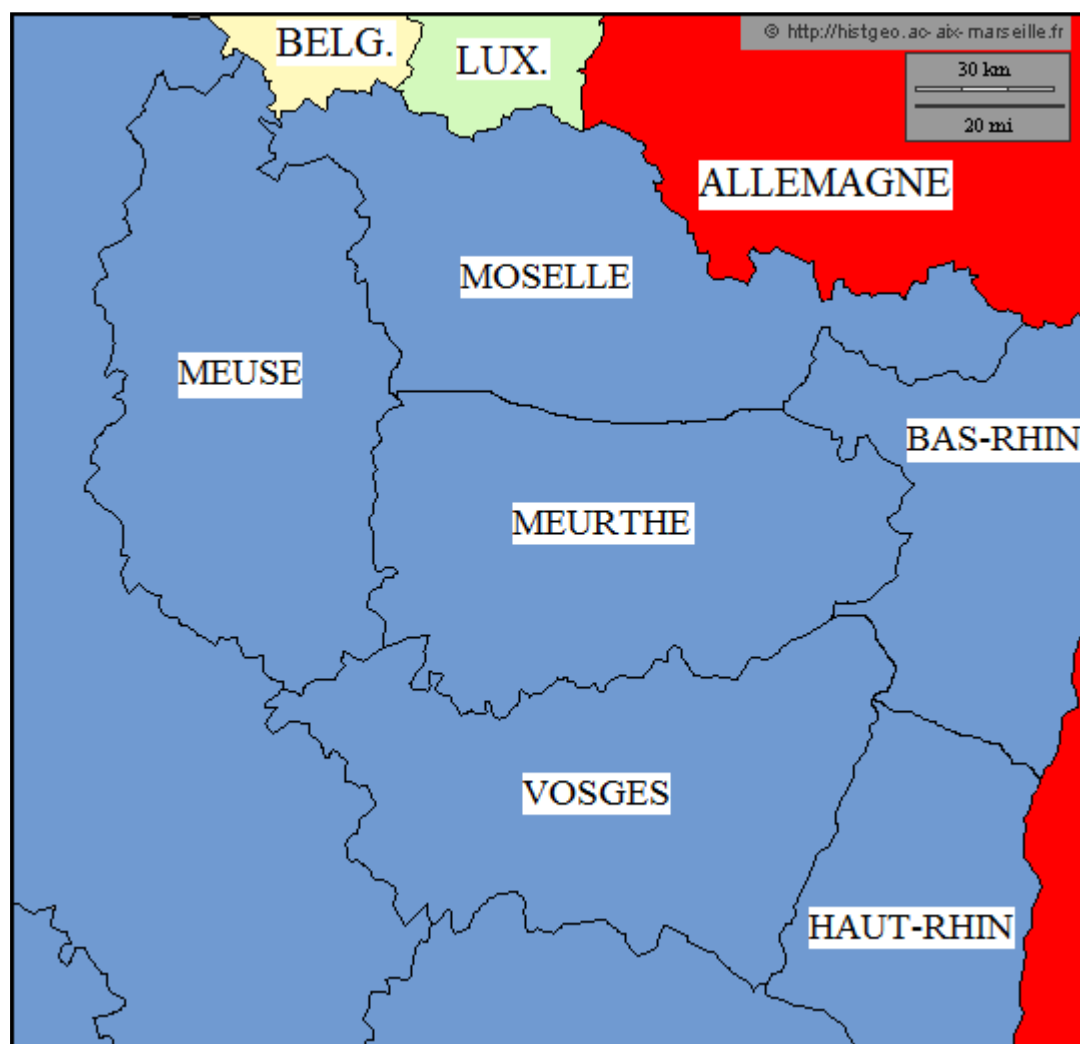


Figure 1. Carte de l'est de la France avant le traité de Francfort du 10 mai 1871.

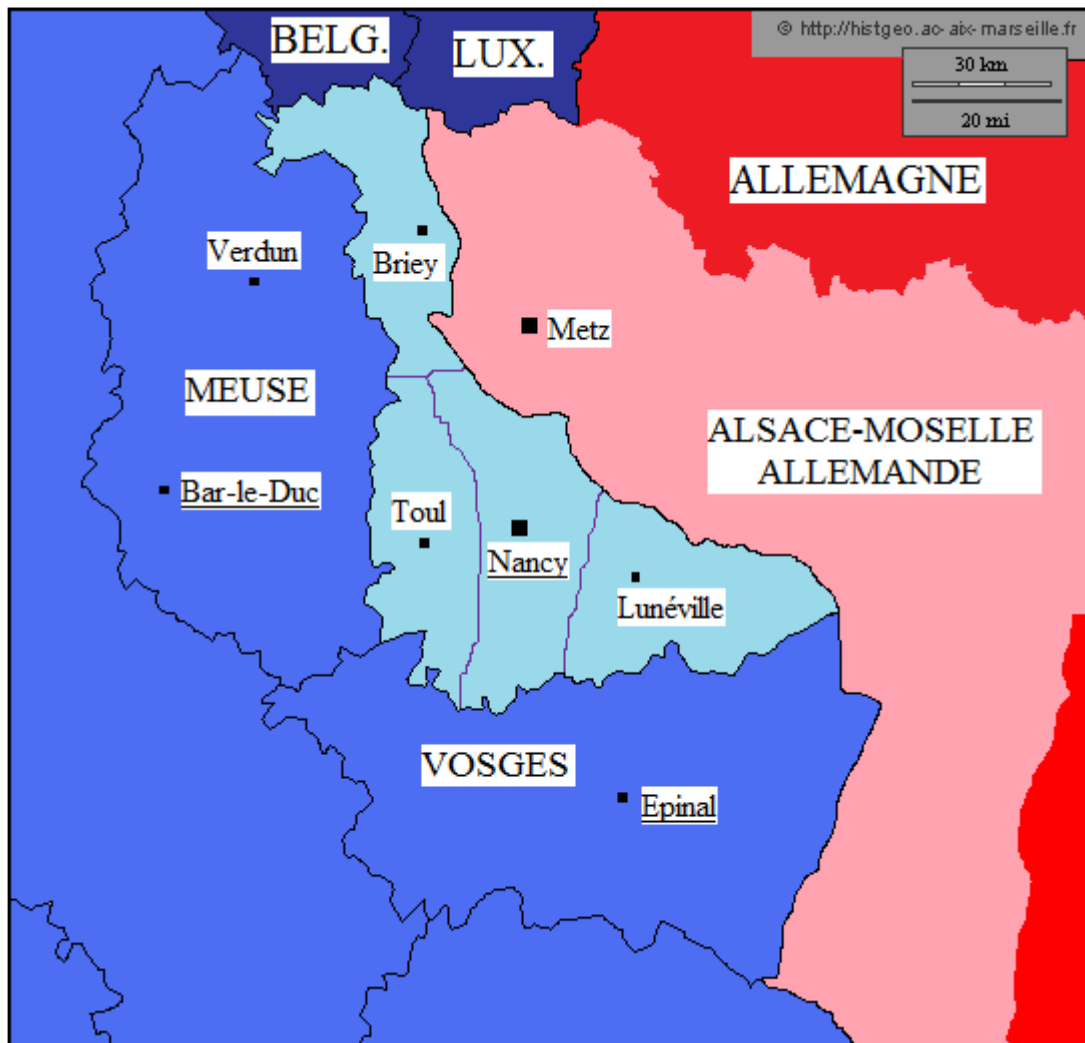
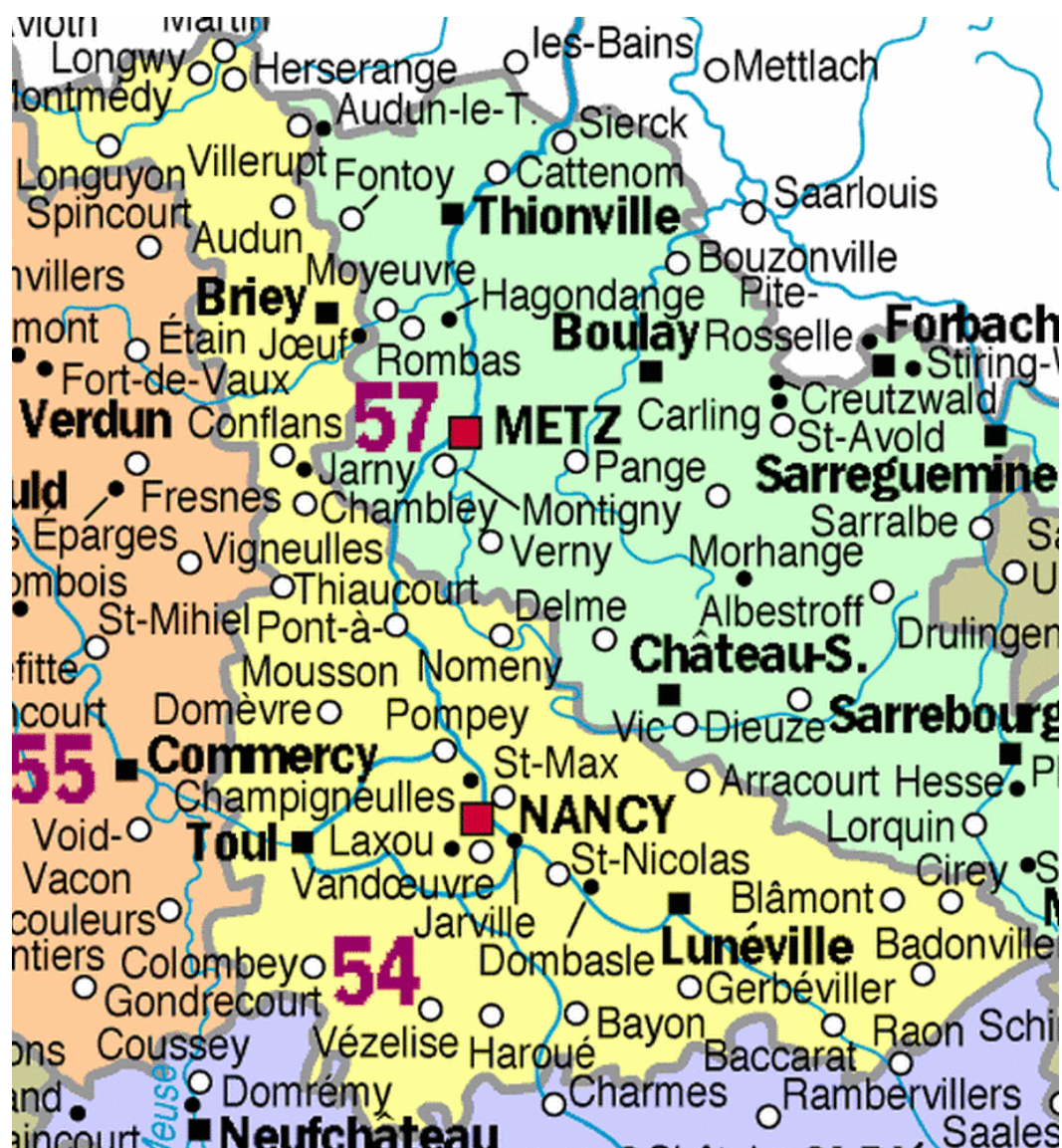


Figure 2. Carte de l'est de la France après le traité de Francfort. À l'issue de la guerre, l'Allemagne a annexé les deux départements alsaciens, quelques communes des Vosges et les arrondissements de Sarrebourg et Château-Salins dans la Meurthe. Avec l'arrondissement de Briey, détaché de la Moselle, les arrondissements de la Meurthe restés français (Lunéville, Nancy et Toul) ont constitué le département de Meurthe-et-Moselle, frontalier de la Belgique, du Luxembourg et du Reichsland allemand d'Alsace-Lorraine.



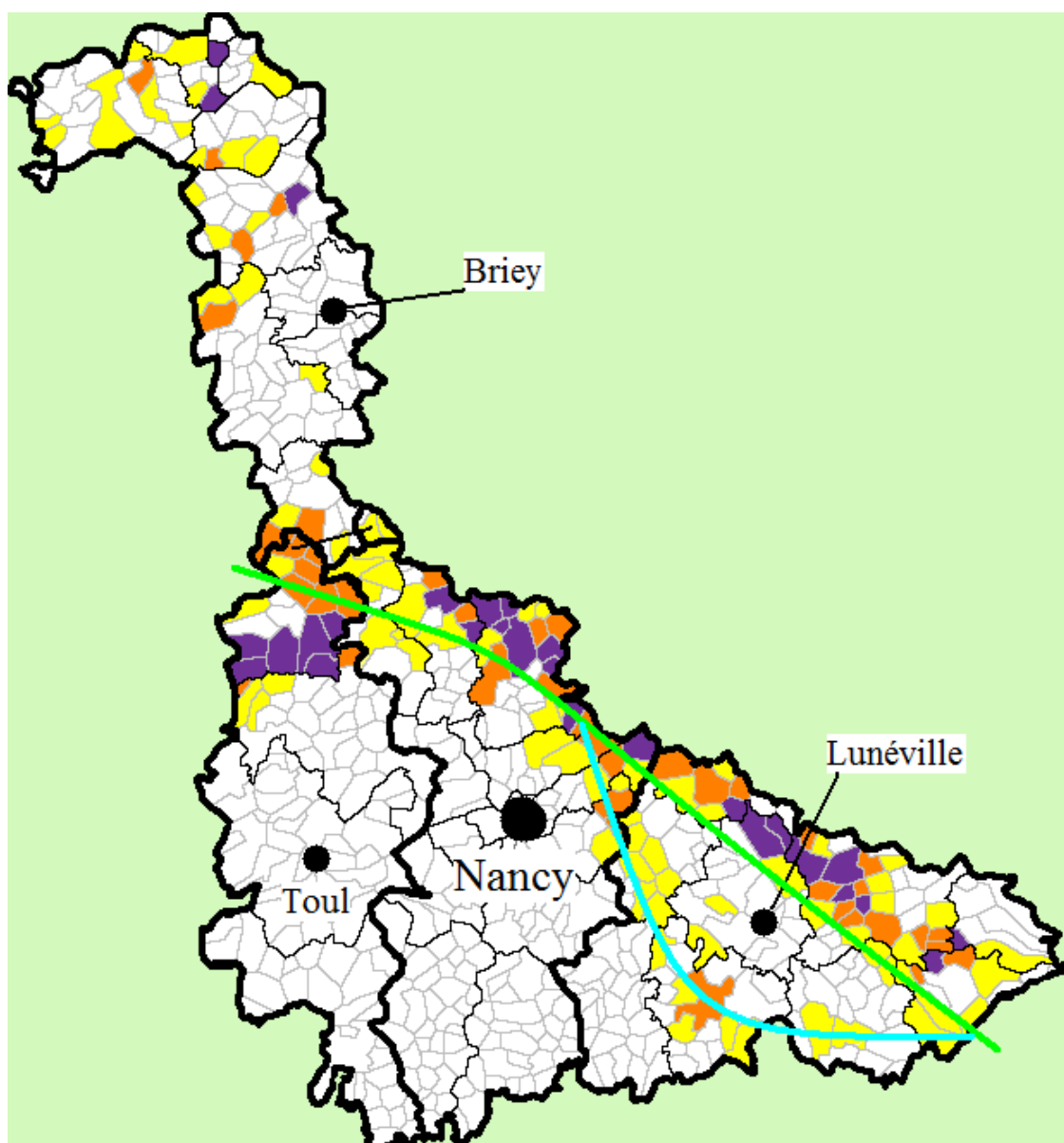


Figure 4. Carte des destructions en Meurthe-et-Moselle pendant la Première Guerre mondiale. Le front franco-allemand est indiqué par une ligne verte. L'avancée maximale des troupes allemandes en août-septembre 1914 dans le sud-est du département est indiquée par une ligne bleue. Les limites des arrondissements sont figurées par un trait noir épais, celles des cantons par un trait noir fin, celles des communes par un trait gris. Les communes détruites de 10 à 50% sont colorées en jaune, celles détruites de 50 à 90% en orange, celles détruites à plus de 90% en violet (d'après les chiffres fournis par « Ministère des régions libérées. Reconstitution foncière et cadastre. 1^e section. Département de Meurthe-et-Moselle. Programme des travaux de plans d'alignement et de nivellement. Liste donnant par commune, la partie à reconstruire qui comptera un plan d'alignement à la charge des Régions libérées », ADMM 10 R AL 2).

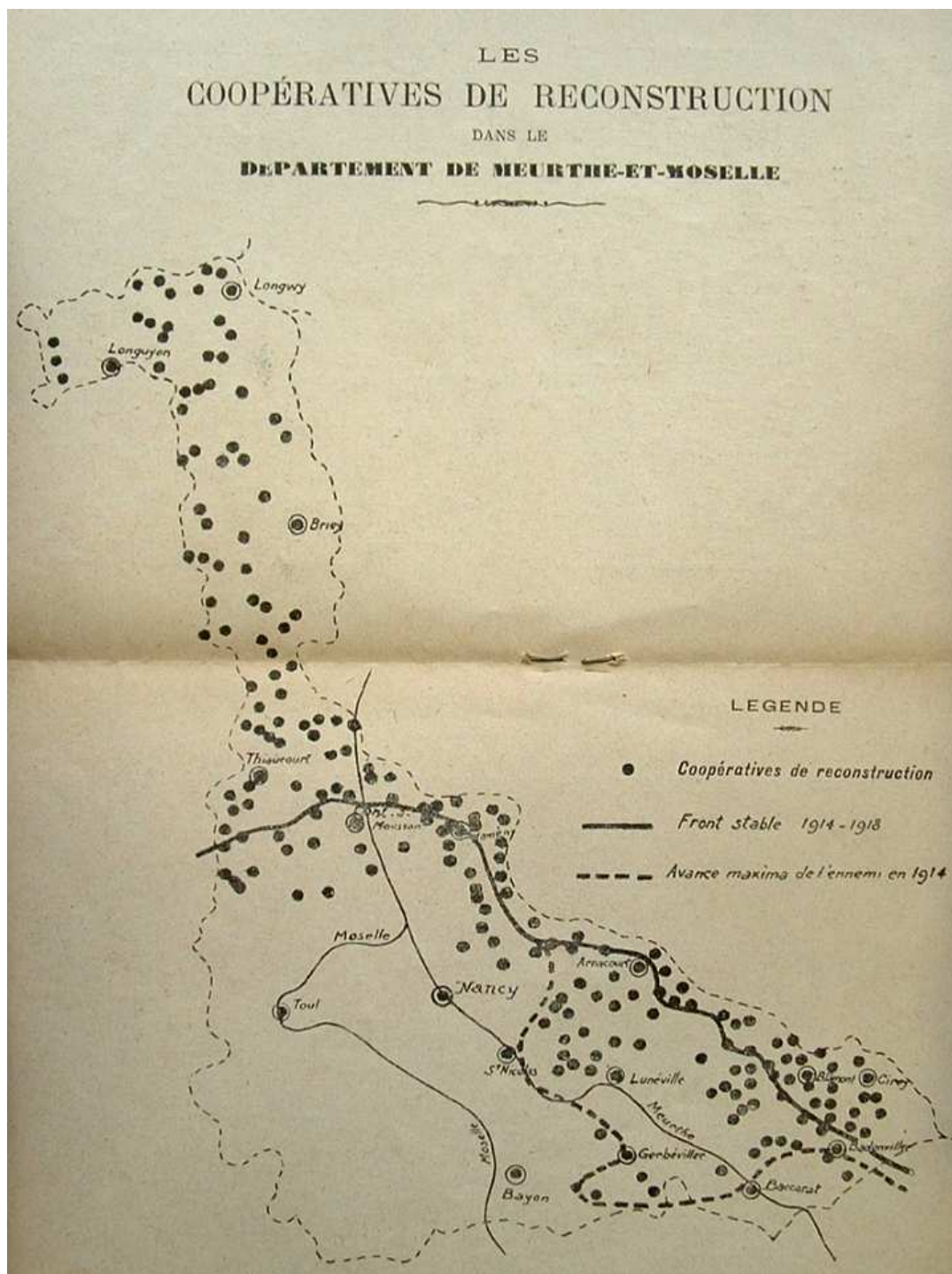


Figure 5. « Les coopératives de reconstruction de Meurthe-et-Moselle » (FIEL, PREAUD, *Les Coopératives de reconstruction du département de Meurthe-et-Moselle*, Nancy, ancienne imprimerie Vagner, 1922).

II. Les images de lieux de culte pendant la guerre



Figure 1. « La Guerre en Lorraine en 1914-1915. Gerbéviller bombardé par les Allemands. Le Christ qui veille sur la petite ville morte » (Inventaire régional 80547327X).



Figure 2. « Guerre 1914-1915. Gerbéviller. La cité martyre célèbre le 1^{er} anniversaire des combats des 23 et 30 août 1914. Discours de Mgr Ruch, aumônier militaire près du monument des héros du 36^e colonial (29 août 1915) » (ADMM 5 Fi 43).



Figure 3. « Bernécourt. Vue de l'intérieur de l'église ». (ADMM 13 Fi 230).



Figure 4. « La messe dans une église en ruines. La plupart des églises de la région de Nancy ont été dévastées par les Allemands. Dans une de celles-ci, qui n'a conservé que les quatre murs, nos soldats assistent à la messe dite par un prêtre mobilisé » (*Excelsior*, 6 octobre 1914, Musée lorrain « 17. Ruines I. Généralités. Quelques destructions hors Lorraine. Localités lorraines A à F »).

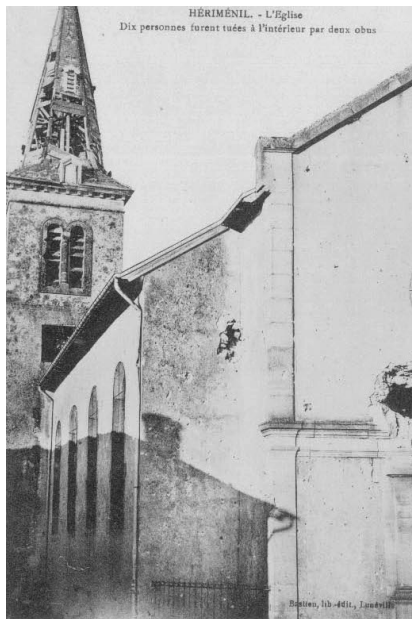


Figure 5. « Hériménil. L'église. Dix personnes furent tuées à l'intérieur par deux obus » (Bibliothèque municipale de Nancy).



Figure 6. « En Lorraine. Guerre 1914. Environs de Lunéville. Hériménil. L'église après le bombardement. Les habitants du village y étaient enfermés, 22 y trouvèrent la mort » (Bibliothèque municipale de Nancy).



Figure 7. « La Grande Guerre 1914-1915. Rue Castara à Lunéville (M.-et-M.). La Synagogue détruite par les Bavarois qui fusillèrent le rabbin » (ADMM 2 Fi 1733).



Figure 8. « Beaumont. L'église (cliché de la Section photographique de l'armée) » (*Bulletin de Meurthe-et-Moselle*, 22 février 1916).

Figure 9. « L'église de Réméréville a été bombardée. Les obus ont détruit l'église de Drouville. Le village de Maixe a vu les barbares. Au centre, les ruines de l'église d'Haraucourt » (*Le Pays de France*, 7 janvier 1915, p. 17).

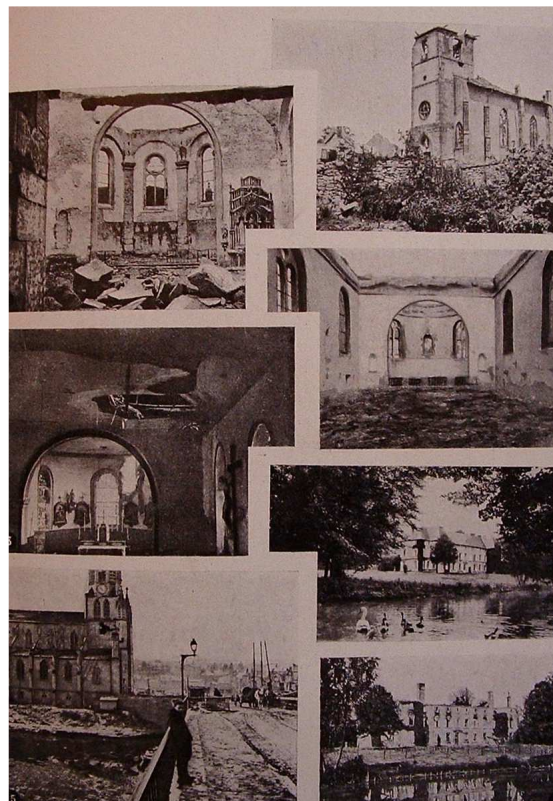
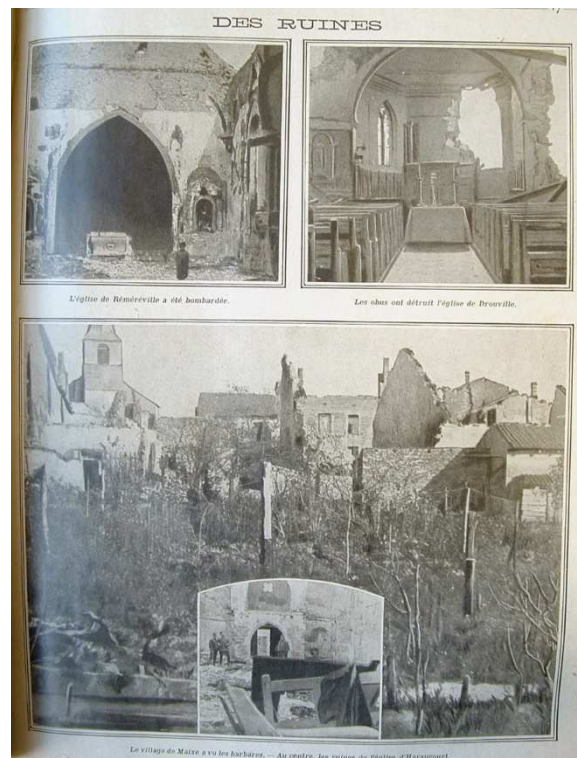


Figure 10. « 1. Intérieur de l'église d'Ancerville. – 2. Église de Neuville. – 3. Église de Sainte-Pôle. – 4. Intérieur de l'église de Rehainviller. – 5. Baccarat. L'église et la ville. – 6. Arracourt. Le château. – 7. Le même. État actuel » (ALEXANDRE, *Les Monuments français détruits par l'Allemagne*, planche 23).



Figure 11. « *La Guerre en Lorraine. Défense du Grand Couronné de Nancy. Haraucourt. Tout est ruine et deuil dans cette église privée de sa toiture et dont la nef et le chœur sont troués par les obus allemands. L'autel, les statues, les bancs, les confessionnaux ont été la proie des bombes incendiaires* » (ADMM 2 Fi 1677)

Figure 12. « *La Guerre en Lorraine. Défense du Grand Couronné. Haraucourt. À peu près seul, dans le village anéanti, le clocher par miracle tient encore debout, dominant l'église ruinée* » (ADMM 2 Fi 1680).

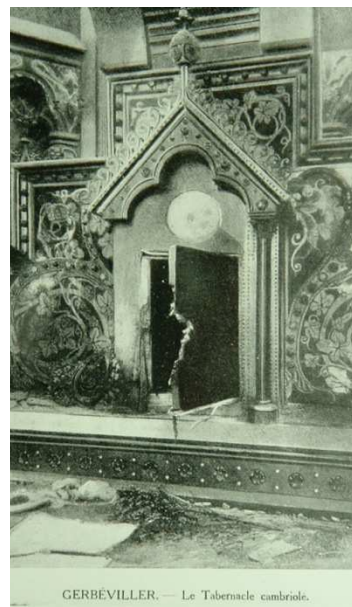


Figure 13. « *Gerbéviller. Le Saint Ciboire fusillé* » (Inventaire régional 81544391X).

Figure 14. « *Gerbéviller. Le tabernacle cambriolé* » (Inventaire régional 81544392 X).

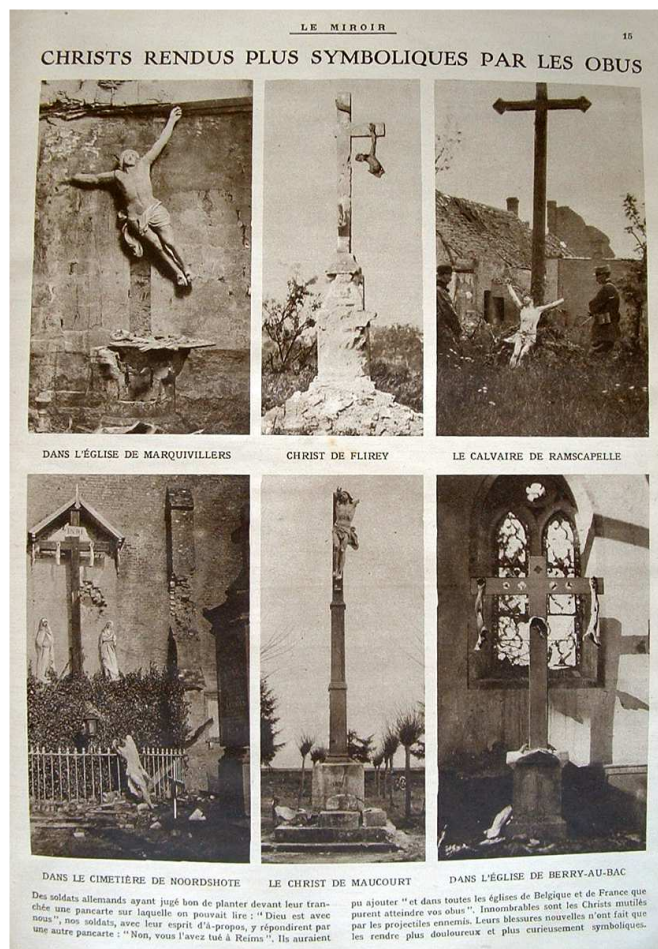


Figure 15. « Christ rendus plus symboliques par les obus » (*Le Miroir*, 18 juillet 1915, p. 15). Le Christ de la croix de Flirey, en haut au centre, est associé à d'autres Christ rendus « plus douloureux et plus curieusement symboliques ».

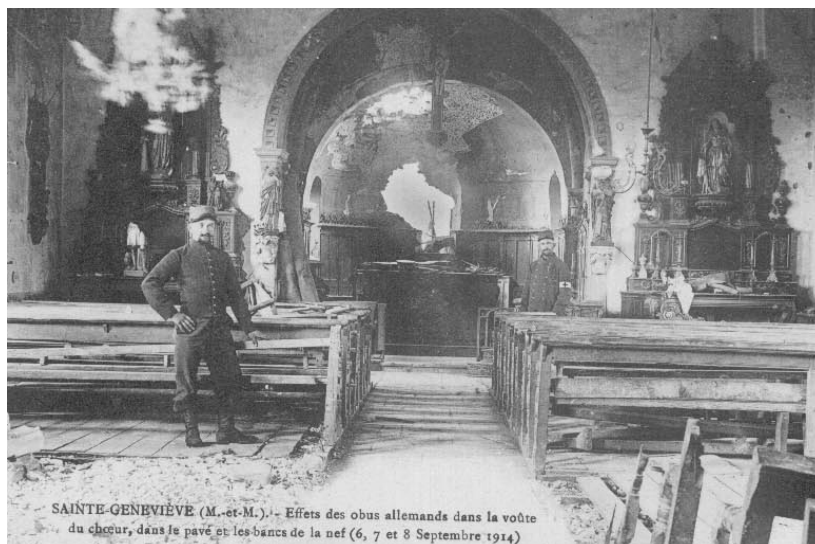


Figure 16. « Sainte-Geneviève (M.-et-M.). Effet des obus allemands dans la voûte du chœur, dans le pavé et les bancs de la nef (6, 7 et 8 septembre 1914) » (Bibliothèque municipale de Nancy).



VIÉVILLE-en-HAYE (Août 1914) - Intérieur de l'Eglise
La Voûte au dessus de l'Autel traversée de part en part par un



Figure 17. « Viéville-en-Haye (Août 1914) - Intérieur de l'Eglise. La voûte au dessus de l'Autel traversée de part en part par un 75 » (ADMM 50 J I 27-05).

Figure 18. « Guerre 1914-1916. Environs de Lunéville. Domèvre-sur-Vezouze occupé par les Allemands » (collection personnelle de l'auteur). Les personnages qu'on distingue parmi les ruines de l'église sont des soldats allemands.



Figure 19. « Chœur de l'église de Loisy. Bombardement du 8 septembre 1914 » (Bibliothèque municipale de Nancy).

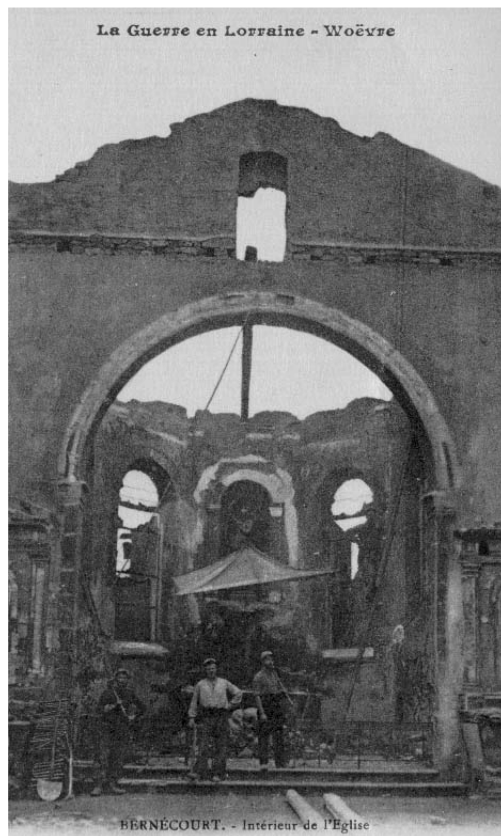
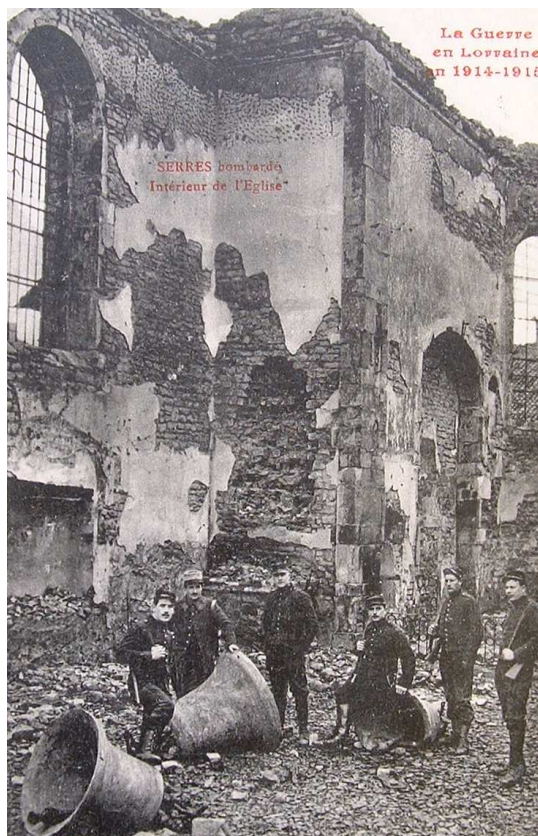


Figure 20. « La Guerre en Lorraine en 1914-1915. Serres bombardé. Intérieur de l'église » (ADMM 2 Fi 1817).
 Figure 21. « La Guerre en Lorraine – Woëvre. Bernécourt. Intérieur de l'église » (Bibliothèque municipale de Nancy).



Figure 22. « Gerbéviller incendié et bombardé par les Allemands. L'église vue à travers d'autres ruines » (ADMM 2 Fi 1673). La photographie a été prise après le début de la reconstruction de Gerbéviller (cf. la construction provisoire en bois devant le porche de l'église).

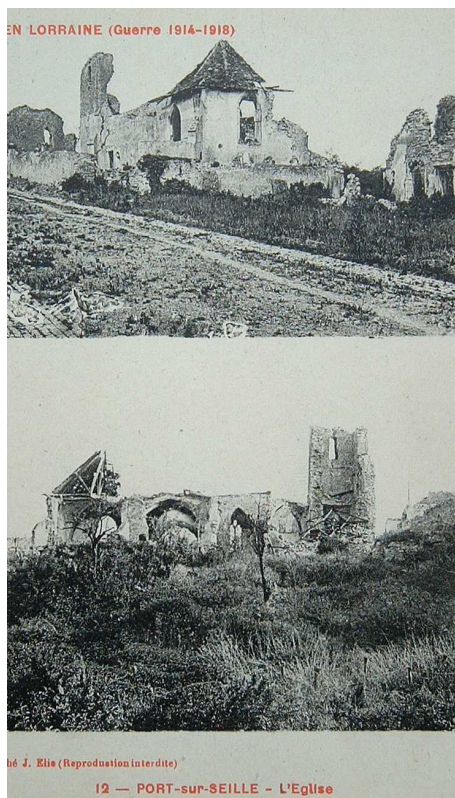


Figure 23. « En Lorraine (1914-1918). Port-sur-Seille. L'église » (ADMM 50 J I 27-05).

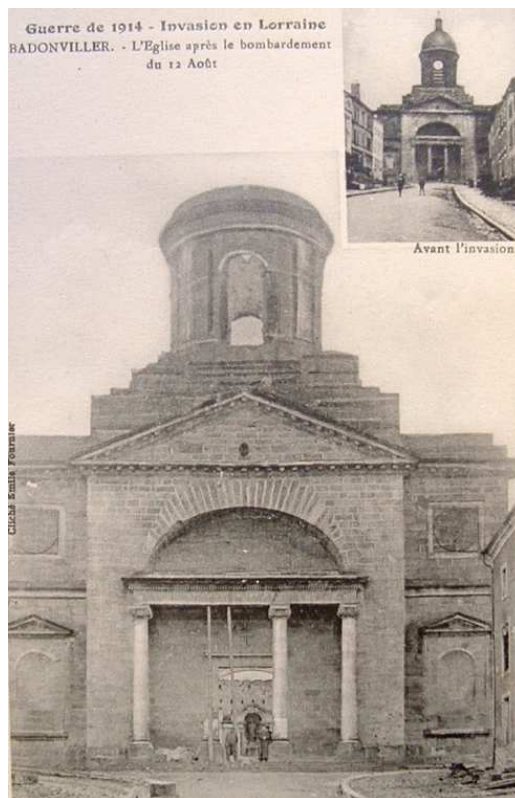


Figure 24. « Guerre de 1914. Invasion en Lorraine. Badonviller. Avant l'invasion. L'église après le bombardement du 12 août [1914] » (ADMM 2 Fi 1622).



Figure 25. « Guerre de 1914 – Invasion en Lorraine. Badonviller. Intérieur de l'église après le bombardement du 12 août [1914]. Statue de Notre-Dame après l'incendie » (ADMM 2 Fi 1621). Au premier plan à droite, le curé pose devant l'intérieur de l'église en ruines.



Figure 29. « Mars-la-Tour. Inneres der Kirche im Weihnachtsschmücke 1914 » [« Intérieur de l'église décorée pour Noël »] (ADMM 2 Fi 4284).



Figure 30. « Original Aufnahme vom westlichen Kriegsschauplatz – Das Innere der zerstörten Kirche in Longwy » [« Vue originale du front occidental. L'intérieur de l'église détruite de Longwy »] (ADMM 2 Fi 4330).



Fiche 31. « Longwy – Kirche. Kreuzabnahme Christi von Dupain. Geschenkt vom französischen Staat 1880, gemalt 1877. Das wertvolle Gemälde ist ziemlich verletzt » [« Longwy – Église. Descente de croix de Dupain. Offert par l'Etat français en 1880, peint en 1877. Le précieux tableau est passablement endommagé »] (Inventaire régional Bastien 895400185XD).



Figure 32. « Bréménil » (carte postale allemande, ADMM 2 Fi 4274).



Figure 33. « Essey » (carte postale allemande, ADMM 2 Fi 4182).

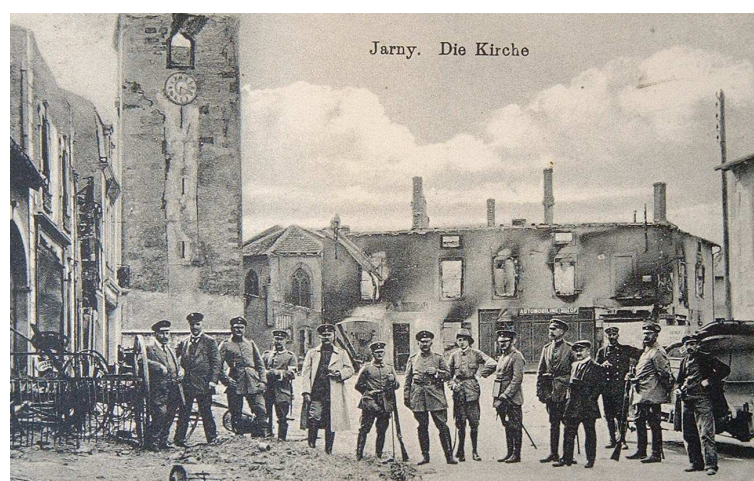


Figure 34. « Jarny. Die Kirche » [« Jarny. L'église »] (ADMM 2 Fi 4320).



Figure 35. « Vaucourt (Frankreich) » (ADMM 2 Fi 4247).



Figure 36. « Nach einem Aquarell von R. Geissler. Vizef. I. Feld. Stadtkirche von Longwy mit Rathaus » [« D'après une aquarelle de R. Geissler. Église de Longwy avec l'hôtel de ville »] (ADMM 2 Fi 4351).

Figure 37. « Nach einem Aquarell von R. Geissler. Vizef. I. Feld. Ansicht der Stadtkirche von Longwy Haut von einem zerschossenen Hause aus » [« D'après une aquarelle de R. Geissler. Vue de l'église de Longwy Haut depuis une maison bombardée »] (ADMM 2 Fi 4352).

III. Les églises provisoires



Figure 1. « Ancerville après la guerre. L'église provisoire – Rue du Petit-Josain » (Inventaire 7854648X1Coing).



Figure 2. « La Lorraine dévastée. Létricourt. La chapelle provisoire » (Inventaire régional).



Figure 3. « Morville-sur-Seille. L'église provisoire » (ADMM 50 J I 27-05).



Figure 4. « Viéville-en-Haye (15 août 1919). Dans la chapelle provisoire faite d'un cinéma boche récupéré. Première communion solennelle » (ADMM 50 J I 27-05).

IV. L'urbanisme dans les villages reconstruits

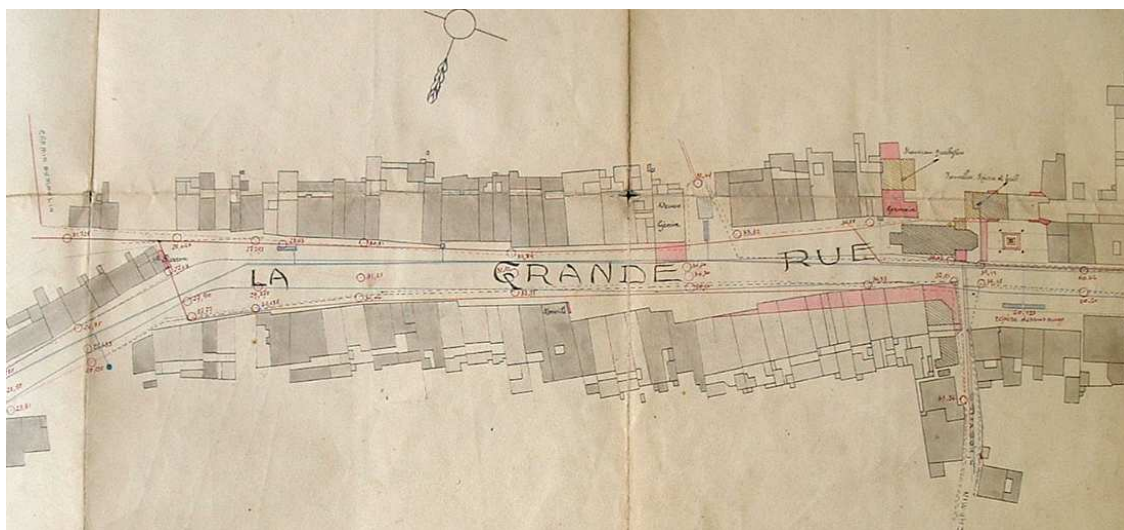


Figure 1. « Sornéville. Programme d'alignement, d'aménagement et d'embellissement. 1920. Échelle 1/1.000. Dressé par l'architecte soussigné, Nancy, le 1^{er} septembre, Victor Berg » (ADMM 10 R AL 23). En gris clair les immeubles détruits, en gris foncé les immeubles réparables, en rose les zones frappées d'alignement. L'église est située dans l'axe de la Grande rue, à droite.



Figure 2. « Plan d'alignement de Bayonville. Dedun, Metz, le 8 juillet 1920. 1/1.250 ». Bayonville avait été détruit à 9% pendant la guerre. Dedun proposa de dégager une vaste place devant l'église, quasiment enclavée, mais le conseil municipal s'est inquiété du coût de l'opération qui impliquait l'expropriation de nombreuses maisons intactes (coloriées en jaune sur le plan).

V. Les chantiers de reconstruction



Figure 1. « Viéville-en-Haye. Région de Bois-le-Prêtre. Les ouvriers de la première heure occupés dans la brousse de l'avant à la résurrection du village » (ADMM 50 J I 27-04). Les ouvriers posent devant la façade de l'église. Il y a tout lieu de croire que cette photographie a été prise après la signature de l'armistice, Viéville-en-Haye ayant été occupé jusqu'à la fin de la guerre. La « brousse » désignait probablement le chaos des ruines.

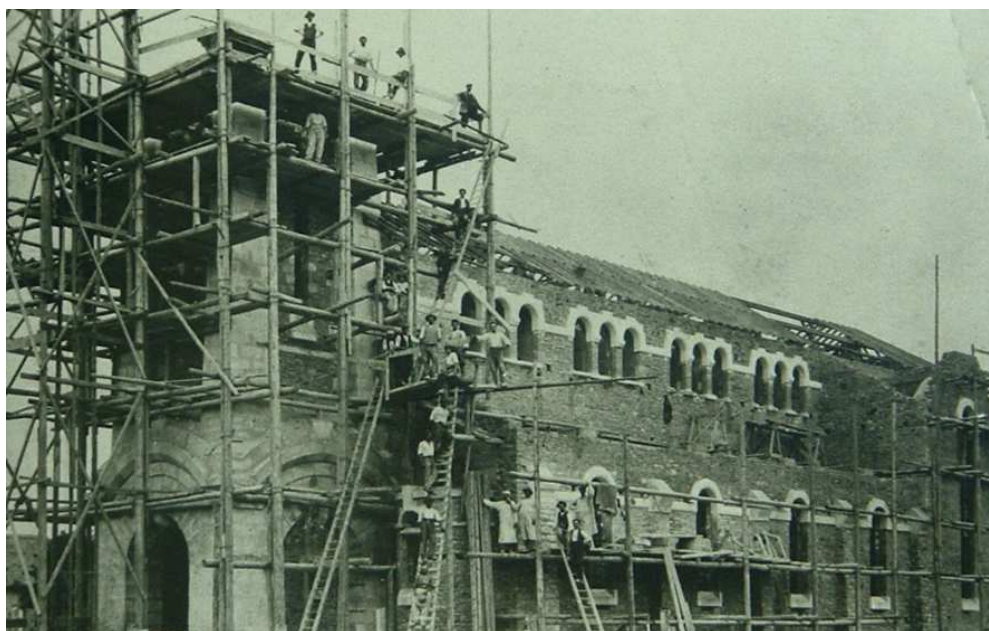


Figure 2. « Vue du chantier » [église de Leintrey] (Inventaire régional Coing895400205XD). La base du clocher et l'encadrement des baies sont construits en pierre de taille, le reste du gros œuvre en moellons.



Figure 3. « L'église en cours de reconstruction en 1923 : élévation latérale nord et chœur » [Cutry] (A. privées M. Muel, Inventaire régional 9154027033PBastien). Il est possible que les pierres en vrac proviennent en partie de l'ancien édifice.

Figure 4. « L'église en cours de reconstruction en 1923 : élévation antérieure » [Cutry] (A. privées M. Muel, Inventaire régional 9154027033PBastien).

VI. Les matériaux de construction



Figure 1. Détail de la façade de l'église de Chenicourt, Criqui architecte.

Figure 2. Détail d'un des contreforts de l'église d'Armaucourt, Criqui architecte.

Dans ces deux églises construites par Criqui, l'enduit masque l'utilisation de moellons assez grossièrement appareillés.



Figure 3. Voûte en briques creuses et charpente en bois au-dessus de la nef de l'église de Chenicourt, Criqui architecte.

Figure 4. Structure en métal et ciment armé dans le clocher de l'église de Bernécourt, Criqui architecte.

VII. L'iconographie régionale et patriotique

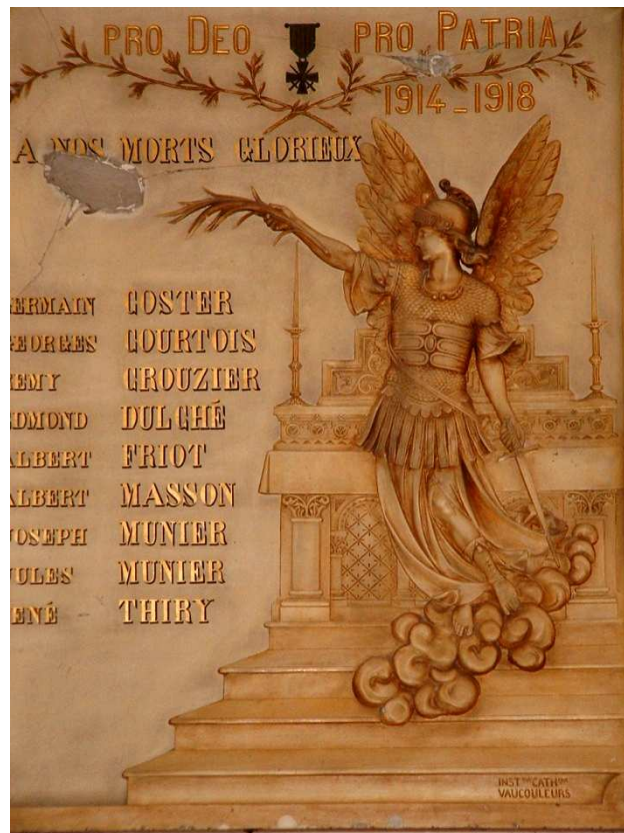


Figure 1. Monument aux morts à l'intérieur de l'église d'Herbéviller. La liste des « morts glorieux » est accompagnée de l'inscription « Pro Deo - Pro Patria », d'une décoration militaire et d'un ange casqué et armé.

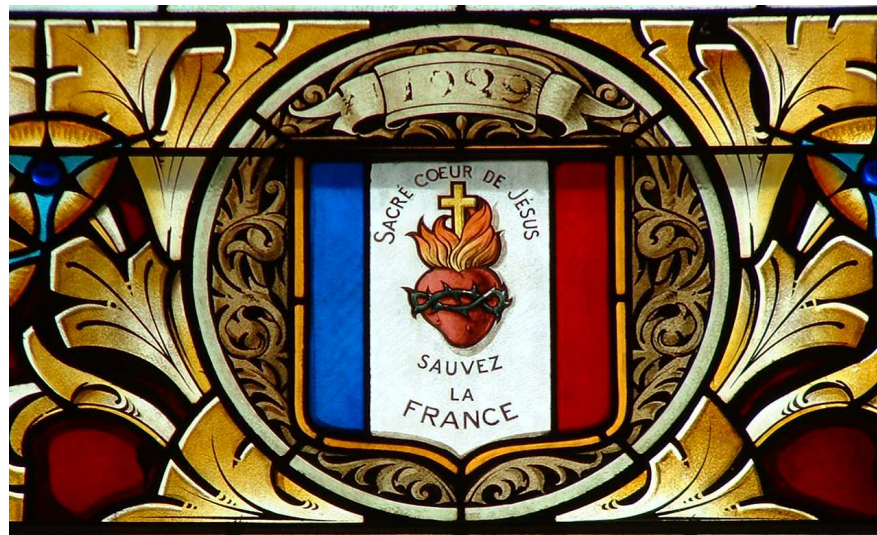


Figure 2. Vitrail de l'église de Chambley-Bussièrès. « 1929. Sacré Cœur de Jésus. Sauvez la France ».



Figure 3. Détail du portail de l'église d'Herbéviller, Criqui architecte. On peut voir sur le relief du tympan la croix de Lorraine, entourée par les chardons qui sont le symbole de la ville de Nancy.

VIII. Les protagonistes de la reconstruction des églises



Figure 1. Monseigneur Turinaz, évêque de Nancy et de Toul de 1882 à 1918 (ADMM 50 J I 28-10).



Figure 2. Monseigneur Ruch, évêque de Nancy et de Toul en 1918-1919 (ADMM 50 J I 28-10).



Figure 3. Monseigneur de la Celle, évêque de Nancy et de Toul de 1920 à 1930 (ADMM 50 J I 28-12).



Figure 4. Monseigneur Thouvenin (ADMM 50 J I 29-02).

IX. Les cérémonies de consécration



Figure 1. « Cérémonie de la pose de la première pierre de la nouvelle église, fin 1922 : procession entrant dans l'enclos paroissial » (Inventaire régional 915402736Pbastien).

Figure 2. « Cérémonie de pose de la première pierre de la nouvelle église, fin 1922 : allocution de l'évêque » (Inventaire régional 9154027235Pbastien).

Figure 3. « Cérémonie de la pose de la première pierre de la nouvelle église, fin 1922 : sortie des paroissiens » (Inventaire régional 915402734Pbastien).

Ces trois photographies concernent l'église de Cutry.

X. Les mairies



Figure 1. « La commune de Lesménils. Mairie-école. Façade principale. Échelle de 0,01. J. Criqui » (ADMM 10 R 783).



Figure 2. Abaucourt.



Figure 3. Courbesseaux.



Figure 4. Bouxières-sous-Froidmont (école).



Figure 5. Reillon.



Figure 6. Emberménil (mairie et bureau de poste).



Figure 7. Eply



Figure 8. Blémerey.



Figure 9. Mouacourt.



Figure 10. Flirey.



Figure 11. Mignéville.



Figure 12. Maixe.



Figure 13. Jaulny.



Figure 14. Gondrexon.

XI. Les églises construites dans les communes industrielles de l'arrondissement de Briey hors du cadre de la coopérative



Figure 1. Giraumont, Criqui architecte, 1929.



Figure 2. Herserange, Nassousky architecte, 1928.



Figure 3. Mont-Saint-Martin, église paroissiale Saint-Barthélemy, Criqui architecte, 1929 (site Internet).



Figure 4. Piennes, Noulín-Lespès architecte, 1932.



Figure 5. Réhon, Le Bourgeois architecte, 1932.

XII. Les églises, lieux de mémoire de la Première Guerre mondiale

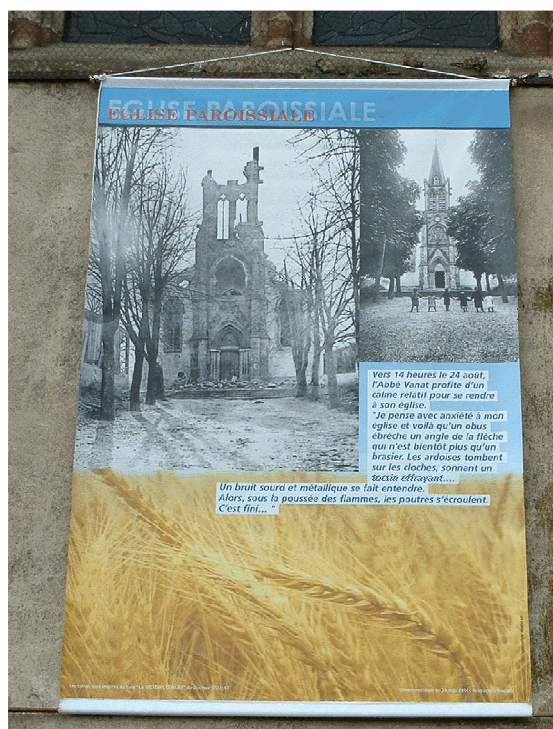


Figure 1. Accès de l'église de Gerbéviller, pavoisé pour les cérémonies du 90^e anniversaire du « martyr » de la commune, en août 2004.

Figure 2. Lors de ces mêmes cérémonies, des panneaux ont été accrochés sur les principaux édifices de la commune (y compris l'église), les présentant dans leur état d'avant-guerre et à l'état de ruines.

Figure 3. Le « ciboire-martyr » de Gerbéviller est exposé dans l'église, à côté d'une notice qui rappelle son « martyr ».

Catalogue des églises de Meurthe-et-Moselle endommagées pendant la Première Guerre mondiale

Sources du catalogue

Le catalogue qui suit a été établi à partir de plusieurs sources :

- 1) Les bases de données du ministère de la Culture (*Mérimée* et *Archidoc*).
- 2) Les dossiers communaux de l'Inventaire régional de Lorraine qui fournissent essentiellement des renseignements sur les édifices anciens (antérieurs à 1800) existant actuellement ou ayant existé jusqu'à 1914.
- 3) Les collections de cartes postales de la bibliothèque municipale de Nancy et des archives départementales de Meurthe-et-Moselle.⁷²
- 4) Les dossiers de la sous-série 10 R AL des archives départementales de Meurthe-et-Moselle relatifs aux plans d'aménagement, d'embellissement et d'extension réalisés en application de la loi dite Cornudet du 14 mars 1919.
- 5) Les dossiers de la série 10 R des archives départementales de Meurthe-et-Moselle, habituellement désignés sous le nom de « dossiers de dommages de guerre ».
- 6) Les archives des bâtiments communaux de la série WO, essentiellement pour les édifices dont le dossier de dommages de guerre a entièrement disparu.
- 7) Les dossiers de dommages de la Deuxième Guerre mondiale de la série 14 W, surtout pour les édifices qui ont été à nouveau détruits en 1939-1945.
- 8) *La Semaine religieuse du diocèse de Nancy et de Toul* et *L'Immeuble et la construction dans l'Est*.
- 9) Des monographies ou mémoires universitaires dont les références abrégées dans les notices qui suivent sont intégralement mentionnées dans la bibliographie du volume I.
- 10) La visite des édifices et les photographies qui en ont été prises.⁷³

⁷² Les collections de ces deux institutions sont très importantes. Dans quelques cas, j'ai cependant eu recours à des cartes postales présentées sur des sites Internet, le plus souvent difficiles à référencer.

⁷³ À l'exception de quelques photographies tirées de sites Internet, toutes les photographies de l'état actuel des édifices ont été réalisées par l'auteur.

Organisation du catalogue

Le catalogue est divisé en deux parties.

La première partie concerne plusieurs catégories d'édifices :

- 1) Les églises en grande partie détruites dont le projet de reconstruction devait théoriquement, selon l'article 12 de la loi du 17 avril 1919, être examiné par une commission spéciale d'experts, même quand les communes propriétaires n'ont pas adhéré à la coopérative de reconstruction des églises (ex. FENNEVILLER).
- 2) Les églises appartenant à des communes qui ont adhéré à la coopérative de reconstruction des églises, quel qu'ait été le montant des travaux réalisés.
- 3) Les églises pour lesquelles des indemnités de dommages supérieures à 100.000 f courants des années 1920 (soit environ 100.000 € de 2007) ont été demandées par les communes propriétaires (ex. VERDENAL), que ces demandes aient été satisfaites ou non.
- 4) Quelques églises, au sujet desquelles on dispose de peu d'informations, mais dont un simple examen visuel permet de déterminer qu'elles ont été partiellement (ex. COINCOURT) ou presque intégralement (ex. VIEVILLE-EN-HAYE) reconstruites après 1918.
- 5) Les églises classées monuments historiques avant la guerre (ex. NOMENY) ou à la suite de la guerre (ex. LONGWY-HAUT), restaurées ou reconstruites par le service dans le cadre de la coopérative de reconstruction des églises (ex. NOMENY) ou hors de ce cadre (ex. XAMMES).

La deuxième partie du catalogue présente sous la forme d'un tableau synthétique la liste des communes qui ont demandé pour la réparation de leur église une somme inférieure à 100.000 f.

Ont été délibérément laissées de côté les églises de Nancy, Lunéville et Toul qui n'ont été que superficiellement endommagées et pour lesquelles les dossiers de dommages de guerre ne sont pas conservés ou ont presque entièrement disparu des archives.

Organisation des notices

La première partie du catalogue se présente sous la forme de notices qui indiquent, dans la mesure du possible :

- 1) Le nom de la commune, ainsi que l'arrondissement et le canton auxquels elle appartient.
- 2) Diverses informations concernant :
 - le classement éventuel de l'église parmi les édifices détruits.⁷⁴

⁷⁴ La mention « Eglise soumise à l'application de l'article 12 » signifie que l'édifice était considéré comme détruit par la préfecture (cf. ci-dessus annexe IV-6) et que le projet de sa reconstruction devait être, en application de l'article 12 de la loi du 17 avril 1919, approuvé une commission spéciale.

- l'adhésion éventuelle de la commune propriétaire de l'édifice à la coopérative de reconstruction des églises du diocèse de Nancy ainsi que la qualification par celle-ci de la nature des travaux.⁷⁵
 - le nombre des habitants.⁷⁶
 - le pourcentage de destruction de la commune à l'issue de la guerre, d'après les statistiques préfectorales (cf. annexe VII-2)
 - le nom de l'architecte qui a établi le plan d'aménagement et d'extension prévu par la loi Cornudet du 14 mars 1919 (cf. annexe VII-2)
- 3) Les sources utilisées pour rédiger la notice.
 - 4) Un résumé succinct de l'histoire de l'église qui existait avant 1914 et de sa réparation ou reconstruction après 1918.
 - 5) Des documents iconographiques, en général présentés dans l'ordre suivant :
 - plan d'aménagement
 - photographie de l'église avant-guerre
 - relevé de l'état d'avant-guerre extrait du dossier de dommages de guerre
 - projet de reconstruction extrait du dossier de dommages de guerre
 - photographie de l'édifice effectivement reconstruit.

Dans le cas des « reconstructions totales » et des églises relevant de l'article 12 de la loi du 17 avril 1919, on trouvera en outre en début de notice un tableau récapitulatif indiquant si possible la date, le style, l'auteur de l'ancien et du nouvel édifice ainsi que le coût de la reconstruction.⁷⁷

Sauf exception clairement signalée, les montants sont exprimés en francs courants des années 1920 et concernent la partie immeuble des édifices, à l'exclusion des immeubles par destination et du mobilier.⁷⁸

De très nombreux chiffres et dates sont avancés avec beaucoup de réserves, plusieurs attributions sont présentées sous la forme d'hypothèses : cela tient au fait que les dossiers de dommages de guerre ne sont le plus souvent que très partiellement conservés dans les archives.

⁷⁵ La coopérative de reconstruction des églises avait classé les travaux qui lui avaient été confiés en différentes catégories : « reconstructions totales », « reconstructions partielles », « réparations », « travaux peu importants ». Ces catégories n'ont qu'une valeur indicative, cf. annexe VIII-4.

⁷⁶ Les chiffres sont ceux du recensement de 1911, ils sont extraits de l'*Annuaire de Lorraine. Guide illustré. 1^{ère} partie, Meurthe-et-Moselle*, 22^e année, 1914, Nancy, A. Humblot et Cie imprimeurs, 1325 p., p. 38-40.

⁷⁷ Les coûts sont ceux mentionnés dans les avis du « comité des édifices cultuels » pour la partie immeuble des églises relevant de l'article 12 de la loi sur les dommages de guerre. à défaut de cet avis, on a indiqué le montant des demandes d'indemnités formulées par les communes propriétaires. Les sommes évoquées dans les dossiers ne correspondent que rarement aux chiffres mentionnés par diverses autres sources (cf. ci-dessus annexes IX-1 et IX-4), ils sont donc à utiliser avec beaucoup de précautions.

⁷⁸ Dans la pratique, la distinction entre les trois catégories n'a pas toujours été faite de manière rigoureuse. Les vitraux ont été comptés avec les immeubles dans certains cas, avec les immeubles par destination dans d'autres cas. Il est difficile de savoir si les autels en béton présents dans de nombreuses églises ont été reconstruits avec les indemnités concernant les immeubles ou avec celle concernant les immeubles par destination.

Première partie

Les églises gravement endommagées

**Les églises reconstruites par la coopérative
des églises**

Les églises classées monuments historiques

Abaucourt (arrondissement de Nancy, canton de Nomeny)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice		« roman »		
Nouvel édifice		néo-roman	A. Schreiner (Pagny entrepreneur)	631.008,38 f (+ 61.000 f pour les immeubles par destination)

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

487 habitants. Commune détruite à 75 %. Plan d'aménagement établi par Thirion.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 5, ADMM 10 R 732, ADMM 10 R 733, *SR* (1924, p. 783-785).

Abaucourt est situé à l'est de Nomeny. L'église « romane » (en fait probablement « néo-romane ») a été complètement détruite pendant la guerre. Seul le clocher a pu être en partie utilisé pour la reconstruction. Le projet a été élaboré par l'architecte de la coopérative locale de reconstruction, Schreiner, qui a adopté un plan avec une nef de cinq travées flanquées de bas-côtés. L'architecte a choisi un style néo-roman assez sobre, peut-être destiné à rappeler l'ancienne église. L'église effectivement construite est très proche du projet conservé dans les archives, mais l'emploi de la pierre de taille est limité au portail, aux baies et aux chaînages d'angle alors que Schreiner avait initialement prévu d'y recourir pour tout l'édifice. *La Semaine religieuse* n'a pas hésité à comparer l'église d'Abaucourt à une cathédrale, ce qui paraît manifestement exagéré.



Figure 1. « Abaucourt. L'église » (site Internet).

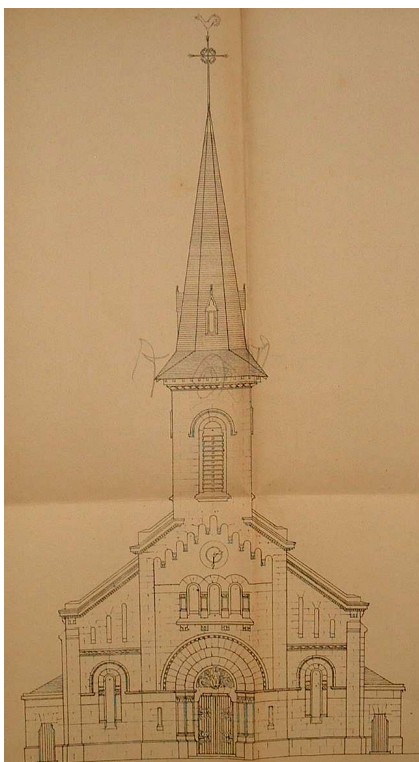


Figure 2. « Commune d'Abaucourt. Eglise. Façade principale. Dressé par l'architecte soussigné, à Nancy, le 15 mars 1922, A. Schreiner, architecte, 43 place Carrière, Nancy » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 732).

Figure 3. Façade.

À la demande du comité des édifices culturels, Schreiner a déplacé le cadran de l'horloge dans la partie supérieure du clocher.

Amance (arrondissement de Nancy, canton de Nancy-Est)

Église classée monument historique en 1919.

418 habitants. Commune détruite à 11 %. Plan d'aménagement établi par Thomas.

Sources : ADMM 10 R AL 6, ADMM 10 R 735, *SR* (1923, p. 245).

Amance est situé au nord-est de Nancy. Le dossier de dommages de l'église communale est très succinct. Il mentionne des dégâts d'environ 12.000 f au sujet de la sacristie. Les dommages ont été directement réparés par le service des monuments historiques à la suite du classement de l'édifice, le 15 octobre 1919.

Amenoncourt (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

225 habitants. Commune détruite à 77 %. Plan d'aménagement établi par Bardin.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 5, ADMM 10 R 919.

Le village d'Amenoncourt, au nord-ouest de Blâmont, a été en grande partie détruit pendant la guerre. L'architecte Lavocat a évalué les dégâts concernant l'édifice du XVIII^e à 116.000 f, mais il est impossible de déterminer, d'après le dossier de dommages de guerre, quelle indemnité a finalement été accordée à la commune. Les réparations ont pu être conduites par Lavocat ou par Hornet qui a travaillé à la reconstruction de la mairie d'Amenoncourt. Le clocher dépourvu de décorations sculptées est très certainement du XX^e siècle. Il semble avoir été refait en moellons ou même en béton enduit. Les travaux

ont été réalisés par l'entreprise France-Lanord et Bichaton. La commune a adhéré tardivement à la coopérative de reconstruction des églises, pour régler une partie marginale des frais de réparation.



Figure 1. Vue d'ensemble.

Ancerviller (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	XVIII ^e ?			
Nouvel édifice		néogothique	Deville (entrepreneur Vercelli, vitraux de Gruber, mobilier de Vallin)	723.706,49 f (dont 20.000 f à la charge de la commune pour le terrain ?)

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

515 habitants. Commune détruite à 29 %. Plan d'aménagement établi par Deville.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 5, ADMM 10 R 920, *SR* (1921, p. 537-540 et 593-596), *L'Est illustré* (25 novembre 1923, p. 2), Société coopérative de reconstruction des églises du diocèse de Nancy (*Consécration de l'église d'Ancerviller*), fig. II-10, fig. III-1.

Ancerviller est situé près de Blâmont et de Badonviller. Le plan d'aménagement de la commune, détruite à 29%, a été établi par l'architecte Deville. Le déplacement de l'église semble avoir nécessité de la part de la commune l'achat d'un terrain d'une valeur de 20.000 f. C'est Deville qui a conçu le projet de reconstruction de l'église et celui du monument aux morts situé aux abords immédiats de celle-ci. Dans les deux cas, il a adopté un style plutôt néogothique. L'église comporte quatre travées. Le mobilier a été

réalisé par Eugène Vallin et les vitraux sont de Jacques Gruber. L'église d'Ancerviller a été la première entièrement reconstruite en Meurthe-et-Moselle. Sa bénédiction s'est faite, en 1923, en présence du nonce apostolique Cerretti.



Figure 1. « Ancerviller (M.-et-M.). Le centre » (site Internet).

Figure 2. « La Guerre en Lorraine en 1914-15-16. Ancerviller. Intérieur de l'église bombardée » (site Internet).



Figure 3. Façade.

Figure 4. Portail.

Angomont (arrondissement de Lunéville, canton de Badonviller)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice				
Nouvel édifice		néogothique	Vial ? Criqui ?	291.264,74 f

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

204 habitants. Commune détruite à 34 %. Plan d'aménagement établi par Deville.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 5, ADMM 10 R 737, SR (1923, p. 766).

Le village d'Angomont est situé près de la limite du département des Vosges. Le dossier de dommages de l'église est très lacunaire, il mentionne seulement que l'édifice a été complètement détruit pendant le conflit. Le style de l'église actuelle ne correspond pas à celui des architectes actifs dans cette région (Deville et Biet), il se rapproche plutôt de celui de l'église d'Hénaménil reconstruite par Criqui. L'édifice pourrait avoir été reconstruit par Criqui ou, plus vraisemblablement, par l'architecte E. Vial, qui semble avoir beaucoup travaillé dans la commune.



Figure 1. « Angomont (Frankreich). Kirche » [« Angomont (France). Église »] (site Internet).



Figure 2. « Westlicher Kriegsschauplatz. Inneres der Kirche in Angomont » [« Front occidental. Intérieur de l'église d'Angomont »] (site Internet).



Figure 3. Vue d'ensemble.



Figure 4. Vue intérieure vers l'entrée.

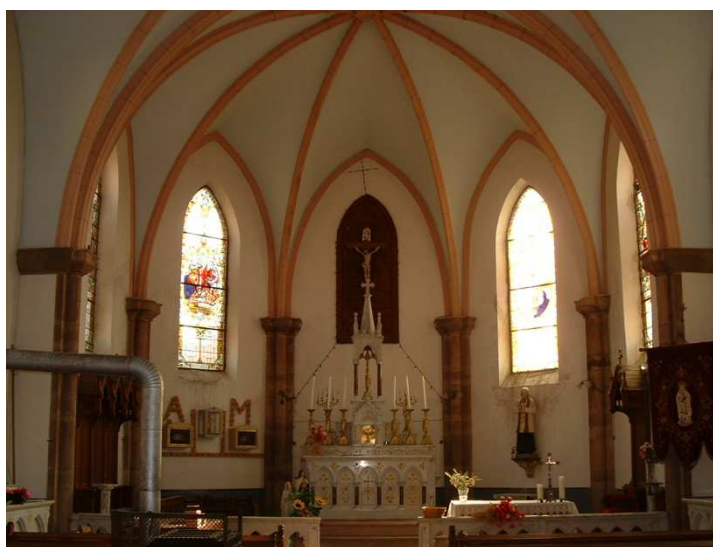


Figure 5. Vue intérieure vers le chœur.

Anthelupt (arrondissement de Lunéville, canton de Lunéville-Nord)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« travaux peu importants »).

360 habitants.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R 737, ICE (5 septembre 1926).

Anthelupt est situé entre Nancy et Lunéville. L'église de la commune datait, selon le dossier de l'Inventaire, de 1856. Elle semble avoir été assez gravement touchée pendant la guerre, mais les travaux de réparation furent décrits par la coopérative de reconstruction des églises comme « peu importants ». Les clochetons visibles sur une photographie datant de la guerre pourraient avoir disparu lors des réparations des années 1920. Les travaux ont été conduits par Criqui.

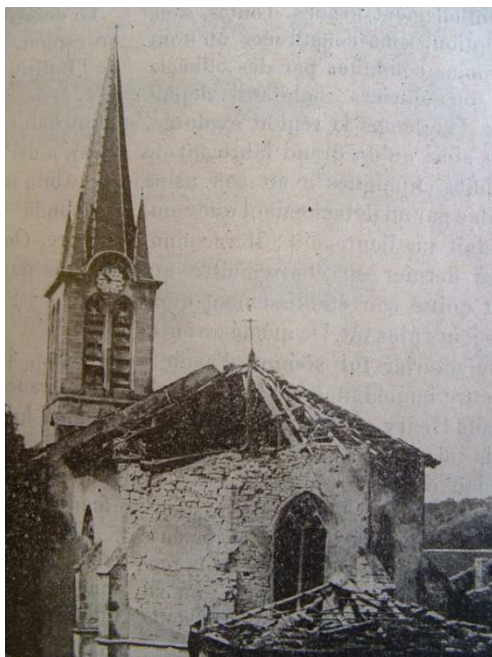


Figure 1. « Eglise d'Anthelupt » (*Histoire anecdotique de la guerre*, n°9, 1914, p. 21).
Figure 2. Vue d'ensemble.

Armaucourt (arrondissement de Nancy, canton de Nomeny)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	vers 1865	néogothique		70.000 f
Nouvel édifice		néogothique	Criqui	365.480 f

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle »).

292 habitants. Commune détruite à 45%.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 5, ADMM 10 R 736, SR (1924, p. 783-785).

La commune d'Armaucourt est située dans la vallée de la Seille, au sud-est de Nomeny, à la frontière de la Moselle. La coopérative de reconstruction des églises a classé les travaux de l'église d'Armaucourt parmi les « réparations partielles ». Le chantier a été presque aussi coûteux que certaines reconstructions totales, bien qu'on ait réutilisé les fondations et une partie des murs de l'ancienne église. Le conseil municipal avait d'ailleurs explicitement formulé le vœu que l'architecte Criqui dessine « une flèche semblable à celle qui existait » avant la guerre. À l'exception du cadran de l'horloge, l'édifice actuellement visible est en tous points conforme au projet de l'architecte et il est probablement très proche de celui qui existait avant la guerre. Plutôt qu'à une construction originale, on a affaire ici à une restauration, assez maladroite, d'un édifice néogothique.



Figure 1. « Commune d'Armaucourt. Eglise. Plan. Façade. Nancy, le 19 mai 1922, Jules Criqui, architecte diplômé par le gouvernement, Nancy » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 736).

Figure 2. Clocher.

Arracourt (arrondissement de Lunéville, canton d'Arracourt)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1783, restauré en 1867			
Nouvel édifice		néogothique	Criqui (entrepreneur Giovanni)	638.673,86 f (dont 62.673,86 f à charge de la commune)

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

626 habitants. Commune détruite à 80 %. Plan d'aménagement établi par Deville.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 5, ADMM 10 R 737, SR (1922, p. 682-683).

Arracourt était un gros village situé près de la frontière avec la Moselle, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Lunéville. La commune a été très touchée par les destructions, ce qui l'a obligée à faire établir, par Deville, un plan d'aménagement. Les dommages de l'église en grande partie détruite ont été évalués par les Lunévillois Cordier et Simonin, mais c'est finalement Criqui qui a établi le projet de reconstruction. Il prévoyait de réutiliser les fondations de la nef et du clocher mais semble avoir changé d'avis, peut-être sous la pression de la commission d'aménagement et d'extension des villes et des villages : alors que l'église d'avant-guerre était dans l'axe de la rue principale du village, l'église actuelle lui est perpendiculaire. Cet édifice d'inspiration néogothique est typique du style de Criqui. Il se composait, selon l'architecte, de « trois nefs », c'est-à-dire d'une nef et de bas-côtés, et trois travées. La commune a dû participer à hauteur de 62.673,86 f aux frais de reconstruction de l'édifice qui présentait une « amélioration de caractère » par rapport à celui d'avant-guerre.



Figure 1. « La Lorraine illustrée. Arracourt » (site Internet).

Figure 2. Vue d'ensemble.

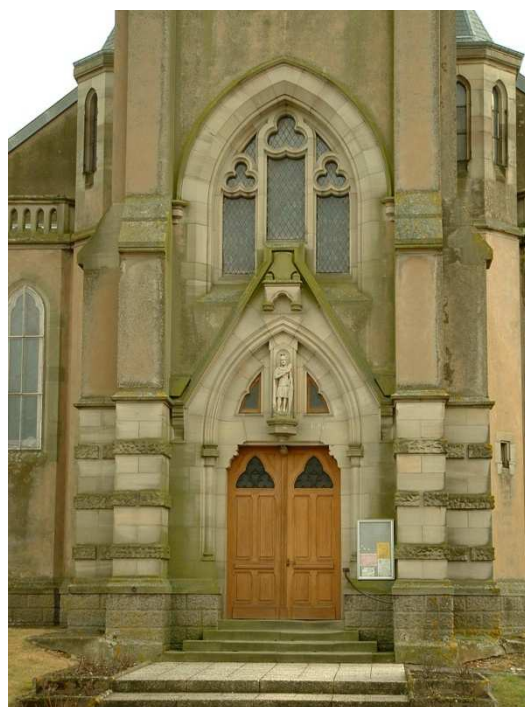


Figure 3. Clocher.

Figure 4. Portail.

Arraye-et-Han (arrondissement de Nancy, canton de Nomeny)

Arraye	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1869-1872	néo-roman	Vautrin ?	
Nouvel édifice		néo-roman	Criqui	418.435,44 f

Han	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1872	néo-roman	Vautrin	
Nouvel édifice		néo-roman	Criqui	269.440,60 f

Églises soumises à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle » pour l'église d'Arraye et pour la chapelle de Han).

452 habitants. Commune détruite à 74%. Plan d'aménagement établi par Criqui.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 6, ADMM 10 R 738, ADMM 10 R 739, SR (1925, p. 460-461).

Arraye-et-Han est situé au sud-est de Nomeny. C'était une commune frontalière de l'Allemagne en 1914. Elle était, selon les statistiques préfectorales, détruite à 74% à la fin de la guerre. Il semble que les deux sections composant la commune, Arraye et Han, aient été touchées. C'est l'architecte Criqui qui a établi le plan d'aménagement de chacune de ces deux sections. Bien que la commune n'ait constitué qu'un seul dossier de dommages de guerre, il convient d'examiner séparément le cas de l'église d'Arraye et celui de la chapelle de Han.

Arraye

Le dossier de l'Inventaire indique que l'église d'Arraye a été construite en 1869-1872, détruite en 1914 et reconstruite, en 1925, en style néo-roman. Le constat des dommages de l'église d'Arraye a été établi par Criqui qui l'a décrite comme un édifice « d'une architecture basée sur l'époque romane » gravement endommagé par un incendie et par des bombardements. Il semble que Criqui se soit contenté de restaurer l'église dans son état d'avant-guerre, avec ses six travées.

Han

Le dossier de l'Inventaire indique que la chapelle de Han avait été construite en style néo-roman par l'architecte Vautrin, en 1872. L'édifice était, selon Criqui, comme l'église d'Arraye, « d'une architecture basée sur l'époque romane ». L'architecte a d'ailleurs adopté la même stratégie que pour l'église d'Arraye, consistant à réaliser une restauration apparemment très fidèle de l'édifice d'avant-guerre à trois travées.

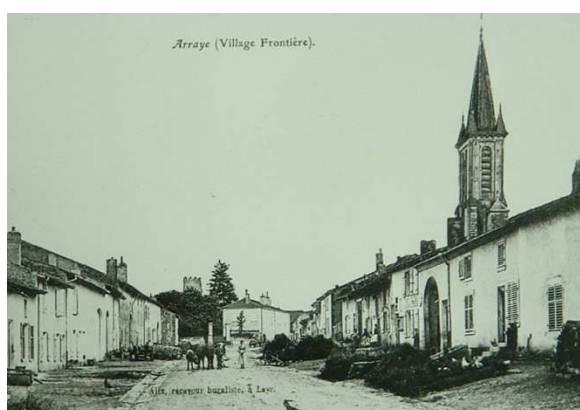


Figure 1. « Arraye. Village frontière» (Inventaire régional 77541143X1JCMonin).



Figure 2. « La Guerre en Lorraine 1914-1918. Arraye. Ruines de l'église » (Inventaire régional 7754407X1).



Figure 3. « La Lorraine dévastée. Arraye. L'église » (Inventaire régional 77544643X1).

Figure 4. « La Guerre en Lorraine 1914-1918. Arraye. Intérieur de l'église » (Inventaire 7754408X1).

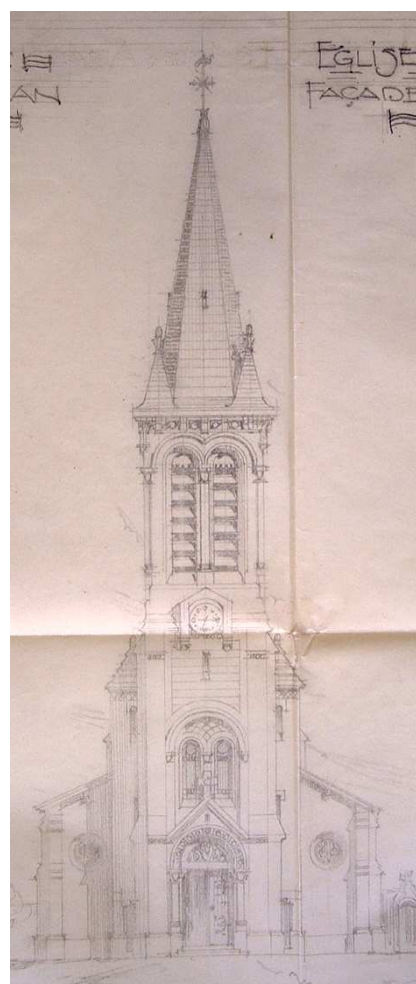


Figure 5. « Commune d'Arraye-et-Han. Meurthe-et-Moselle. Eglise d'Arraye. Façade principale. Nancy, le 1^{er} juin 1920, l'architecte DPLG, Criqui » [constat de dommages] (ADMM 10 R 738).

Figure 6. « Commune d'Arraye et Han. Eglise paroissiale. Plan. Façade principale. Nancy, l'architecte DPLG Criqui » [projet de reconstruction] (ADMM 10 739).

Le projet de reconstruction de Criqui se contente de modifier des détails par rapport à l'édifice d'avant-guerre (éléments de sculpture du clocher, dédoublement de l'abat-son, encadrement de l'horloge, croix au-dessus du tympan, oculi latéraux).



Figure 7. Clocher.



Figure 8. Tympan du portail.

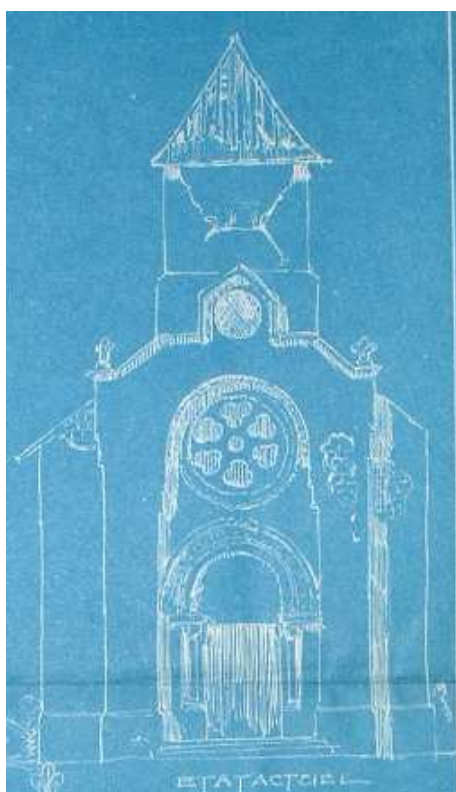


Figure 9. « Commune de Arraye-et-Han. Meurthe-et-Moselle. Chapelle de Han. Nancy, le 3 juillet 1919, Jules Criqui architecte » [constat de dommages] (ADMM 10 R 738).



Figure 10. Façade.

Athienville (arrondissement de Lunéville, canton d'Arracourt)

286 habitants. Commune détruite à 22%. Plan d'aménagement établi par Pain.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 5, ADMM 10 R 740.

Le village d'Athienville est situé près d'Arracourt. La commune n'a pas adhéré à la coopérative de reconstruction des églises, mais les documents qui figurent dans le dossier de dommages de guerre laissent supposer que les dégâts ont été assez importants et ont eu tendance à s'aggraver puisque leur montant a été constamment revu à la hausse (de 65.323,04 f en février 1921 à 166.601 f en mai 1921). Les dégâts concernaient probablement le clocher dont l'état actuel n'est pas conforme à celui d'avant-guerre.



Figure 1. « Athienville. Vue intérieure [sic] » (Inventaire 80541420X1G.Coing).



Figure 2. Vue d'ensemble.

Auboué (arrondissement de Briey, canton d'Homécourt)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1834			
Nouvel édifice		clocher et façade néo-romans	Criqui	185.000 f

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle » ou « travaux peu importants »).

4.345 habitants.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R 741, ADMM WO 739, ICE (5 septembre 1926).

En 1918, Auboué appartenait au canton de Briey. Selon le dossier de l'Inventaire qui mentionne aussi une reconstruction partielle après 1920, l'église-grange de la commune a été construite en 1834. Le dossier de dommages de guerre de la commune est pratiquement vide. Les archives des bâtiments communaux indiquent que l'église a été agrandie grâce à deux dons importants faits à la commune par des catholiques de la Meuse, en 1923. La structure de l'édifice semble bien dater des années 1830, mais les détails de la façade et du clocher sont tout à fait typiques des églises de la reconstruction. Ils sont dus à Jules Criqui.



Figure 1. Clocher



Figure 2. Détail de la façade.

Audun-le-Roman (arrondissement de Briey, canton d'Audun-le-Roman)

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« réparation importante »).

928 habitants. Commune détruite à 93%. Plan d'aménagement établi par Eschbaeher.

Sources : *Archidoc*, Inventaire, ADMM 10 R AL 5, ADMM 10 R 741, *L'Est illustré* (24 février 1923, p. 7).

Audun-le-Roman était, en 1914, un chef-lieu de canton situé à mi-chemin entre Briey et Longwy. La commune a été pratiquement annihilée pendant la guerre, à l'exception notable de l'église. L'édifice avait été, selon le dossier d'Inventaire de la commune, construit en 1866-1868 par l'architecte messin Jacquemin. Il se situait au centre d'une grande place qu'Eschbaeher a choisi de conserver dans son plan d'aménagement. L'église était considérée suffisamment détruite pour justifier l'application de l'article 12 de la loi du 17 avril 1919, mais elle semble, en fait, avoir été en grande partie épargnée. Elle ne nécessitait, selon la coopérative de reconstruction des églises qu'une « réparation importante ». Elle a été très soigneusement restaurée dans son état d'avant-guerre. La base de données *Archidoc* indique que les travaux ont été conduits par Eschbaeher.



Figure 1. « Westlicher Kriegsschauplatz. Audun-le-Roman » (site Internet).



Figure 2. Vue d'ensemble. Audun-le-Roman présente un cas intéressant de concentration des lieux symboliques de la commune : à gauche, on voit la mairie et à droite l'église devant laquelle se trouve le monument aux morts. Le clocher ne présente pas les signes de restauration si faciles à distinguer sur de nombreux clochers reconstruits pendant les années 1920.

Autrepierre (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

228 habitants. Commune détruite à 21%. Plan d'aménagement établi par Lavocat.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 6, ADMM 10 R 741.

Situé au nord-ouest de Blâmont, le village d'Autrepierre n'a pas échappé aux destructions. La commune n'a pas adhéré à la coopérative de reconstruction des églises mais l'église Saint-Rémi, datant, selon le dossier de l'Inventaire, du XIX^e siècle (et le chœur peut-être du XVI^e siècle), a subi des dommages que l'architecte Lavocat estimait à 129.400 f. Des cartes postales indiquent que les dommages concernaient notamment le clocher. Les travaux de restauration ont été réalisés par l'entreprise France-Lanord et Bichaton.

Baccarat (arrondissement de Lunéville, canton de Baccarat)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« réparation » ou « travaux peu importants »).

7.277 habitants. Commune détruite à 13%. Plan d'aménagement établi par Gaspard.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 6, ADMM 10 R 742.

Baccarat, important chef-lieu de canton du sud-est de la Meurthe-et-Moselle, présente un cas complexe. La ville a été durement touchée pendant la Première Guerre mondiale, ce dont témoignent l'hôtel de ville, reconstruit en 1924, et les monuments aux victimes de la guerre, civiles et militaires, qui se dressent l'un comme l'autre au cœur de l'agglomération. Les travaux de restauration de l'église néogothique, construite en 1853, ont été classés par la coopérative de reconstruction des églises dans la catégorie des simples « réparations ». L'église ainsi réparée a été détruite pendant la Deuxième Guerre mondiale et reconstruite en style moderne, en 1953-1957, par l'architecte N. Kazis.



Figure 1. « Kirche in Baccarat a/d Meurthe (Lothringen) » (ADMM 2 Fi 127).



Figure 2. Façade de l'église reconstruite en 1953-1957.

Badonviller (arrondissement de Lunéville, canton de Badonviller)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1788		Lecreulx	
Nouvel édifice			Guët et Charbonnier	1.745.200 f (immeuble) + 330.071,50 f (immeubles par destination) + 125.334,85 f (vitraux)

Église classée monument historique en 1921.

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises puis démission avant la fin de l'année 1923.

2.086 habitants. Commune détruite à 48%. Plan d'aménagement établi par Deville.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 7, ADMM 10 R 743, *SR* (1924, p. 679-681 et 1925, p. 745-747), fig. II-24, fig. II-25.

La commune de Badonviller a été à moitié détruite pendant la guerre. L'église Saint-Martin, construite en 1788 sur des plans de l'architecte François-Michel Lecreulx, a été incendiée et bombardée comme l'attestent de nombreuses cartes postales. Mais, elle était loin d'être entièrement détruite à l'issue de la guerre. Elle a été classée monument historique le 14 février 1921, contre la volonté du conseil municipal, et restaurée par Charbonnier sous la direction de Guët. La commune a adhéré à la coopérative de reconstruction des églises avant d'en démissionner rapidement.



Figure 1. Eglise de Badonviller pendant ou peu après la guerre (médiathèque du patrimoine).

Figure 2. Façade.

Barbas (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

294 habitants. Commune détruite à 13%.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 7, ADMM 10 R 744.

La commune de Barbas est située près de Blâmont. Le dossier de l'Inventaire indique que l'église Saint-Luc, datant de 1736, a été « très restaurée après 1918 ». Le dossier de dommages de guerre contient un devis de restauration des architectes Moitrier, Michel et Grémont s'élevant à 169.755,65 f. Le clocher semble, en effet, avoir subi une restauration assez lourde.



Figure 1. Vue d'ensemble.

Bathelémont-lès-Bauzemont (arrondissement de Lunéville, canton d'Arracourt)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1849 ?			
Nouvel édifice		clocher néo-roman moderne	Ogé, Gilbert et Poutaraud	255.336,72 f

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle »).

149 habitants. Commune détruite à 27%. Plan d'aménagement établi par Hornet.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 7, ADMM 10 R 745.

La petite commune de Bathelémont-lès-Bauzemont, située au sud d'Arracourt, n'a pas été entièrement détruite pendant la guerre, mais son église a été très gravement endommagée. La commission d'aménagement et d'extension des villes et des villages a suggéré qu'on modifie son emplacement pour créer une place, mais l'édifice a finalement été reconstruit sur ses anciennes fondations. Le projet de reconstruction a été confié dans un premier temps à Hornet, mais il a été mené à bien par les architectes Ogé, Gilbert et Poutaraud. Malgré la reconstruction du clocher dans un style néo-roman modernisé, l'édifice conserve sa structure d'avant-guerre.

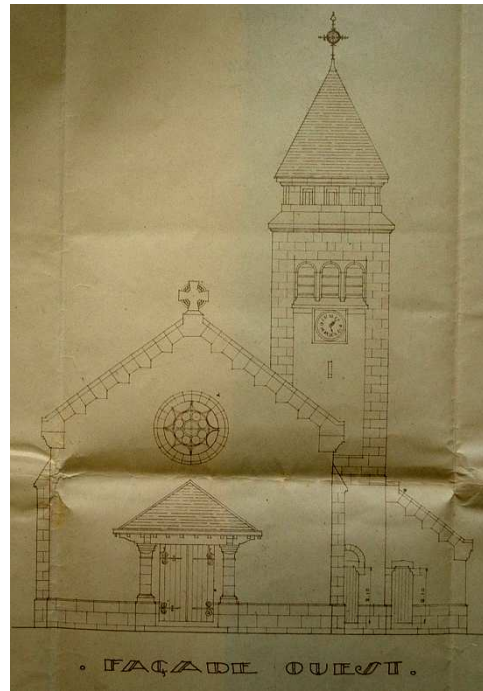
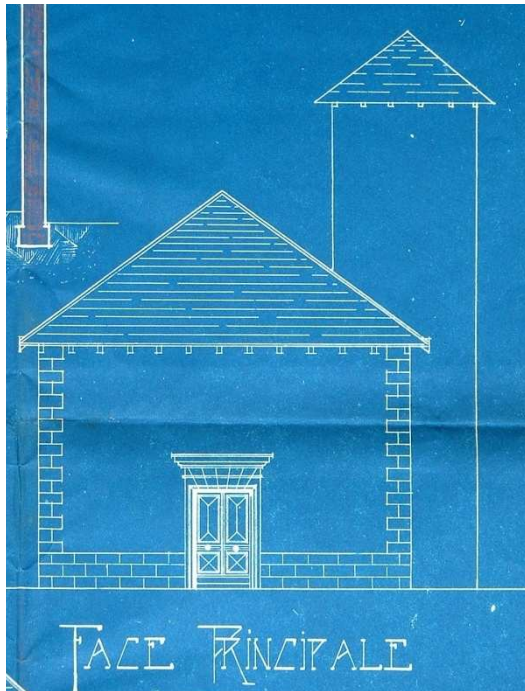


Figure 1. « Eglise de Bathelémont. Meurthe-et-Moselle, Hornet et Warendeu, 15 mai 1920 » [constat de dommages] (ADMM 10 R 745).

Figure 2. « Coopérative de reconstruction des églises de Meurthe-et-Moselle. Eglise de Bathelémont. Façade ouest. Dressé par les architectes soussignés, Baccarat, mai 1922, Ogé, Gilbert et Poutaraud. Architectes. 84, avenue de la chapelle, Baccarat – 25, rue Humboldt, Paris-XIV^e » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 745).

Le premier document, établi par Hornet et Warendeu prouve que l'ancienne église était très simple. Le projet de reconstruction reprend la structure générale en modifiant de nombreux éléments secondaires : pignon, porche et rosace en façade, dessin du clocher plus sophistiqué, ajout d'une sacristie (visible à droite du clocher).



Figure 3. Clocher.

Figure 4. Façade.

Le clocher est tout à fait conforme au projet d'Ogé et Gilbert. La façade est, en revanche, d'une simplicité proche de celle de l'ancien édifice.

Beaumont (arrondissement de Toul, canton de Domèvre-en-Haye)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1868	néogothique		
Nouvel édifice		néogothique	André	254.682,75 f

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle »).

102 habitants. Commune détruite à 68%. Plan d'aménagement établi par Marson.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 7, ADMM 10 R 745, SR (1924, p. 652-653), fig. II-8.

La petite commune de Beaumont est située au sud-ouest de Thiaucourt, à la limite de la Meuse. La commission d'aménagement et d'extension des villes et des villages a réclamé le regroupement des édifices publics autour d'une place, mais on s'est finalement contenté de régulariser les alignements et de dégager les abords de l'église. Gravement endommagée pendant la guerre, l'église de Beaumont n'a cependant pas été soumise à l'application de l'article 12 de la loi sur les dommages de guerre. La coopérative de reconstruction des églises considéra le chantier comme une « reconstruction partielle ». La commune a envisagé de confier la reconstruction de l'église à Marson, avant de l'écarter, au profit d'Emile André. Ce dernier s'est appliqué à rendre à l'église néogothique son apparence d'avant-guerre.



Figure 1. « La Guerre en Lorraine. Église de Beaumont (M.-et-M.) » (ADMM 13 Fi 213).

Figure 2. Façade.

L'édifice reconstruit semble conforme à celui d'avant-guerre à l'exception, peut-être, de la couverture du clocher.

Belleau (arrondissement de Nancy, canton de Nomeny), cf. Manoncourt-sur-Seille

Bernécourt (arrondissement de Toul, canton de Domèvre-en-Haye)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	probablement antérieur à 1850			
Nouvel édifice		néo-roman	Criqui	341.825,14 f (dont 10.000 f à la charge de la commune)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle »).

289 habitants. Commune détruite à 14%. Plan d'aménagement établi par Lafarge.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 7, ADMM 10 R 746, SR (1924, p. 605-606), fig. II-3, fig. II-21.

Bernécourt est situé à l'ouest de Pont-à-Mousson, près de la limite du département de la Meuse.

L'église Saint-Georges était probablement antérieure à 1850. C'est l'architecte Lafarge qui a évalué le montant des dommages de l'église, mais c'est Jules Criqui qui a établi, en style néo-roman, le projet de reconstruction s'élevant à plus de 340.000 f.



Figure 1. « Bernécourt. Place du lavoir (*avant la guerre*) » (Conservatoire régional de l'image)



Figure 2. « Bernécourt. Vue du village dévasté » (ADMM 13 Fi 229).



Figure 3. Vue d'ensemble.

L'ancienne église devait dater de la fin du XVIII^e ou de la première moitié du XIX^e siècle. Avec une grande économie de moyens, Criqui parvint à donner à l'église reconstruite une dimension néo-romane : la porte est encadrée de deux colonnes qui n'existaient probablement pas avant 1914, le tympan triangulaire surmontant le linteau a disparu au profit d'un arc en plein cintre. L'horloge a été déplacée.

Beuillers (arrondissement de Briey, canton d'Audun-le-Roman)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises.

426 habitants.

Sources : ADMM 10 R 746, *SR* (supplément au numéro du 10 mars 1930).

L'église de Beuillers semble avoir été très peu endommagée pendant la guerre. La commune ayant rencontré des difficultés à réparer les 12.000 f de dégâts, elle a adhéré à la coopérative de reconstruction des églises après 1927.



Figure 1. Vue d'ensemble (site Internet).

Bey-sur-Seille (arrondissement de Nancy, canton de Nomeny)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1865	néogothique	Gigout	
Nouvel édifice		néogothique	Rougieux et Thiébaut	

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

151 habitants. Commune détruite à 87%. Plan d'aménagement établi par Rougieux et Thiébaut.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 8, ADMM 10 R 748, SR (1924, p. 637-638).

Bey-sur-Seille est une petite commune située dans la vallée de la Seille, à la frontière du département de la Moselle. Elle a été en grande partie détruite pendant la guerre. L'église néogothique, construite en 1865 par l'architecte nancéen Gigout, a subi le même sort. Elle a été reconstruite, en partie sur son ancien emplacement, par les architectes Rougieux et Thiébaut.

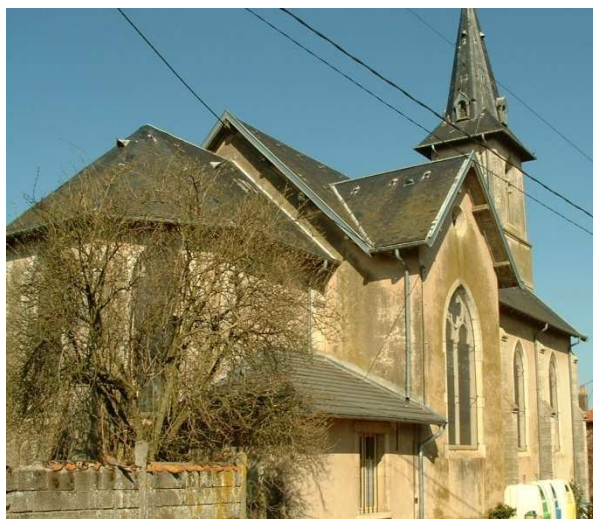
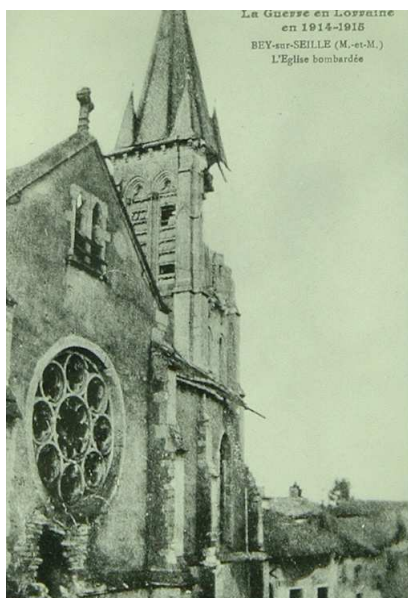


Figure 1. « La Guerre en Lorraine en 1914-1918. Bey-sur-Seille (M.-et-M.). L'église bombardée » (Inventaire, 8554261X6Coing).

Figure 2. Vue d'ensemble.

L'église a été reconstruite dans un style gothique moins sophistiqué que celui de l'édifice d'avant-guerre : la rosace du transept a été remplacée par une baie, le clocher a perdu ses clochetons.

Bezange-la-Grande (arrondissement de Lunéville, canton d'Arracourt)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	avant 1850 ?			
Nouvel édifice		néo-roman / Rundbogenstil	Rücker ?	451.621,74 f

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

344 habitants. Commune détruite à 73%. Plan d'aménagement établi par Pain.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 8, ADMM 10 R 748, ADMM WO 949, *SR* (1925, p. 227-228).

Bezange-la-Grande était une commune frontalière de l'Allemagne en 1914. Elle a été détruite aux trois-quarts pendant la guerre. L'église, probablement construite au XVIII^e ou pendant la première moitié du XIX^e siècle, a connu le même destin que le reste de la commune. Elle a été reconstruite sur son ancien emplacement, avec une nef et trois travées, entièrement en pierre de taille. Elle présente un style néo-roman tout à fait singulier, proche du Rundbogenstil de l'Allemagne wilhelminienne, ce qui peut surprendre compte tenu de la germanophobie encore très intense pendant l'après-guerre. Le dossier de dommages de guerre de la commune ne contient malheureusement aucun document relatif à l'église. Les habitants de la commune gardent le souvenir d'un entrepreneur de Saverne dénommé Mehl, qui se serait d'ailleurs ruiné en reconstruisant l'église. Ils évoquent aussi un architecte du nom de Rücker, qui aurait été, lui aussi, Alsacien. Leur intervention expliquerait le style très particulier de l'édifice.



Figure 1. « Bezange-la-Grande » (Inventaire).



Figure 2. Vue d'ensemble.



Figure 3. Portail

Figure 4. Détail d'un pilier du portail.

Le portail présente un aspect très massif. Entre les socles cubiques et les lourds chapiteaux, les colonnes sont à peine deux fois plus hautes que larges.

Blâmont (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« réparation » ou « travaux peu importants »).

1.670 habitants.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R 747, ADMM 10 R 749, ADMM 10 R 750.

Blâmont, chef-lieu de canton du sud-est du département, présente un cas compliqué. Des cartes postales allemandes et un plan conservé dans le dossier de dommages de guerre semblent prouver que le village n'a pas été épargné pendant la Première Guerre mondiale. Cependant, Blâmont ne figure pas sur la liste préfectorale des communes détruites à plus de 10%. Aucune photographie n'atteste la destruction de l'église néogothique construite par l'architecte Vautrin entre 1852 et 1856.

La commune a adhéré tardivement à la coopérative de reconstruction des églises qui a considéré le chantier de l'église de Blâmont comme une simple « réparation ». De fait, l'église telle qu'elle se présente actuellement semble conforme à celle qui existait avant 1914. Et pourtant, le dossier de dommages de guerre laisse penser que les dégâts étaient très importants. L'architecte Lavocat a estimé, en septembre 1920, les dommages de l'église à la somme considérable de 299.070,04 f, somme qui ne comprenait probablement pas le devis 44.947,63 f établi par la maison Janin frères et Benoît pour les vitraux. Il est possible que la commune ait obtenu une indemnité inférieure à celle qu'elle avait demandée, mais on a certainement affaire à un très important chantier de restauration, soigneusement exécuté. Il est possible que Lavocat ait conduit les travaux de réparation. La commune ayant subi d'importantes destructions pendant la Deuxième Guerre mondiale, il est probable que de nouvelles restaurations aient eu lieu après 1945.



Figure 1. « Blâmont (M.-et-M.). Eglise Saint-Maurice » (ADMM 5 Fi 17).



Figure 2. Vue d'ensemble.

Les quatre pinacles autour de chaque clocher ont disparu, mais il est difficile de déterminer si ces légères modifications remontent aux années 1920. Les bâtiments situés en face de l'église (à droite de la figure 2) ont manifestement été reconstruits après 1945.

Blémerey (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice				
Nouvel édifice		néo-roman	Désenclos (entrepreneurs France-Lanord et Bichaton)	336.350,83 f (dont 15.000 f à la charge de la commune)

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

144 habitants. Commune détruite à 56%. Plan d'aménagement établi par Désenclos.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 8, ADMM 10 R 751, ADMM 10 R 752.

Le village de Blémerey est situé entre Blâmont et Lunéville. Il a été plus qu'à moitié détruit en 1914-1918. L'architecte Désenclos a été chargé de tracer le plan d'aménagement de la commune. Il avait prévu un projet ambitieux d'élargissement des voies et de régularisation des alignements qui ne fut que partiellement exécuté. L'église de la commune datait probablement de la première moitié du XIX^e siècle. Elle fut entièrement détruite pendant la guerre. Désenclos choisit de reconstruire une église « traitée suivant des principes modernes mais en s'inspirant du roman », tout en reprenant l'ensemble des dispositions de la « modeste église de campagne » qu'elle devait remplacer. La commune a dû contribuer à hauteur de 15.000 f aux frais de reconstruction, en raison d'un « caractère amélioré » par rapport à l'édifice d'avant-guerre. Il semble cependant que le projet de Désenclos n'ait été que partiellement exécuté. L'église à une seule nef comporte trois travées.



Figure 1. « Département de Meurthe-et-Moselle. Commune de Blémerey. Eglise communale détruite par des faits de guerre. Etat des lieux avant les hostilités. Dressé par André Désenclos, architecte soussigné, à Epinal, le 15 décembre 1919 » [constat de dommages] (ADMM 10 R 752).

Figure 2. « Commune de Blémerey. Projet de reconstruction de l'église. Façade latérale. Vue perspective. Dressé par André Désenclos, architecte soussigné à Epinal, le 25 novembre 1919. Vu et approuvé par le Conseil municipal de Blémerey » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 752).



Figure 3. Vue d'ensemble.

Figure 4. Détail des fenêtres de la sacristie.

L'église construite paraît moins sophistiquée que dans le projet de Désenclos. Les ferronneries des fenêtres de la sacristie évoquent l'Art nouveau.

Bouxières-aux-Chênes (arrondissement de Nancy, canton de Nancy-Est)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1735-1741 (clocher du XV ^e siècle)			
Nouvel édifice		néo-roman	Thomas	696.428,87 f (+ 13.103,53 f pour la chapelle d'Ecuelle)

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

871 habitants. Commune détruite à 29%. Plan d'aménagement établi par Déon.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 8, ADMM 10 R 754, SR (1923, p. 245 et 1924, p. 527-528).

La commune de Bouxières-aux-Chênes est située au nord de Nancy. Elle se compose d'une agglomération principale et du hameau d'Ecuelle. L'église Sainte-Marie-Madeleine de Bouxières-aux-Chênes avait été, selon le dossier de l'Inventaire, construite entre 1735 et 1741. Une liste d'églises publiées avant-guerre par l'évêché précisait que le clocher datait du XV^e siècle. Cette église a été détruite en septembre 1914. Elle a été reconstruite après la guerre d'après un projet d'Alfred Thomas qui a disparu du dossier de dommages de guerre. L'architecte a adopté un plan à une seule nef et cinq travées, il a eu recours à un style néo-roman modernisé. La chapelle d'Ecuelle a probablement été réparée par Thomas, qui lui a donné un style néogothique.

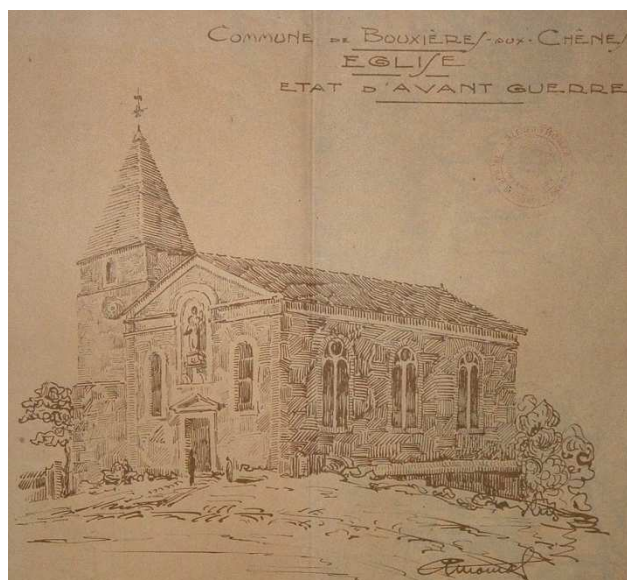


Figure 1. « Commune de Bouxières-aux-Chênes. Église. État d'avant-guerre. Alfred Thomas, DPLG » [constat de dommages] (ADMM 10 R 754).



Figure 2. Vue du clocher avec, au premier plan, le monument aux morts.



Figure 3. Détail du clocher.



Figure 4. Portail.

La partie supérieure du clocher paraît plus délibérément moderne que le portail.



Figure 5. « *La Lorraine illustrée*. Ecuelle. La chapelle » (InvCoing8354354XD).



Figure 6. Façade de la chapelle d'Ecuelle.

Bouxières-sous-Froidmont (arrondissement de Nancy, canton de Pont-à-Mousson)

	Date de construction	de Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1747			
Nouvel édifice		néo-roman	Schreiner et Criqui	469.294,78 f (dont 20.000 f à la charge de la commune) + 25.849,74 f pour la chapelle de Froidmont

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle »).

372 habitants. Commune détruite à 79%. Plan d'aménagement établi par Durieux.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R 754, SR (1924, p. 692-695).

Bouxières-sous-Froidmont était, en 1914, un village frontalier situé au nord de Pont-à-Mousson. La commune a été en grande partie détruite pendant la guerre. L'église a été en partie détruite et reconstruite en style néo-roman d'après un plan des architectes Schreiner et Criqui. C'est aussi Criqui qui a établi le projet de reconstruction de la chapelle de Froidmont.

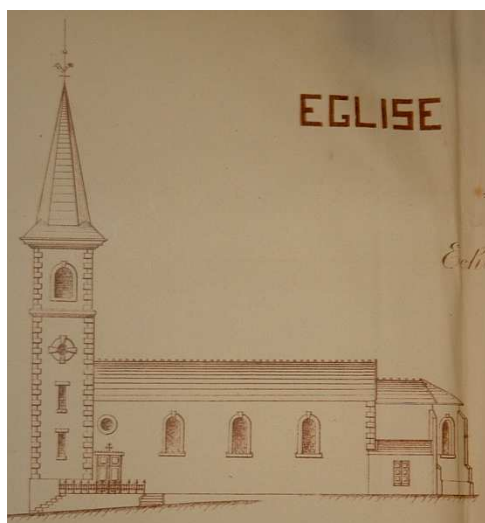


Figure 1. « Eglise paroissiale. Façade latérale. A. Durieux architecte. Nancy » [constat de dommages] (ADMM 10 R 754).

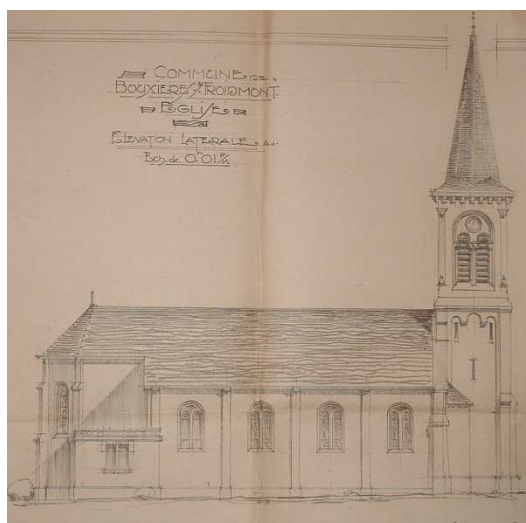


Figure 2. « Commune de Bouxières-sous-Froidmont. Élévation latérale. Schreiner et Criqui » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 754).

Le projet de Schreiner et Criqui réutilise les fondations de l'église d'avant-guerre, ce qui les conduit à adopter un plan très proche, avec une seule nef et quatre travées.

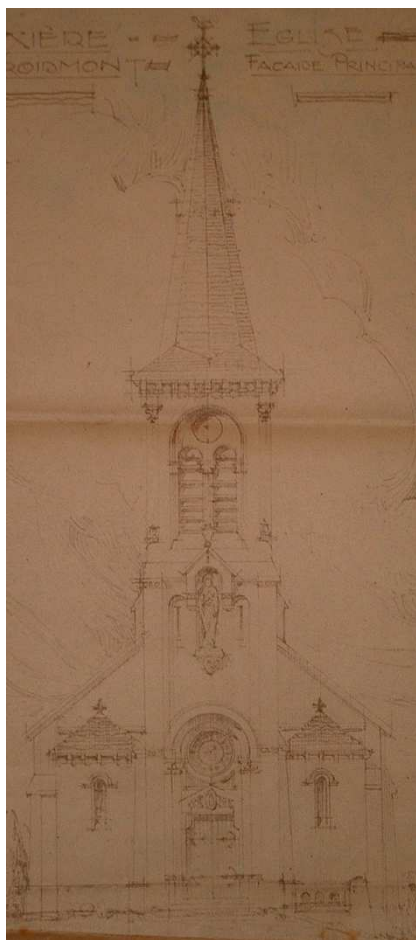


Figure 3. « Commune de Bouxières-sous-Froidmont. Façade principale. Schreiner et Criqui » (ADMM 10 R 754).

Figure 4. Façade.

Le style choisi par Schreiner et Criqui est un néo-roman assez sobre. Le portail effectivement construit a été simplifié par rapport au projet : la rosace a disparu au profit d'une grande baie, la statue de la Vierge n'a pas été installée dans la niche du deuxième étage du clocher, plusieurs détails de la décoration sculptée n'ont pas été exécutés.

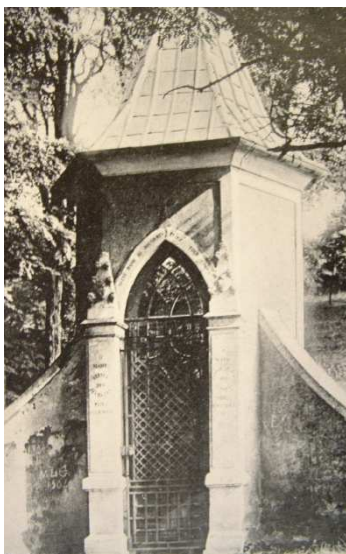


Figure 4. « Chapelle de Froidmont » (ADMM 10 R 754).

Figure 5. « Commune de Bouxières-sous-Froidmont. Chapelle de Froidmont. Coupe. Élévation. Dressé par l'architecte DPLG soussigné Jules Criqui » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 754).

Bréménil (arrondissement de Lunéville, canton de Badonviller)

372 habitants. Commune détruite à 82%. Plan d'aménagement établi par Biet.

Sources : ADMM 10 R AL 8, ADMM 10 R 755, MONGEOT R. (*Bréménil pendant la guerre*), fig. II-32.

Bréménil est situé au nord de Badonviller. La commune a été détruite à 82% pendant la guerre, mais elle n'a pas adhéré à la coopérative de reconstruction des églises. L'église a nécessité d'importantes réparations, d'un montant de 181.000 f.

Brin-sur-Seille (arrondissement de Nancy, canton de Malzéville)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1768			
Nouvel édifice		néogothique	Criqui	500.955 f

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

489 habitants. Commune détruite à 83%. Plan d'aménagement établi par Durieux.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 4 et 9, ADMM 10 R 756.

Brin-sur-Seille était un village frontalier de l'Allemagne en 1914. Il a été détruit à 83% pendant la guerre. L'ancienne église de Brin, datant de 1768 selon le dossier de l'Inventaire, a été en grande partie détruite pendant le conflit. Elle a été reconstruite en style néogothique par l'architecte Criqui, qui a adopté un plan à une nef et trois travées.

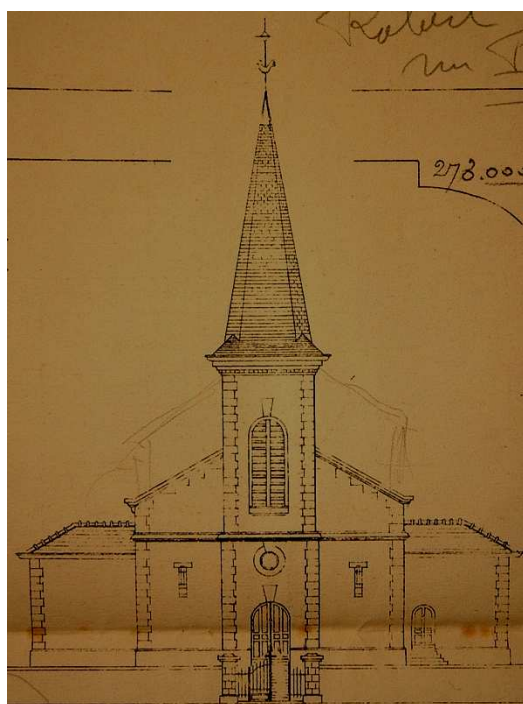


Figure 1. « Brin. L'église. Sortie de la messe » (Inventaire 94541744VBBastien).

Figure 2. « Église paroissiale. Dressé par l'architecte soussigné, Nancy, le 1^{er} juillet 1920, Durieux. Schéma de la façade » [constat de dommages] (ADMM 10 R 756).

La façade dessinée par Durieux pour le constat de dommage ne correspond pas à la photographie d'avant-guerre.



Figure 3. Façade

Figure 4. Élévation latérale du porche de la façade.

L'auvent en bois est caractéristique de Criqui (cf. Chenicourt).

Bruley (arrondissement de Toul, canton de Toul-Nord)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« travaux peu importants »).

Sources : Inventaire, ICE (5 septembre 1926).

Bruley est situé au nord-ouest de Toul. L'église néogothique Saint-Martin a été construite par l'architecte Rougieux en 1897. La commune a adhéré à la coopérative de reconstruction des églises qui a considéré que la restauration de l'église se limitait à des « travaux peu importants ». Ces travaux ont été conduits par Criqui.

Bures (arrondissement de Lunéville, canton d'Arracourt)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1722			
Nouvel édifice		néogothique	Marchand (Dupaquier entrepreneur)	329.205,66 f

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

106 habitants. Commune détruite à 100%. Plan d'aménagement établi par Marchand.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 9, ADMM 10 R 758, ADMM WO 1127, SR (1925, p. 143), fig. IV-3.

La commune de Bures est située au sud-est d'Arracourt. Elle a été considérée après la guerre comme détruite à 100%. Les architectes lunévillois Marchand et Erbeau ont été chargés d'établir le plan d'aménagement du village. Ils ont prévu de remodeler complètement la physionomie du village en accordant à l'église une place privilégiée, mais leur projet a été abandonné en faveur d'un aménagement beaucoup moins ambitieux. L'église a été reconstruite dans un style tellement simple qu'on hésite à le qualifier de néogothique. Il est très probable que Marchand ait conçu seul le projet de reconstruction, mais il n'en subsiste aucune trace dans le dossier de dommages de guerre.



Figure 1. La Guerre en Lorraine 1914-1915. Bures. Intérieur du village. À l'arrière-plan l'église » (Conservatoire régional de l'image).



Figure 2. Façade.

Cerville (arrondissement de Nancy, canton de Tomblaine)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« réparation »).

213 habitants.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R 758.

La commune de Cercueil relevant du canton de Saint-Nicolas-de-Port a changé de nom en 1972, elle relève désormais du canton de Tomblaine. Le dossier de l'Inventaire indique que le clocher de l'église Saint-Laurent, construite entre 1864 et 1866 par l'architecte Vautrin, a été détruit au début de la guerre et reconstruit en 1920. La commune a demandé des dommages assez élevés (196.492,10 f). Le clocher semble avoir été assez fidèlement restauré.



Figure 1. « Guerre 1914-1915. Cercueil. L'église » (Bibliothèque municipale de Nancy).



Figure 2. Façade.

Chambley-Bussières (arrondissement de Briey, canton de Chambley-Bussières)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice				
Nouvel édifice		néogothique	Criqui et Ferrand	497.593 f

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

568 habitants.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R 756, ADMM WO 1153, *SR* (1925, p. 304), *ICE* (5 septembre 1926).

Chambley-Bussières est un chef-lieu de canton de l'arrondissement de Briey situé dans la partie la plus étroite du département, à quelques kilomètres de la Meuse et de la Moselle. L'église de la commune a été entièrement détruite pendant la Première Guerre mondiale. L'architecte Martin a été chargé d'élaborer un projet de reconstruction qui n'a pas donné satisfaction au comité des édifices cultuels. L'édifice a finalement été reconstruit, sur son ancien emplacement, d'après un projet néogothique de Criqui et Ferrand.

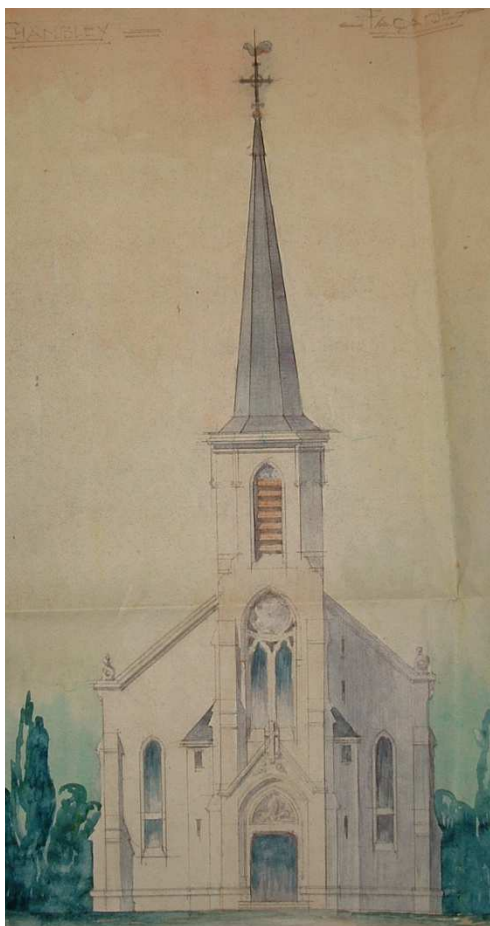


Figure 1. « Commune de Chambley. L'église. Façade » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 756).

Figure 2. Façade.

De nombreux détails ont été modifiés par rapport au projet de Criqui et Ferrand. Les tourelles de la façade montent jusqu'à la toiture au lieu de s'arrêter au niveau de la croix surmontant le portail. La fenêtre au-dessus du portail est d'un dessin différent. L'horloge est placée plus haut.



Figure 3. Autel latéral.



Figure 4. Détail d'un des vitraux.

L'inscription « Oct^{bre} 1918 » correspond probablement à la date de libération de la commune. L'église qui figure sur le vitrail est certainement l'ancienne église du village.

Champenoux (arrondissement de Nancy, canton de Saint-Max)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice				
Nouvel édifice		néogothique	Criqui (Gény entrepreneur)	496.561,92 f

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle »).

473 habitants. Commune détruite à 31%. Plan d'aménagement établi par Martin.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 9, ADMM 10 R 756.

La commune de Champenoux, située à l'est de Nancy, relevait du canton de Nancy-Sud en 1918. La coopérative de reconstruction des églises a classé le chantier de l'église de Champenoux parmi les « reconstructions partielles », mais l'édifice devait être quasiment détruit si l'on considère le coût de sa reconstruction. Le dossier de dommages de guerre de l'église est très incomplet. Il semble que l'architecte Martin ait travaillé à un projet de reconstruction de l'église, mais il est très possible que, comme à Chambley-Bussières, on lui ait substitué Criqui, jugé plus compétent dans le domaine de l'architecture religieuse. L'église présente tellement de points communs avec celles reconstruites par Criqui qu'il paraît impossible d'exclure son intervention.



Figure 1. « La Lorraine illustrée. Environs de Nancy. Champenoux. Rue nationale » (Inventaire 81544345VDBastien).



Figure 2. Façade.

Le clocher est différent de celui qui existait avant-guerre. L'auvent en bois et les croix de Lorraine au-dessus de l'abat-son sont très caractéristiques de Criqui (cf. Brin-sur-Seille et Chenicourt).

Charey (arrondissement de Toul, canton de Thiaucourt-Regniéville)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1846	néogothique		
Nouvel édifice		néogothique	Stein père et fils	338.416,80 f

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

202 habitants. Commune détruite à 62%. Plan d'aménagement établi par Stein.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 9, ADMM 10 R 758, ADMM WO 1200, SR (1924, p. 291-292).

Charey est situé au nord de Thiaucourt. La commune a été détruite à 62% pendant la guerre. L'architecte Stein prévoyait dans son projet d'aménagement que : « L'église démolie serait restaurée dans la forme primitive ». L'église, datant selon l'Inventaire de 1846, a effectivement été reconstruite sur son ancien emplacement. Les archives des bâtiments communaux évoquent une reconstruction d'après un projet de l'architecte Cayotte alors que *La Semaine religieuse* attribue la reconstruction aux architectes Stein père et fils. Il semble qu'il faille effectivement attribuer la reconstruction à ces deux architectes. L'édifice semble avoir été soigneusement restauré dans son état d'avant-guerre. Seuls quelques détails, tels que la qualité de l'enduit, trahissent une construction des années 1920.



Figure 1. « Charey (M.-et-M.). Rue Cugnat » [détail] (Inventaire régional 79542102X1) [détail].

Figure 2. Façade. Le clocher semble conforme à celui qui existait avant la guerre.

Chazelles-sur-Albe (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice				
Nouvel édifice		néo-roman	César ? (entrepreneur France-Lanord et Bichaton)	270.296,55 f

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

98 habitants. Commune détruite à 100%. Plan d'aménagement établi par Yaher.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 9, ADMM 10 R 758, ADMM WO 1223, SR (1924, p. 375-377).

Le village de Chazelles-sur-Albe, situé à l'ouest de Blâmont, a été détruit à 100% pendant la guerre. L'église a été elle aussi entièrement détruite. Le montant des dommages de l'édifice a été évalué à plus de 300.000 f par l'architecte Fernand César. Le dossier de dommages de guerre ne conserve aucun projet de reconstruction. La *Semaine religieuse* indique que l'église a été reconstruite par l'entreprise France-Lanord, mais ne mentionne pas le nom de l'architecte. C'est très probablement César qui a conçu cet édifice combinant une structure proche des églises rurales lorraines antérieures à 1850 et des ornements néo-romans.



Figure 1. Façade.



Figure 2. Portail.

Chenicourt (arrondissement de Nancy, canton de Nomeny)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	Probablement antérieure à 1850			
Nouvel édifice		néo-roman	Criqui	298.000 f (dont 50.000 f à la charge de la commune)

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

200 habitants. Commune détruite à 90%. Plan d'aménagement établi par Criqui.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R 759, SR (1924, p. 783-785).

Située dans la vallée de la Seille, la commune de Chenicourt était frontalière de l'Allemagne en 1914. Elle a été détruite à 90% pendant le conflit. C'est l'architecte Jules Criqui qui a été chargé d'établir le plan d'aménagement du village. Il a décidé d'éliminer les quelques immeubles qui encombraient l'unique rue du village et de créer derrière les maisons un « chemin de service ». Il a aussi choisi de créer un « groupe civique », constitué de la mairie et de l'école. Quant à l'église, il estimait que : « elle offre des parties bonnes au réemploi, se trouvant aussi au centre relatif, il n'y a donc pas de rigueur [sic] de changer son emplacement ni celui du cimetière situé à proximité ». L'édifice était probablement antérieur à 1850. Criqui l'a effectivement reconstruit sur son ancien emplacement, en style néo-roman. L'église reconstruite étant plus vaste et plus richement décorée que celle qui existait avant-guerre, la commune a dû contribuer à hauteur de 50.000 f aux frais de construction.

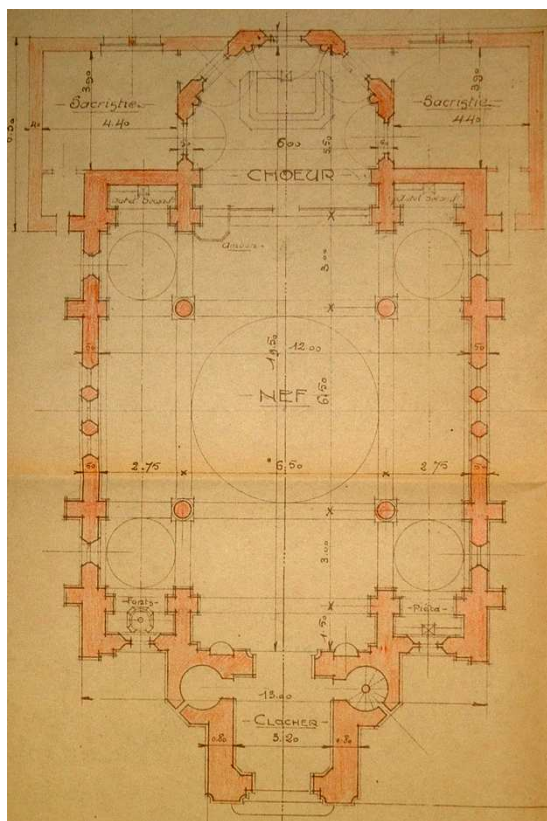


Figure 1. « Commune de Chenicourt. Meurthe-et-Moselle. Plan d'ensemble. Façade. Nancy, le 1^{er} juin 1920, l'architecte DPLG Criqui » [constat de dommages] (ADMM 10 R 759).

Figure 2. « Commune de Chenicourt. Église paroissiale. Plan. 15 janvier 1922. Criqui » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 759).

L'église existant avant la guerre remontait probablement au XVIII^e siècle. Criqui a adopté pour la reconstruction un parti original : l'intérieur de l'église présente un plan centré, peu visible de l'extérieur à cause du clocher, du chœur et des sacristies.

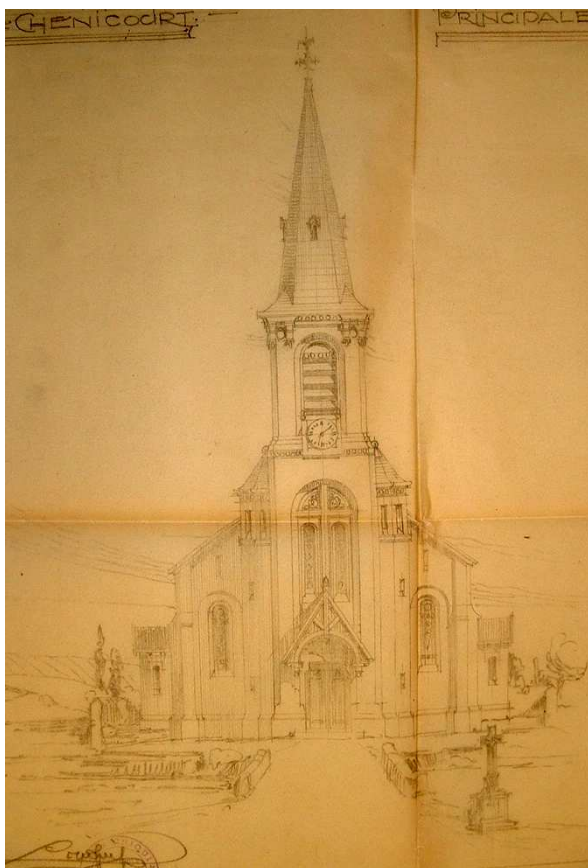


Figure 3. « Commune de Chenicourt - Eglise - Façade principale. Criqui. 4 janvier 1922 » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 759).

Figure 4. Façade.

La façade construite semble tout à fait conforme au projet de Criqui. L'auvent en bois est caractéristique de l'architecte (cf. Brin-sur-Seille).



Figure 5. Vue sur le chœur.

Cirey-sur-Vezouze (arrondissement de Lunéville, canton de Cirey-sur-Vezouze)

2.659 habitants

Sources : ADMM 10 R 760.

Cirey-sur-Vezouze est un chef-lieu de canton du sud-est du département qui, bien que frontalier en 1914, a été relativement peu touché par les destructions. L'architecte G. Biet a estimé les dégâts causés à l'église à 156.396,53 f puis à 310.899,75 f. Il est possible que l'indemnité allouée à la commune ait été très inférieure à ce chiffre. La façade et le clocher du XVIII^e siècle ne présentent pas de signes évidents de restauration attribuables aux années 1920.

Clémery (arrondissement de Nancy, canton de Nomeny)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	XVI ^e -XVIII ^e siècle			
Nouvel édifice		néogothique	Thomas	389.500,06 f (dont 9.500,06 f à la charge de la commune)

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle »).

367 habitants. Commune détruite à 29%. Plan d'aménagement établi par Thomas ou Deville.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 10, ADMM 10 R 760, *SR* (1922, p. 542-544).

La commune de Clémery est située entre Nomeny et Pont-à-Mousson. L'église des XVI^e-XVIII^e siècle a été en grande partie détruite pendant la guerre. L'architecte Thomas a établi le constat de dommages ainsi que le projet de reconstruction pour lequel il a utilisé ce qui restait de l'ancien édifice. Le clocher d'inspiration néogothique s'accorde assez mal avec la nef à trois travées d'un dessin simplifié à l'extrême.



Figure 1. Vue d'ensemble.



Figure 2. Détail du clocher.

Les baies en plein cintre de la nef de l'ancienne église ont été remplacées par des baies en ogives.

Coincourt (arrondissement de Lunéville, canton d'Arracourt)

293 habitants.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R 762, ADMM 14 W 156, ADMM 14 W 672.

La commune de Coincourt est située au sud-est d'Arracourt. Elle était frontalière de l'Allemagne en 1914. Elle semble avoir été moins touchée que certaines communes voisines telles que Parroy, Mouacourt et Bures, quasiment annihilées, puisque elle ne figure même pas dans la liste des communes détruites à plus de 10% établie par la préfecture de Meurthe-et-Moselle. La commune n'a pas adhéré à la coopérative de reconstruction des églises. D'après un constat des architectes Hornet et Warendeuf, elle s'est vue accorder une indemnité d'un montant très modeste (31.984,90 f). Les travaux de réparation ont été conduits par les architectes Ogé et Gilbert. Le clocher paraît évidemment postérieur à 1918, mais l'indemnité accordée à la commune paraît trop modeste pour expliquer sa reconstruction pendant les années 1920. Le dossier de dommages de la Deuxième Guerre mondiale confirme cependant qu'il a été reconstruit après la Première Guerre mondiale. Il semble donc qu'on ait affaire à un clocher très moderne des années 1920, peut-être restauré après 1945.



Figure 1. Façade.

Cutry (arrondissement de Briey, canton de Mont-Saint-Martin)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	XV ^e ou XVIII ^e , remaniée en 1838 et 1890			
Nouvel édifice			Boileau, Le Bourgeois, Zimmermann	

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

372 habitants. Commune détruite à 28%. Plan d'aménagement établi par Cochonneau.

Sources : *Mérimée*, Inventaire, ADMM 10 R AL 10, ADMM 10 R 765, *SR* (1925, p. 520), fig. V-2, fig. V-3.

La commune de Cutry est située au sud de Longwy. Elle a été détruite à 28% pendant la guerre. C'est l'architecte Cochonneau qui a été chargé d'établir le plan d'aménagement du village. Peut-être poussé par la commission d'aménagement et d'extension des villes et des villages, il a envisagé de remanier de fond en comble l'organisation du village avant d'adopter, finalement, un parti beaucoup plus modeste, laissant notamment l'église dans l'angle d'un virage de la voie principale. Le dossier de l'Inventaire attribue l'ancienne église au XVIII^e siècle, mais une liste établie par l'évêché la date du XV^e siècle, ce qui semble plus vraisemblable. L'Inventaire attribue la reconstruction aux architectes Pierre Le Bourgeois, Louis-Hippolyte Boileau et Jean Zimmermann. Le dossier de dommage est quasiment vide pour ce qui concerne cet édifice.

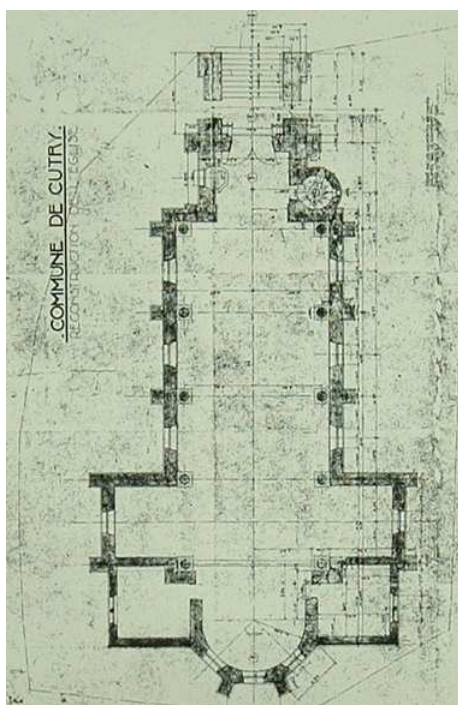
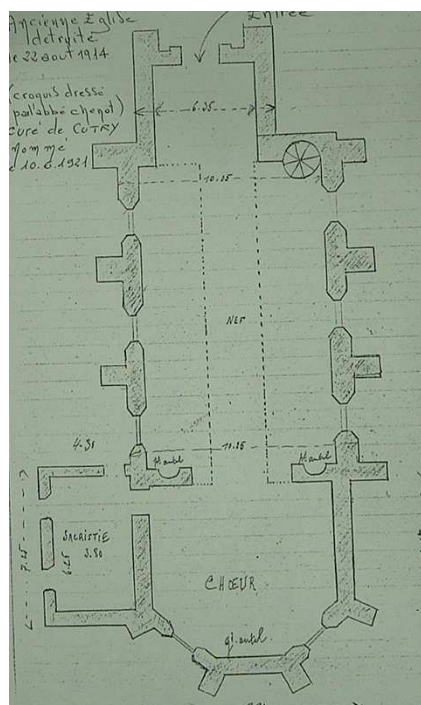


Figure 1. « Ancienne église détruite le 22 août 1914 (croquis dressé par l'abbé Chenot, curé de Cutry), nommé le 10.6.1921 » (Inventaire).

Figure 2. « Commune de Cutry. Reconstruction de l'église. Dressé par les architectes soussignés diplômés par le Gouvernement P. Le Bourgeois, J. Zimmermann et L.-H. Boileau, août 1922. Plan » [archives privées M. Muel] (Inventaire 915402730Pbastien).

Il est probable que les architectes ont en partie utilisé les fondations de l'ancien édifice car le plan de l'église reconstruite paraît proche de celui de l'église d'avant-guerre. L'escalier intérieur du revers de la façade a été remplacé par une tourelle située à l'extérieur, un transept a été ajouté et la sacristie a été dédoublée.

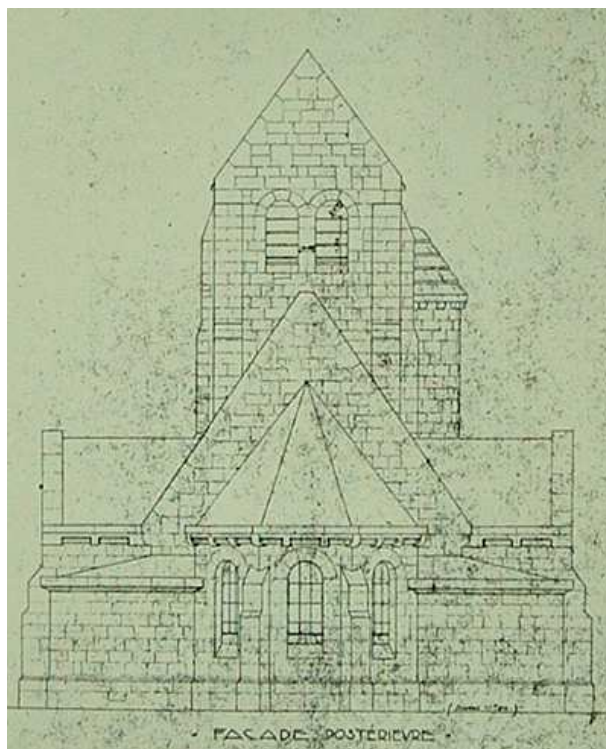


Figure 3. « La lorraine illustrée. 542. Cutry. L'église » (Inventaire régional 895400174XDBastien).

Figure 4. « Commune de Cutry. Reconstruction de l'église. Dressé par les architectes soussignés diplômés par le Gouvernement P. Le Bourgeois, J. Zimmermann et L.-H. Boileau, août 1922. Façade postérieure » [archives privées M. Muel] (Inventaire régional 915402730PBastien).



Figure 5. Façade.



Figure 6. Vue oblique sur le clocher et le porche.

L'église de Cutry a conservé le même emplacement qu'avant la guerre. Le style néo-roman adopté est assez moderne par la recherche d'un aspect massif et primitif.

Dampvitoux (arrondissement de Briey, canton de Chambley-Bussières)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	fin du XVIII ^e siècle			
Nouvel édifice		néo-roman	Janiaud	418.165 f

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

171 habitants. Commune détruite à 84%. Plan d'aménagement établi par Ferrand.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 10, ADMM 10 R 765, ADMM WO 1368, *SR* (1924, p. 294).

La commune de Dampvitoux est située au sud-ouest de Chambley-Bussières, à la limite du département de la Meuse. Le village a été presque entièrement détruit pendant la guerre. Chargé d'établir le plan d'aménagement de la commune, l'architecte Ferrand s'est essentiellement concentré sur le dégagement des abords de l'église. Le dossier de l'Inventaire indique que l'église Saint-Pierre datait du XVIII^e siècle avant sa destruction pendant la guerre. Le dossier de dommages de la commune est très incomplet. C'est dans les brèves d'un numéro de *La Semaine religieuse* qu'on apprend que l'église a été reconstruite sur des plans de l'architecte Janiaud. L'édifice conçu par Janiaud se compose de quatre travées, il est d'un style néo-roman très sobre, avec quelques détails plutôt néo-classiques.



Figure 1. Élévation latérale.



Figure 2. Portail



Figure 3. Détail d'un pilier à l'angle de la façade.

Domèvre-sur-Vezouze (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1748			
Nouvel édifice			Deville (entrepreneur Vercelli)	924.698 f

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle »).

671 habitants. Commune détruite à 83%. Plan d'aménagement établi par Deville

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 11, ADMM 10 R 764, ADMM 14 W 190, ADMM WO 1439, ADMM 4 T 71, SR (1923, p. 80-83), fig. II-18.

La commune de Domèvre-sur-Vezouze est située au sud-ouest de Blâmont. Elle a été détruite à 83% pendant la guerre. L'architecte Deville a conçu un plan d'aménagement ambitieux, respectant la disposition du village tout en prévoyant la construction d'une imposante mairie. L'église datant de 1748 a été gravement endommagée pendant le conflit. Le dossier de dommages de l'édifice est très incomplet, mais il semble indiquer que l'église de Domèvre était très richement aménagée, ce qui explique le coût élevé de sa reconstruction. L'édifice a été très soigneusement restauré dans son état d'avant-guerre sous la conduite de Deville. L'église a aussi fait l'objet d'un soin particulier quant à sa décoration et à son mobilier. Le mobilier a été réalisé par Jules Cayette et les vitraux sont de Gruber. Une partie du mobilier a été conçue par les artistes des Ateliers d'art sacré : les autels latéraux sont de Pauline Peugniez et le chemin de croix de Maurice Denis. Selon le dossier de dommages de la Deuxième Guerre mondiale, l'église a été à nouveau « très éprouvée en 1944 ».

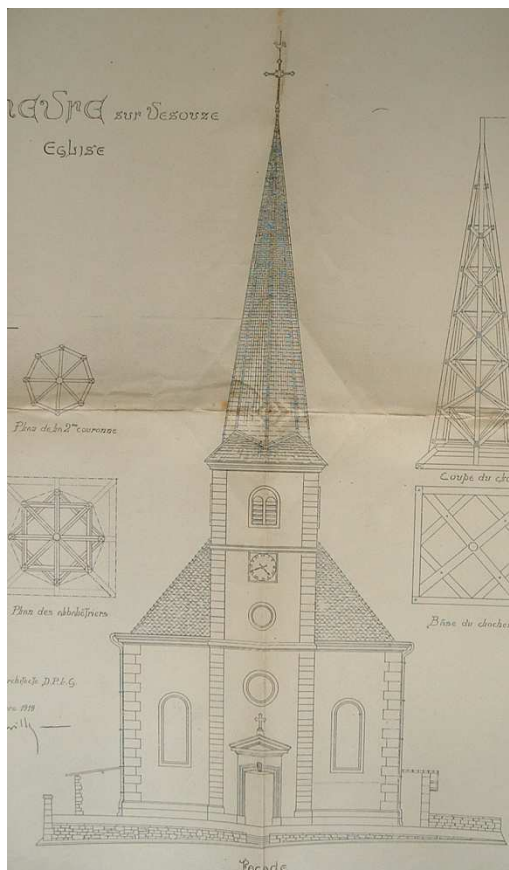


Figure 1. « Domèvre-sur-Vezouze. Église. Façade. Relevé et restauré par l'architecte DPLG soussigné, Lunéville, le 20 décembre 1919, H. Deville » (ADMM 10 R 764).

Figure 2. Façade.

L'église a été scrupuleusement restaurée dans son état d'avant-guerre.

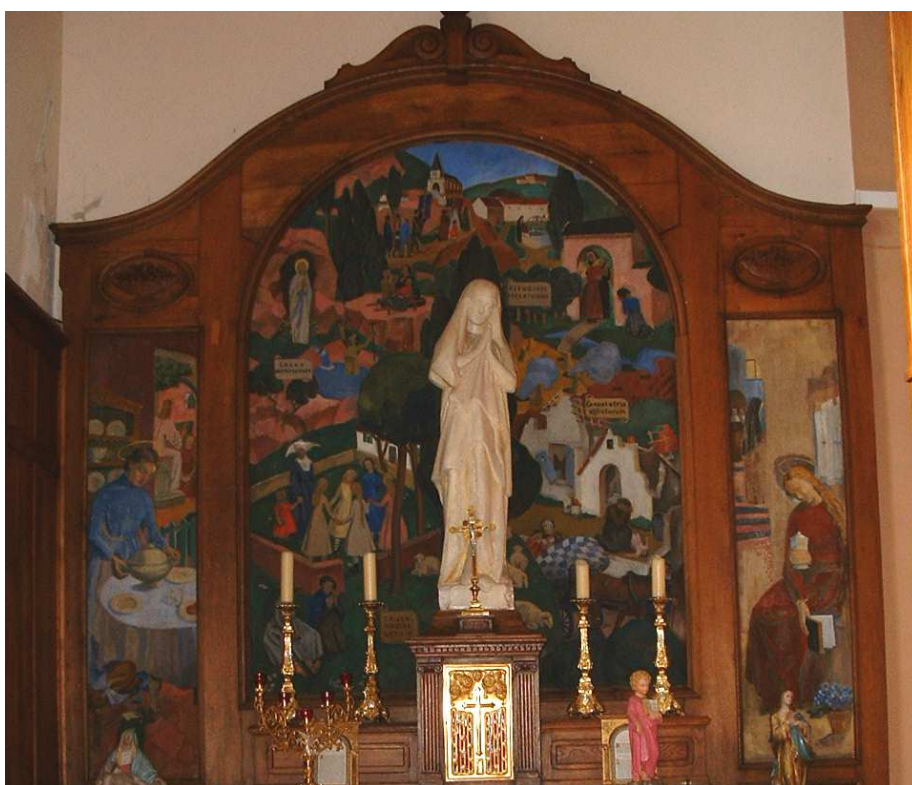


Figure 3. Autel latéral décoré par Pauline Peugniez.

Domjevin (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

411 habitants. Commune détruite à 33%. Plan d'aménagement établi par Moitrier.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 11, ADMM 10 R 759, ADMM 10 R 763, ADMM 10 R 764.

La commune de Domjevin est située entre Lunéville et Blâmont. Le dossier de l'Inventaire indique que l'église a été construite à la fin du XVIII^e ou au début du XIX^e siècle. Il semble que les dommages causés à l'édifice pendant la guerre aient été considérables puisque la commune s'est vue accorder, pour les réparer, une indemnité de 248.789 f, à laquelle s'ajoutaient près de 100.000 f pour le mobilier, le « matériel d'église » et les vitraux. L'église pourrait avoir été restaurée par les architectes Moitrier et Michel qui ont établi le constat de dommages. Ce sont aussi eux qui ont restauré, dans la même commune, la chapelle de Bonnefontaine pour environ 25.000 f.



Figure 1. « Commune de Domjevin. Bâtiments communaux. Eglise. Moitrier et Michel. Vue latérale – Vue de face » [constat de dommages] (ADMM 10 R 763).

Dommartin-la-Chaussée (arrondissement de Toul, canton de Thiaucourt-Regniéville)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1847			
Nouvel édifice		néo-roman avec motifs art déco	Stein et Véber	229.785,49 f

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

62 habitants. Commune détruite à 62%. Plan d'aménagement établi par Stein.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 11, ADMM 10 R 765, *SR* (1924, p. 291-292).

Dommartin-la-Chaussée est un petit village situé au nord-ouest de Thiaucourt, à la frontière de la Meuse. Il a été plus qu'à moitié détruit pendant la guerre. L'église datant de 1847, selon le dossier de l'Inventaire, n'a pas échappé aux destructions. Le constat des dommages de l'édifice a été établi par Stein, mais c'est l'architecte Cayotte qui a été, dans un premier temps, chargé de concevoir le projet de reconstruction, comme dans la commune voisine de Charey. C'est bien un projet de Cayotte qui a été approuvé, en octobre 1922, par le comité des édifices cultuels. Comme à Charey, cependant, la reconstruction est attribuée par *La Semaine religieuse* à Stein et à un certain Véber, qui désigne peut-être l'entrepreneur.

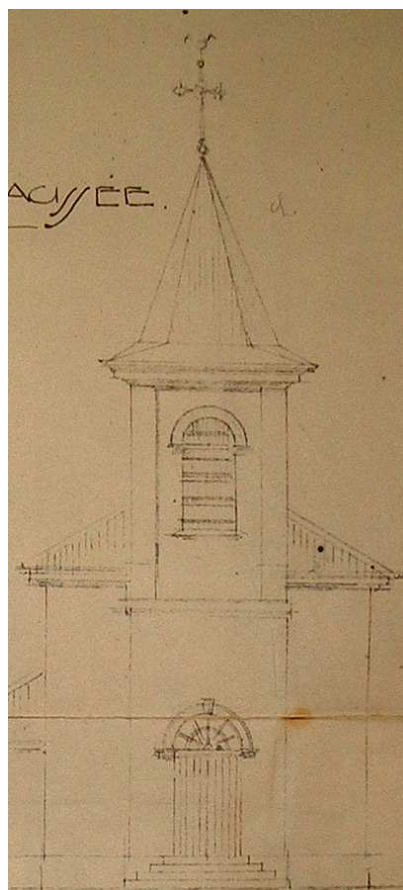
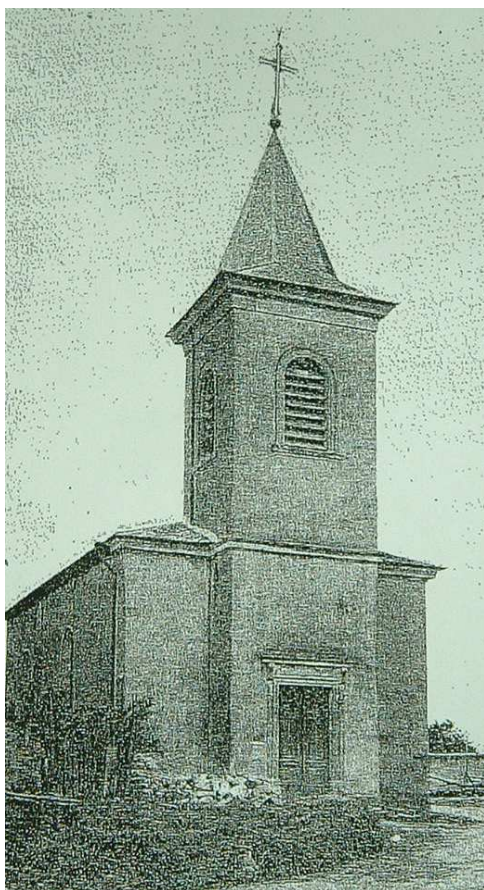


Figure 1. « Dommartin-la-Chaussée : église paroissiale construite en 1847 par l'abbé Daunot » (Inventaire régional).

Figure 2. « Eglise de Dommartin-la-Chaussée. Façade. Dressé par l'architecte soussigné. A. Stein – Architecte – Rue Baron Louis – Toul – 29 octobre 1920 » [constat de dommages] (ADMM 10 R 765).

Le relevé de la façade par Stein ne correspond qu'approximativement à l'église d'avant-guerre : la porte est pourvue d'un tympan au lieu d'un linteau, l'encadrement de l'abat-son du clocher est différent, la hauteur des bas-côtés est plus élevée.

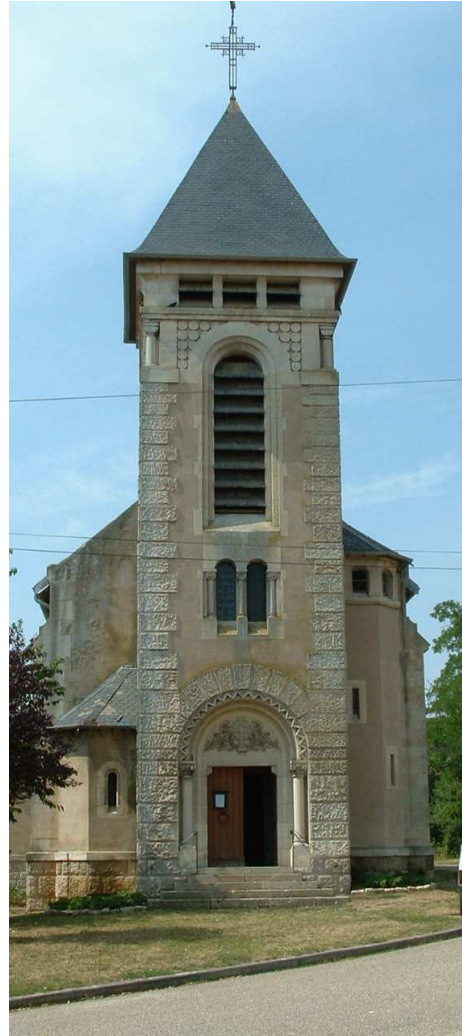
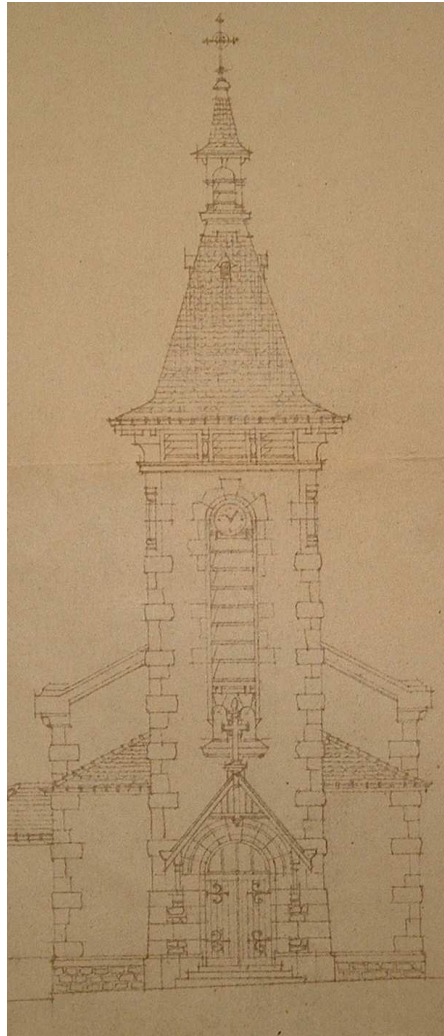


Figure 3. « Commune de Dommartin-la-Chaussée. Projet de reconstruction de l'église. Façade. Par l'architecte soussigné, Nancy, le 21 octobre 1922, Léon Cayotte – Architecte SADG – 13 rue Isabey – Nancy. Vu et approuvé conformément à l'avis émis par le comité des bâtiments civils. Nancy, le 9 novembre 1922 » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 765).

Figure 4. Façade. L'église construite est certes néo-romane, mais elle diffère très sensiblement, en plan, en élévation et au niveau du décor sculpté, du projet de Cayotte conservé dans les archives. Le projet de Stein n'est pas conservé dans le dossier de dommages de guerre.

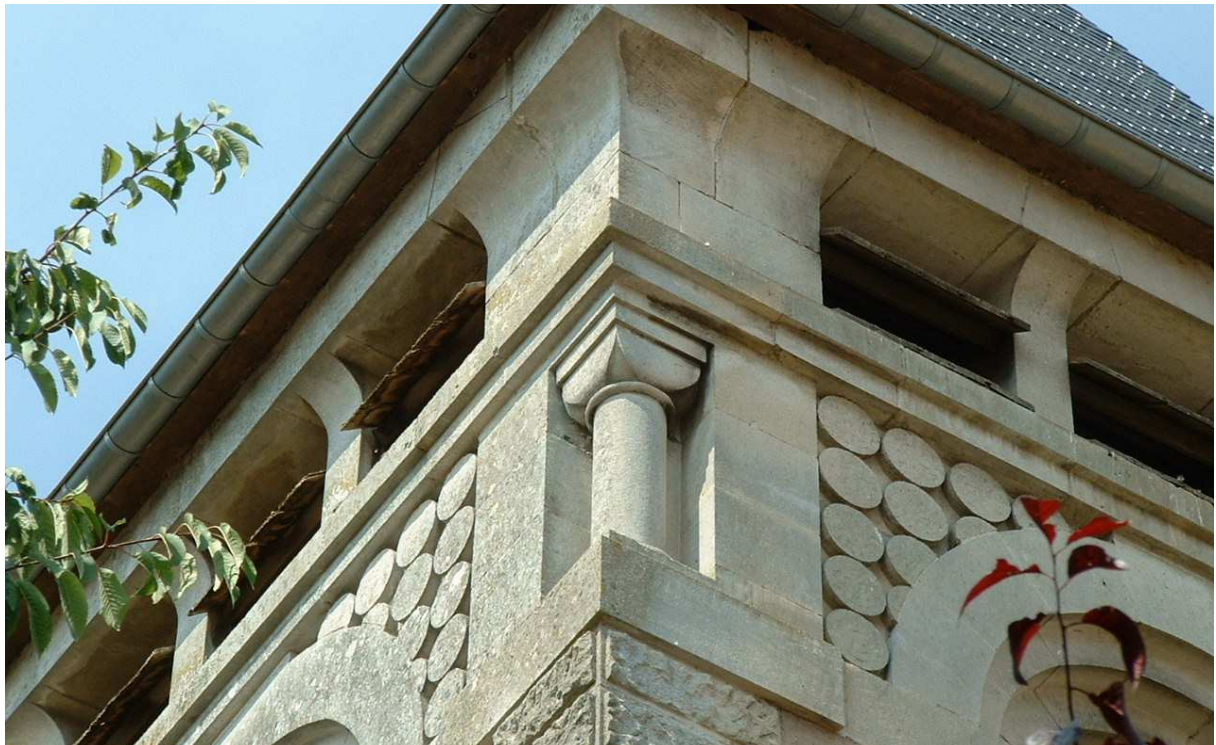


Figure 3. Angle du clocher.

Figure 4. Façade du clocher.

Le motif de pastilles qui décore la partie supérieure du clocher évoque déjà l'Art déco.

Doncourt-lès-Longuyon (arrondissement de Briey, canton de Longuyon)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	avant 1800 ?			
Nouvel édifice		néo-roman	Eschbaecher	285.892 f

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (église de la section de Doncourt : « reconstruction totale »).

391 habitants pour la section de Doncourt (700 habitants pour l'ensemble Doncourt-et-Beuveille). Commune détruite à 22%. Plan d'aménagement établi par Pariset.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 7, ADMM 10 R AL 8, ADMM 10 R 746, ADMM 10 R 765, *SR* (1924, p. 605-606).

Doncourt-lès-Longuyon est, comme son nom l'indique, situé près de Longuyon. À l'époque du déclenchement de la guerre, la commune s'appelait Doncourt-et-Beuveille et comprenait deux sections, Doncourt et Beuveille, qui constituent de nos jours deux communes séparées. Doncourt-et-Beuveille était dans son ensemble détruit à 22%, mais il apparaît sur le plan d'aménagement établi par Pariset que la section de Doncourt a été la plus gravement touchée et remaniée. L'ancienne église qui présentait, selon Pariset, « une architecture très simple », a été complètement détruite pendant la guerre. Le projet de reconstruction a été confié à l'architecte Eschbaecher, mais le dossier de dommages de guerre contient très peu de documents relatifs à son projet. Avec un budget très restreint, l'architecte est parvenu à réaliser un édifice d'inspiration néo-romane, à quatre travées, qui vaut notamment par son clocher intégralement construit en pierre de taille.



Figure 1. « Environs de Longwy. Doncourt » (D. Bastien 895400177XD). L'édifice semble antérieur à 1800.



Figure 2. Façade.

Einville-au-Jard (arrondissement de Lunéville, canton de Lunéville-Nord)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1753			
Nouvel édifice		néo-roman (clocher)	Criqui	

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle »).

1.323 habitants.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R 772, *SR* (1922, p. 682-683).

Einville-au-Jard est situé au nord de Lunéville. Contrairement à ce que signale le répertoire des archives départementales, aucun dossier de dommages de guerre n'est conservé pour la commune d'Einville. Le dossier de l'Inventaire indique que l'église date de 1753 et qu'elle a été en partie reconstruite pendant les années 1920. La commune a effectivement adhéré à la coopérative de reconstruction des églises qui a classé le chantier de l'église d'Einville parmi les « reconstructions partielles ». C'est grâce à la *Semaine religieuse* qu'on apprend que Jules Criqui a dirigé les travaux de reconstruction. Il semble qu'il ait restauré fidèlement l'ensemble de l'édifice, en construisant cependant la partie supérieure du clocher dans un style qui lui est propre. Selon le dossier de l'Inventaire, la synagogue d'Einville « bâtie au XIX^e siècle a été un lieu de culte jusque vers 1914 », ce qui laisse supposer qu'elle n'a pas été reconstruite après 1918.



Figure 1. « Einville. L'église bombardée » [revers de la façade] (ADMM 50 J I 27-05).

Figure 2. Façade.

La partie supérieure du clocher a manifestement été modifiée par Criqui.

Emberménil (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	XVIII ^e siècle			
Nouvel édifice		néogothique modernisé	Deville (entrepreneur France-Lanord et Bichaton)	373.889,35 f (dont 40.000 f à la charge de la commune)

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

350 habitants. Commune détruite à 100%. Plan d'aménagement établi par Deville.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 11, ADMM 10 R 121, ADMM 10 R 766, ADMM 10 R 772, ADMM 14 W 208, SR (1924, p. 375-377), *La Reconstruction* (CAUE de Meurthe-et-Moselle).

Le village d'Emberménil, qui a eu l'abbé Grégoire pour curé, est situé au nord de la route reliant Lunéville à Blâmont. Il a été complètement détruit pendant la guerre. On a d'abord envisagé de déplacer le village de 1.200 m pour le rapprocher d'une gare. On décida finalement de le reconstruire sur son ancien site, en régularisant cependant les alignements. L'architecte Deville a conçu un plan réunissant les édifices publics autour d'une vaste place. C'est aussi Deville qui a été chargé de reconstruire l'église du village pour laquelle il a adopté un style gothique modernisé et sobre. L'édifice reconstruit selon ses plans a été intégralement détruit pendant la Deuxième Guerre mondiale et reconstruit, en 1954, par l'architecte Eschmann, avec un budget manifestement très réduit. L'église actuelle paraît plus fruste que celle qui a existé pendant l'entre-deux-guerres.

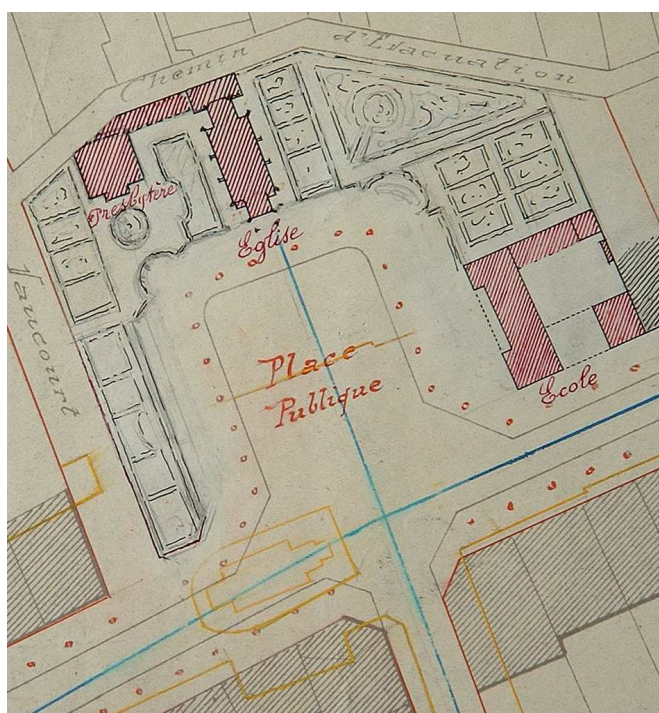


Figure 1. « Plan général d'alignement et de nivellement prévu par la loi du 14 mars 1919. Dressé par l'architecte ordinaire d'arrondissement, Lunéville, le 8 septembre 1919. Échelle 1 à 1.250 » (ADMM 10 R 772). Les anciens alignements sont dessinés en jaune, l'ancienne église apparaît en bas, au centre-gauche.

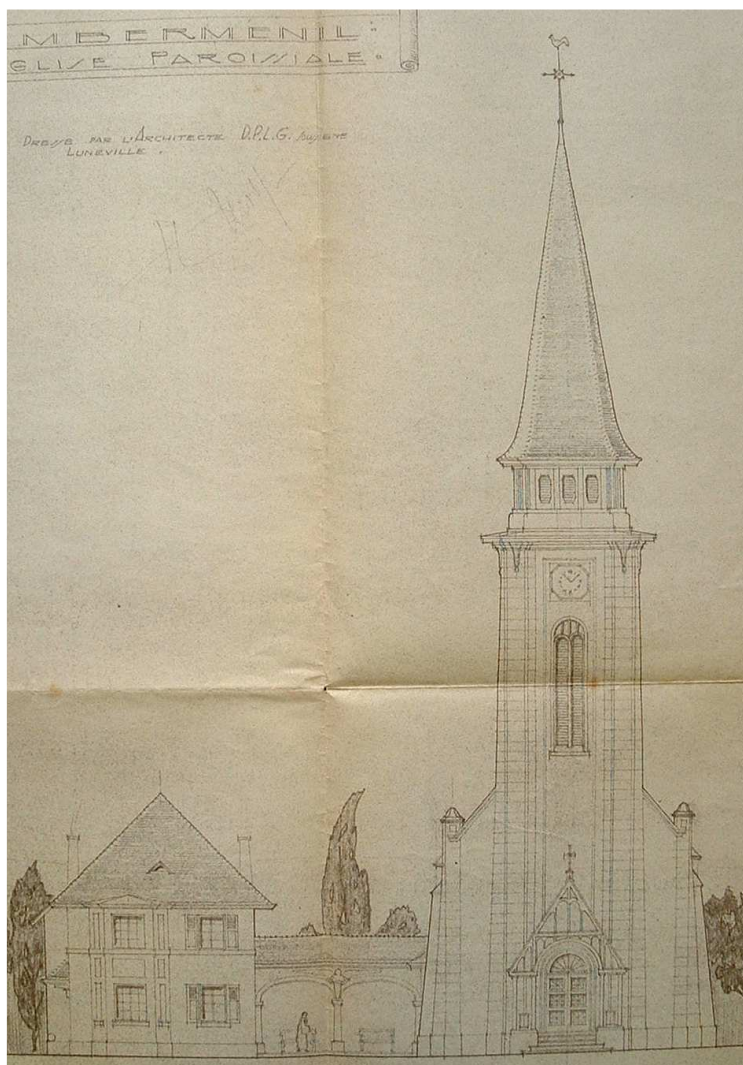
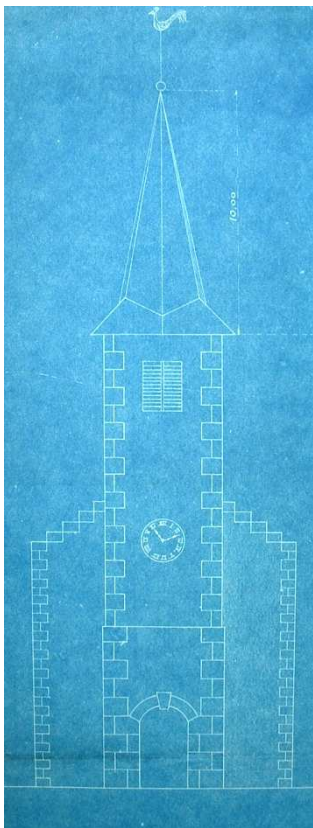


Figure 2. « Eglise d'Emberménil. État des lieux. 1920 » [constat de dommages] (ADMM 10 R 121).
 Figure 3. « Emberménil. Église paroissiale. Façade principale. Le presbytère – L'église. Dressé par l'architecte DPLG soussigné, Lunéville, Deville » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 121).
 Deville avait prévu de relier l'église au presbytère par un porche.



Figure 4. La place publique du village d'Emberménil dans l'entre-deux-guerres (ADMM 14 W 208, tiré de la collection Bichaton). Les constructions correspondent au plan établi par Deville : l'église occupe la place centrale, le presbytère est visible à la gauche de la photographie, la mairie-école et la poste sont visibles à la droite. L'église correspond globalement à celle du projet de Deville, mais la tour du clocher paraît avoir été simplifiée.

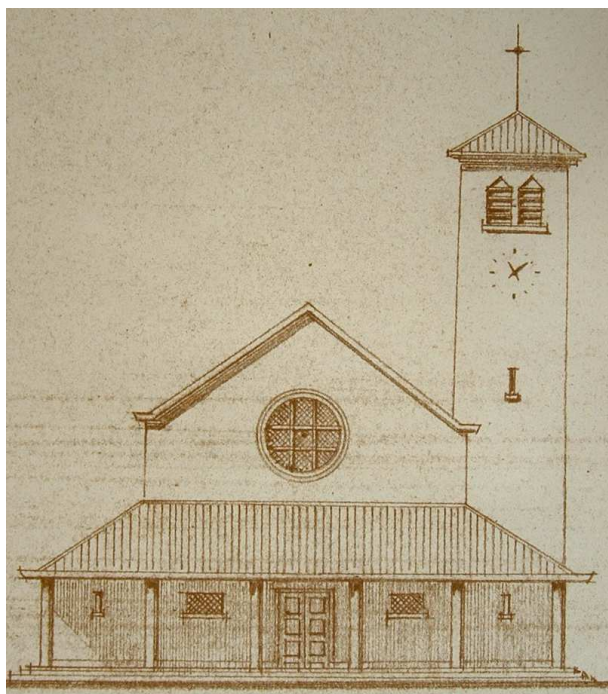


Figure 5. « Eglise de la commune d'Emberménil. Avant-projet de reconstruction » [projet de reconstruction, vers 1954] (ADMM 14 W 208).

Figure 6. Façade.

L'église reconstruite pendant les années 1950 ne correspond pas à l'avant-projet d'Eschmann. Le clocher est à gauche de la façade et plus à droite, le porche prévu sur toute la largeur de la façade est considérablement réduit, l'oculus prévu dans la façade a disparu. Le pittoresque se limite à l'incrustation de quelques gros moellons sur les arrêtes en béton de la tour du clocher.





Figure 7. Fresque sur la façade d'une maison située près de l'église, Gérard Wackermann, 1995. En s'inspirant d'une carte postale de 1900 environ, l'artiste lunévillois Gérard Wackermann a peint, en 1995, avec le soutien de la municipalité, une fresque de 5 x 5 m pour évoquer l'ancien village. L'église reconstruite pendant les années 1920 n'a pas eu le temps de marquer les esprits avant de disparaître.

Eply (arrondissement de Nancy, canton de Nomeny)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	Probablement antérieure à 1800			
Nouvel édifice			Hornecker (et/ou Blitz ?)	491.452,52 f (dont 6.452,52 à la charge de la commune)

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

508 habitants. Commune détruite à 100%. Plan d'aménagement établi par Blitz.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 12, ADMM 10 R 766, SR (1925, p. 304), *Joseph Hornecker* (BRADEL, DIEUDONNE, SADY).

Éply est situé au nord-ouest de Nomeny. Cette commune, frontalière de l'Allemagne en 1914, a été entièrement détruite pendant le conflit. Avec l'accord de la municipalité, l'architecte Jules Blitz a prévu un plan d'aménagement qui modifiait l'ancienne disposition du village, en dégagant notamment une vaste place autour de l'église qui serait reconstruite sur un nouvel emplacement. Blitz a aussi établi pour l'église un projet de reconstruction qui a été approuvé par le comité des édifices culturels mais qui a disparu du dossier de dommages de guerre. Le fonds Hornecker des archives municipales de Nancy conserve un projet de reconstruction de l'église d'Eply qui ne correspond qu'approximativement à l'édifice réalisé. Il est difficile de déterminer si Blitz et Hornecker ont collaboré ou si, comme le laissent penser les auteurs d'une monographie sur Hornecker, ce dernier a été préféré à Blitz.

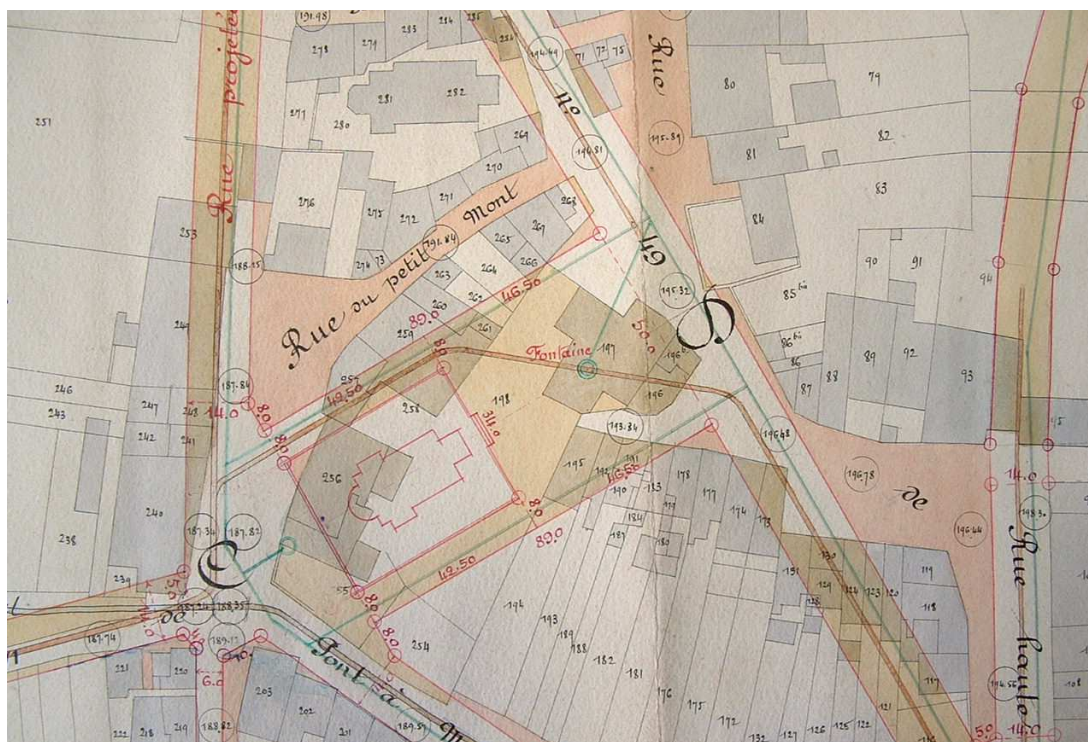


Figure 1. « Commune d'Éply. Plan d'alignement et de nivellement établi en exécution de la loi du 14 mars 1919. Echelle 1 à 1.250. Dressé par l'architecte soussigné, Nancy, le 25 octobre 1919, Jules Blitz SADG » (ADMM 10 R AL 12).

L'ancienne église était enclavée entre des constructions particulières (elle porte les numéros 281 et 282, en haut). Blitz choisit de disposer la nouvelle église sur une place centrale. Il prévoyait de reconstruire la mairie et l'école de l'autre côté de la route principale, en face de l'église.



Figure 2. « La Lorraine illustrée. Environs de Pont-à-Mousson. Éply. L'église » (ADMM 2 Fi 232).

Figure 3. Façade avec, au premier plan, le monument aux morts.

La façade présente des similitudes avec celle de l'église reconstruite par Blitz à Thiaucourt aussi bien qu'avec le projet de reconstruction de l'église de Leintrey par Hornecker.



Figure 4. Vue d'ensemble de l'église (au premier plan à gauche) et de la mairie (à l'arrière-plan à droite). Le plan de Blitz semble avoir été respecté.

Erbéville-sur-Amezule (arrondissement de Nancy, canton de Tomblaine)

267 habitants. Commune détruite à 26%. Plan d'aménagement établi par Moitrier.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 12, ADMM 10 R 766.

Erbéville-sur-Amezule est situé au nord-est de Nancy. D'après un constat de dommages des architectes Moitrier, Michel et Grémont, la commune a demandé une indemnité de 179.544,17 f pour réparer les dégâts de son église. Le dossier de dommages ne permet pas de déterminer si cette somme lui a effectivement été accordée. Le clocher semble avoir subi une restauration assez lourde, probablement exécutée par Moitrier et ses collègues.

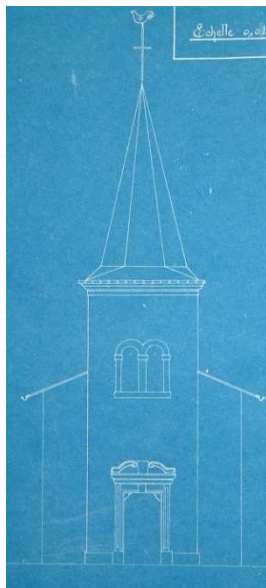


Figure 1. « Commune d'Erbéville – Bâtiments communaux – Eglise » [constat de dommages] (ADMM 10 R 766).

Figure 2. Vue d'ensemble.

Le clocher actuellement visible ne correspond pas à celui relevé par Moitrier.

Essey-et-Maizerais (arrondissement de Toul, canton de Thiaucourt-Regniéville)

Église classée monument historique en 1920.

551 habitants. Commune détruite à 85%. Plan d'aménagement établi par Lafarge.

Sources : ADMM 10 R AL 12, ADMM 10 R 766, fig. II-33.

Essey-et-Maizerais est situé à l'ouest de Pont-à-Mousson, près de la limite du département de la Meuse. Le dossier de dommages de guerre de l'église est très incomplet, il ne permet pas de préciser dans quelle mesure l'édifice a été détruit pendant le conflit. L'église, datant du XIV^e siècle, a été classée monument historique le 10 janvier 1920. Elle a été restaurée par le service des monuments historiques.



Figure 1. « Essey » [carte postale allemande] (ADMM 2 Fi 4183).



Figure 2. Vue d'ensemble avec, au premier plan, le monument aux morts.

Le classement comme monument historique impliquait théoriquement la restauration à l'identique de l'état d'avant-guerre, la façade a cependant été pourvue d'un mur pignon qui n'existait pas en 1914.

Euvezin (arrondissement de Toul, canton de Thiaucourt-Regniéville)

277 habitants. Commune détruite à 76%. Plan d'aménagement établi par Lafarge.

Sources : ADMM 10 R AL 12, ADMM 10 R 767.

Euvezin est situé à l'ouest de Pont-à-Mousson, près de la limite du département de la Meuse. La commune a été en grande partie détruite pendant la guerre. L'architecte Lafarge a évalué les dommages subis par l'église à plus de 120.000 f mais la commune s'est probablement vue accorder seulement 24.088,06 f.

Fenneviller (arrondissement de Lunéville, canton de Badonviller)

Église soumise à l'application de l'article 12.

361 habitants. Commune détruite à 61%. Plan d'aménagement établi par Biet.

Sources : ADMM 10 R AL 12, *SR* (1923, p. 670 et 1925, p. 603).

La commune de Fenneviller est située à quelques kilomètres au sud-ouest de Badonviller. C'est la seule commune, sur les 63 dont l'église était soumise à l'article 12 de la loi sur les dommages de guerre, qui n'a pas jugé bon d'adhérer à la coopérative de reconstruction des églises mise en place par l'évêché de Nancy. Le dossier de dommages de guerre de l'église a disparu des archives. Dans son état actuel, l'église présente de nombreux points communs avec celle de Parux, reconstruite par Biet. On est d'autant plus fondé à attribuer l'église de Fenneviller à Biet que l'architecte a établi le plan d'aménagement de la commune.



Figure 1. « Guerre 1914-15-16. Fenneviller. L'église » (collection personnelle de l'auteur).



Figure 2. Façade de l'église de Fenneviller.



Figure 3. Façade de l'église de Parux.

Les contreforts, la rosace, l'abat-son sont presque similaires dans les deux édifices.

Fey-en-Haye (arrondissement de Nancy, canton de Dieulouard)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1881			
Nouvel édifice		néogothique	Criqui (entrepreneur Belleguy-Tabard)	

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

132 habitants. Commune détruite à 100%. Plan d'aménagement établi par Durieux.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 12, ADMM 10 R 768, ADMM WO 1557, SR (1924, p. 603-605).

Fey-en-Haye, situé à l'ouest de Pont-à-Mousson, relevait du canton de Thiaucourt en 1918. Le village a été détruit à 100% pendant le conflit. Il a été reconstruit à 280 m de son ancien emplacement d'après un plan d'aménagement, établi par l'architecte Durieux, dans lequel la mairie et l'église sont placées de part et d'autre d'un croisement en forme de T. Le dossier de dommages de guerre de la commune est quasiment vide. *La Semaine religieuse* mentionne que l'église néogothique à quatre travées est l'œuvre de Criqui. L'hebdomadaire admettait que l'édifice paraissait « assurément trop grand pour cette modeste agglomération ». On espérait en fait que l'église deviendrait un « centre de pèlerinage » pour les nombreux soldats qui avaient combattu dans les environs pendant la guerre. La bénédiction de l'édifice s'est d'ailleurs faite en présence de nombreuses personnalités, religieuses, civiles et militaires. Un grand vitrail de Gruber représente l'inauguration du monument de la croix des Carmes, sculpté par Victor Prouvé, qui est situé sur le territoire de la commune. L'ensemble des vitraux met en scène des héros patriotiques et religieux : l'empereur Constantin lors de la bataille du pont Milvius, saint Louis, Jeanne d'Arc, ainsi que des soldats de la guerre de 1914-1918.

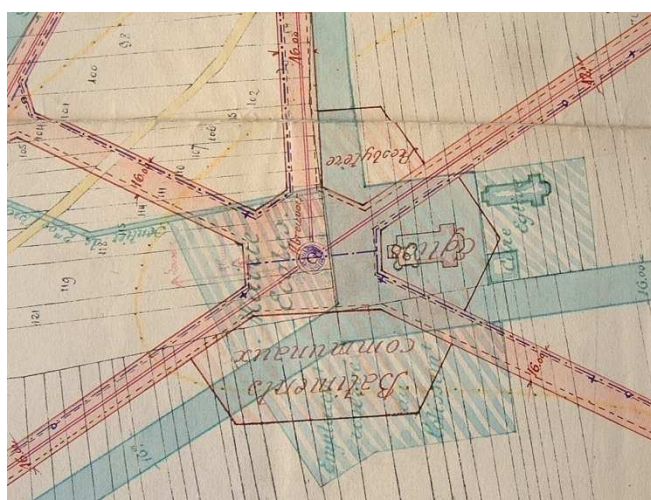
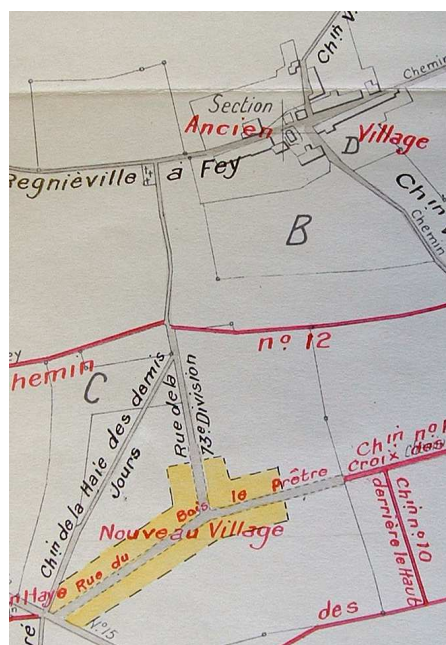


Figure 1. « Tableau d'assemblage de la commune de Fey-en-Haye. Échelle de 1/10.000. Dressé par le Service de reconstitution foncière » (ADMM 10 R AL 12).

Figure 2. « Fey-en-Haye. Échelle 1/2.000. Dressé par l'architecte soussigné, Nancy, le 23 août 1920, A. Durieux architecte-expert, 62 rue de la Côte, Nancy » (ADMM 10 R AL 12).

Sur la figure 1, l'ancien village est en haut et le nouvel emplacement proposé en bas, en jaune. Sur la figure 2, on distingue en bleu une disposition du nouveau village correspondant à celle de la figure 1 et, en rouge, un projet de reconstruction autour d'une place pentagonale, finalement abandonné.



Figure 3. Vue d'ensemble.



Figure 4. Façade et tour-porche.



Figure 5. Vue vers le chœur.



Figure 6. Vue vers le revers de la façade.



Figure 7. Vitraux de Gruber représentant la cérémonie d'inauguration du monument de la croix des Carmes en septembre 1923. Poincaré (debout), prononce un discours en présence de nombreuses personnalités parmi lesquelles se trouve notamment l'évêque de Nancy monseigneur de la Celle, à l'occasion de l'inauguration du monument de la croix des Carmes.

Fillières (arrondissement de Briey, canton de Villerupt)

566 habitants. Commune détruite à 19%. Plan d'aménagement établi par Pariset.

Sources : ADMM 10 R AL 12, ADMM 10 R 767, SR (1925, p. 745-747).

Fillières est situé au nord-ouest d'Audun-le-Roman, qui relevait du canton de Longwy en 1918.

La commission cantonale de dommages de guerre a accordé à la commune une indemnité de 99.169,32 f pour les travaux de réparation de l'église, très probablement antérieure à 1850. La restauration très soignée de l'état d'avant-guerre semble avoir été conduite par l'architecte Jean Bourgon.



Figure 1. « Fillières. L'église » (ADMM 2 Fi 239).



Figure 2. Façade.

Flirey (arrondissement de Toul, canton de Thiaucourt-Regniéville)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	XV ^e – XVIII ^e siècles			
Nouvel édifice		néogothique	André	674.449 (ou 647.649 ?) f (dont 27.000 f à la charge de la commune pour augmentation de la surface)

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

275 habitants. Commune détruite à 99%. Plan d'aménagement établi par André.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 12 et 30, ADMM 10 R 768, SR (1925, p. 745-747), fig. II-15.

La commune de Flirey est située au sud de Thiaucourt. Elle était réputée, à la fin de la guerre, avoir été détruite à 99%. Le village a été reconstruit sur un plateau à quelques centaines de mètres de la dépression où il était implanté jusqu'en 1914. Le plan d'aménagement a été conçu par l'architecte Emile André. L'ingénieur du Génie rural Préaud estimait que le projet d'André était « très bien étudié ». Le dossier de l'Inventaire mentionne, en revanche, que : « Le village a été entièrement reconstruit selon un plan d'urbanisme ayant fait abstraction du caractère traditionnel de l'habitat rural lorrain » et ayant abouti à « une agglomération moderne passe-partout ». Le dossier de l'Inventaire fournit des informations contradictoires sur l'église de Flirey, tour à tour décrite comme un édifice ogival remanié au XVIII^e siècle et comme une église néogothique de 1850, la liste des églises anciennes établie avant-guerre par l'évêché évoquant pour sa part un « clocher fortifié du XV^e siècle ». Cette église a été gravement endommagée mais pas complètement détruite pendant le conflit. L'architecte ordinaire des monuments historiques

[illegible]

190



Figure 2. « La Guerre en Lorraine - Woëvre. Flirey. L'église » (ADMM 13 Fi 193).



Figure 3. Léopold Poiré, « Ruines de l'église de Flirey », dessin à la plume, s. d. (ADMM 2 Fi 247).



Figure 4. Flirey (Inventaire régional 79541654V2 Fonds Charbonnier).

Au premier plan de cette photographie, probablement prise par Charbonnier peu après l'armistice, on voit ce qui reste de l'ancien village occupé par des baraquements provisoires. À l'arrière-plan apparaît l'église en ruines.



Figure 5. Flirey (Inventaire régional 79541654V2 Fonds Charbonnier).

Cette photographie montre l'intérieur de la nef. Il ne reste plus de trace de la tour encore visible sur la photographie de la figure 4 : elle s'est peut-être effondrée, mais il est aussi possible qu'on ait démonté les parties de l'édifice qui menaçaient la vie des éventuels visiteurs. L'état de destruction apparaît très variable : les enduits semblent préservés en certains endroits, l'autel est toujours en place, ainsi qu'une partie de la charpente du chœur ; les meubles, les vitraux, la charpente et même les voûtes de la nef ont disparu.

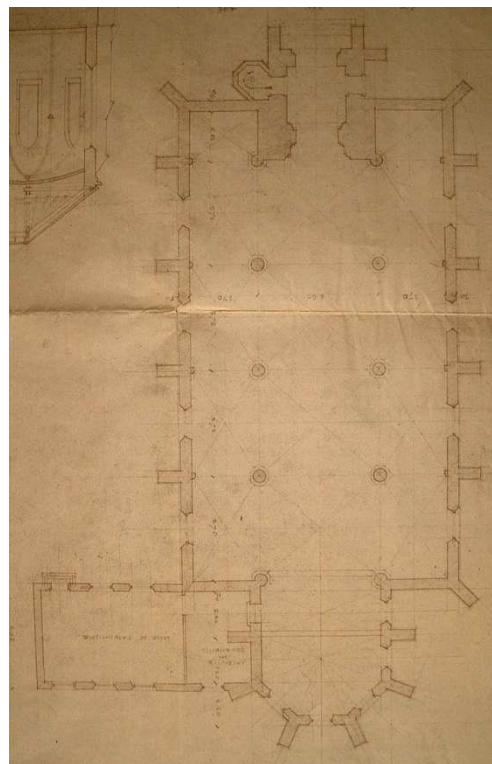
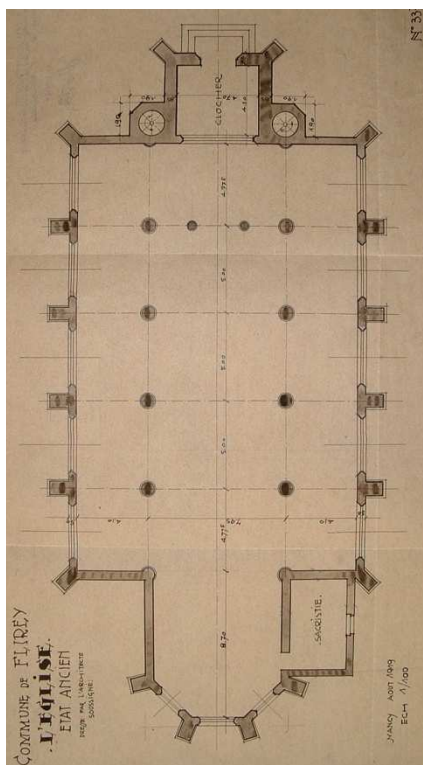


Figure 6. « Commune de Flirey. L'église. État ancien. Dressé par l'architecte soussigné, André, Nancy, août 1919 » [constat de dommages] (ADMM 10 R 768).

Figure 7. « Commune de Flirey - Reconstruction - Église Plan. É. André architecte. Nancy oct. 1922 » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 768).

André semble avoir quasiment repris le plan de l'ancienne église pour construire la nouvelle.

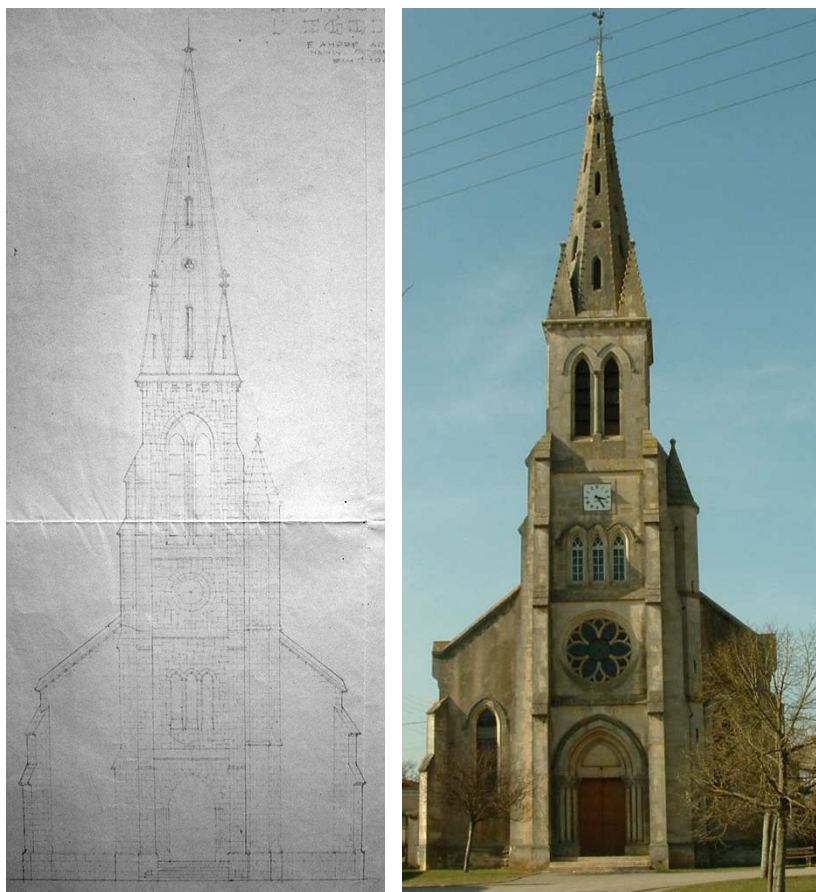


Figure 8. « Commune de Flirey – Reconstruction – Église. Façade. E. André architecte. Nancy octobre 1922. Échelle 1/100 » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 768).

Figure 9. Façade.

La place de l'oculus et celle de la triple fenêtre de la base du clocher ont été permutées par rapport au projet initial. La fenêtre de la partie supérieure du clocher a été dédoublée. De hautes fenêtres ne figurant pas dans le projet d'origine éclairent les bas-côtés à partir des côtés de la façade.



Figure 8. Angle du bas-côté gauche des ruines de l'ancienne église.

Figure 9. Chœur des ruines de l'ancienne église.

L'état actuel du chœur ne correspond pas exactement à ce qu'il était à l'issue de la guerre, ce qui laisse supposer certains travaux de consolidation ou d'aménagement des ruines.



Figure 10. Vue des ruines de l'ancienne église prise du chœur vers ce qui reste du clocher.



Figure 11. Vue du clocher de la nouvelle église à travers une fenêtre des ruines de l'ancienne église.

Fresnois-la-Montagne (arrondissement de Briey, canton de Longuyon)

Église classée monument historique en 1920.

493 habitants. Commune détruite à 69%. Plan d'aménagement établi par Le Bourgeois.

Sources : ADMM 10 R AL 13.

La commune de Fresnois-la-Montagne est située à l'ouest de Longwy, à quelques kilomètres de la frontière belge. Elle a été détruite à 69% pendant la guerre. Le plan d'aménagement du village a été établi par Le Bourgeois qui signala que l'église était en partie détruite mais réparable. L'édifice datant du XV^e siècle a été classé monument historique le 10 janvier 1920, probablement à l'initiative de Le Bourgeois, qui était architecte ordinaire des monuments historiques de l'arrondissement de Briey. C'est probablement le service des monuments historiques qui a restauré l'édifice. Le dossier de dommages de guerre de la commune a intégralement disparu.



Figure 1. Vue d'ensemble.

Figure 2. Vue du chevet.

Le chevet porte des traces de restaurations très récentes.

Gellenoncourt (arrondissement de Nancy, canton de Tomblaine)

65 habitants. Commune détruite à 71%. Plan d'aménagement établi par Pierron.

Sources : ADMM 10 R AL 13, ADMM 10 R 71

La commune de Gellenoncourt, située au nord de la route reliant Nancy à Lunéville, dépendait, en 1918, du canton de Saint-Nicolas-de-Port. Elle a été détruite à 71% pendant la guerre. L'église a subi des dommages évalués à 97.653 f par l'architecte Pierron. C'est probablement lui qui s'est chargé de la restauration.



Figure 1. « Guerre 1914-1915. Gellenoncourt. Place de l'église » (Bibliothèque municipale de Nancy).

Figure 2. Façade.

Gerbéviller (arrondissement de Lunéville, canton de Gerbéviller)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	années 1860	néogothique		
Nouvel édifice			Deville et Le Bourgeois (entrepreneur Masson)	700.000 f dont 537.000 f pour l'immeuble (<i>Semaine religieuse</i>)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle »).

1.557 habitants. Commune détruite à 86%. Plan d'aménagement établi par Le Bourgeois.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 13, ADMM 10 R 771, *SR* (1923, p. 420-423), fig. II-1, fig. II-2, fig. II-13, fig. II-14, fig. II-22, fig. XII-1, fig. XII-2.

Chef-lieu de canton du sud-est du département, Gerbéviller a été en grande partie détruit en 1914. L'église néogothique, datant des années 1860 selon le dossier de l'Inventaire, a elle-même été gravement endommagée. Elle a fait l'objet d'une restauration à l'identique soignée, conçue par Deville et mise en œuvre par Le Bourgeois.



Figure 1. « Guerre 1914-1917. Gerbéviller-la-Martyre. Ce qui reste de l'église paroissiale » (ADMM 2 Fi 1672).



Figure 2. Façade.
Figure 3. Chevet.

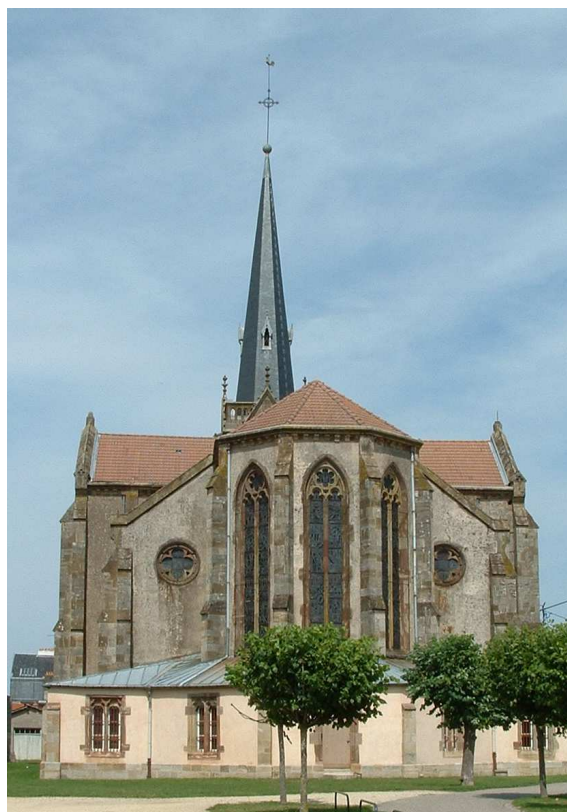


Figure 4. Portail.
Figure 5. Clocher.



Gondrecourt-Aix (arrondissement de Briey, canton de Conflans-en Jarnisy)

Gondrecourt	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1839			
Nouvel édifice			Ferrand ?	125.330,47 f ?

Aix	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1874			
Nouvel édifice			Bourgon ?	290.750,72 f

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (Gondrecourt « réparation » ou « travaux peu importants », Aix « reconstruction totale »).

354 habitants. Commune détruite à 84%. Plan d'aménagement établi par Ferrand.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 13, ADMM 10 R 772, SR (1925, p. 304).

Gondrecourt-Aix est situé à l'ouest de Briey, à la limite du département de la Meuse. La commune se compose de deux sections, Gondrecourt et Aix. Elle était censée, d'après la liste établie par la préfecture de Meurthe-et-Moselle à la fin de la guerre, avoir été détruite à 84% pendant le conflit, mais il est impossible de déterminer si ce pourcentage s'appliquait à l'une ou l'autre des deux sections ou à l'ensemble de la commune. L'architecte Ferrand a établi pour la section de Gondrecourt un plan d'aménagement très sommaire, le conseil municipal s'étant opposé à la création, suggérée par la commission d'aménagement et d'extension des villes et des villages, d'une place autour de l'église.

Gondrecourt

Le dossier de l'Inventaire indique que l'église de Gondrecourt a été construite en 1839 et que le clocher a été reconstruit vers 1920. La commune a demandé une indemnité de 125.330,47 f. pour effectuer des réparations qui ont probablement été conduites par Ferrand.

Aix

L'église d'Aix avait, selon le dossier de l'Inventaire, été construite en 1874. Elle a été incendiée par les Allemands en 1914, si l'on en croit le constat des dommages établi par Ferrand. Elle devait être considérée comme réparable puisqu'elle n'a pas été classée, dans un premier temps, parmi les édifices relevant de l'article 12 de la loi sur les dommages de guerre. Un projet de reconstruction semble cependant avoir été présenté devant le comité des édifices culturels, mais il a complètement disparu du dossier de dommages de guerre de la commune. Un plan levé par Ferrand en 1920 permet de supposer que l'édifice a été reconstruit sur les fondations de celui qui existait avant-guerre. Des comparaisons stylistiques incitent à attribuer l'église à Jean Bourgon.



Figure 1. « Gondrecourt-Aix (M.-et-M.) » (Inventaire régional G. Coing 80543391X1).
Figure 2. Vue du clocher de l'église de Gondrecourt.



Figure 3. Église d'Aix.

Figure 4. Église de Morville-sur-Seille (Bourgon architecte).

L'église d'Aix présente un clocher se rétrécissant dans sa partie supérieure, une double baie pourvue d'un abat-son, des baies en ogives, un tympan non sculpté en pierre et un soubassement. Dans les deux cas, la façade est entièrement enduite et complètement lisse, à l'exception des encadrements des baies et du portail fortement soulignés. Ces singularités ne se retrouvent réunies que dans l'église de Morville-sur-Seille reconstruite par Jean Bourgon. Tout suggère donc que l'église d'Aix a aussi été reconstruite d'après un projet de Bourgon. Les deux édifices présentent de telles similitudes qu'il est très possible qu'ils aient été construits par le même entrepreneur.

Gondrexon (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1861			
Nouvel édifice			Désenclos ? (entrepreneur France-Lanord et Bichaton)	

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

107 habitants. Commune détruite à 89%. Plan d'aménagement établi par Nicolas.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 13, ADMM 10 R 773, ADMM WO 1717, SR (1924, p. 375-377).

Gondrexon est situé au nord-ouest de Blâmont. Le village, qui s'organisait autour d'une seule rue au milieu de laquelle était implantée l'église, a été détruit à 89% pendant la guerre. L'architecte Armand Nicolas a établi un plan d'aménagement prévoyant notamment de modifier l'emplacement de l'église et de la mairie, mais ce projet ne semble avoir été que très partiellement réalisé. D'après les archives des bâtiments communaux, l'église de Gondrexon datait de 1861. Elle ne devait pas être considérée comme entièrement détruite à l'issue de la guerre puisqu'elle n'a pas été comptée parmi les édifices dont le dossier devait être approuvé par le comité des édifices culturels. La coopérative de reconstruction des églises a cependant classé le chantier de Gondrexon parmi les « reconstructions totales ». Le dossier de l'Inventaire indique que l'église est de « style 1925 » et suggère un rapprochement avec celle la commune voisine de Reillon, mais il ne cite pas le nom de l'architecte. Le dossier de dommages de guerre de Gondrexon est presque vide, il mentionne seulement que la perte subie par la commune pour l'église s'élevait à 30.910,43 f de 1914, soit environ 120.000 f de 1922, ce qui représentait une somme très modeste. Les archives des bâtiments communaux indiquent que la mairie-école a été reconstruite par les architectes Ogé, Gilbert et Poutaraud, mais n'évoquent pas l'église. *La Semaine religieuse* ne cite pas non plus le nom de l'architecte dans l'article qu'elle a consacré à l'édifice. Comme l'église de Reillon, celle de Gondrexon présente un style néo-roman très modernisé recourant abondamment à la brique, ce qui est exceptionnel dans les églises reconstruites du département. Il est donc très probable que l'église de Gondrexon ait été, comme celle du village voisin, reconstruite d'après un projet de l'architecte Désenclos. On ne peut cependant exclure une attribution à Ogé et Gilbert qui ont reconstruit un certain nombre d'églises en style moderne.

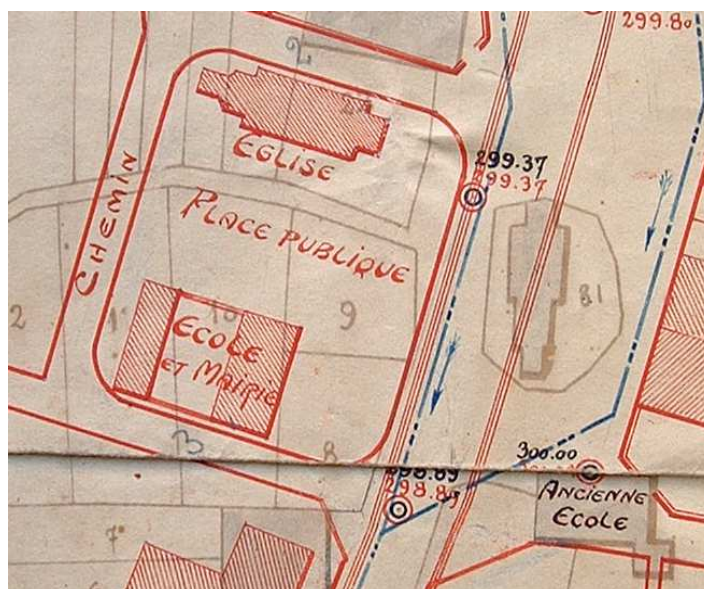


Figure 1. « Gondrexon. Plan d'alignement et de nivellement » [détail] (ADMM 10 R AL 13).

Ce plan non signé a sûrement été établi par Nicolas. La place publique visible prévue à gauche, en rouge, n'a pas été réalisée. L'église actuelle occupe un emplacement proche de celui qu'elle avait avant la guerre (l'ancienne église porte le n°81).



Figure 2. Vue d'ensemble.
 Figure 3. Façade.
 Figure 4. Fenêtre du chevet.



Figure 5. Vue sur le chœur depuis la tribune située au revers de la façade.



Figure 6. Vue d'ensemble après les restaurations récentes.



Figure 7. Vue d'ensemble. L'église, qui se trouvait dans un état assez dégradé, a été restaurée entre 2003 et 2005. La restauration lui a malheureusement fait perdre une partie de sa patine historique propre aux enduits des années 1920.

Hagéville (arrondissement de Briey, canton de Chambley-Bussières)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	XIX ^e siècle			
Nouvel édifice			Cayotte (entrepreneur Nicolas)	339.100 f

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

258 habitants. Commune détruite à 12%. Plan d'aménagement établi par Ferrand.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 14, ADMM 10 R 774, *SR* (1924, p. 447-448).

Hagéville est situé à l'ouest de Chambley-Bussières, à la limite du département de la Meuse. L'église de la commune avait été, selon le dossier de l'Inventaire, construite au XIX^e siècle. Le constat des dommages de l'édifice a été établi par Ferrand, mais c'est l'architecte Léon Cayotte qui a conçu, en

style néo-roman, un projet de reconstruction réutilisant largement le plan de l'ancien édifice. Une partie des ornements sculptés prévus dans le projet n'ont pas été réalisés, comme ce fut le cas pour de nombreuses églises reconstruites.



Figure 1. « Vue de Hagéville. Entrée côté sud » (Inventaire régional Coing 8054359X1).



Figure 2. « Guerre de 1914-1918. Au pays de Chambley. Ruines de l'église de Hagéville » (Conservatoire régional de l'image).

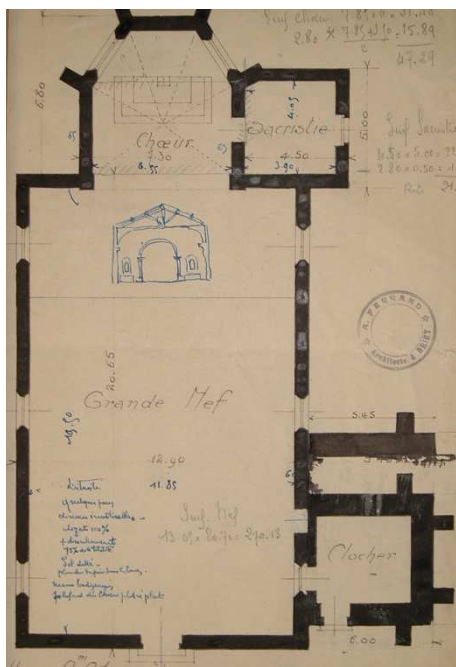


Figure 3. « Ferrand. Commune d'Hagéville - L'église » [constat de dommages] (ADMM 10 R 774).

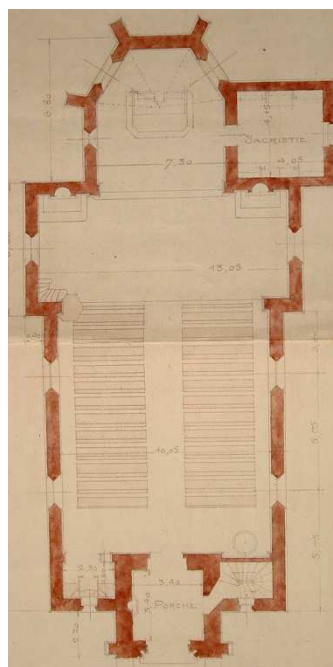


Figure 4. « Commune d'Hagéville. Projet de reconstruction de l'église. Plan. Dressé par l'architecte soussigné, Nancy, le 14 octobre 1922. Léon Cayotte – Architecte SADG – 13 rue Isabey, Nancy » (ADMM 10 R 774).
Le plan de Cayotte réutilise celui de l'ancienne église en plaçant cependant le clocher au centre de la façade et en prévoyant un transept.

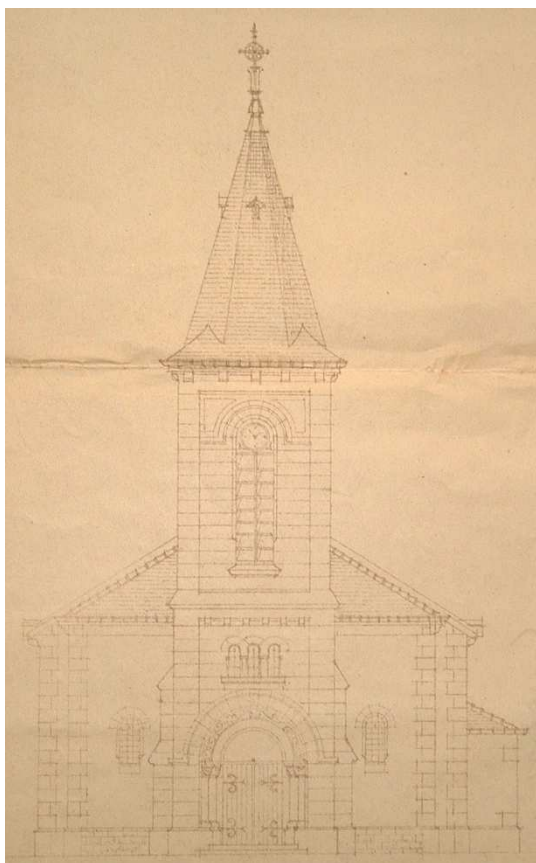


Figure 5. « Commune d'Hagéville. Projet de reconstruction de l'église. Façade. Dressé par l'architecte soussigné, Nancy, le 14 octobre 1922. Léon Cayotte – Architecte SADG – 13 rue Isabey, Nancy » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 774).

Figure 6. Façade.



Figure 7. Clocher.

Figure 8. Portail.

De nombreux éléments de sculpture prévus dans le projet n'ont pas été réalisés, faute de moyens probablement.

Halloville (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice				
Nouvel édifice		néomédiéval modernisé	Deville (Vercelli entrepreneur)	

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

130 habitants. Commune détruite à 72%. Plan d'aménagement établi par Deville.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 14.

Halloville est situé au sud-est de Blâmont. La commune a été en grande partie détruite pendant la guerre. À l'initiative de l'architecte Deville, le village a été reconstruit à quelques centaines de mètres de son site d'origine, dans un endroit plus sain et plus proche des voies de communication. Le dossier de dommages de guerre de la commune a complètement disparu des archives. Il est cependant possible d'attribuer l'église à Deville grâce à un document conservé dans le dossier de dommages de guerre de l'église de la commune de Sainte-Geneviève et grâce à une inscription sur l'édifice qui mentionne son nom. Le style néogothique de l'église de Halloville est d'ailleurs très proche de celui adopté par Deville pour l'église de la commune voisine d'Ancerville. Le porche, qui ne semble pas concorder avec le reste de la façade, pourrait avoir été construit après la Deuxième Guerre mondiale. Les vitraux des années 1950 laissent penser que l'édifice a été endommagé en 1939-1945.

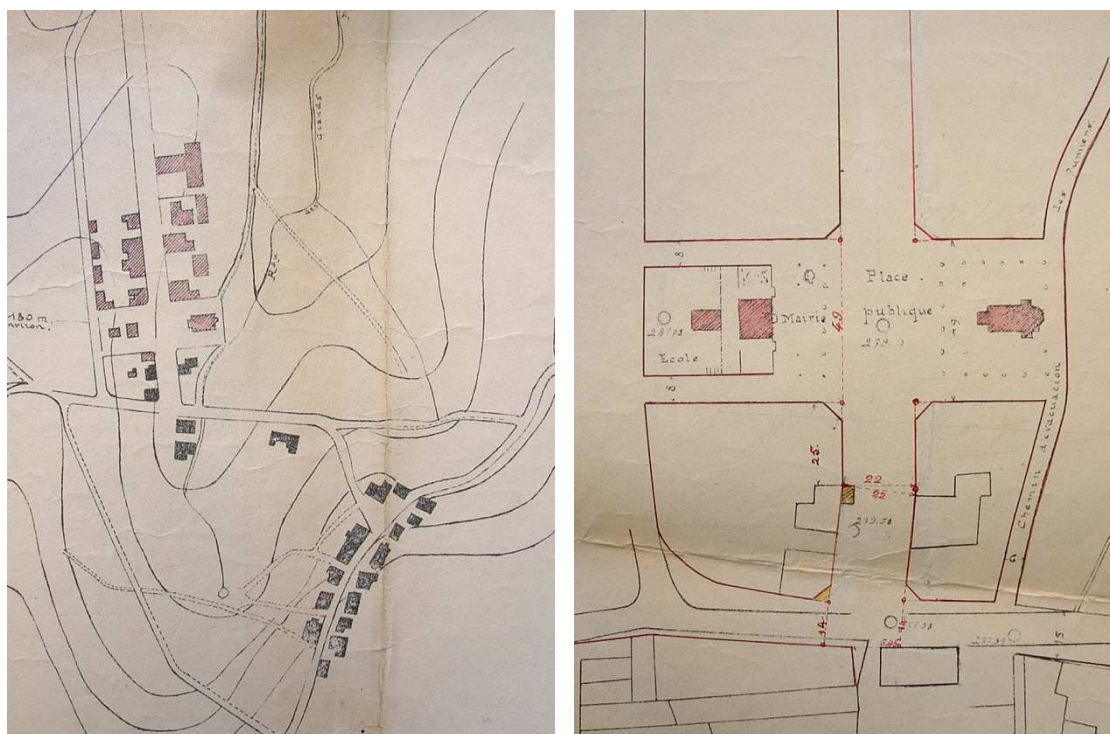


Figure 1. « Halloville. Plan d'alignement et de nivellement. 1/3.000. Deville » (ADMM 10 R AL 14).

Figure 2. « Halloville. Plan d'alignement et de nivellement. Échelle de 1/1.250. Dressé par l'architecte DPLG soussigné, Lunéville, le 18 septembre 1919, Deville » (ADMM 10 R AL 14).

Sur le premier document on distingue l'ancien village en noir (en bas à droite) et le nouveau en rose hachuré (en haut à gauche). Sur le deuxième document, l'église (à droite) fait face à la mairie (à gauche), de part et d'autre de la place publique.



Figure 3. Façade.

Figure 4. Élévation latérale.

Le remplage des baies présente un motif de cercles qu'on ne retrouve pas dans les autres églises reconstruites. Il a pu être modifié lors de l'installation des vitraux pendant les années 1950, mais il semble plutôt dater des années 1920. Le porche pourrait dater de la deuxième reconstruction.

Hamonville (arrondissement de Toul, canton de Domèvre-en-Haye)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1869			
Nouvel édifice		néogothique	Criqui	195.373,56 f

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

86 habitants. Commune détruite à 18%.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R 774, SR (1924, p. 652-653).

Hamonville est situé à l'ouest du canton de Domèvre-en-Haye, près du département de la Meuse. Bien que la commune ait été détruite à 18%, elle ne semble pas avoir fait établir un plan d'aménagement. Selon l'Inventaire, l'ancienne église avait été brûlée par les Suédois pendant la guerre de Trente ans, rétablie en 1668 et restaurée en 1869. À l'issue de la guerre, l'église ne fut pas classée parmi celles qui devaient se voir appliquer l'article 12 de la loi sur les dommages de guerre, ce qui indique qu'elle n'était pas considérée comme détruite. La coopérative de reconstruction des églises a cependant classé le chantier d'Hamonville parmi les « reconstructions totales ». Il semble que l'église ait été reconstruite sur son ancien emplacement, non par Stein, qui avait été pressenti au début pour le projet, mais par Criqui.

L'architecte a probablement réutilisé une partie des anciennes fondations, mais il ne paraît pas avoir cherché à restaurer l'état d'avant-guerre, adoptant plutôt le style néogothique.

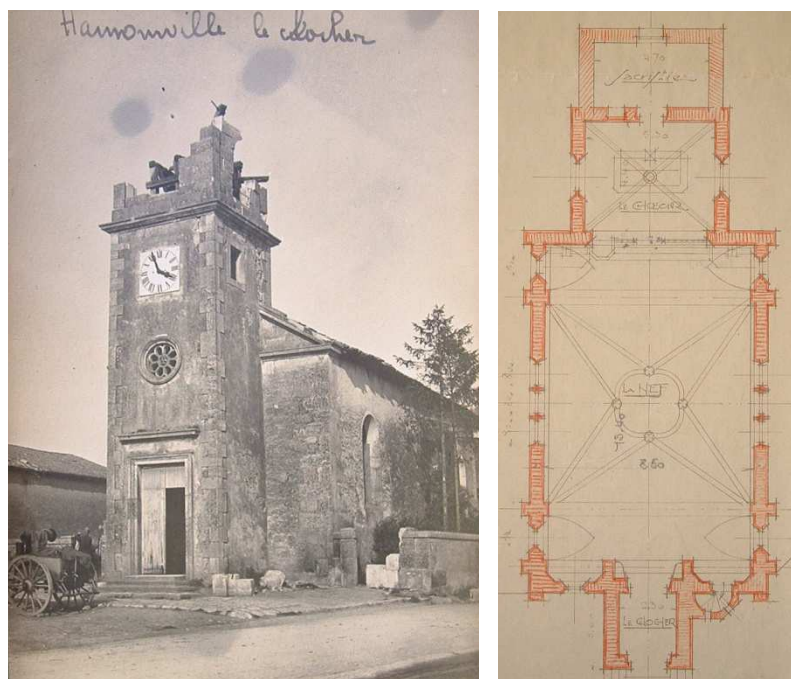


Figure 1. « Hamonville. Le clocher » (13 Fi 247).

Figure 2. « Commune d'Hamonville. Église. Plan. Dressé par l'architecte DPLG soussigné, Nancy, le 2.10.22, Jules Criqui » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 774).

Criqui semble avoir repris le plan de l'ancienne église.

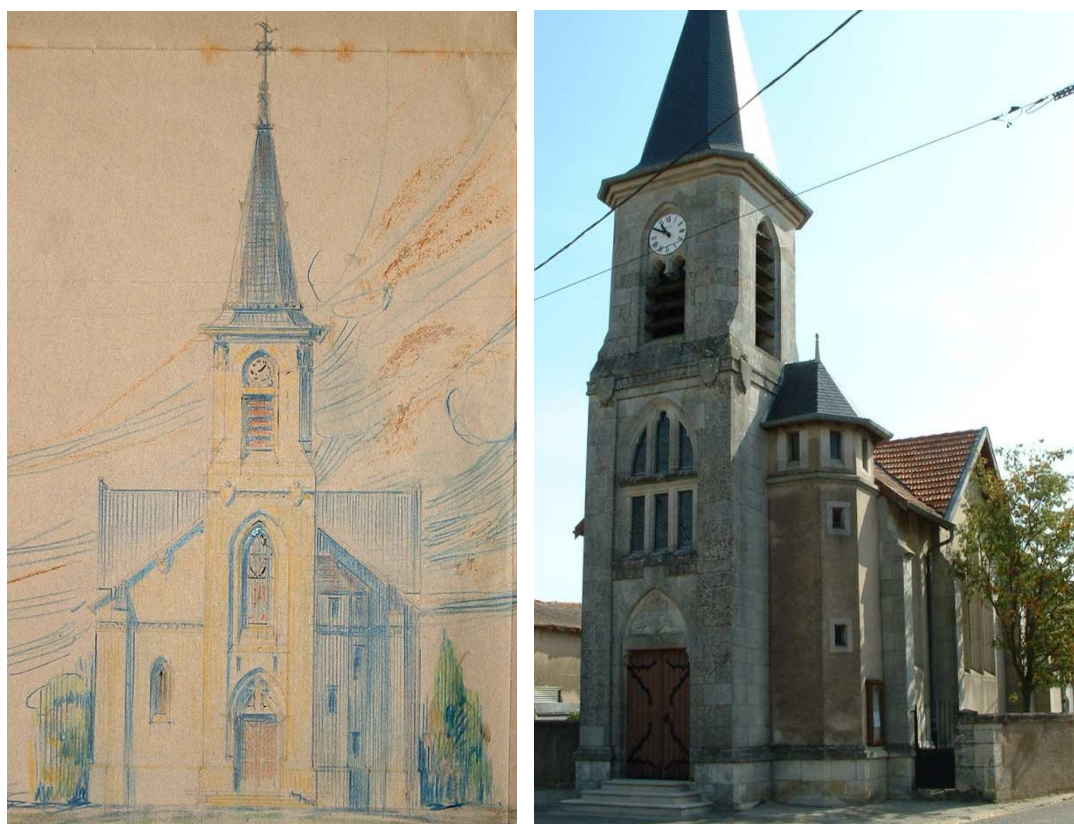


Figure 3. « Commune d'Hamonville. Église. Façade principale. Dressé par l'architecte DPLG soussigné, Nancy, le 2.10.22, Jules Criqui » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 774).

Figure 4. Vue d'ensemble.

La fenêtre située entre le tympan et la partie supérieure du clocher n'a pas été réalisée selon le projet.



Figure 5. Vue sur le chœur.

Figure 6. Vue sur l'entrée et la tribune placée au revers de la façade.

La voûte n'est pas en pierre. Comme c'est systématiquement le cas dans les églises reconstruites par Criqui, on trouve des « voûtes, arcs, nervures, formerets, construits en briques creuses, l'intrados enduit en plâtre, l'extrados recouvert d'une chape en mortier », le tout enduit en « simili-pierre avec joints d'appareil ».

Haraucourt (arrondissement de Nancy, canton de Tomblaine)

759 habitants. Commune détruite à 42%. Plan d'aménagement établi par Rougieux et Thiébaut.

Sources : ADMM 10 R AL 14, ADMM 10 R 773, fig. II-9, fig. II-11, fig. II-12.

Haraucourt relevait, en 1918, du canton de Saint-Nicolas-de-Port. Le village a été détruit à 42% pendant la guerre. Les architectes Rougieux et Thiébaut ont été chargés par la commune d'établir un plan d'aménagement du village dégageant les abords de l'église. Le dossier de dommages de guerre d'Haraucourt ne contient aucun document relatif à l'église, mais de nombreuses cartes postales prouvent que la toiture avait été complètement détruite, ainsi que les voûtes et une partie des murs du chœur. Il est possible que la restauration de l'église d'Haraucourt ait coûté plusieurs centaines de milliers de francs et qu'elle ait donc constitué un des principaux chantiers réalisés en dehors du cadre de la coopérative de reconstruction des églises.



Figure 1. « Haraucourt. Plan général. Alignements de la commune. Échelle 1 à 1.250. Présenté par les architectes soussignés Rougieux et Thiébaut » (ADMM 10 R AL 14).

Conformément au vœu du conseil municipal, Rougieux et Thiébaut n'apportèrent pas de grandes modifications au plan d'Haraucourt. Les maisons construites sur le flanc de l'église ne devaient pas être reconstruites.

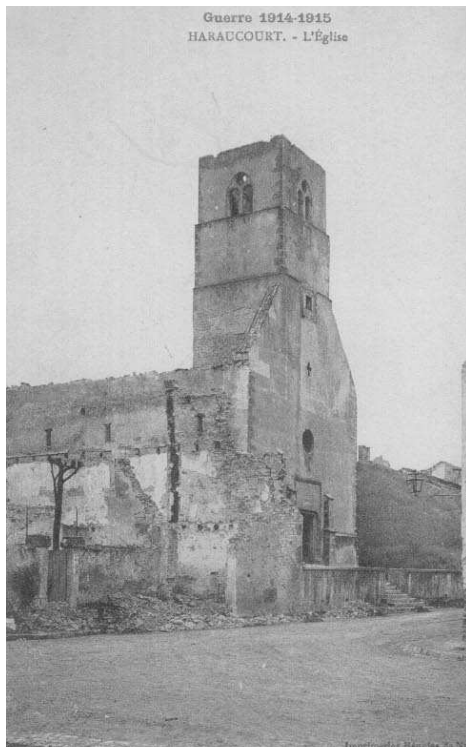


Figure 2. « Guerre 1914-1915. Haraucourt. L'église » (Bibliothèque municipale de Nancy).



Figure 3. Façade.

Harbouey (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice				
Nouvel édifice		néo-roman	Lauthe et Clément (entrepreneur Bouf)	590.265,52 (+ 84.560 f pour les immeubles par destination)

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

324 habitants. Commune détruite à 41%.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R 773, ADMM 14 W 273, ADMM WO 1765, *SR* (1924, p. 735-736), *L'Architecture* (1928, n°2, p. 57-59).

La commune d'Harbouey est située à l'est de Blâmont. Elle a été détruite à 41% pendant la guerre mais aucun document relatif à un plan d'aménagement d'Harbouey n'est conservé dans les archives. Le dossier de l'Inventaire indique seulement, au sujet de l'église, qu'il s'agit d'un « édifice néo-roman reconstruit après la guerre de 1914-1918 ». Elle semble avoir été en grande partie détruite pendant la guerre, la commune ayant réclamé pour la reconstruire une indemnité de 969.397 f, d'après une évaluation des architectes Moitrier, Michel et Grémont. Aucun projet de reconstruction de l'édifice n'est conservé dans le dossier de dommages de guerre de la commune. Les archives des bâtiments communaux mentionnent que l'église a en fait été reconstruite pour 675.000 f environ, mais ne citent pas le nom de l'architecte. C'est dans *La Semaine religieuse* qu'on apprend que l'église a été reconstruite d'après un projet de l'architecte Lauthe et meublée par Cayette. L'architecte a adopté un style néo-roman assez massif. Il a pourvu l'église d'un clocher hors œuvre qui dispose d'une entrée indépendante. Une certaine discordance de mise en œuvre des matériaux et de vieillissement apparent semble exister entre le portail principal et la tour qui paraît plus récente. L'étude du dossier de dommages de guerre de l'église pour la Deuxième Guerre mondiale confirme cette impression. D'après un constat établi par l'architecte Inglebert, une vingtaine d'obus ont touché l'église entre le 13 et le 16 novembre 1944, endommageant notamment la tour et la sacristie. Le clocher a été en partie reconstruit après 1945, mais sa forme générale date bien des années 1920 si on en croit un vitrail de l'église, apparemment contemporain de la première reconstruction, montrant un clocher très proche de celui qui est actuellement visible. Le sommet du clocher est cependant légèrement différent du projet de l'église, publiée par *L'Architecture* en 1928. L'article de ce périodique mentionne que Lauthe a travaillé en collaboration avec un architecte belge nommé Théo Clément.



Figure 1. Vue de l'ensemble de la façade.



Figure 2. Façade.



Figure 3. Portail de la tour du clocher



Figure 4. Clocher.

Le portail du clocher concorde avec le portail principal, mais tout le reste du clocher semble avoir été restauré après la Deuxième Guerre mondiale.



Figure 5. Vitrail. Sur ce vitrail des années 1920, on distingue un clocher très proche du clocher actuel.

Hénaménil (arrondissement de Lunéville, canton de Lunéville-Sud)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice				
Nouvel édifice		néogothique	Criqui	612.270 f ? (dont 10.000 f à la charge de la commune)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

351 habitants.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R 775, ADMM WO 1790, SR (1924).

Hénaménil est situé au nord de Lunéville. La commune n'a pas été classée parmi celles qui avaient été détruites à plus de 10%. L'église d'Hénaménil n'a pas été classée, quant à elle, parmi les édifices détruits relevant de l'article 12 de la loi sur les dommages de guerre. La commune a demandé dans un premier temps, pour la restaurer, une indemnité de 219.330 f, puis de 612.270 f. Il est possible que l'église ait été initialement considérée comme réparable et se soit finalement avérée nécessiter une reconstruction complète. Aucun projet de reconstruction n'est cependant conservé dans les archives. Il faut se reporter à *La Semaine religieuse* pour découvrir que l'auteur de cette église d'inspiration néogothique est Jules Criqui. La nouvelle église a probablement été reconstruite sur les fondations de l'ancienne, mais dans un style différent.



Figure 1. « Hénaménil. La Mairie » (Inventaire régional 94542178XBG. Coing).

Figure 2. Vue d'ensemble.

Le plan de l'église construite par Criqui semble très proche de celui de l'ancienne église, notamment au niveau de la façade. Les fondations de l'ancienne église ont probablement été réutilisées.



Figure 3. Détail de la façade. Les sculptures très probablement prévues pour orner la façade n'ont pas été réalisées, certainement pour des raisons économiques.

Herbéviller (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	XVIII ^e siècle			
Nouvel édifice		néogothique	Criqui	397.510 f

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

396 habitants. Commune détruite à 37%. Plan d'aménagement établi par Nicolas.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 14, ADMM 10 R 773, ADMM 10 R 775, SR (1923, p. 831).

La commune d'Herbéviller est située au sud-ouest de Blâmont. L'architecte Nicolas a proposé, après la guerre, un plan d'aménagement du village ambitieux qui prévoyait de modifier l'emplacement de l'école, de la mairie et de l'église. La plupart de ces modifications ont été rejetées par le conseil municipal qui estimait que : « pour l'église, vu l'état financier de la commune, le conseil demande que cette dernière soit construite sur son ancien emplacement, de façon à utiliser le mur du côté de la route qui est encore bon ». Le dossier de l'Inventaire indique que l'église datait du XVIII^e siècle. Le dossier de dommages de la commune ne contient aucun document la concernant, il permet seulement d'affirmer que la commune s'est vue accorder pour la reconstruction une indemnité de près de 400.000 f. L'édifice semble avoir effectivement été reconstruit sur son ancien emplacement, en style néogothique. *La Semaine religieuse* mentionne que Criqui est l'auteur de cette reconstruction.

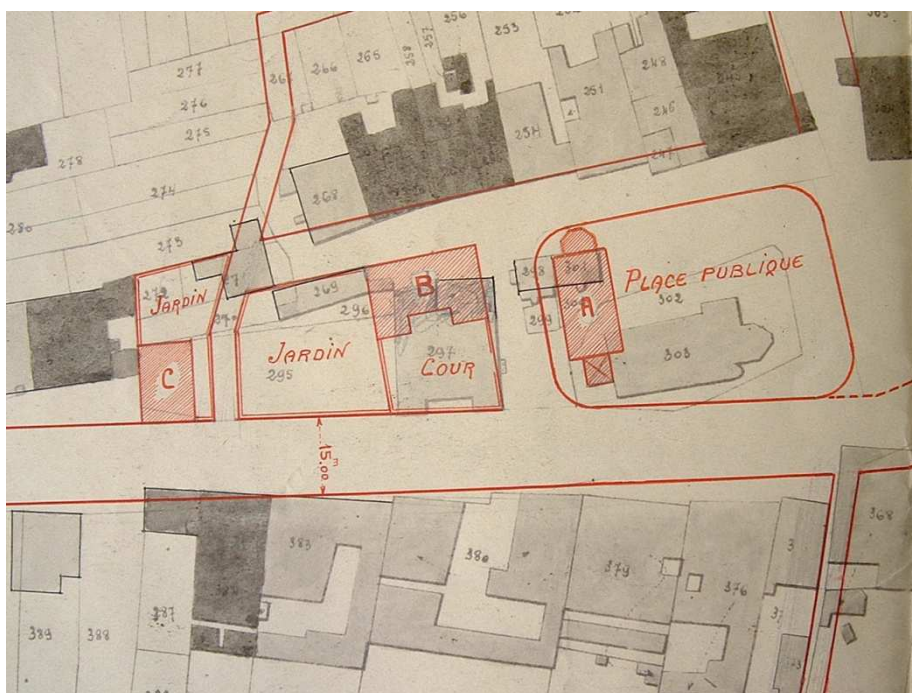


Figure 1. « Plan d'alignement et de nivellement du village d'Herbéviller. Dressé par l'architecte soussigné, Lunéville, le 15 octobre 1919, A. Nicolas » (ADMM 10 R AL 14). Nicolas prévoyait de faire pivoter l'église d'un quart de tour à rebours du sens horaire à partir de son clocher (immeuble A). B et C désignent probablement la mairie et l'école. L'église a finalement été reconstruite sur son ancien emplacement.

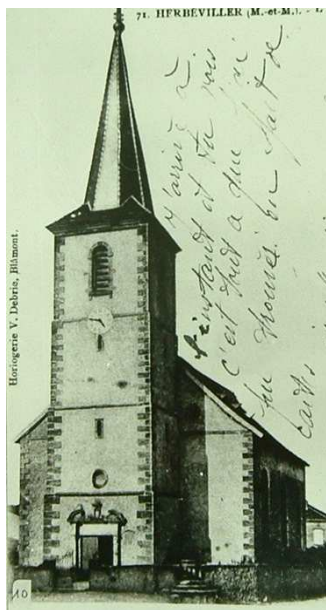


Figure 2. « Herbéviller. (M.-et-M.). L'église » (Inventaire régional 88542843X1D).



Figure 3. « Herbéviller (M.-et-M.). Après l'armistice. L'église et la grande route » (Inventaire régional 88542846XD).



Figure 4. Façade.



Figure 5. Chevet avec, au premier plan, le monument aux morts.

La façade est proche de celle qui existait avant 1914, à l'exception, comme le relève le dossier de l'Inventaire, de l'œil-de-bœuf au dessus du portail. Le portail a été pourvu d'un arc en ogive et d'une tourelle d'angle, typique de Criqui. Le chevet est proche de celui qu'on peut voir sur la photographie prise « après l'armistice » (figure 4).

Herserange (arrondissement de Briey, canton de Herserange)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises, puis démission en 1922.

2.283 habitants.

Sources : SR (1922, p. 475-479 et 1929, p. 429).

Herserange est situé à la frontière luxembourgeoise et relevait en 1918 du canton de Longwy. La commune a adhéré à la coopérative de reconstruction des églises, en démissionnant cependant dès 1922, au motif que son église avait été peu endommagée pendant la guerre. Une seconde église a été construite sur le territoire de la commune à la fin des années 1920 par Criqui.

Hoéville (arrondissement de Lunéville, canton de Lunéville-Nord)

258 habitants.

Sources : ADMM 10 R 774.

Hoéville est situé à l'ouest d'Arracourt. L'architecte Durieux a évalué les dommages causés à l'église à la somme 430.445,73 f, mais il est possible que la commune ait obtenu beaucoup moins. L'église n'était que partiellement détruite et a été restaurée de manière très simple, probablement par Durieux. La partie supérieure du clocher paraît cependant très proche de celle reconstruite à Clémery par Thomas.

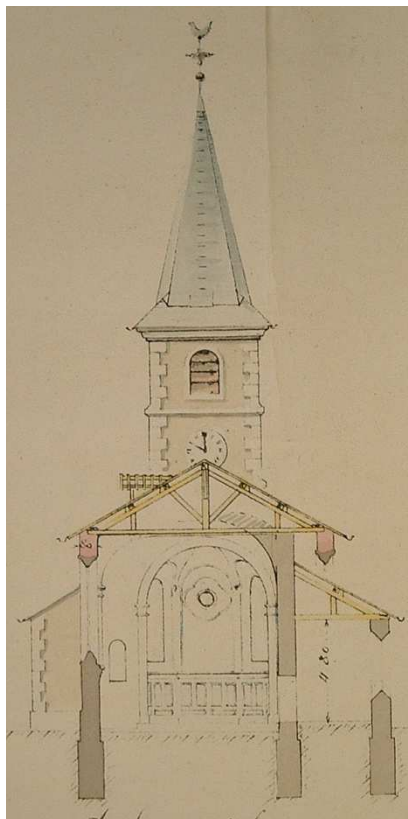


Figure 1. « Eglise paroissiale. Dressé par l'architecte soussigné, Nancy, le 5 août 1920, A. Durieux, architecte-expert » [constat de dommages] (ADMM 10 R 774).

Figure 2. Façade.

Le dessin du clocher, probablement antérieur à 1850 d'après le constat de Durieux, a été modifié lors de la reconstruction. À noter que la mairie de Hoéville est contiguë à l'église (elle se situe à droite de la photographie de la figure 2).

Hussigny-Godbrange (arrondissement de Briey, canton de Herserange)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1618 ou 1738 ?			
Nouvel édifice		1925	Boileau et Le Bourgeois	635.040 f (dont 265.000 f à la charge de la commune, fournis par une subvention des sociétés minières)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

3.569 habitants. Commune détruite à 15%. Plan d'aménagement établi par A. Vincent.

Sources : *Mérimée*, Inventaire, ADM 10 R AL 14, ADMM 10 R 775, SR (1925, p. 745-747 et 1926, p. 521-524), *Pierre Le Bourgeois, architecte, 1879-1971* (BATTISTIN).

Hussigny-Godbrange était situé, en 1914, au point de jonction des frontières de la France, du Luxembourg et de l'Alsace-Moselle allemande. C'est A. Vincent qui, après guerre, fut chargé du plan d'aménagement. Malgré les réticences initiales de la commune, il a prévu la création d'une vaste place publique au centre de laquelle serait construite une nouvelle église.

Selon l'Inventaire, l'ancienne église datait de 1735 et avait été restaurée en 1884. Seul le clocher avait véritablement échappé aux destructions. L'église aurait peut-être été reconstruite sur place si elle n'était pas devenue beaucoup trop petite pour une commune dont la population avait décuplé depuis le XVIII^e siècle. Grâce à une subvention des sociétés minières actives sur le territoire de la commune, le conseil municipal a pu financer la construction d'un édifice proportionné aux besoins de la paroisse. La reconstruction a été confiée aux architectes Boileau et Le Bourgeois (le dossier de l'Inventaire mentionne Le Bourgeois et Zimmermann). Les deux architectes ont opté pour une église à une seule nef, intégralement construite en ciment armé (leur devis indique le chiffre très précis de 4.345,684 m³ de ciment armé). L'église d'Hussigny-Godbrange est probablement la plus moderne de toutes celles qui ont été reconstruites en Meurthe-et-Moselle après la Première Guerre mondiale, tant d'un point de vue technique qu'esthétique : le ciment armé a été utilisé à l'exclusivité de tout autre matériau de gros œuvre et il a été laissé apparent sur tout l'extérieur de l'édifice. L'église a été achevée en 1927, mais la pose de la première pierre date, selon l'Inventaire, du 25 juin 1924. Le projet conservé dans le dossier de dommages de guerre est daté du 30 novembre 1922, soit très peu de temps après la construction de l'église Notre-Dame du Raincy par les frères Perret (dont la première pierre a été posée le 30 avril 1922), qui est traditionnellement considérée comme la première église moderne en béton armé et fut classée monument historique dès 1966. Les ruines de l'ancienne église ont été arasées en 1930-1931 pour faire place à la nouvelle mairie de la commune.

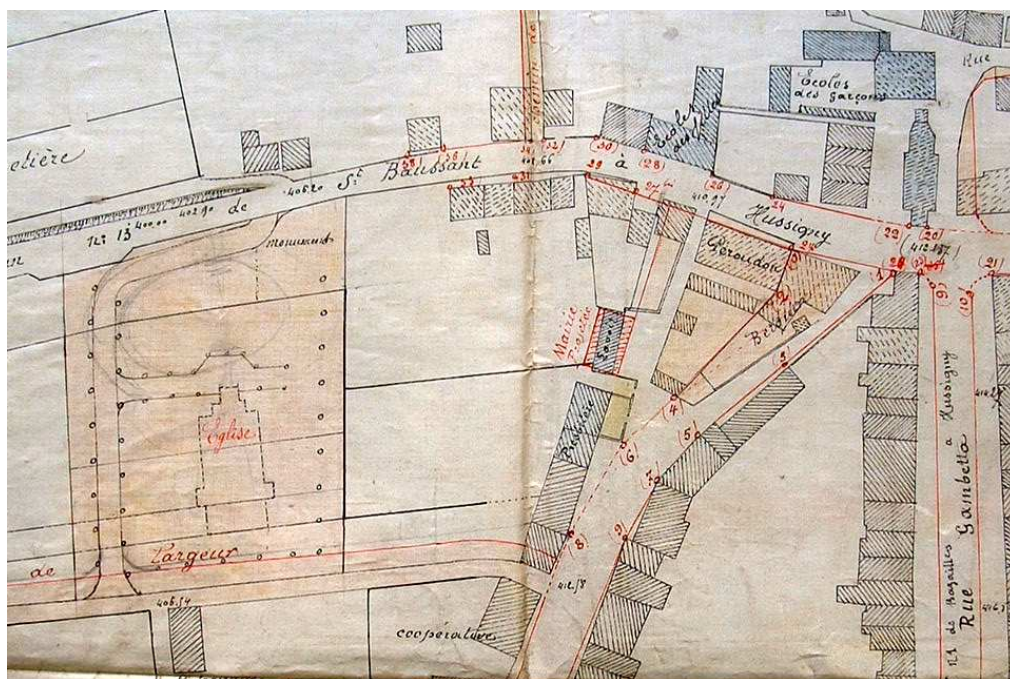


Figure 1. « Plan au 1/1.000. A. Vincent » (ADMM 10 R AL 14).

L'ancienne église était située dans le prolongement de la rue Gambetta, à l'endroit où celle-ci formait un T avec la rue de Saint-Baussant à Hussigny (en haut à droite en bleu). La nouvelle église est prévue sur une vaste place (à gauche, en bas, sur fond jaune).

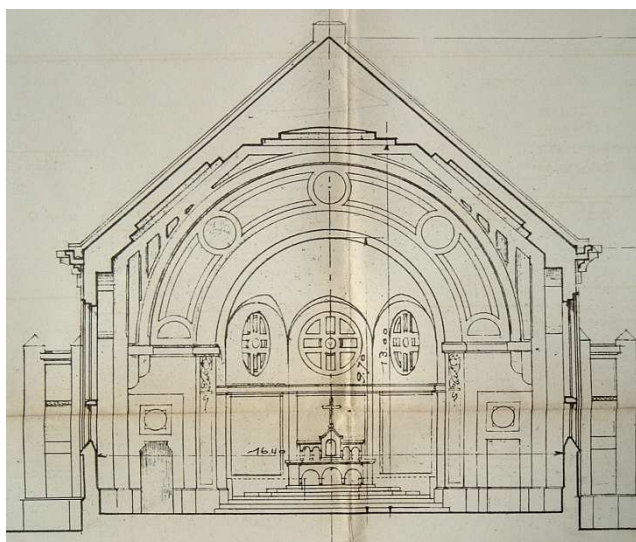
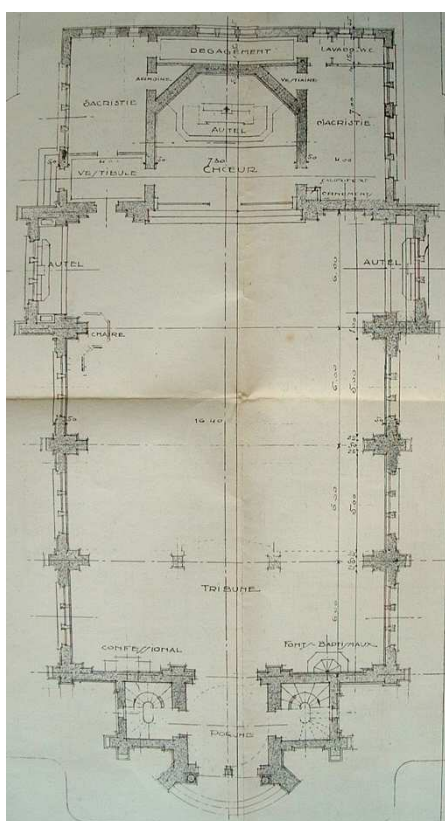


Figure 2. « Eglise de Hussigny. Meurthe-et-Moselle. Plan. Paris-Nancy, le 30 novembre 1922, dressé par les architectes DPLG soussignés, pour MM. L. H. Boileau et P. Le Bourgeois » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 775).

Figure 3. « Eglise de Hussigny. Meurthe-et-Moselle. Coupe transversale. Paris-Nancy, le 30 novembre 1922, dressé par les architectes DPLG soussignés, pour MM. L. H. Boileau et P. Le Bourgeois » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 775).

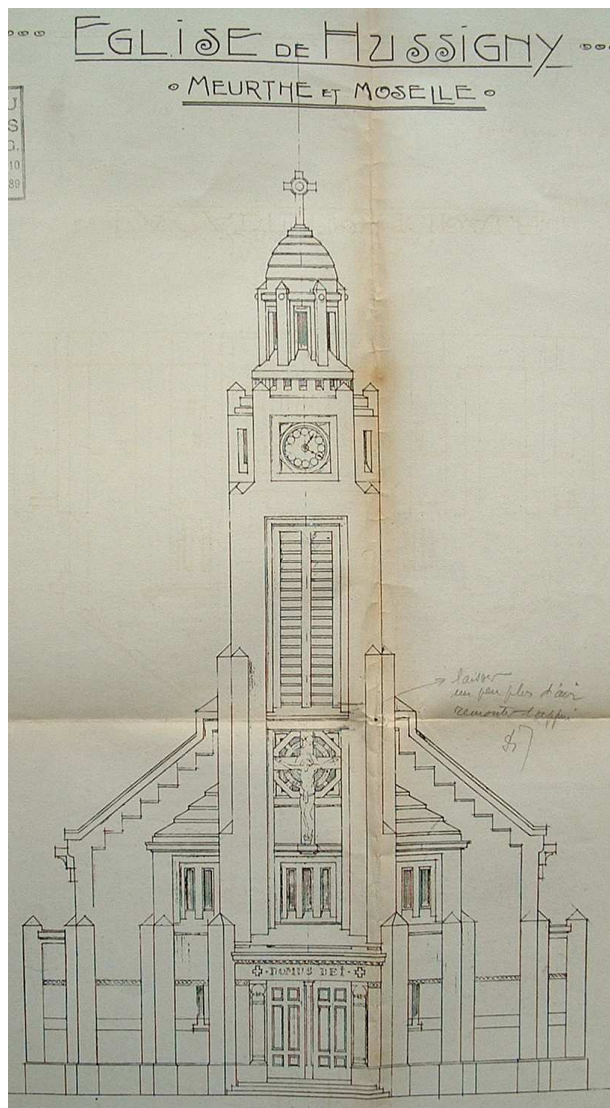


Figure 4. « Eglise de Hussigny. Meurthe-et-Moselle. Façade. Paris-Nancy, le 30 novembre 1922, dressé par les architectes DPLG soussignés, pour MM. L. H. Boileau et P. Le Bourgeois » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 775).

Figure 5. Façade.

L'église construite semble très proche de celle qui avait été projetée.

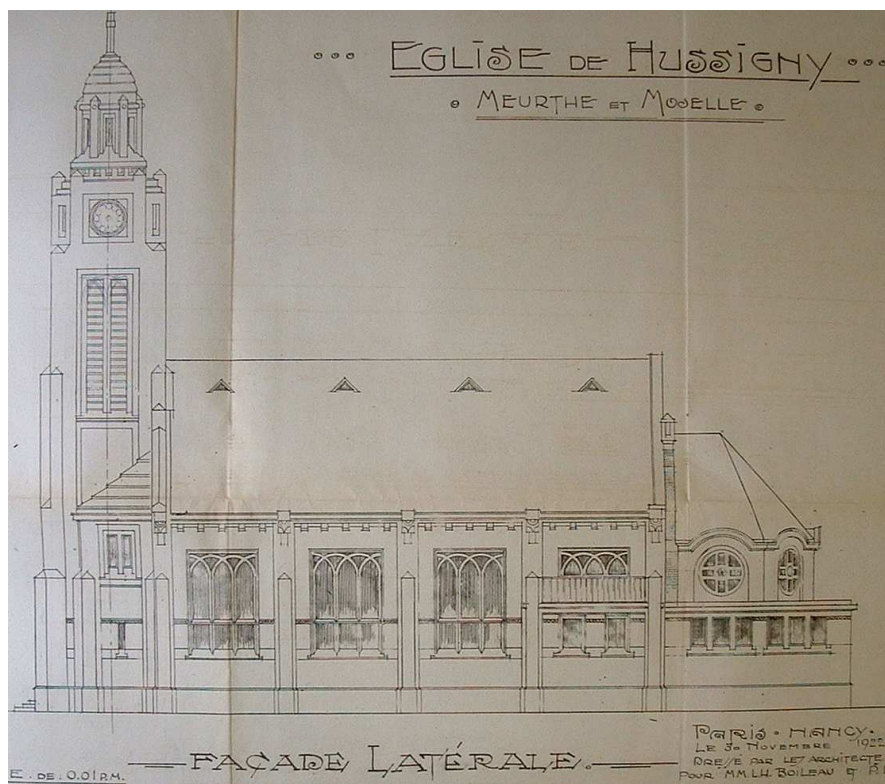


Figure 6. « Église de Hussigny. Meurthe-et-Moselle. Façade latérale. Paris-Nancy, le 30 novembre 1922, dressé par les architectes D.P.L.G. soussignés, pour MM. L. H. Boileau et P. Le Bourgeois » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 775).

Figure 7. « Église de Hussigny. Meurthe-et-Moselle. Coupe longitudinale. Paris-Nancy, le 30 novembre 1922, dressé par les architectes D.P.L.G. soussignés, pour MM. L. H. Boileau et P. Le Bourgeois » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 775).



Figure 8. Vue d'ensemble. Le monument aux morts initialement prévu par A. Vincent derrière le chevet a finalement été construit devant l'église (il est visible au premier plan à droite de la photographie).



Figure 9. Chevet et élévation latérale.



Figure 10. Clocher.

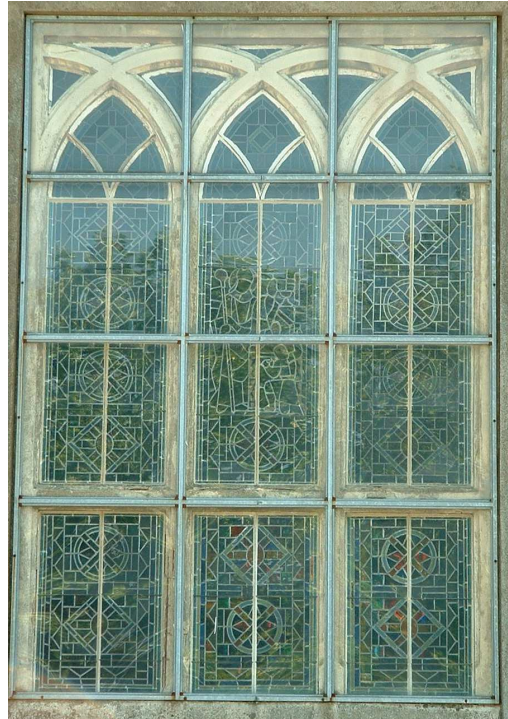


Figure 11. Baie de la nef.

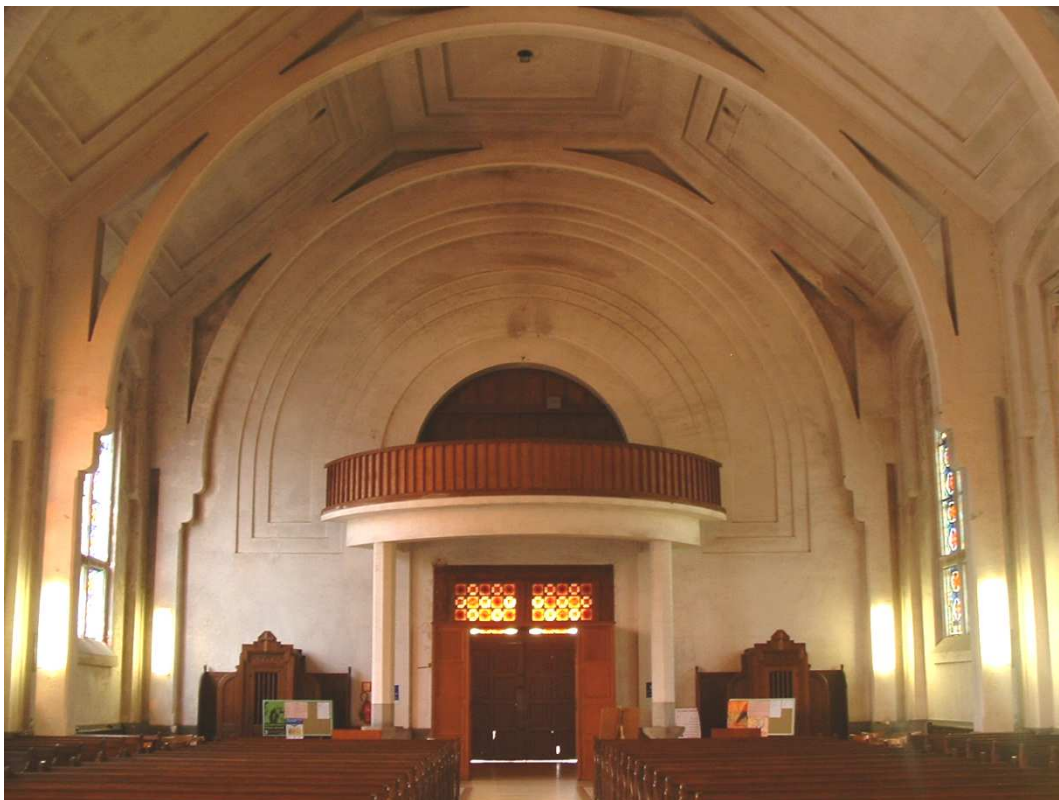


Figure 12. Vue vers l'entrée.



Figure 13. Vue sur le chœur.

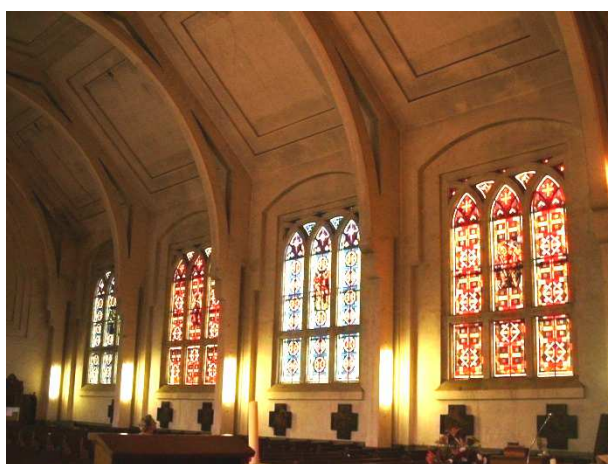


Figure 14. Baies de la nef.

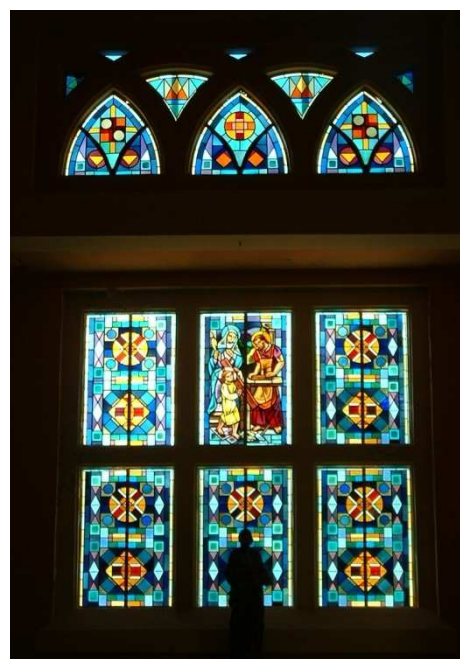


Figure 15. Détail d'une des baies de la nef.



Figure 16. Vue d'ensemble.

Igney (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

257 habitants. Commune détruite à 33%. Plan d'aménagement établi par Lavocat.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 15, ADMM 10 R 776.

Igney est situé au nord de Blâmont. La commune n'a pas adhéré à la coopérative de reconstruction des églises. Mais, elle a demandé, pour la réparation de son église, une indemnité de dommages assez élevée (171.238,80 f). Il est possible que les dégâts aient été assez importants, mais c'est difficile à confirmer, l'église ayant été bombardée en 1944 et entièrement reconstruite pendant les années 1950. Les travaux de restauration des années 1920 ont été réalisés par l'entreprise France-Lanord et Bichaton.



Figure 1. Vue d'ensemble.

Figure 2. Élévation latérale.

Malgré sa grande simplicité, cet édifice apparaît beaucoup plus convaincant que la majorité des églises reconstruites dans le département pendant les années 1950.

Jarny (arrondissement de Briey, canton de Conflans-en-Jarnisy)

3.411 habitants. Commune détruite à 14%. Plan d'aménagement établi par Yahier.

Sources : ADMM 10 R AL 15, ADMM 10 R 777, fig. II-34.

La ville de Jarny est située au sud-ouest de Briey. Elle a été détruite à 14% pendant la guerre. Le dossier de dommages de guerre de l'église des XII^e-XV^e siècle n'est que partiellement conservé dans les archives. La commune a déclaré pour le mobilier de l'édifice des dommages d'un montant de 84.850 f. L'immeuble n'a probablement pas été complètement épargné. La tour du clocher semble avoir été refaite pendant les années 1920. L'édifice a été inscrit sur la liste supplémentaire des monuments historiques en 1982.

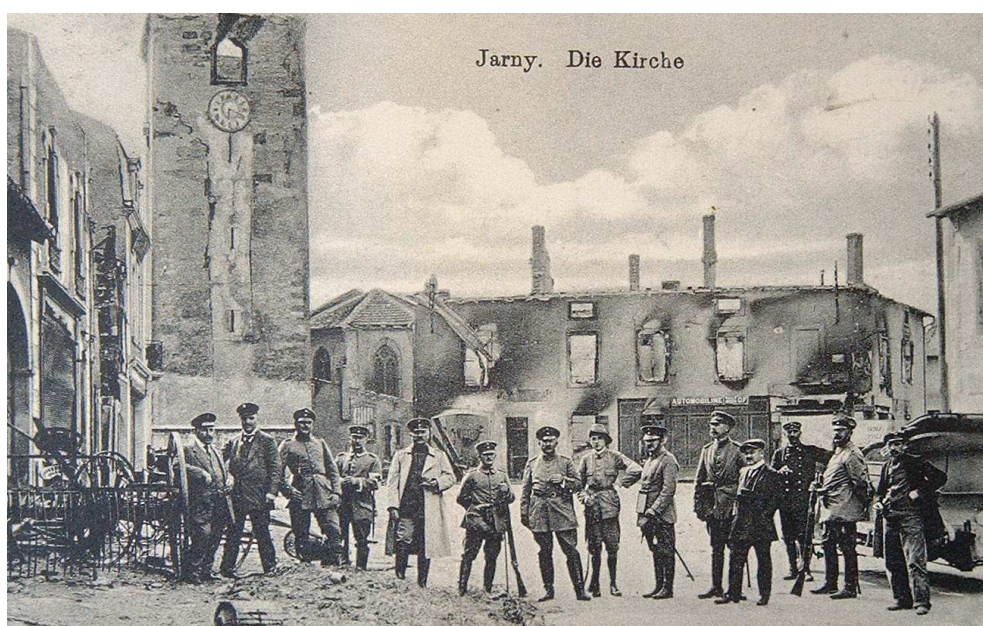


Figure 1. « Jarny. Die Kirche » (ADMM 2 Fi 4320).



Figure 2. Clocher (site Internet).

Jaulny (arrondissement de Toul, canton de Thiaucourt-Regniéville)

340 habitants. Commune détruite à 52%. Plan d'aménagement établi par Mugnier et Rigollet.

Sources : ADMM 10 R AL 15, ADMM 10 R 778

Jaulny est situé au nord de Thiaucourt. La commune a été détruite à 52% pendant le conflit. Elle a demandé une indemnité de 171.056,70 f pour réparer son église, d'après un constat des architectes Moitrier, Michel et Grémont. Il est possible qu'elle se soit vue accorder une indemnité nettement inférieure. L'enduit de la façade semble dater des années 1920, les vitraux de Benoît datent de 1924, mais l'église paraît avoir largement conservé sa structure d'origine, remontant peut-être au XVIII^e siècle.



Figure 1. Façade.

Jeandelaincourt (arrondissement de Nancy, canton de Nomeny)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises.

657 habitants.

Sources : ADMM 10 R 777, *SR* (supplément au numéro du 15 mars 1930).

L'église de Jeandelaincourt semble n'avoir subi que 15.000 f de dégâts environ. La commune a adhéré tardivement à la coopérative de reconstruction des églises pour s'acquitter des frais de réparation.



Figure 1. Façade (site Internet).

Jeandelize (arrondissement de Briey, canton de Conflans-en-Jarnisy)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	XII ^e -XV ^e siècle			
Nouvel édifice		néo-roman	Reybault (entrepreneur Sinturel)	189.170,99 f ?

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

392 habitants.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R 777, SR (1924, p. 210).

La commune de Jeandelize est située à l'ouest de Jarny. Elle ne paraît pas, dans son ensemble, avoir subi beaucoup de destructions pendant la guerre. L'église datait des XII^e-XV^e siècles. D'après le constat des dommages réalisé par l'architecte Ferrand, l'édifice avait été touché par des obus, les Allemands l'avaient utilisé pour héberger leurs soldats et y avaient même construit un « fort-abri ». Seul le clocher, reconstruit en 1783 d'après le dossier de l'Inventaire, avait à peu près échappé aux destructions. La commune a demandé une somme de 189.179,99 f pour réparer l'église, mais le dossier de dommages ne permet pas de déterminer quelle indemnité lui a finalement été accordée. La somme mentionnée paraît peu importante pour un chantier que la coopérative de reconstruction des églises a classé dans la catégorie des « reconstructions totales ». Le dossier de dommages de guerre de l'édifice ne contient aucun projet de reconstruction ou de restauration, ni aucun document qui mentionne le nom de l'architecte. C'est *La Semaine religieuse* qui permet d'attribuer la reconstruction à l'architecte Reybault. Cet architecte a réutilisé les fondations de l'ancienne église. Il s'est appuyé sur le clocher subsistant pour

ériger un édifice de style néo-roman modernisé qui rappelle subtilement l'architecture religieuse de la Lorraine rurale du XVIII^e. L'ensemble apparaît comme un harmonieux mélange de restauration et de modernisation, qui a bénéficié de la part de l'entrepreneur Sinturel d'une mise en œuvre beaucoup plus soignée que celle de la plupart des chantiers de reconstruction d'églises en Meurthe-et-Moselle.

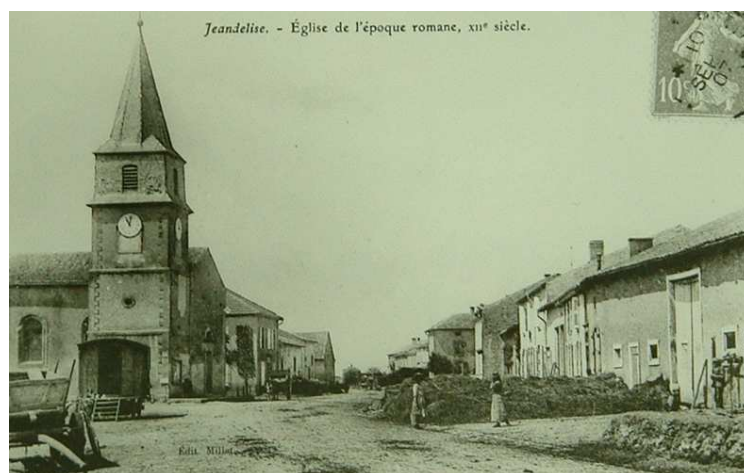


Figure 1. « Jeandelize. Église de l'époque romane, XII^e siècle » (Inventaire régional G. Coing 8054347X1)



Figure 2. Vue d'ensemble.
Le clocher est proche de celui qui existait avant-guerre, mais le reste de la façade présente une structure originale.

Jezainville (arrondissement de Nancy, canton de Dieulouard)

741 habitants.

Sources : ADMM 10 R 777.

Jezainville relevait en 1918 du canton de Pont-à-Mousson. La commune ne figure pas sur la liste des agglomérations détruites à plus de 10% pendant la guerre et n'a pas adhéré à la coopérative de reconstruction des églises. Cependant, le dossier de dommages de guerre de Jezainville semble indiquer que l'église, datant de 1871, a subi des dommages considérables, d'un montant de près de 200.000 f. Certains détails stylistiques permettent de rapprocher l'église de Jezainville de celles de Juvrecourt, de Fenneviller (probablement reconstruite par Biet) et surtout de Beaumont (reconstruite par André), mais ces similitudes remontent en fait, très probablement, aux édifices originaux des années 1860. Il n'est pas exclu que les travaux de restauration aient été conduits par l'architecte J. Weiss qui a établi le constat de dommages de l'édifice.



Figure 1. « Jezainville » (Conservatoire régional de l'image).



Figure 2. Façade.



Figure 3. Détail de la façade.

L'église présente bien les caractéristiques des édifices néogothiques construits dans les campagnes de Meurthe-et-Moselle à partir des années 1860. Cependant, la partie supérieure du clocher semble avoir été couverte d'enduit ou construite avec des pierres d'une nature différente de celles du reste de la façade. Le portail a probablement été restauré pendant les années 1920.

Joudreville (arrondissement de Briey, canton d'Audun-le-Roman)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle » ou « travaux peu importants »).

1.419 habitants.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R 778.

La commune de Joudreville est située à l'ouest de Briey, à la limite du département de la Meuse. Le dossier de l'Inventaire indique que la nef de l'église est « sans doute du XVI^e siècle », le clocher de 1770, le chœur et le transept du XIX^e siècle. La commune a adhéré à la coopérative de reconstruction des églises qui a classé le chantier tantôt parmi les « reconstructions partielles » tantôt parmi les « travaux peu importants ». La seule indemnité mentionnée dans le dossier de dommages de guerre de l'édifice est très modeste (seulement 8.084 f), ce qui pourrait laisser penser que les travaux ont effectivement été « peu importants ». La nef et le chœur paraissent cependant avoir subi des restaurations importantes qu'il semble difficile de dater.



Figure 1. Vue d'ensemble.

La tour du clocher ne semble pas avoir été restaurée, au contraire de la nef et du chœur.

Laix (arrondissement de Briey, canton de Villerupt)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle »).

215 habitants.

Sources : dossier d'inventaire, ADMM WO 1941.

Laix était, en 1918, rattaché au canton de Longwy. Le dossier d'inventaire indique que l'église Saint-Jean-Baptiste a été construite en 1785 et ne mentionne pas de restauration après la Première Guerre mondiale. Le dossier de dommages de guerre de la commune n'a pas été conservé dans les archives. Le chantier de reconstitution de l'église de Laix a été classé par la coopérative de reconstruction des églises dans la catégorie des « reconstructions partielles ». En fait, il semble qu'on ait affaire à une restauration scrupuleuse de l'état d'avant-guerre. Les travaux pourraient avoir été conduits par Jean Bourgon qui a très soigneusement restauré l'église de la commune voisine de Fillières.



Figure 1. Laix.

Landres (arrondissement de Briey, canton d'Audun-le-Roman)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1866			
Nouvel édifice		néogothique	Eschbaeher	400.000 (dont 150.000 f à la charge de la commune pour agrandissement)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« réparation » ou « travaux peu importants »).

873 habitants. Commune détruite à 55%. Plan d'aménagement établi par Lafarge.

Sources : *Archidoc*, Inventaire, ADMM 10 R AL 15, ADMM 10 R 779, ADMM WO 1954.

Landres est situé au sud-ouest d'Audun-le-Roman, près du département de la Meuse. La commune a été détruite à 55% pendant la guerre. Selon les archives des bâtiments communaux, l'église avait été construite en 1866. Le dossier de dommages de guerre laisse supposer que l'église a été en grande partie détruite puisqu'il évoque une reconstruction d'un coût de 400.000 f, dont 150.000 f fournis par la commune en raison d'une extension de la surface par rapport à l'avant-guerre. Il y a tout lieu de croire que ces 150.000 f provenaient, en fait, d'une subvention des sociétés minières comme ce fut le cas à Hussigny-Godbrange. Le dossier de dommages ne conserve par ailleurs aucun projet de reconstruction. La base de données *Archidoc* indique que l'église serait due à l'architecte Eschbaeher. Cela paraît très vraisemblable dans la mesure où il a, d'après le dossier de dommages, travaillé à la reconstruction de la mairie de la commune. Eschbaeher était, en outre, coutumier des restaurations soigneuses, comparables à celle dont Landres semble avoir fait l'objet. Le budget de 400.000 f s'accorde mal avec le classement par la coopérative des églises du chantier de Landres dans la catégorie des « réparations » ou des « travaux

peu importants ». On doit supposer que la commune n'a confié à la coopérative qu'une petite partie de son indemnité de dommages de guerre, à l'exclusion, probablement, de la somme de 150.000 f nécessitée par une extension de la surface.



Figure 1. Façade. Certains détails de l'église de Landres (les très fines colonnettes encadrant le portail et les baies ainsi que les contreforts) sont très proches de ceux de l'église d'Audun-le-Roman, aussi reconstruite par Eschbaeher.

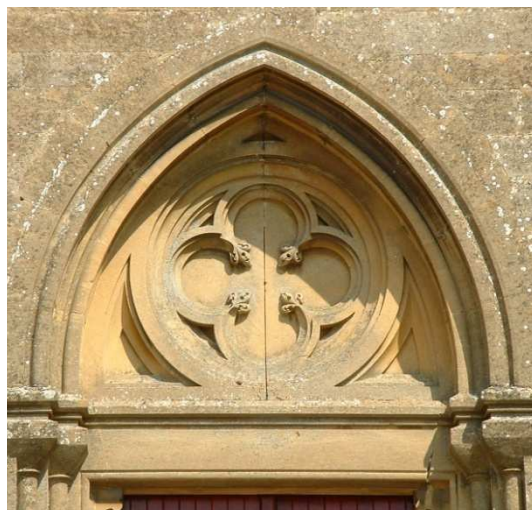
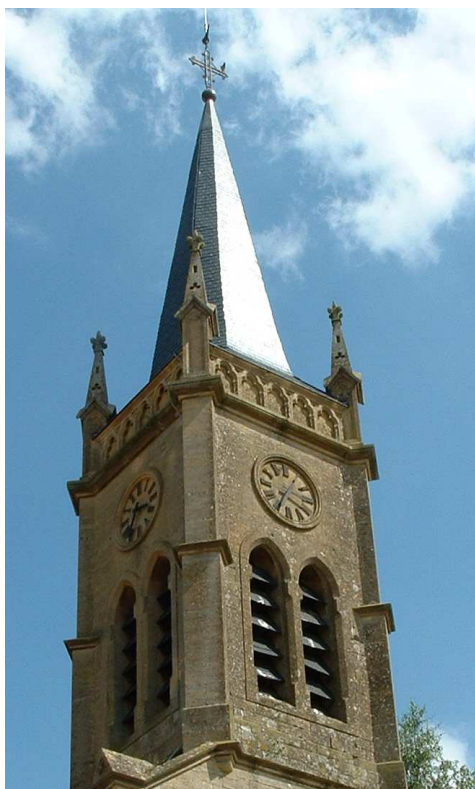


Figure 2. Clocher.

Figure 3. Tympan.

Le clocher et le tympan sont assez caractéristiques des reconstructions des années 1920, plus par la mise en œuvre des matériaux que par le style.

Lanfroicourt (arrondissement de Nancy, canton de Nomeny)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice				
Nouvel édifice		néo-roman	Hornet	371.887,39 f

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle »).

212 habitants. Commune détruite à 92%. Plan d'aménagement établi par Pain.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 15, ADMM 10 R 781, SR (1924, p. 637-638).

Situé au sud-est de Nomeny, Lanfroicourt a été presque entièrement détruit pendant la guerre. Le dossier de dommages de guerre de la commune indique que l'église a fait l'objet de travaux d'un montant de plus de 370.000 f. C'est l'architecte Hornet qui s'est chargé de la reconstruction dont le projet a disparu des archives.



Figure 1. Vue d'ensemble.



Figure 2. Façade.

Leintrey (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1747			
Nouvel édifice		néo-roman	Hornecker (entrepreneur France-Lanord et Bichaton)	659.679,46 f (dont 65.000 f à la charge de la commune).

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

349 habitants. Commune détruite à 100%. Plan d'aménagement établi par Nicolas.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 15, ADMM 10 R 165, ADMM 10 R 782, ADMM 14 W 332, *SR* (1925, p. 745-747), fig. IV-4, fig. V-2, *La Reconstruction* (C.A.U.E de Meurthe-et-Moselle), *Joseph Hornecker* (BRADEL, DIEUDONNE, SADY).

Leintrey est situé au nord-ouest de Blâmont. La commune a été complètement détruite pendant la guerre. L'architecte Nicolas a établi un plan d'aménagement ambitieux prévoyant la régularisation de tous les alignements et la création d'une place réunissant les édifices publics. À la demande expresse de la commission d'aménagement et d'extension des villes et des villages, il a finalement déplacé la mairie sur un des côtés de la place pour y laisser seulement l'église. L'ancienne église de la commune datait, selon le dossier de l'Inventaire, de 1747. Elle semble avoir été en grande partie détruite en 1914-1918. Le constat des dommages de l'édifice a été établi par Nicolas, mais c'est Hornecker qui a été chargé de la reconstruction. L'église projetée étant plus grande et d'un « caractère amélioré » par rapport à l'édifice d'avant-guerre, la commune a dû participer aux frais de reconstruction, en rognant probablement un peu sur le budget prévu pour la reconstruction de l'école qui n'aurait qu'une classe au lieu de deux avant-guerre. Pour l'église, qui devait donc constituer le principal ornement de la commune reconstruite, Hornecker semble avoir adopté un style plutôt néo-roman. L'édifice construit pendant les années 1920 a été bombardé en 1944. « En regrettant vivement que faute de crédits suffisants, l'église du village ne puisse être reconstruite en identique », le conseil municipal a accepté, en 1951, un projet de reconstruction élaboré par l'architecte Eschmann. Ce dernier n'a manifestement pas essayé de restaurer l'église reconstruite par Hornecker.

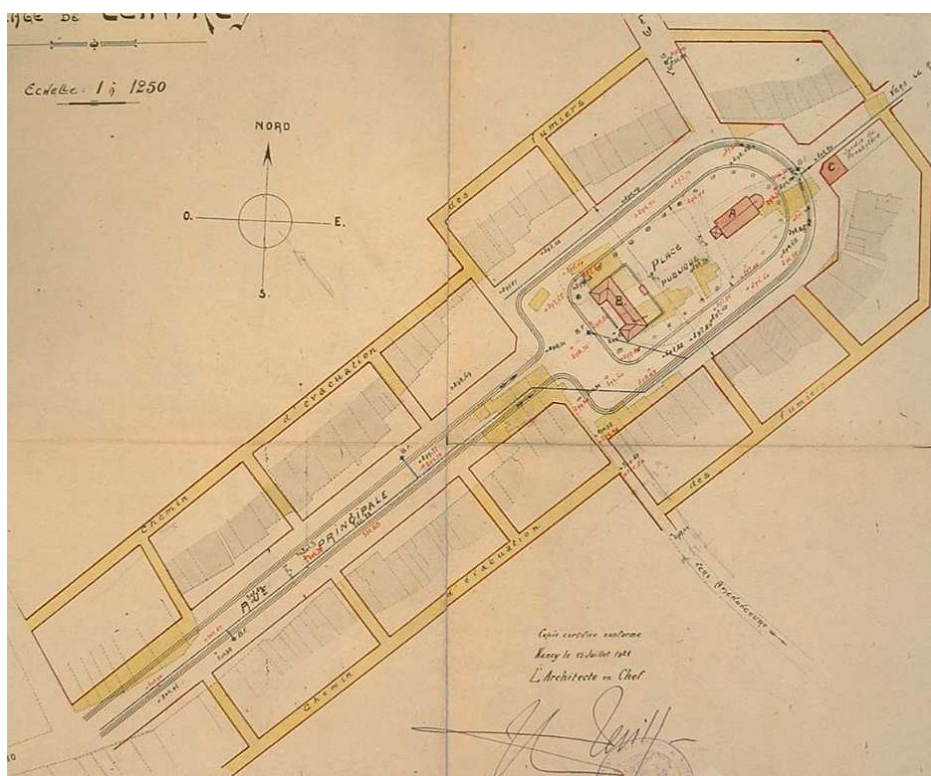


Figure 1. « Projet d'alignement et de nivellement du village de Leintrey. Échelle de 1 à 1.250. Dressé par l'architecte soussigné, Lunéville, le 26 septembre 1919, Nicolas » (ADMM 10 R AL 15). Sont figurés en gris l'ancien village, en jaune les zones frappées d'alignement, en rose les nouveaux édifices publics. La mairie prévue dans l'axe de la rue principale a finalement été reportée sur un des côtés de la place, à la demande de la commission d'aménagement et d'extension des villes et des villages.

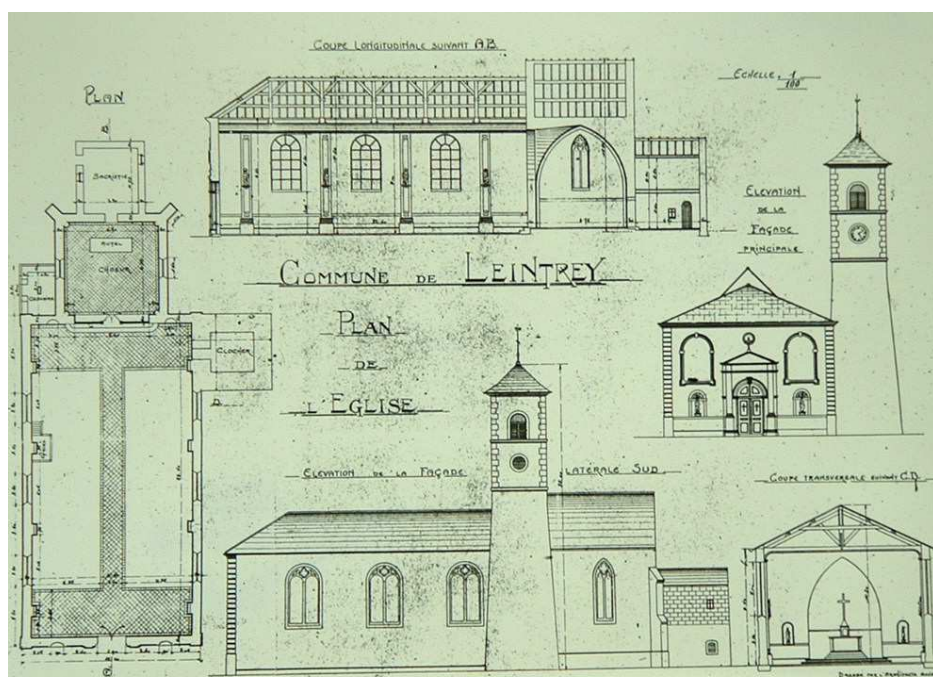


Figure 2. « Projet de reconstruction de l'église. Plan, coupe et élévations. Dessin daté 12 février 1920 (A. D. 54) » (Inventaire régional Bastien885402624PD). La légende donnée au document par le service de l'Inventaire est mal choisie : il ne s'agit pas du « projet de reconstruction de l'église » mais du constat de dommages de l'ancienne église.

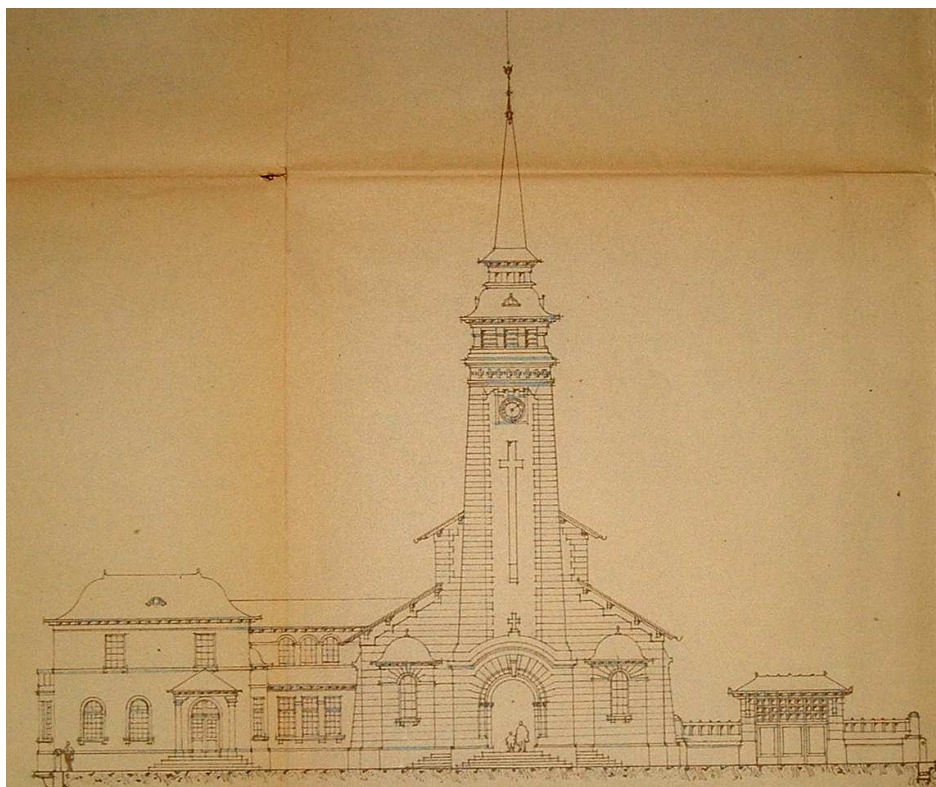


Figure 3. « Meurthe-et-Moselle – Commune de Leintrey – Église et presbytère. Façade principale. Dressé par l'architecte soussigné, Nancy, le 20 juillet 1922, Hornecker » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 782).

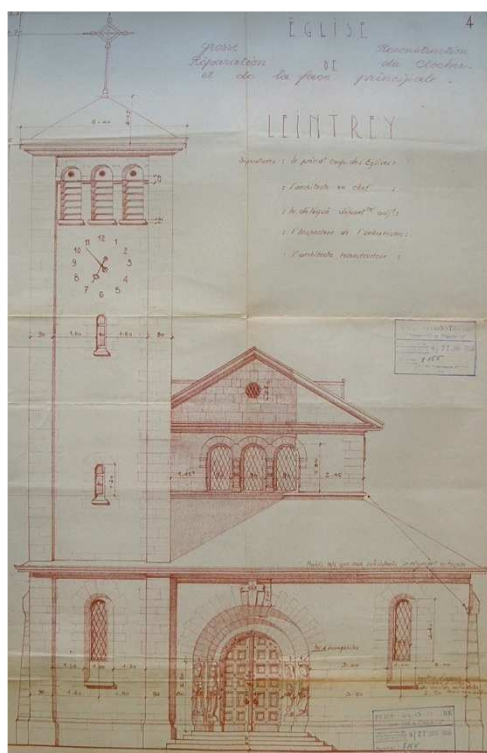


Figure 4. « Église de Leintrey. Grosse réparation. Reconstruction du clocher et de la face principale » [projet de reconstruction, vers 1950] (ADMM 14 W 332).

Figure 5. Façade.

Le projet de la figure 4 a probablement été établi par Eschmann entre 1949 et mai 1951. Il a été réalisé de manière très fruste : presque tous les ornements sculptés initialement prévus ont disparu de la façade construite, le recours à la pierre de taille est très limité dans l'édifice effectivement construit.

Lesménils (arrondissement de Nancy, canton de Pont-à-Mousson)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	avant 1850 ?			
Nouvel édifice		néogothique	Criqui (avec la collaboration de Durieux ?)	412.624,54 f

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

371 habitants. Commune détruite à 98%. Plan d'aménagement établi par Durieux.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 16, ADMM 10 R 783, SR (1924, p. 692-695).

Lesménils est situé au nord-est de Pont-à-Mousson. C'était, en 1914, une commune frontalière de l'Allemagne. Elle a été détruite à 98% pendant la guerre. L'architecte Durieux avait prévu, après la guerre, de reconstruire le village autour d'une place pentagonale de 50 m de largeur qui devait réunir les édifices publics. La commission d'aménagement et d'extension des villes et des villages lui suggéra d'en prévoir une encore plus vaste. Tous ces projets furent abandonnés, probablement faute de moyens. L'église de Lesménils avait été en grande partie détruite pendant la guerre. Le comité des édifices culturels a approuvé, en 1922, un projet de reconstruction établi par Durieux, projet qui a disparu du dossier de dommages. Jules Criqui a été amené à établir un devis pour un projet de reconstruction. Il est difficile de déterminer s'il a été chargé par la coopérative de reconstruction des églises d'aider Durieux à améliorer son projet ou s'il l'a tout simplement remplacé. L'édifice effectivement construit semble devoir beaucoup à Criqui.

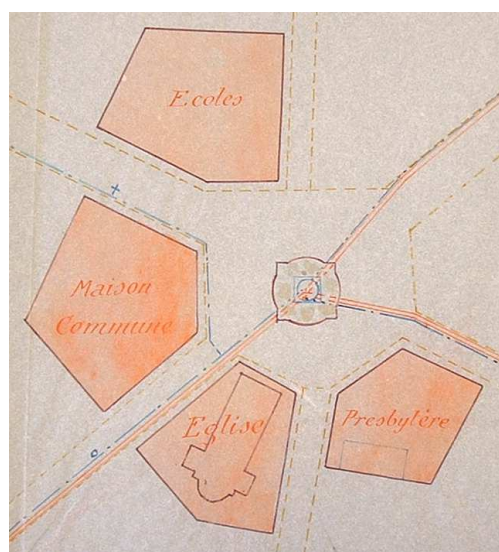


Figure 1. « Village de Lesménils. Plan schématique des chemins d'exploitation. Échelle 1/5.000. Dressé par l'architecte soussigné, Nancy, le 20 octobre 1919, Durieux » (ADMM 10 R AL 16).

Figure 2. « Eglise paroissiale. Dressé par l'architecte soussigné, Nancy, le 7.6.20. A. Durieux – Architecte-expert, 62 rue de la Côte, Nancy » [constat de dommages] (ADMM 10 R 783).

D'après le constat de dommages de Durieux, l'ancienne église était un édifice modeste, probablement antérieur à 1850.



Figure 3. Élévation latérale. Le transept saillant et la tourelle du clocher sont typiques de Criquei (cf. par exemple Chenicourt et Hamonville).

Létricourt (arrondissement de Nancy, canton de Nomeny)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice				
Nouvel édifice		néo-roman	Schreiner	391.642,10 f (dont 20.000 f à la charge de la commune)

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

309 habitants. Commune détruite à 94%. Plan d'aménagement établi par Thirion.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 16, ADMM 10 R 783, ADMM 10 R 784, *SR* (1925, p. 603), fig. III-2.

Létricourt est situé à l'est de Nomeny. C'était, en 1914, une commune frontalière de l'Allemagne. Elle a été détruite à 94% pendant la guerre. L'église de Létricourt datait, selon l'Inventaire, de 1607 et aurait été interdite au culte en 1746, ce qui laisse supposer qu'elle a dû être reconstruite ou restaurée par la suite. L'architecte Schreiner a été choisi pour établir le projet de reconstruction de l'édifice, en grande partie détruit pendant la guerre. Le dossier de dommages de guerre conserve de lui un projet en style néo-roman d'avril 1922 et un second projet, toujours en style néo-roman, mais moins sophistiqué, daté de septembre 1922. Malgré une contribution de la commune à hauteur de 20.000 f aux frais de reconstruction de la nouvelle église, en raison d'une augmentation de la surface par rapport à l'édifice d'avant-guerre (345 m² au lieu de 253 m²), ce second projet n'a lui-même été que partiellement réalisé.



Figure 1. « Létricourt. Le centre du village » (Conservatoire régional de l'image).

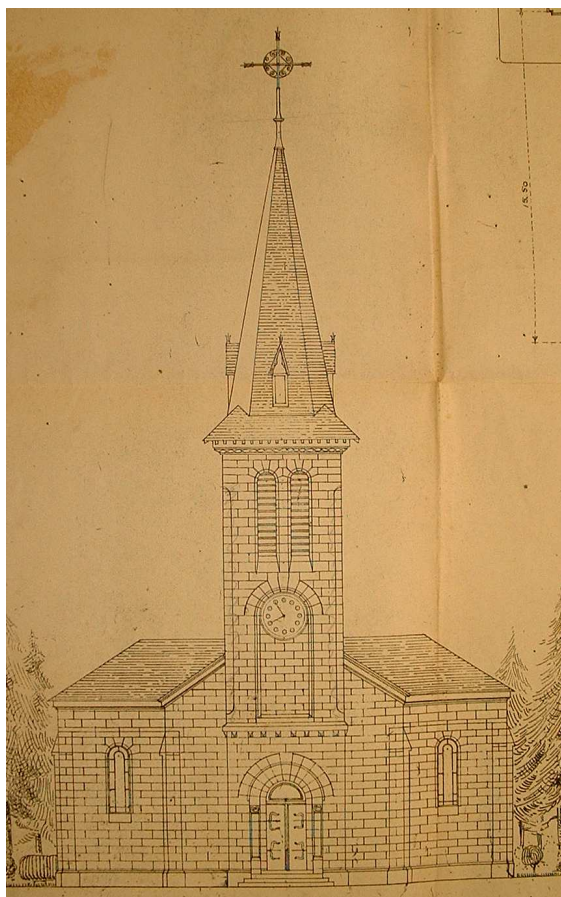


Figure 2. « Commune de Létricourt – Projet d’église – Façade principale – 15 avril 1922, Schreiner » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 784).



Figure 3. « Commune de Létricourt – Projet d’église – Façade principale. Dressé par l’architecte soussigné, à Nancy, le 10 septembre 1922, A. Schreiner – Architecte – 3 place de la Carrière – Nancy » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 784).

Le deuxième projet de Schreiner recourt beaucoup moins à la pierre de taille que le premier et paraît plus sobre.



Figure 4. Façade.



Figure 5. Élévation latérale.

La façade de l'église est globalement conforme à celle de la deuxième version du projet de Schreiner. Plusieurs éléments décoratifs sculptés n'ont, cependant, pas été réalisés.

Leyr (arrondissement de Nancy, canton de Nomeny)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1720			
Nouvel édifice		moderne	Lauthe ?	

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle »).

763 habitants. Commune détruite à 21%.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R 785, ADMM 14 W 339, SR (1925, p. 460-461).

Situé au sud-est de Nomeny, Leyr a été détruit à 21% pendant la guerre mais ne semble pas avoir fait établir de plan d'aménagement. Selon le dossier de l'Inventaire, l'église de la commune datait de 1720. Le constat de dommages la concernant a été réalisé par l'architecte Riplinger. Le dossier de dommages ne conserve par ailleurs aucun document relatif au projet de reconstruction de l'église. L'édifice a été à nouveau touché pendant la Deuxième Guerre mondiale, mais il n'a subi que des dégâts mineurs, réparés par l'architecte Jules Criqui. On pourrait supposer que l'architecte a réparé, pendant les années 1950, les dégâts d'une église qu'il avait construite une génération plus tôt, mais le style de l'édifice est très éloigné de celui pratiqué par Criqui pendant les années 1920. Le clocher est très proche de celui d'Harbouey construit par Lauthe et le portail est très proche de celui de Montreux, aussi construit par Lauthe. On peut difficilement considérer qu'il s'agisse là d'une double coïncidence compte tenu de

leur forme et de leurs proportions très particulières. L'église de Leyr est donc, très probablement, l'œuvre de Lauthe.

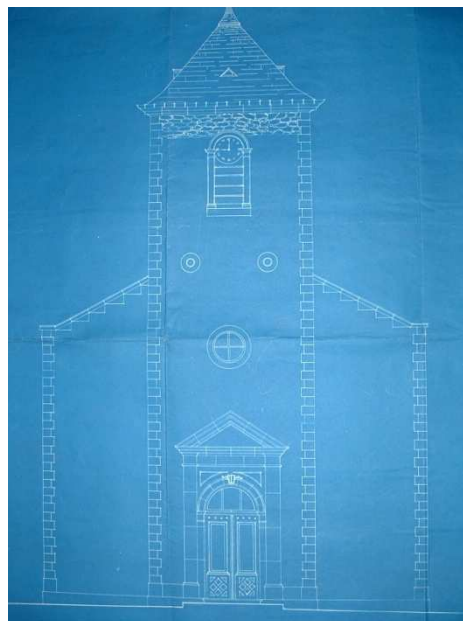


Figure 1. « Leyr. L'église après les bombardements de 1914 » (Bibliothèque municipale de Nancy).

Figure 2. « Église de Leyr – L. Riplinger architecte rue Gambetta Nancy, 1^{er}-14 mai 1919, Nancy, le 12 mai 1919 » [constat de dommages] (ADMM 10 R 785).

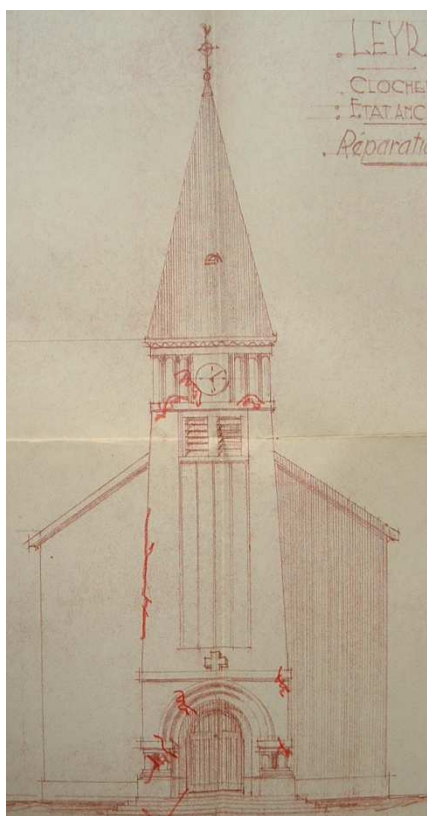


Figure 3. « Leyr. Clocher. État ancien. Réparations. Nancy, 15.5.50. L'architecte DPLG Criqui » [constat de dommages de la Deuxième Guerre mondiale, vers 1945-1950] (ADMM 14 W 339).

Figure 4. Façade avec, au premier plan, le monument aux morts.

Les coups de crayon rouge indiquent probablement, sur le document de la figure 4, les zones à réparer à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale. La restauration ayant été soigneusement conduite, l'édifice actuel reste très proche de son « état ancien » des années 1920.

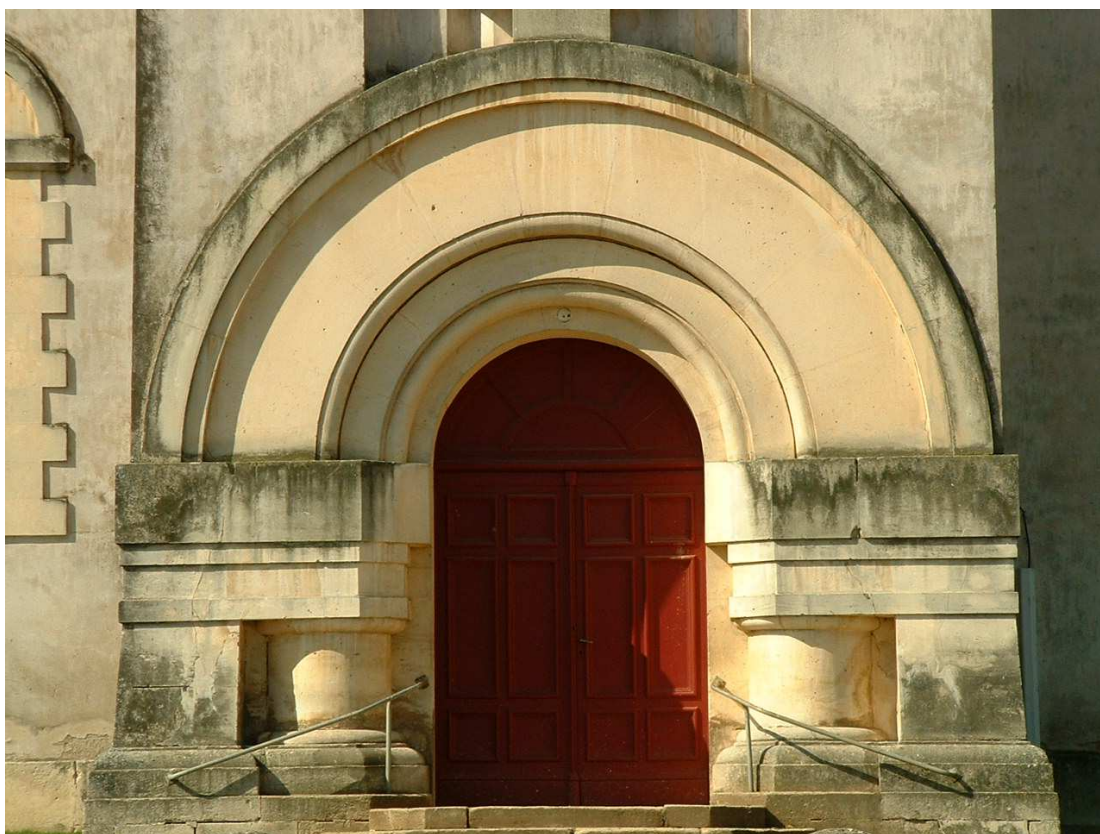


Figure 5. Portail de l'église de Leyr.

Figure 6. Portail de l'église de Montreux.

Les colonnes du portail de Leyr sont de proportions tout à fait exceptionnelles puisque leur hauteur est sensiblement égale à leur largeur. Elles sont comparables à celles de Montreux.



Figure 7. Clocher de l'église de Leyr.

Figure 8. Clocher de l'église d'Harbouey.

Le couronnement du clocher et la flèche sont exactement similaires dans les deux édifices.



Figure 9. Façade.

Limey-Remenauville (arrondissement de Toul, canton de Thiaucourt-Regniéville, cf. aussi Remenauville)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1846	néogothique		
Nouvel édifice		néogothique	André	552.073 f

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

186 habitants. Commune détruite à 88%. Plan d'aménagement établi par André.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 16, ADMM 10 R 785

Limey est situé à l'ouest de Pont-à-Mousson. La commune a été détruite à 88% pendant la guerre. C'est l'architecte André qui a été chargé d'établir le plan d'aménagement du village. Il a tiré au cordeau de nouveaux alignements respectant à peu près la disposition de l'ancien village et a dégagé, avec l'accord du conseil municipal, les abords de l'église. Le dossier de l'Inventaire indique que l'église de Limey datait de 1846. Elle a été grande partie détruite pendant la guerre. C'est aussi André qui a été chargé d'élaborer le projet de sa reconstruction. De sa propre initiative ou à la demande du conseil municipal, il a décidé de reconstruire sur son ancien emplacement un édifice très proche de celui qui existait avant-guerre.



Figure 1. « Commune de Limey. Alignements. Échelle de 1 à 1.000, Nancy, le 16 décembre 1919, É. André » (ADMM 10 R AL 16). Sont figurés en gris les immeubles détruits, en noir les immeubles réparables, en jaune les immeubles frappés d'alignement. André a prévu de doubler la largeur de la rue conduisant à l'église (les bâtiments en jaune, en bas à droite, devant la façade de l'église ne devaient pas être reconstruits).

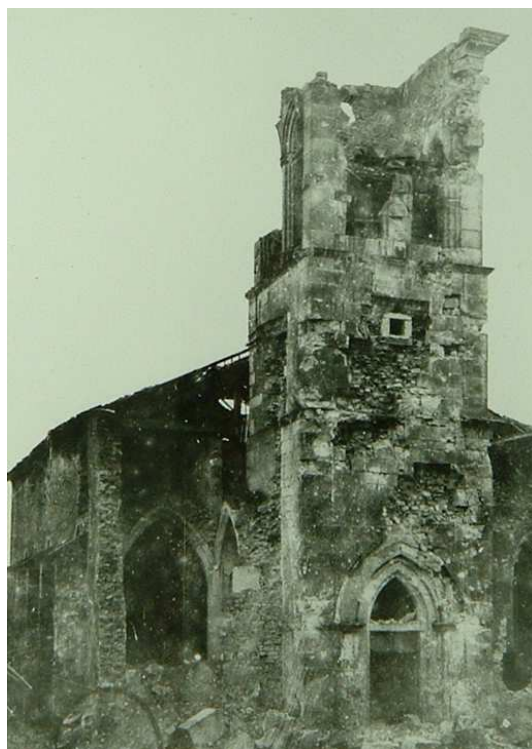


Figure 2. « Église de Limey. Avant la guerre » (Inventaire régional 8554258X6Coing).

Figure 3. Document sans légende, représentant l'édifice après les destructions (Inventaire régional 75542611V2Bastien).

Construite en 1846, l'église présentait quelques aspects néogothiques mais restait fondamentalement marquée par l'architecture religieuse de la Lorraine rurale du premier XIX^e siècle.



Figure 4. Façade. L'état actuel est assez proche de celui d'avant 1914. L'église reconstruite suit de très près le plan de l'ancienne. Malgré sa grande sobriété, elle apparaît plus nettement néogothique que celle qui existait avant-guerre, grâce aux contreforts qui flanquent le clocher et aux baies en ogives. Les bas-côtés sont moins élevés que dans l'édifice d'origine.

Lironville (arrondissement de Toul, canton de Thiaucourt-Regniéville)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1864	néogothique	Vautrin	
Nouvel édifice		néogothique	André	498.961,44 f

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

164 habitants. Commune détruite à 98%. Plan d'aménagement établi par André ?

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 16, ADMM 10 R 785, ADMM 10 R 921, *SR* (1925, p. 460-461).

La commune de Lironville est située à l'ouest de Pont-à-Mousson. Elle a été détruite à 98% pendant la guerre. Les archives sont tellement lacunaires qu'elles ne permettent pas de déterminer quel architecte a établi le plan d'aménagement, mais il est presque certain que l'architecte Émile André en a été chargé puisqu'il a reconstruit l'église de la commune (il avait, en effet, l'habitude d'établir les plans d'aménagement des communes pour les coopératives de reconstruction desquelles il travaillait, cf. les cas de Flirey et Limey). L'*Inventaire* indique que l'église Saint-Rémy, détruite pendant la guerre, avait été construite par l'architecte Vautrin, en 1864. André s'est chargé de reconstruire l'édifice à l'identique, à la demande expresse du conseil municipal.

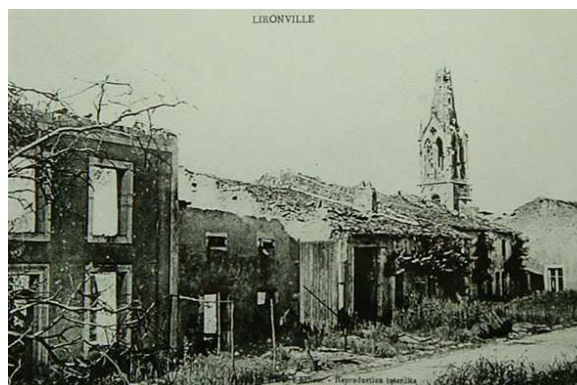


Figure 1. « Lironville » (Inventaire régional 74541242X2Bastien).



Figure 2. Vue d'ensemble.

Loisy (arrondissement de Nancy, canton de Pont-à-Mousson)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises.

245 habitants.

Sources : ADMM 10 R 785, ADMM 10 R 786, *SR* (supplément au numéro du 15 mars 1930), fig. II-19.

La commune de Loisy s'est vue accorder une indemnité de 38.664 f pour réparer son église endommagée pendant la guerre. Les travaux ne devaient pas être très importants, mais ils ont été très longs. Ils n'ont été achevés qu'au début des années 1930, après une adhésion tardive de la commune à la coopérative de reconstruction des églises. Certaines parties de l'édifice semblent effectivement avoir été restaurées pendant les années 1920.

Longlaville (arrondissement de Briey, canton de Herserange)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises.

2.858 habitants.

Sources : ADMM 10 R 922, *SR* (supplément au numéro du 15 mars 1930).

L'église de Longlaville datant de 1898 a subi pendant la guerre des dégâts d'un montant d'environ 30.000 f., définitivement payés après l'adhésion tardive de la commune à la coopérative de reconstruction des églises.



Figure 1. Vue d'ensemble.

Longwy (arrondissement de Briey, canton de Longwy)

Saint-Dagobert (Longwy-Haut)	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1683-1690	« Vauban »	Vauban	
Nouvel édifice			Guët et Le Bourgeois	1.647.572,78 f

Sainte-Trinité (Longwy-Bas)	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1855-1856	néogothique		
Nouvel édifice			Le Bourgeois et Zimmermann	

Église de Longwy-Haut a été classée monument historique en 1921.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstitution » pour l'église de Longwy-Haut, « travaux peu importants » pour l'église de Longwy-Bas).

11.144 habitants. Commune détruite à 100%. Plan d'alignement dressé par Boileau et Le Bourgeois.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 17, ADMM 10 R 788, SR (1926, p. 521-524), *Pierre Le Bourgeois* (BATTISTIN), fig. II-30, fig. II-31, fig. II-36, fig. II-37.

Longwy est un important chef-lieu de canton situé au nord de la Meurthe-et-Moselle, près de la Belgique et du Luxembourg. Longwy est divisé entre une ville haute, fortifiée par Vauban à la fin du XVII^e siècle (Longwy-Haut) et une ville basse plus récente (Longwy-Bas). Le taux de destruction de 100% évoqué dans les documents d'archives d'origine préfectorale vaut probablement pour Longwy-Haut seulement. En raison de son importance, le plan d'aménagement de Longwy, établi par les architectes Boileau et Le Bourgeois, n'a pas été soumis à la commission départementale d'aménagement et d'extension des villes et des villages départementale mais à une commission supérieure siégeant à Paris. L'église Saint-Dagobert de Longwy-Haut a été construite par Vauban entre 1683 et 1690. Elle a été restaurée et remaniée à de nombreuses reprises, en raison des bombardements subis par la ville en 1792, 1815 et 1870-1871. Elle a été en grande partie détruite dès le début de la guerre et classée monument historique à l'issue de celle-ci, le 19 mars 1921. Ce classement impliquait une reconstruction à l'identique qui a été soigneusement menée par l'architecte ordinaire des monuments historiques de l'arrondissement de Briey, Le Bourgeois, sous la direction de l'architecte en chef des monuments historiques pour le département de Meurthe-et-Moselle, Guët. Les travaux se sont élevés à 1.647.572,78 f. L'église de Longwy-Bas a été beaucoup moins touchée que celle de la ville haute. Elle a été restaurée et agrandie par Le Bourgeois, Zimmermann et Boileau, grâce à un don fait à la commune.



Figure 1. « Longwy-Haut. L'église après le bombardement » (ADMM 2 Fi 1706).

Figure 2. « Longwy-Haut. Intérieur de l'église » (ADMM 1701).



Figure 3. 14 clichés dans une chemise portant le tampon : « Guët – Architecte du Gouvernement – Paris, 5, Place des Ternes, XVII^e » (ADMM 10 R 788).

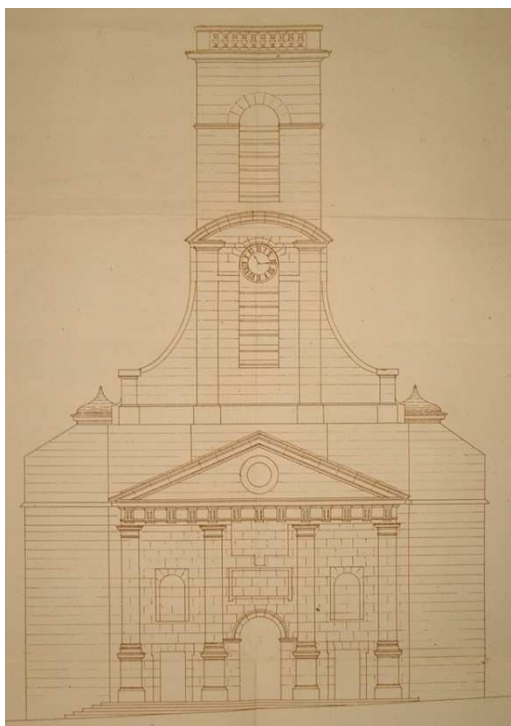


Figure 4. « Église de Longwy (Meurthe-et-Moselle) » [projet de restauration] (ADMM 10 R 788).

Figure 5. Façade.

L'église reconstruite est très proche de celle qui existait avant la guerre. La charpente a cependant été reconstruite en ciment armé.

Magnières (arrondissement de Lunéville, canton de Gerbéviller)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1874	néogothique	Vautrin	
Nouvel édifice		néogothique	André puis Ogé, Gilbert et Poutaraud	

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle »).

501 habitants.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R 789.

Magnières est situé à la limite entre le département de la Meurthe-et-Moselle et celui des Vosges, au sud-est de Gerbéviller. Le dossier de l'Inventaire indique que l'église avait été construite, en 1874, par l'architecte Vautrin. Émile André a été recruté par la commune pour évaluer les dommages subis par l'édifice. Son évaluation atteignit un montant considérable, supérieur à 1.000.000 de francs. Il est probable que la commune se soit vue accorder une somme très inférieure. Pour une raison que les documents conservés dans le dossier de dommages ne permettent pas de déterminer, André n'a pas conduit à son terme le chantier de reconstruction de l'église, chantier qui a été achevé par les architectes Ogé, Gilbert et Poutaraud. L'édifice a été soigneusement restauré dans son état d'avant-guerre, mais la charpente a été reconstituée sur des « plateformes et pannes en ciment armé ».

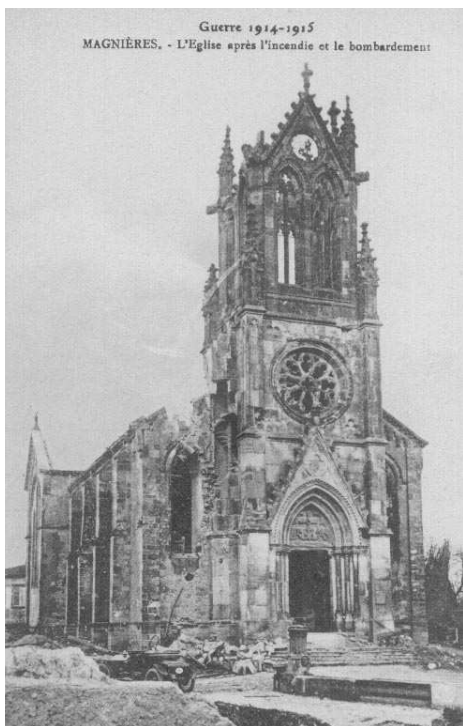


Figure 1. « Guerre 1914-1915. Magnières. L'église après l'incendie et le bombardement » (Bibliothèque municipale de Nancy).



Figure 2. Façade avec, au premier plan, le monument aux morts.

Maixe (arrondissement de Lunéville, canton de Lunéville-Nord)

501 habitants.

Sources : *Les Monuments français détruits par l'Allemagne* (ALEXANDRE, p. 127), fig. II-9.

Le dossier de dommages de guerre de la commune de Maixe a disparu des archives. La commune n'a pas adhéré à la coopérative des églises. L'église communale ne relevait pas de l'article 12 de la loi sur les dommages de guerre. Elle semble cependant, d'après des cartes postales, avoir été gravement endommagée. Le clocher a très probablement été reconstruit pendant les années 1920.



Figure 1. Intérieur de l'église de Maixe (Conservatoire régionale de l'image).



Figure 2. Vue d'ensemble.

Mamey (arrondissement de Toul, canton de Domèvre-en-Haye)

240 habitants. Commune détruite à 53%. Plan d'aménagement établi par Moitrier.

Sources : ADMM 10 R AL 18, ADMM 10 R 790.

Mamey, situé au sud-ouest de Pont-à-Mousson, a été détruit à 53% pendant la guerre. Les architectes Moitrier, Michel et Grémont ont recommandé à la commune de demander une indemnité de 367.789,10 f pour réparer l'église du village. Il est possible que la somme accordée par la commission de dommages de guerre ait été très inférieure.

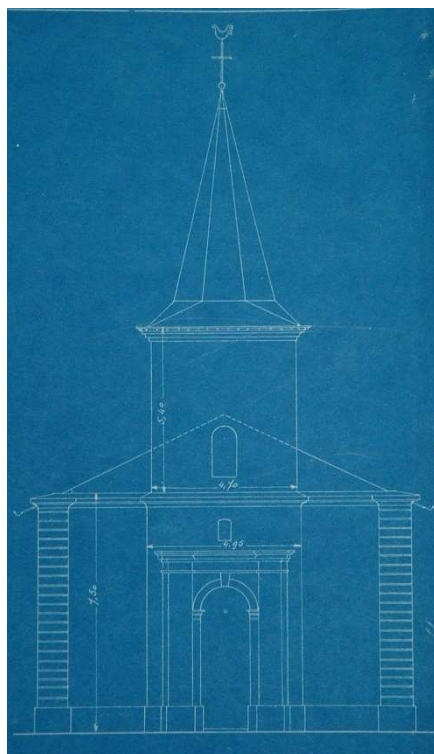


Figure 1. « Commune de Mamey – Bâtiments communaux. Église – Échelle de 0,01 pour mètre » [constat de dommages] (ADMM 10 R 790).

Manoncourt-sur-Seille (arrondissement de Nancy, canton de Nomeny, commune de Belleau)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice				
Nouvel édifice		néo-roman	Mienville (entrepreneurs Gabriel et Frigerio)	293.109,88 f (dont 43.109,88 f à la charge de la commune)

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

226 habitants. Commune détruite à 80%. Plan d'aménagement établi par Mienville et Thirion.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 18, ADMM 10 R 791, *SR* (1922, p. 542-544 et 1923, p. 816-817), *ICE* (20 avril 1924).

Manoncourt-sur-Seille est actuellement rattaché à la commune de Belleau, mais constituait une commune indépendante en 1914. Le village a été détruit à 80% pendant la guerre. Le plan d'aménagement, élaboré par l'architecte Mienville et l'agent-voyer Thirion, prévoyait notamment de modifier l'orientation de l'église par rapport à celle qui existait avant-guerre. L'église a été reconstruite par Mienville dans un style néo-roman très simple.

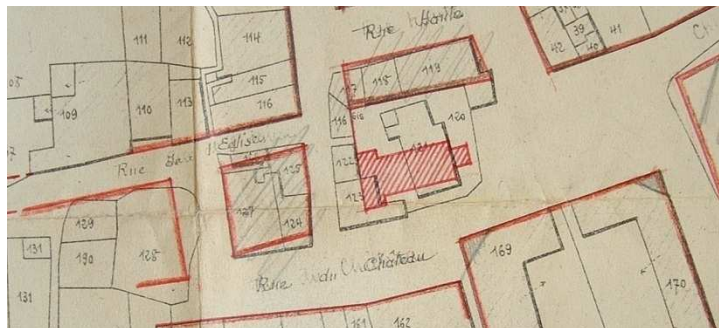


Figure 1. « Mienville et Thirion. Manoncourt-sur-Seille. Échelle de 1 à 1.250, 22 septembre 1919 » (ADMM 10 R AL 18). Dans le nouveau plan, l'église, hachurée en rouge, conserve son ancien site, mais elle change d'orientation.



Figure 2. Vue d'ensemble.



Figure 3. Façade.

Marainviller (arrondissement de Lunéville, canton de Lunéville-Sud)

772 habitants.

Sources : ADMM 10 793.

Marainviller est situé à l'est de Lunéville. Les architectes Cordier et Simonin, engagés par la commune, ont estimé que les dégâts causés à l'église s'élevaient à une somme importante (122.461,80 f). Il est possible que l'indemnité accordée à la commune ait été nettement inférieure. L'édifice présente peu de traces de restauration.



Figure 1. Vue d'ensemble.

Mars-la-Tour (arrondissement de Briey, canton de Chambley-Bussières)

740 habitants.

Sources : ADMM 10 R 794, fig. II-29.

Mars-la-Tour est situé entre Chambley-Bussières et Jarny. Selon l'architecte C. Brossard, l'église de la commune n'avait pas été frappée directement par les bombardements. Elle avait cependant été profondément ébranlée. Brossard a fourni plusieurs évaluations du montant des dommages, comprises entre 150.000 et 275.000 f, concernant notamment les vitraux, l'orgue et les cloches. Il est douteux que la commune ait obtenu une somme aussi importante pour un édifice non bombardé.

Merviller (arrondissement de Lunéville, canton de Baccarat)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« travaux peu importants »).

614 habitants.

Sources : ADMM 10 R 794.

La commune de Merviller est située au nord de Baccarat. Le dossier de l'Inventaire ne mentionne pas que l'église du XVIII^e a subi des restaurations pendant la Première Guerre mondiale. La commune a cependant adhéré à la coopérative de reconstruction des églises qui a classé la restauration de l'église de Merviller parmi les « travaux peu importants ». Il est possible que la commune ait obtenu beaucoup moins que les 138.017,70 f qu'elle avait demandés comme indemnité de dommages.



Figure 1. Façade. L'enduit de la tour est très proche de celui de nombreuses églises reconstruites pendant les années 1920.

Mignéville (arrondissement de Lunéville, canton de Baccarat)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle »).

279 habitants. Commune détruite à 34%. Plan d'aménagement établi par Auger.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R 793, ADMM 10 R 794, *SR* (1923, p. 816-817).

Mignéville est situé entre Blâmont et Baccarat. La commune a été détruite à 34% pendant la guerre. Les architectes Ogé, Gilbert et Poutaraud ont évalué les dégâts causés à l'église du village à la somme de 513.126,20 f. Il n'est pas certain que la commune ait reçu une indemnité aussi élevée. Celle-ci devait cependant être conséquente puisque la commune a reçu, en 1921, 180.000 f, au titre d'avance pour réparer l'église. Il est probable que les travaux de restauration ont été menés par les trois architectes qui ont réalisé le constat de dommages.



Figure 1. « Eglise de Mignéville. Meurthe-et-Moselle. Dressé par les architectes soussignés, Baccarat, le 18 mai 1920 » [constat de dommages] (ADMM 10 R 794).

Figure 2. Façade.

Le document de la figure 1 correspond probablement au constat de dommages établi par Ogé et Gilbert. La partie inférieure de la façade de l'ancienne église paraît antérieure à 1850 ou même à 1800 alors que le clocher en pierre de taille semble plus récent. À l'exception du cadran de l'horloge qui a été déplacé, l'église semble avoir été soigneusement reconstruite à l'identique.

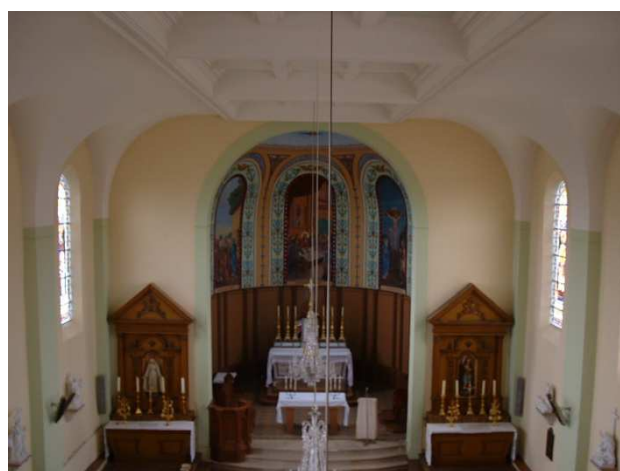


Figure 3. Vue de la tribune au revers de la façade vers le chœur. L'église a conservé son plafond d'origine.

Moncel-sur-Seille (arrondissement de Nancy, canton de Saint-Max)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice				
Nouvel édifice		néo-roman	Marchal (entrepreneur Jules Erb)	546.315,32 f

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

722 habitants. Commune détruite à 97%.

Sources : ADMM 10 R 796, SR (1925, p. 227-228).

Moncel-sur-Seille est situé au nord-ouest d'Arracourt et relevait, en 1918, du canton de Nancy-Sud. La commune a été presque entièrement détruite pendant la guerre. Il en fut de même de l'église qui fut reconstruite, sur un nouvel emplacement, par Marchal. L'architecte a choisi un style néo-roman de tendance plus régionaliste que moderniste, évoquant l'Art nouveau ainsi que l'architecture religieuse traditionnelle des régions rurales de Lorraine. *La Semaine religieuse* estimait, non sans raison, que : « L'église de Moncel est une des plus étudiées et des mieux réussies de la Seille ». L'église, construite par l'entrepreneur Jules Erb, était décorée de vitraux de Gruber et pourvue de meubles de Cayette.



Figure 1. « Moncel (Frankreich) » (ADMM 2 Fi 2746).

Sur cette carte postale allemande probablement antérieure à la guerre, l'église paraît antérieure à 1800.



Figure 2. Façade.

Montreux (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice				
Nouvel édifice		néo-roman moderne / Art déco	Lauthe et Clément (H. Masson entrepreneur)	300.000 f (donc 20.000 f fournis par la commune)

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

122 habitants. Commune détruite à 82%. Plan d'aménagement établi par Moitrier, Michel et Grémont.

Sources : *Archidoc*, Inventaire, ADMM 10 R AL 18, ADMM 14 W 420, ADMM WO 2365, *L'Architecture* (1928, n°2, p. 61-63).

Montreux est situé au sud-est de Blâmont. Le plan d'aménagement de la commune a été établi après-guerre par les architectes Moitrier, Michel et Grémont qui avaient prévu de reconstruire l'église sur un nouvel emplacement. Le dossier de l'Inventaire indique que l'église a été reconstruite en style néo-roman par l'architecte J. Lauthe en 1923. Le dossier de dommages de guerre de la commune ne contient aucun document concernant l'église. Les archives des bâtiments communaux ne fournissent pas le montant des travaux, mais indiquent que le conseil municipal semble y avoir financièrement participé à hauteur de 20.000 f. Le constat du dossier de dommages de l'église pour la Deuxième Guerre mondiale mentionne lui aussi que l'église a été reconstruite par « Lauthe de Nancy », pendant les années 1920. C'est d'ailleurs confirmé par l'inscription du nom de l'architecte sur l'édifice. Un article d'A. Louvet, publié par *L'Architecture* en 1928, attribue l'édifice à Lauthe et à l'architecte belge Théo Clément. Le style de l'édifice ne se rattache plus que très lointainement au néo-roman. Il révèle l'influence de l'Art déco naissant.



Figure 1. Façade.

Morfontaine (arrondissement de Briey, canton de Villerupt)

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle »).

344 habitants.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R 798, ADMM WO 2388.

Morfontaine dépendait en 1918 du canton de Longwy. Le dossier de l'Inventaire indique que l'église a été construite en 1746, restaurée et agrandie en 1851, il mentionne aussi que le dernier niveau de la tour aurait été restauré après 1918. Le dossier de dommages de guerre de la commune contient très peu de documents relatifs à l'église. Ceux-ci permettent juste d'indiquer que Morfontaine a demandé pour l'édifice une indemnité considérable, s'élevant à 391.781 f. Il est possible que la commune ait obtenu nettement moins que ce qu'elle avait demandé. Il semble, en effet, qu'on n'ait pas affaire à une reconstruction, mais seulement à une restauration, très soignée. Les travaux de restauration ont peut-être été conduits par Le Bourgeois dont les archives communales prouvent qu'il est l'auteur du constat de dommages de l'église.



Figure 1. « La place de l'église après l'incendie perpétré par les Allemands le 7 août 1914 » (Inventaire régional 955400293XBBastien).

Figure 2. Façade.



La partie supérieure du clocher semble avoir été sensiblement modifiée. Les deux fenêtres qui s'y trouvent n'apparaissent pas sur la photographie de la figure 1.

Morville-sur-Seille (arrondissement de Nancy, canton de Pont-à-Mousson)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	vers 1820 ?			
Nouvel édifice		néogothique	Bourgon (entrepreneur Weber)	407.888,23 f (dont 37.888,23 f à la charge de la commune)

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

271 habitants. Commune détruite à 86%. Plan d'aménagement établi par Petit.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 18, ADMM 10 R 798, fig. III-3.

Morville-sur-Seille est situé au nord-est de Pont-à-Mousson. La commune a été détruite à 86% pendant la guerre. L'architecte Petit a établi, en 1920, un plan d'aménagement prévoyant de ne pas reconstruire quelques immeubles qui masquaient la façade de l'église, laquelle devait dater du XVIII^e ou de la première moitié du XIX^e siècle. Petit, qui a réalisé le constat des dommages de l'édifice, l'a daté de 1820 environ. La commune semble avoir entretenu des relations tendues avec la coopérative de reconstruction des églises. C'est contre l'avis de la coopérative qu'elle a chargé un tout jeune architecte, Jean Bourgon, du projet de reconstruction de l'église. Bourgon a adopté un style néogothique très épuré qui confère à l'édifice une certaine modernité. La commune a dû contribuer à hauteur de 37.888,23 f aux frais de construction de l'édifice qui était nettement plus grand que celui d'avant-guerre. D'après le maire en poste en 2007, les travaux ont été réalisés par l'entrepreneur messin Weber.

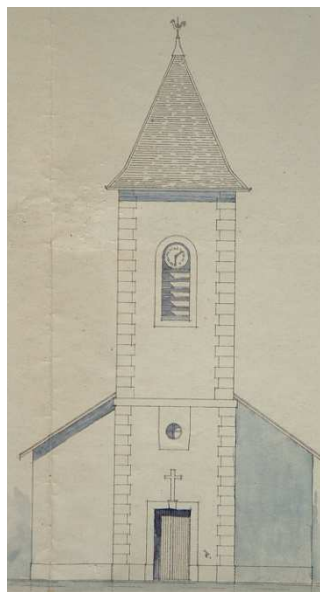
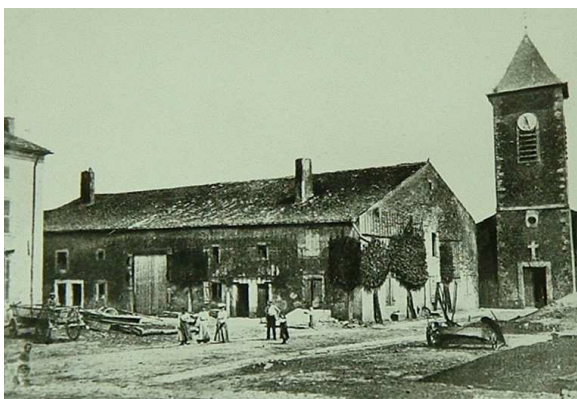


Figure 1. Photographie non légendée (Inventaire régional 75541486).

Figure 2. « Commune de Morville-sur-Seille. Église. Façade. Dressé par l'architecte soussigné, Nancy, 15 octobre 1920, Lucien Petit architecte, 72 rue Mondésert, Nancy » [constat de dommages] (ADMM 10 R 798).

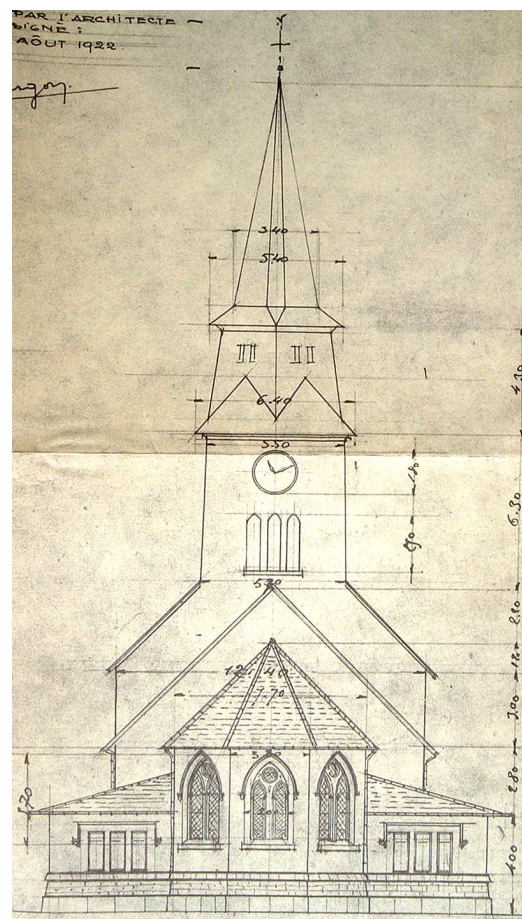
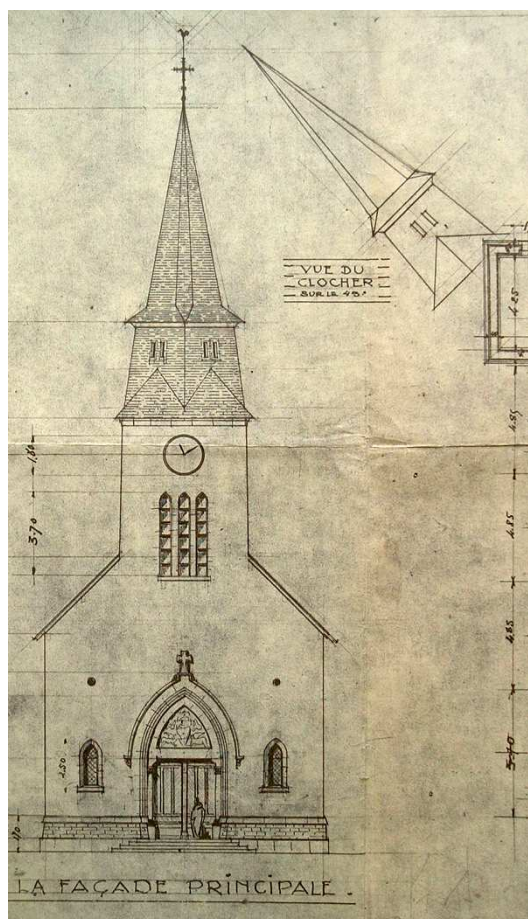


Figure 3. « Eglise de Morville-sur-Seille. Façade principale – Vue du clocher sur le 45°. Dressé par l'architecte soussigné, Nancy, août 1922, Jean Bourgon » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 798).

Figure 4. « Eglise de Morville-sur-Seille. Façade postérieure. Dressé par l'architecte soussigné, Nancy, août 1922, Jean Bourgon » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 798).



Figure 5. Façade. Le clocher a bien été construit comme Bourgon l'avait prévu, mais il a été modifié en 1987. Par ailleurs, deux fenêtres ont été construites dans la partie supérieure du clocher au lieu des trois prévues dans le projet. Le monument aux morts est visible en bas à gauche de la photographie.

Mouacourt (arrondissement de Lunéville, canton d'Arracourt)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	XVIII ^e siècle			
Nouvel édifice		néomédiéval régionaliste	Marchand ?	

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

173 habitants. Commune détruite à 95%. Plan d'aménagement par Nicolas ou Marchand.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 18, ADMM 10 R 799, *La Reconstruction* (C.A.U.E de Meurthe-et-Moselle).

Mouacourt est situé au nord-est de Lunéville et relevait, en 1918, du canton de Lunéville-Sud. Cette commune proche de la frontière a été détruite à 95% pendant la guerre. L'architecte Nicolas a établi pour Mouacourt après la guerre un plan d'aménagement ambitieux, plan qui a été abandonné au profit d'un projet plus simple de l'architecte lunévillois Maurice Marchand. L'église de Mouacourt datait, selon le dossier de l'Inventaire, du XVIII^e siècle. La commune a déposé à son sujet une demande d'indemnité de 390.838,15 f, mais il n'est pas possible de déterminer si cette somme lui a été accordée en intégralité, le projet de reconstruction ayant, en effet, complètement disparu des archives. Tout conduit à attribuer l'église à Marchand qui était l'architecte de la coopérative de reconstruction de la commune, qui a reconstruit l'école et qui s'inquiétait du dossier de l'église dans une lettre envoyée en 1922 à la commission cantonale des dommages de guerre de Lunéville-Nord.

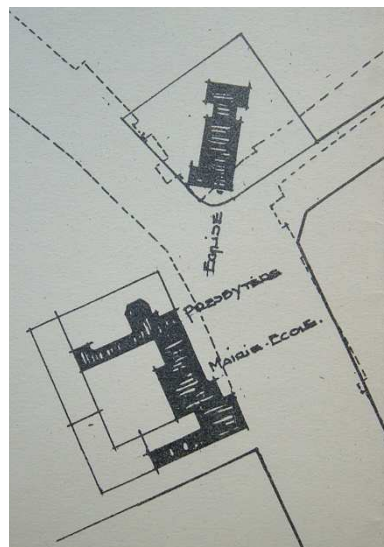


Figure 1. « Zerstörte Kirche in Mouacourt » [« Eglise détruite à Mouacourt »] (8354209X6COING).

Figure 2. « Mouacourt. Plan de situation des bâtiments communaux. Echelle de 0,0008 p. m. Dressé par l'architecte soussigné, Lunéville, le 12. IV. 1922, Maurice Marchand » (ADMM 10 R 798).

Sur la carte postale allemande de la figure 1 pourtant intitulée « Eglise détruite à Mouacourt », l'église semble avoir moins souffert que le reste du village. Sur la figure 2, les anciens alignements apparaissent en pointillés.



Figure 3. Vue d'ensemble. L'église a été reconstruite de manière très simple dans un style qui ne cherche plus guère à évoquer le roman ou le gothique que de manière très allusive.

Mousson (arrondissement de Nancy, canton de Pont-à-Mousson)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice				
Nouvel édifice		néogothique flamboyant	Frappier	364.308,95 f

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

159 habitants. Commune détruite à 35%.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R 797, SR (15 octobre 1927).

Le village de Mousson, situé à l'est de Pont-à-Mousson, était détruit à 35% à l'issue de la guerre. L'église de Mousson combinait une nef ancienne et un clocher du XIX^e siècle inspiré de l'architecture castrale médiévale. Elle a été en grande partie détruite pendant la guerre. Engagé par la commune, l'architecte Frappier avait prévu de reconstruire à la place de cet édifice composite une église en style néogothique flamboyant, pourvue d'une crypte et entièrement construite en pierre de Savonnières. Le comité des édifices culturels a accepté son projet tout en restreignant le budget qui s'élevait initialement à plus de 540.000 f. Cette diminution entraîna la construction d'un édifice moins sophistiqué que celui projeté par Frappier. La nouvelle église de Mousson relevait, selon *La Semaine religieuse*, d'un « style flamboyant sobre ». Il est impossible d'en juger de nos jours, l'édifice ayant été entièrement détruit pendant la Deuxième Guerre mondiale et reconstruit de manière très simple.



Figure 1. « Environs de Pont-à-Mousson. L'église de Mousson » (ADMM 2 Fi 461)



Figure 2. « Église de Mousson – Avant projet [façade]. Plan au niveau 4,50 » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 797).

Figure 3. Vue d'ensemble de l'église actuelle.

La figure 2 correspond probablement à un devis de Frappier du 2 novembre 1922. Les reconstruteurs des années 1950 n'ont manifestement pas cherché à reconstituer l'œuvre de Frappier, de même que celui-ci n'avait pas essayé de restaurer l'édifice antérieur à 1914.

Neuviller-lès-Badonviller (arrondissement de Lunéville, canton de Badonviller)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice				
Nouvel édifice		néogothique	Deville (entrepreneur Vercelli)	

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

202 habitants. Commune détruite à 100%. Plan d'aménagement établi par Deville.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 19, ADMM 10 R 800, *SR* (1923, p. 714-715).

Neuviller-lès-Badonviller est situé au nord-ouest de Badonviller. La commune a été entièrement détruite pendant la guerre. Contre l'avis de la commission d'aménagement et d'extension des villes et des villages qui souhaitait la création d'une vaste place rassemblant les édifices publics, l'architecte Deville et le conseil municipal ont décidé de conserver l'ancienne structure du village en rectifiant cependant les alignements et en élargissant les rues. Selon le dossier de l'Inventaire, l'église de Neuviller avait été construite en 1766. Le dossier de dommages de guerre de la commune ne contient aucun document relatif à l'édifice, mais on peut supposer qu'il avait été en grande partie détruit puisque le chantier a été classé par la coopérative de reconstruction des églises parmi les « reconstructions totales » et que, d'autre part, le village était censé avoir été entièrement détruit. Grâce à *La Semaine religieuse*, on sait que l'église de style « ogival », ornée de vitraux de Gsell et de meubles de Cayette, a été reconstruite d'après des plans de Deville. L'hebdomadaire précisait qu'elle « rappelle parfaitement la beauté de l'édifice disparu ».

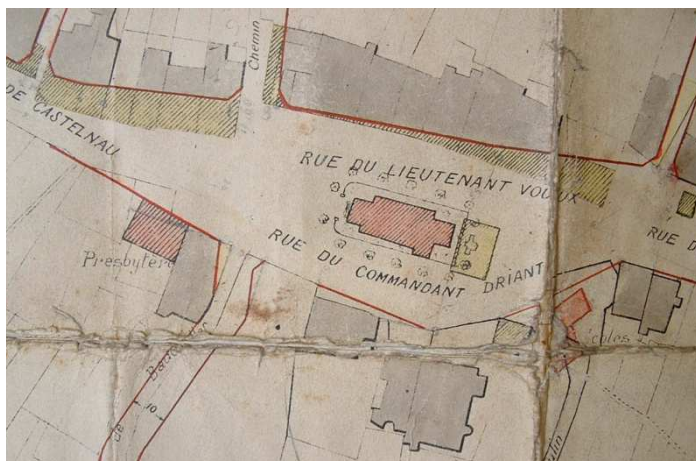


Figure 1. « Neuviller. Plan général d'alignement et de nivellement. Échelle de 1 à 1.250. Dressé par l'architecte d'arrondissement, Lunéville, le 9 octobre 1919, Deville » (ADMM 10 R AL 19). Sont figurés en gris l'ancien village, en rose l'église et le presbytère, en jaune les zones frappées d'alignement. L'hodographie est très marquée par la guerre : la rue du général de Castelnau débouche dans les rues du lieutenant Vouaux et du commandant Driant qui se réunissent pour former la rue de la Victoire.



Figure 2. Façade. L'église a été construite sur un terre-plein légèrement surélevé dans un style néogothique simple et moderne qui rappelle celui utilisé par Deville pour la reconstruction de l'église d'Emberménil.

Nomeny (arrondissement de Nancy, canton de Nomeny)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	XII ^e -XV ^e siècles	gothique		
Nouvel édifice			Guët et Charbonnier	1.954.485,80 f

Église classée monument historique en 1907.

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstitution »).

1.224 habitants. Commune détruite à 97%. Plan d'aménagement établi par Mienville et Thirion.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 19, ADMM 10 R 800, ADMM 10 R 801, ADMM 10 R 802, ADMM 10 R 803, ADMM 1 J 843, ADMM 1 J 1045, *SR* (1928, p. 305 et p. 338-340), *La Construction moderne* (10 février 1929, p. 223-227)

En 1914, le chef-lieu de canton de Nomeny était situé à quelques kilomètres seulement de la frontière allemande. La commune a été presque entièrement détruite pendant le conflit. Le plan d'aménagement établi par l'architecte Mienville et l'agent-voyer Thirion après la guerre a significativement modifié la structure de la commune en élargissant considérablement la largeur des rues. L'église de Nomeny, classée monument historique le 20 février 1907, était un édifice composite dont la construction et les extensions s'étaient échelonnées du XII^e siècle à la fin du Moyen Age. Elle fut en

grande partie détruite pendant la guerre. L'administration des Beaux-arts chargea le service des monuments historiques de la reconstituer à l'identique. Les travaux furent menés à bien par l'architecte ordinaire des monuments historiques Charbonnier, sous la direction de l'architecte en chef du service des monuments historiques pour la Meurthe-et-Moselle, Guët. La reconstruction de l'église a duré presque dix ans, elle a coûté près de deux millions de francs, ce qui fait de Nomeny le plus cher de tous les chantiers d'architecture religieuse menés en Meurthe-et-Moselle à l'issue de la guerre. À ces deux millions se sont ajoutés près de 500.000 f pour les immeubles par destination. Sur la suggestion probable de Charbonnier, le service des monuments historiques a aussi supervisé des travaux d'un montant de plusieurs centaines de milliers de francs pour la construction d'une sacristie, d'un caveau destiné à recueillir les ossements découverts lors de la reconstruction, d'une remise, d'une clôture autour de l'église, de terrassements, d'escaliers, etc. L'achèvement de l'église de Nomeny a été considéré comme le couronnement de la reconstruction des églises de Meurthe-et-Moselle. L'édifice a été consacré par l'évêque de Nancy en présence du préfet de Meurthe-et-Moselle et du nonce apostolique Monseigneur Maglione, le 28 mai 1928. La reconstruction de l'église a été très appréciée par *La Construction moderne* qui en a rendu compte dans un article de février 1929. L'édifice pâtit cependant de l'ajout de la modification de son environnement et de la trame urbaine uniformément rectiligne au sein de laquelle il a été reconstruit.



Figure 1. « Copie du plan d'aménagement de la ville de Nomeny approuvé le 29 mai 1920 » (ADMM 10 R 800). Les nouveaux alignements, marqués en rouge, régularisent assez brutalement le tracé des anciennes rues. L'ilot prévu autour de l'église est marqué d'un point jaune.

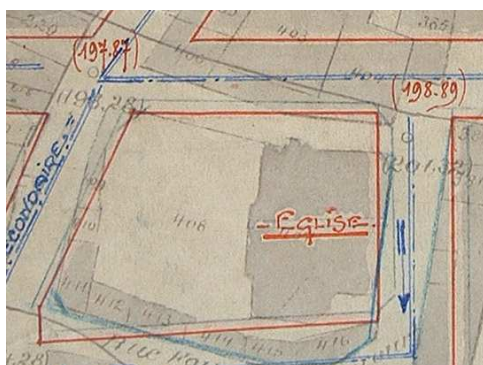


Figure 2. « Nomeny. Échelle de 1 à 1.250. Dressé par l'architecte et l'agent-voyer de la ville de Nomeny, Nancy, le 30 mai 1919, Alexandre Mienville, Thirion » (ADMM 10 R AL 19).

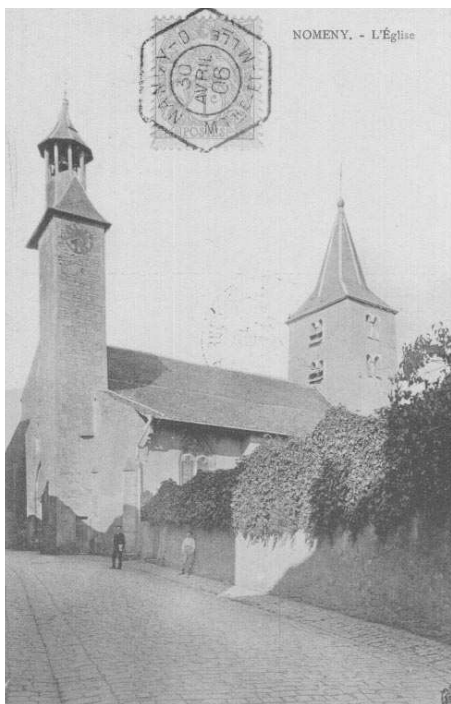


Figure 3. « Nomeny. L'église » (Bibliothèque municipale de Nancy).



Figure 4. Photographie sans date ni légende, probablement prise par Charbonnier (ADMM 10 R 802).

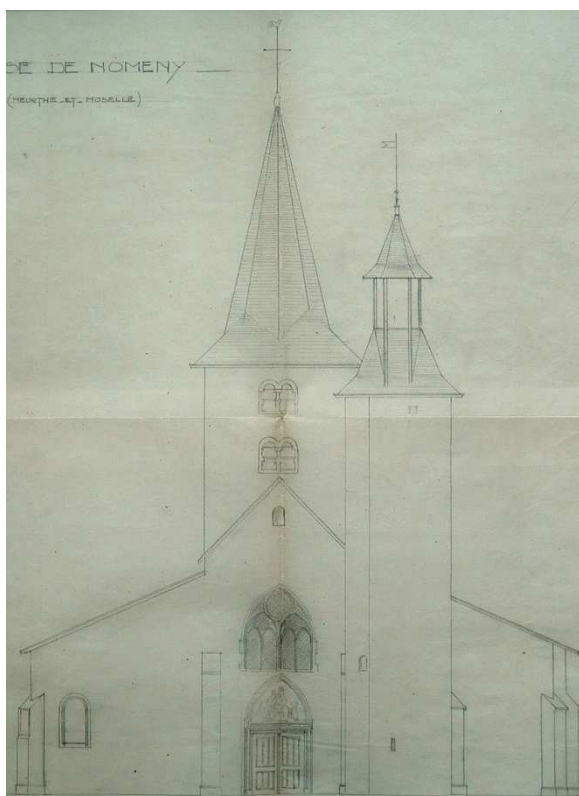


Figure 5. « Église de Nomeny (Meurthe-et-Moselle). Façade » [projet de restauration] (ADMM 10 R 802).

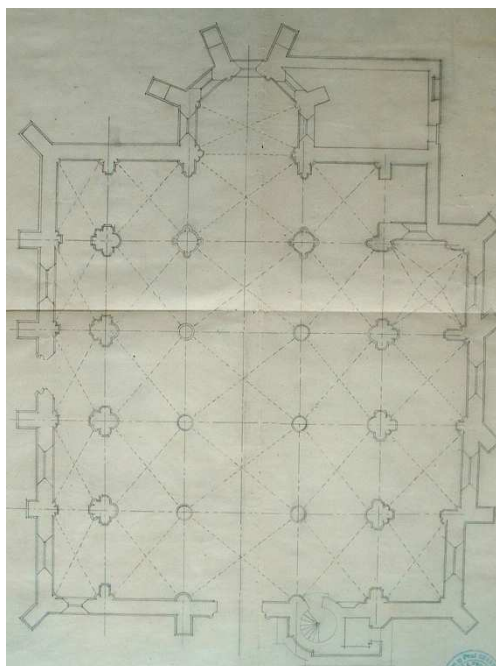


Figure 6. « Église de Nomeny (Meurthe-et-Moselle). Plan » [projet de restauration] (ADMM 10 R 802).

Ces deux dessins ont probablement été réalisés par Charbonnier.



Figure 7. « Nomeny. L'église avant la guerre » (ADMM 1 J 843).



Figure 8. Vue d'ensemble.



Figure 9. Vue d'ensemble. Les abords de l'église ont été aménagés comme ceux d'un square municipal. L'extérieur donne une impression de grande hétérogénéité qui doit autant aux partis adoptés par les restaurateurs qu'au caractère effectivement composite de l'église qui existait avant 1914.

Nonhigny (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	XVII ^e ou XVIII ^e siècle ?	baroque		
Nouvel édifice		néo-baroque (clocher)	Lauthe	

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle »).

196 habitants. Commune détruite à 79%. Plan d'aménagement établi par Moitrier.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 19, ADMM 10 R 800, ADMM 10 R 923, *SR* (1924, 737-738)

Nonhigny est situé au sud-est de Blâmont. Le plan d'aménagement établi par Moitrier prévoyait l'élargissement et la régularisation des rues du village, la construction d'une mairie flanquée de « bains-douches » et le dégagement des abords de l'église. L'église de Nonhigny était, selon le dossier de l'Inventaire, un édifice classique. Elle a été en grande partie détruite pendant la guerre. La commune s'est vue reconnaître une perte subie de 74.511,47 f (valeur 1914), ce qui implique des frais de reconstruction s'élevant probablement à 300.000 ou 350.000 f. Le constat de dommages indiquait la nécessité de déblayer 45 m³ de décombres et de procéder dans l'édifice à des arasements de 275 m³. Le projet de reconstruction n'est pas conservé dans le dossier de dommages. Grâce à *La Semaine religieuse*, on sait

que l'église de Nonhigny a été reconstruite par Jean Lauthe et Villemon (qui pourrait être le nom de l'entrepreneur plutôt que celui d'un collaborateur de Lauthe, à moins qu'il ne s'agisse de l'architecte Villemont de Domèvre-sur-Vezouze). Il est étonnant que Lauthe, auteur par ailleurs de plusieurs églises modernes, se soit livré à Nonhigny à la construction d'une flèche de clocher néobaroque. L'église de Nonhigny est une des rares églises reconstruites à avoir conservé un plafond.

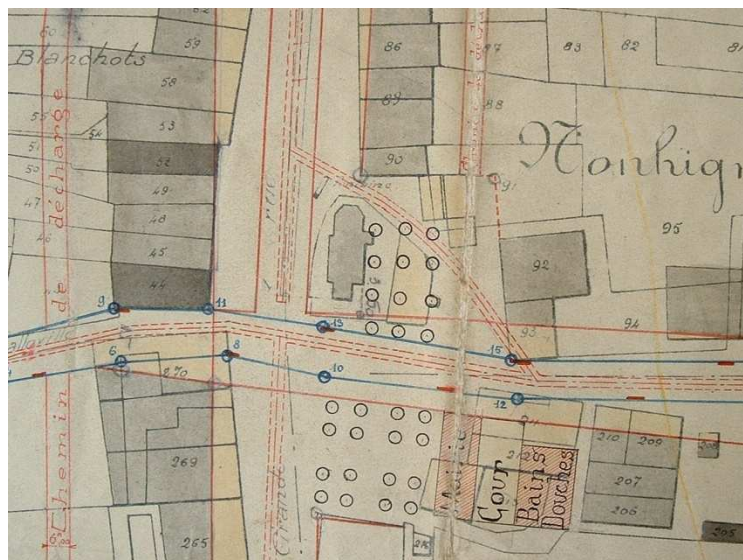


Figure 1. « Nonhigny, Moitrier, Michel, Grémont, février 1920 » (ADMM 10 R AL 19). Sont figurés en gris foncé les immeubles réparables, en gris clair les immeubles détruits, en jaune les zones frappées d'alignement. L'église est au centre.



Figure 2. Façade.



Figure 3. Autel.

Le portail à deux colonnes de la façade existait avant la guerre. Toute la partie située au-dessus du tympan triangulaire a été reconstruite. La flèche du clocher à quatre pans visible sur des cartes postales d'avant-guerre a été reconstruite en style néobaroque.

Norroy-lès-Pont-à-Mousson (arrondissement de Nancy, canton de Dieulouard)

554 habitants. Commune détruite à 17%. Plan d'aménagement établi par Martin.

Sources : ADMM 10 R AL 19, ADMM 10 R 800.

La commune de Norroy-lès-Pont-à-Mousson dépendait, en 1918, du canton de Pont-à-Mousson. Elle a été détruite à 17% pendant la guerre. Bien que la commune n'ait pas adhéré à la coopérative de reconstruction des églises, il semble que l'église paroissiale ait subi des destructions considérables. La commune a demandé 242.139,70 f pour restaurer l'édifice. L'expert de la commission cantonale des dommages de guerre évoqua le chiffre de 204.115 f. Il est donc très probable que les travaux se soient élevés à un montant de l'ordre de 200.000 f. L'édifice ne présente cependant pas de traces de restaurations importantes.



Figure 1. Vue d'ensemble (site Internet).

Noviant-aux-Prés (arrondissement de Toul, canton de Domèvre-en-Haye)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« travaux peu importants »).

333 habitants.

Sources : ADMM 10 R 923.

Noviant-aux-Prés est situé au nord-est de Domèvre-en-Haye. L'église néogothique de la commune ne semble pas avoir subi de destructions importantes. La commune a adhéré à la coopérative de reconstruction des églises pour des travaux que celle-ci a considérés comme « peu importants ». Le dossier de dommages de guerre de Noviant indique que ces travaux se sont élevés à 60.000 f environ.



Figure 1. Vue d'ensemble.

Ogéviller (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

492 habitants.

Sources : ADMM 10 R 804, ADMM 10 R 805.

Ogéviller est situé entre Lunéville et Blâmont. La commune a demandé une indemnité de dommages de près de 100.000 f pour la réparation de son église.



Figure 1. « Ogéviller (M.-et-M.). L'église » [vue d'ensemble avant la guerre] (site Internet).

Onville (arrondissement de Briey, canton de Chambley-Bussières)

402 habitants.

Sources : ADMM 10 R AL 19, ADMM 10 R 806.

Onville est situé au sud-est de Chambley-Bussières. La commune a demandé plus de 200.000 f d'indemnité pour réparer son église, mais elle n'a apparemment reçu que 121.192,15 f. L'édifice semble avoir été soigneusement restauré. Il a d'ailleurs été classé monument historique en 1978.

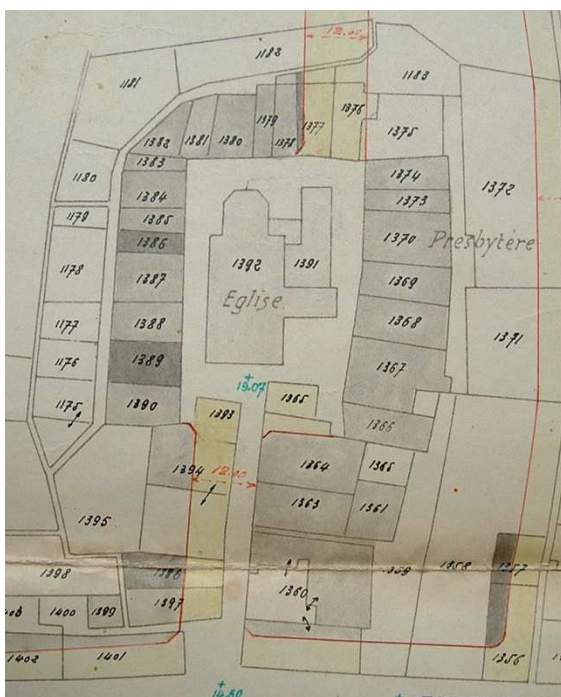


Figure 1. « Onville. Plan d'alignement et de nivellement. Échelle de 1 à 1.000. Dressé par Vial H. architecte D.P.L.G., Pont-à-Mousson, le 10 juin 1921 » (ADMM 10 R AL 19).

Figure 2. Tour du clocher.

À l'inverse du système pratiqué par la majorité de ses collègues, Vial semble avoir indiqué en gris clair les immeubles subsistant et en gris foncé les immeubles détruits. Il prévoyait d'élargir la ruelle donnant accès à l'église et de percer un autre accès derrière le chevet de l'église.

Pagny-sur-Moselle (arrondissement de Nancy, canton de Dieulouard)

Église classée monument historique en 1920.

2.356 habitants. Commune détruite à 21%.

Sources : ADMM 10 R 806.

Pagny-sur-Moselle était, en 1914, une ville frontalière de l'Allemagne, rattachée au canton de Pont-à-Mousson. L'église Saint-Martin datait, selon le dossier de l'Inventaire, du XIV^e ou du XV^e siècle, elle aurait été « en partie détruite le 25.3.1919 à la suite de l'explosion maladroite d'un obus de 155 par des artificiers ». L'édifice a été classé monument historique le 10 janvier 1920. Le dossier de dommages de guerre de la commune est très incomplet. À l'instigation du service des monuments historiques, la commune a déclaré pour les immeubles par destination de l'église des dommages d'un montant de 131.516,32 f, hors des délais normalement prévus pour cette démarche. L'examen de cette demande a donné lieu à une longue controverse qui ne fut réglée qu'en 1933. L'immeuble a probablement été directement restauré par le service des monuments historiques.



Figure 1. Pagny-sur-Moselle [probablement avant 1919] (Médiathèque du patrimoine).



Figure 2. Façade.

Pannes (arrondissement de Toul, canton de Thiaucourt-Regniéville)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1851	néogothique	Morey	
Nouvel édifice		néogothique	Janiaud	361.090,04 f

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle »).

269 habitants. Commune détruite à 39%. Plan d'aménagement établi par Stein.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 20, ADMM 10 R 806, SR (1923, p. 639-640).

Pannes est situé au sud-ouest de Thiaucourt, à la limite du département de la Meuse. La commune a été détruite à 39% pendant la guerre. A la demande de la commission d'aménagement et d'extension des villes et des villages, l'architecte chargé d'établir le plan d'aménagement, Stein, avait prévu de dégager les abords de l'église. Selon le dossier de l'Inventaire, l'église néogothique de Pannes avait été construite, en 1851, par l'architecte Morey. Elle a été détruite par des bombardements et, selon Stein, par l'explosion d'une mine installée sous le clocher par les Allemands. C'est un autre architecte, Janiaud, qui a été chargé d'élaborer le projet de reconstruction de l'église. Il a choisi de restaurer assez fidèlement l'édifice dans son état d'avant-guerre.



Figure 1. « Pannes. Heldengräber » [« Pannes. Monuments aux soldats morts »] (ADMM 2 Fi 4341).

Figure 2. « Église de Pannes. Façade principale. Dressé par l'architecte soussigné à Toul, le 30 novembre 1920, A. Stein. Architecte » [constat de dommages] (ADMM 10 R 806).

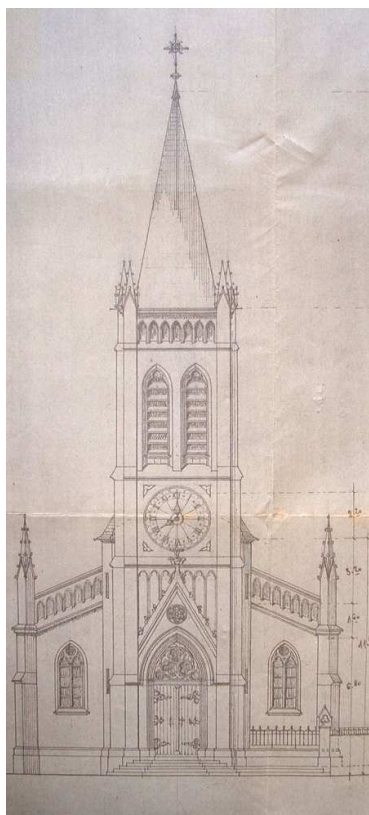


Figure 3. « Église de Pannes. Façade principale. Pont-à-Mousson, 8 octobre 1922, Louis Janiaud, architecte diplômé par le Gouvernement, 34, avenue Carnot, Pont-à-Mousson (M-&-M) » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 806).

Figure 4. Vue d'ensemble.

Le projet de restauration de Janiaud de 1922 semble avoir été fidèlement réalisé, mais ce projet n'était pas complètement conforme à l'édifice d'avant-guerre relevé par Stein en 1920.

Parroy (arrondissement de Lunéville, canton d'Arracourt)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	XVIII ^e siècle			
Nouvel édifice		néo-roman	Vally (entrepreneur Vercelli)	596.754,49 f

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

409 habitants. Commune détruite à 100%. Plan d'aménagement établi par Vally.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 20, ADMM 10 R 807.

Située au sud-est d'Arracourt, la commune de Parroy relevait, en 1918, du canton de Lunéville-Sud. Elle a été entièrement détruite pendant la guerre. Le projet d'aménagement du village de l'architecte Vally prévoyait, probablement pour faciliter la circulation dans le village, de reconstruire l'église en face de son ancien emplacement. L'édifice, datant selon le dossier de l'Inventaire du XVIII^e siècle, avait été complètement détruit pendant la guerre. La commune a obtenu pour le reconstruire une indemnité de 596.754,49 f. Le caractère « légèrement amélioré » de l'église projetée par rapport à celle d'avant-guerre était compensé par une diminution de 41,47 m² de la surface de la nef et du chœur. Le projet de reconstruction a été établi par Vally dans un style néo-roman très sobre. La commune de Parroy était par ailleurs propriétaire d'une synagogue, installée au-dessus de la salle de catéchisme. Vally a probablement évalué les dommages la concernant. Le dossier de dommages de guerre de la commune ne contient pas d'autres documents au sujet de cette synagogue qui n'a probablement pas été reconstruite.



Figure 1. « Plan d'alignement de la commune de Parroy. Échelle 1 à 1.250. Dressé par l'architecte soussigné, Lunéville, le 10 janvier 1920, Vally » (ADMM 10 R AL 20). Sont figurés, en gris l'ancien village, en rouge les nouveaux alignements, en jaune les zones frappées d'alignement, en rouge hachuré la mairie et la nouvelle église faisant face à celle d'avant-guerre.

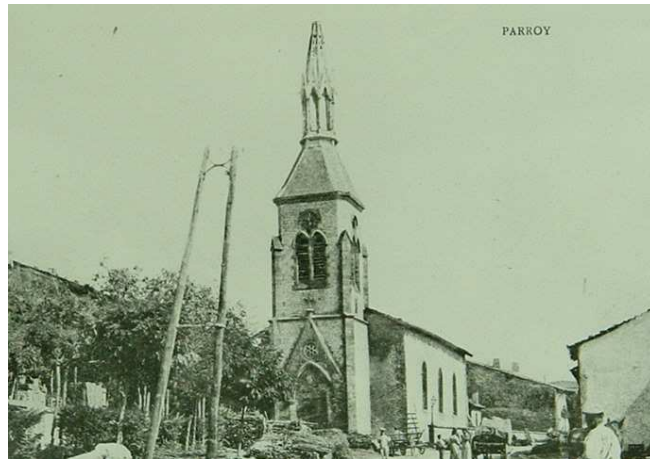


Figure 2. « Parroy » (Inventaire régional 7854939X1).

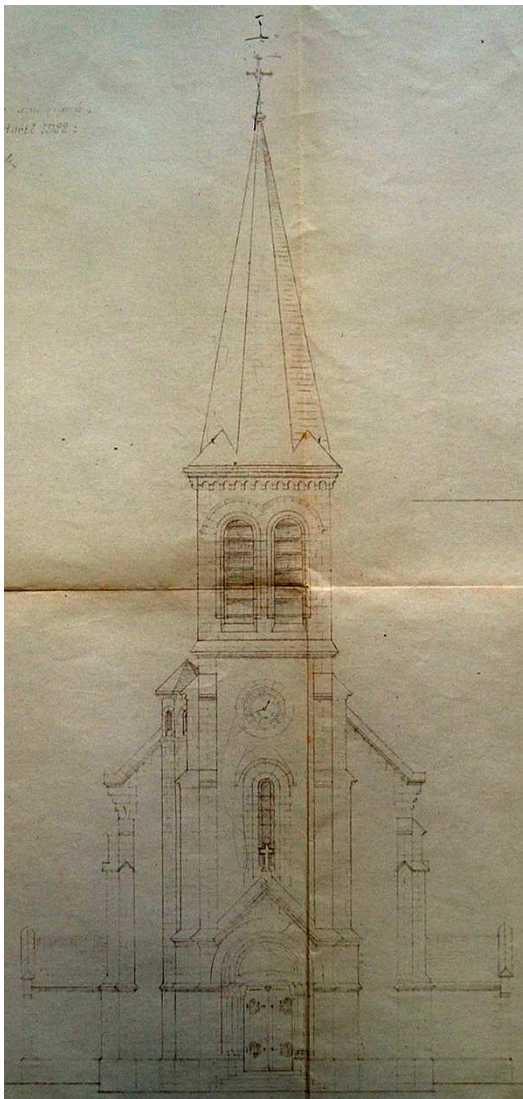


Figure 3. « Commune de Parroy – Meurthe-et-Moselle – Façade principale. Dressé par l'architecte soussigné, Nancy, le 22 avril 1922, Vally » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 807).

Figure 4. Façade.

L'église effectivement construite est très proche de celle projetée par Vally. La partie supérieure des tourelles flanquant le clocher est cependant dépourvue de fenêtres et de couronnement.

Parux (arrondissement de Lunéville, canton de Cirey-sur-Vezouze)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice				
Nouvel édifice		néo-roman	Biet	

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

269 habitants. Commune détruite à 100%. Plan d'aménagement établi par Biet.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 20, *SR* (1925, p. 603).

Parux est situé au sud-est de Blâmont. La commune a été détruite à 100% pendant la guerre. L'architecte G. Biet a conçu un plan d'aménagement régularisant les rues et plaçant l'église au centre du village reconstruit, sur une vaste esplanade plantée d'arbres. Ce plan a été approuvé sans restriction par la commission d'aménagement et d'extension des villes et des villages. Le dossier de dommages de guerre de la commune a par ailleurs entièrement disparu des archives. *La Semaine religieuse* signale succinctement que l'église a été reconstruite par Biet. L'architecte a adopté un style néo-roman qui rappelle, en plus simple, celui qui avait cours dans le département pendant les années 1860-1870.

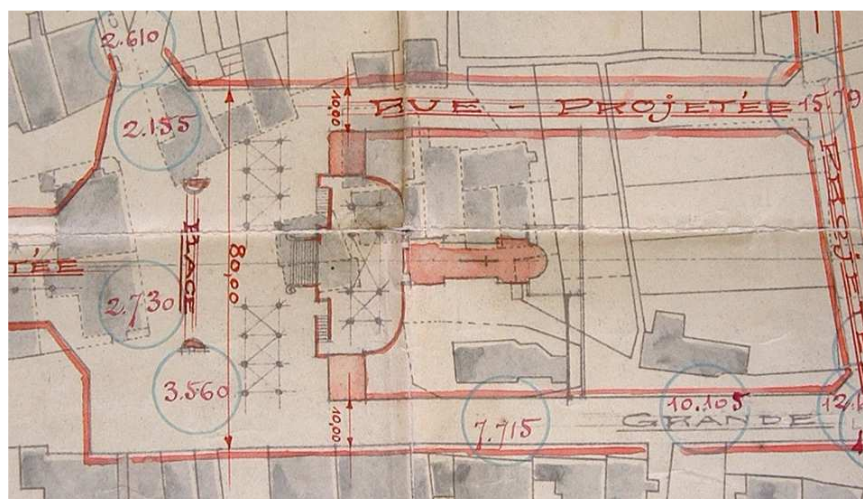


Figure 1. « Parux. Projet d'aménagement. Plan directeur. Échelle de 1 à 1.250. Dressé par l'architecte soussigné. Nancy, le 31 octobre 1919, G. Biet » (ADMM 10 R AL 20).

Sont figurés en gris l'ancien village (dans lequel il est difficile de distinguer l'ancienne église qui pourrait être l'édifice isolé en bas au centre, au-dessus de la cote 7,715), en rouge les nouveaux alignements au cœur desquels l'église projetée occupe une position centrale.



Figure 2. Façade. Conformément au projet d'aménagement de Biet, l'église a été reconstruite sur une esplanade largement dégagée.

Petit-Failly (arrondissement de Briey, canton de Longuyon)

168 habitants. Commune détruite à 37%. Plan d'aménagement établi par Varin.

Sources : ADMM 10 R AL 20, ADMM 10 R 807.

La commune de Petit-Failly est située à l'ouest de Longuyon, à la limite du département de la Meuse. Elle a été détruite à 37% pendant la guerre. Le dossier de dommages de guerre relatif à l'église est particulièrement volumineux. Une dizaine d'architectes et d'experts se sont penchés sur l'édifice pour déterminer si son état de dégradation résultait d'un défaut d'entretien antérieur à 1914 ou de conséquences plus ou moins directes de la guerre. Il est douteux que la commune ait finalement obtenu gain de cause.

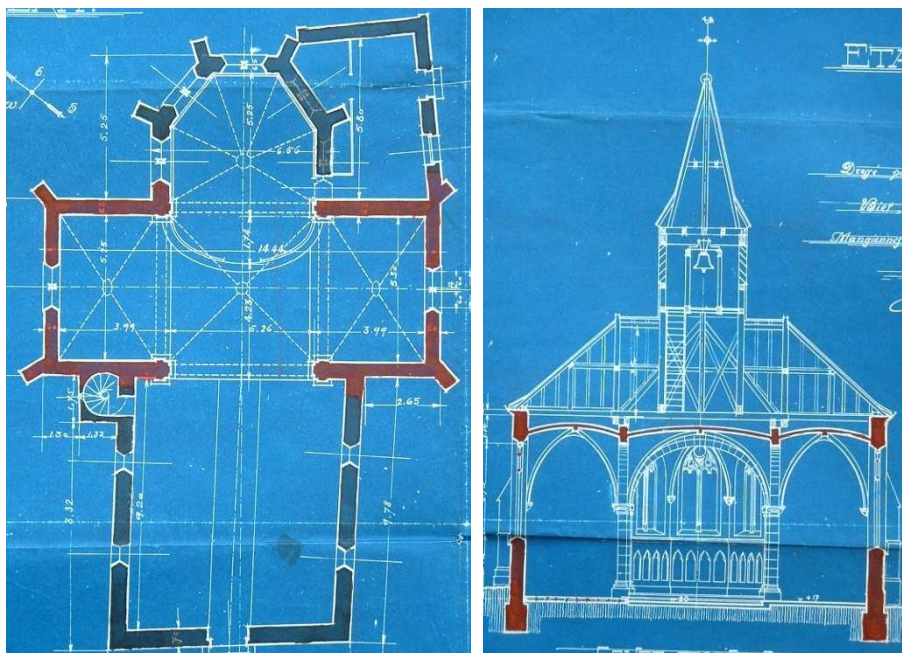


Figure 1. « Département de Meurthe-et-Moselle – Eglise de Petit-Failly – Etat actuel – Plan – Coupe transversale. Dressé par les architectes soussignés, Biet, Faas et Santschi, Mangiennes (Meuse), le 4 juin 1921, Biet » [constat de dommages] (ADMM 10 R 807).



Figure 2. Vue d'ensemble (site Internet).

Petitmont (arrondissement de Lunéville, canton de Cirey-sur-Vezouze)

804 habitants.

Sources : ADMM 10 R 808.

Petitmont est situé entre Badonviller et Cirey-sur-Vezouze. Le dossier de l'Inventaire indique que l'église de la commune a été reconstruite en style néogothique après la Première Guerre mondiale. La commune a demandé pour reconstruire l'édifice une indemnité considérable s'élevant presque à 700.000 f, essentiellement pour les immeubles par destination et les meubles, bien que l'église n'ait été apparemment ni incendiée, ni bombardée. Il est douteux que la commune ait obtenu une indemnité aussi élevée. Le projet de reconstruction ou de restauration n'est pas conservé dans les archives.

Pexonne (arrondissement de Lunéville, canton de Badonviller)

1.001 habitants. Commune détruite à 12%. Plan d'aménagement établi par Deville.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 20.

Pexonne est situé au sud-ouest de Badonviller. L'architecte Deville a établi le plan d'aménagement du village, créant une place devant l'église, dans le but de faciliter la circulation et de mettre en valeur l'édifice. Le dossier de dommages de guerre de la commune ayant complètement disparu des archives, il est impossible de déterminer si l'église avait été gravement endommagée pendant la guerre. C'est peu probable compte tenu de la destruction du village à 12% seulement. La structure de la façade paraît antérieure à 1850 mais l'enduit pourrait dater des années 1920. L'édifice pourrait donc avoir été réparé par Deville.



Figure 1. « Une rue de Pexonne ». (Conservatoire régional de l'image).



Figure 2. Façade avec, au premier plan à gauche, le monument aux morts.

Phlin (arrondissement de Nancy, canton de Nomeny)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1779			
Nouvel édifice			Frientz et Provost	139.069,21 f

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle »).

117 habitants. Commune détruite à 45%.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 20, ADMM 10 R 809.

La commune de Phlin est située au nord-est de Nomeny. Elle a été détruite à 45% pendant la guerre. Le dossier d'Inventaire indique que l'église de Phlin date du XVIII^e siècle. Après la guerre, une indemnité de 139.069,21 f a été attribuée à la commune pour réparer l'édifice d'après un constat des architectes Frientz et Provost.

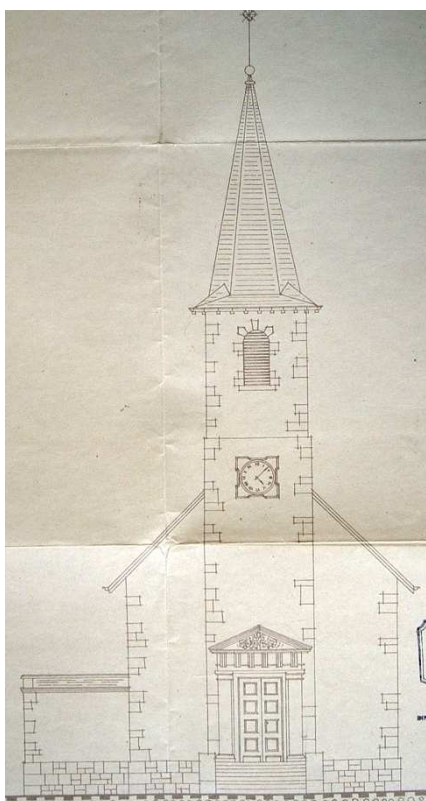


Figure 1. « Église de Phlin. Plan – Façade principale. Camille Frientz, architecte Lunéville. H. Provost architecte diplômé par le Gouvernement, Lunéville, 3 octobre 1922 » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 809).

Figure 2. Façade.

L'édifice a été restauré de manière très fruste : la plupart des éléments de décor prévus dans le projet de Frientz et Provost n'ont pas été réalisés, la pierre de taille n'apparaît que dans l'encadrement de la porte.

Pont-à-Mousson (arrondissement de Nancy, canton de Pont-à-Mousson)

Église Saint-Martin classée monument historique en 1840 et église Saint-Laurent classée monument historique en 1919.

14.009 habitants. Commune détruite à 29%. Plan d'aménagement établi par Janiaud.

Sources : ADMM 10 R AL 21, ADMM 10 R 236, ADMM 10 R 815, ADMM 10 R 818, ADMM 10 R 819, ADMM 10 R 820.

Pont-à-Mousson était détruite à 29% à l'issue de la guerre. Le plan d'aménagement de la ville semble avoir été établi par Janiaud. Les deux églises de la ville, Saint-Martin et Saint-Laurent, ont été touchées par les destructions, mais la commune n'a pas adhéré à la coopérative de reconstruction des églises. Saint-Martin avait été classé monument historique en 1899 et Saint-Laurent l'a été à la suite de la guerre, le 19 septembre 1919. Les documents concernant ces deux édifices sont dispersés dans un grand nombre de dossiers et paraissent très incomplets. Les deux édifices semblent avoir été directement restaurés par le service des monuments historiques, non sans de longs contentieux d'ordre financier, notamment à propos des vitraux, contentieux qui ont duré jusqu'à la fin des années 1930.

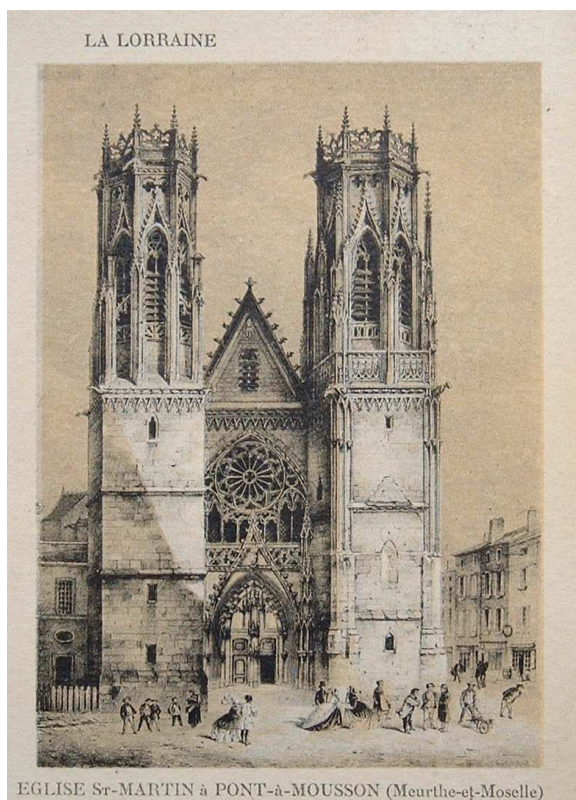


Figure 1. « Église Saint-Martin à Pont-à-Mousson. Meurthe-et-Moselle » (ADMM 2 Fi 1117).



Figure 2. « Pont-à-Mousson. Église Saint-Laurent » (ADMM 2 Fi 1121)

Port-sur-Seille (arrondissement de Nancy, canton de Pont-à-Mousson)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	XIII ^e siècle	gothique		
Nouvel édifice		néogothique	Vial	448.505,15 f

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

337 habitants. Commune détruite à 93%. Plan d'aménagement établi par Vial.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 21, ADMM 10 R 821, fig. II-23, fig. II-28.

La commune de Port-sur-Seille est située à l'est de Pont-à-Mousson. Elle a été presque entièrement détruite pendant la guerre. D'après l'architecte Vial, l'église gothique de la commune, datant du XIII^e siècle, avait elle-même été en grande partie détruite pendant le conflit. Le service des monuments historiques semble avoir envisagé de classer l'édifice avant d'y renoncer, aucun mur n'étant susceptible d'être réparé. Vial a donc été chargé par la commune de reconstruire une église sur nouvel emplacement. Il a adopté le style néogothique.



Figure 1. « En Lorraine. Port-sur-Seille. L'église avant la guerre 1914-1918 » (ADMM 50 J I 27-05).



Figure 2. « En Lorraine (guerre 1914-1918). Port-sur-Seille. Intérieur de l'église » (ADMM 50 J I 27-05).



Figure 3. Façade.



Figure 4. Porche.

Il est impossible de comparer l'église construite avec le projet de Vial qui a complètement disparu du dossier de dommages de guerre de la commune.

Prény (arrondissement de Nancy, canton de Dieulouard)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice				
Nouvel édifice		néo-roman	André (entrepreneurs Bugey et Vieilhomme, mobilier de Vallin)	466.025,30 f (+ 66.425,02 f)

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

325 habitants. Commune détruite à 36%. Plan d'aménagement établi par Déon.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 21, ADMM 10 R 821, *SR* (1924, p. 736-737).

Prény est situé au nord de Pont-à-Mousson. L'église de la commune datait de 1825 selon le dossier de l'Inventaire. Elle était « dans le style roman » selon l'architecte Louis Déon qui a constaté, après la guerre, qu'elle avait été en grande partie détruite. Émile André a été chargé de reconstruire l'édifice sur son ancien emplacement, le chœur étant tourné vers la vallée de la Moselle. La commune s'est initialement vue reconnaître une indemnité de 466.025,30 f. Peu après le début des travaux, elle a déposé une demande d'indemnité supplémentaire, André ayant constaté que les fondations du clocher avaient été profondément endommagées par l'explosion d'une mine allemande. Une somme supplémentaire de plus de 66.000 f fut finalement accordée à la commune, pour permettre l'implantation, sous la façade, de fondations en béton à plus de 7 m de profondeur. L'édifice a été construit en style néo-roman, entièrement en matériaux traditionnels (pierre de Savonnières, charpente en sapin, couverture d'ardoises). En l'absence de documents relatifs à l'ancienne église, il est difficile de déterminer dans quelle mesure André s'en est inspiré pour reconstruire la nouvelle.

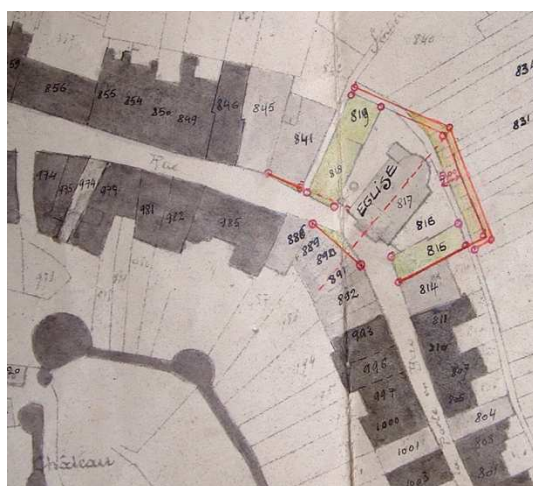


Figure 1. « Prény. Plan des alignements. Échelle 1/1.250. Louis Déon architecte, Nancy » (ADMM 10 R AL 21). Apparaissent en gris foncé les immeubles peu ou pas endommagés, en gris plus clair les immeubles détruits, en jaune les immeubles frappés d'alignement pour dégager les abords de l'église.

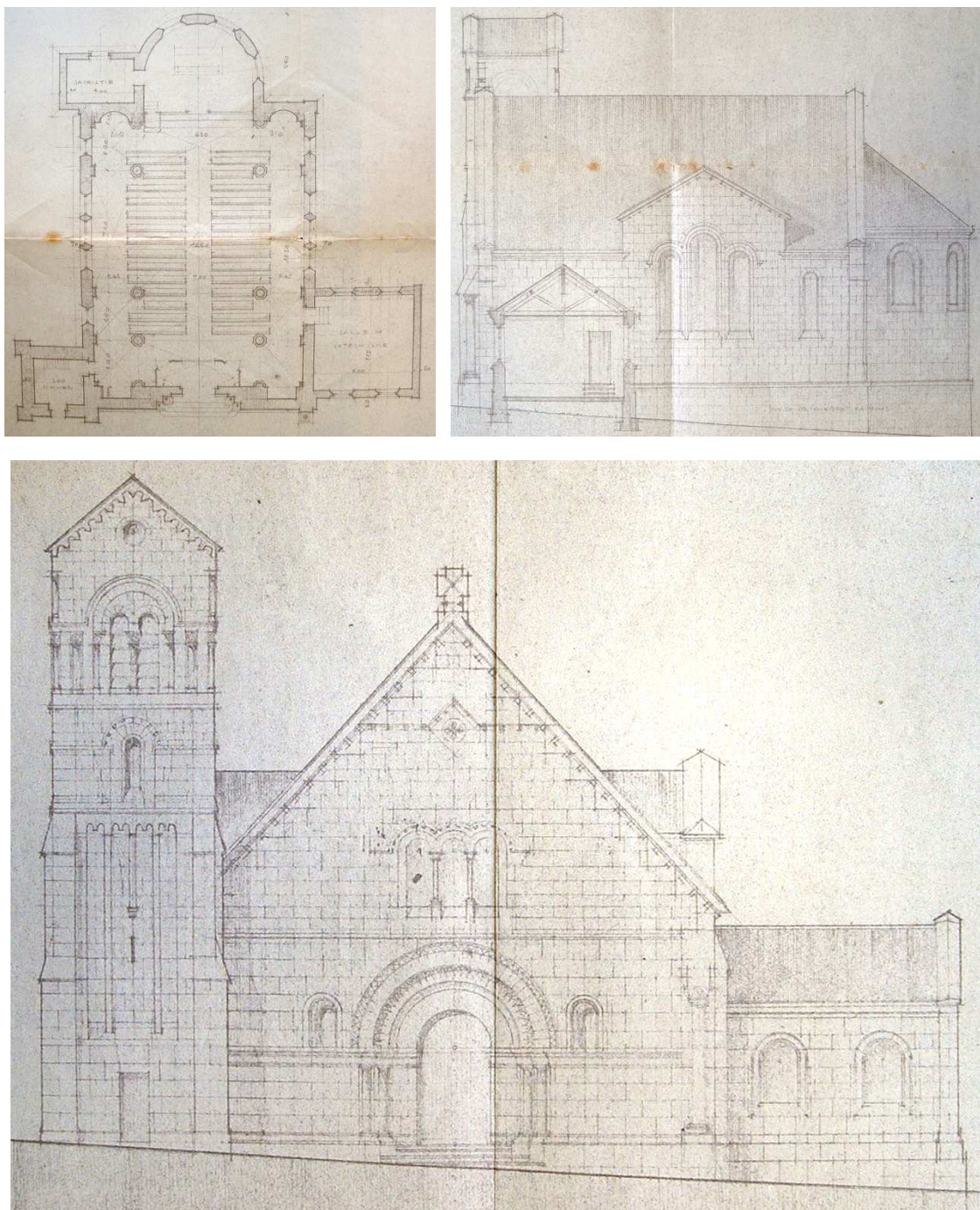


Figure 1. « Commune de Prény. Reconstruction. L'église. Plan. Faces. É. André arch. Nancy, octobre 1922 » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 821).



Figure 2. Façade et tour.



Figure 3. Chevet.

Raon-lès-Leau (arrondissement de Lunéville, canton de Badonviller)

Sources : ADMM 10 R 822.

Raon-lès-Leau est situé à la limite de la Meurthe-et-Moselle, des Vosges et du Bas-Rhin. La commune a demandé une indemnité de 131.358,90 f pour réparer son église mais les documents ne permettent pas d'établir combien la commission cantonale de dommages de guerre lui a finalement accordé.

Raucourt (arrondissement de Nancy, canton de Nomeny)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice				
Nouvel édifice		néogothique	Thomas	564.458,74 f (dont 34.458,74 f à la charge de la commune)

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

250 habitants. Commune détruite à 82%. Plan d'aménagement établi par Thomas.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 21, ADMM 10 R 822, *SR* (1924, p. 783-785).

Raucourt est situé au nord de Nomeny. C'était, en 1914, une commune frontalière de l'Allemagne. Une partie de l'église gothique du XV^e siècle a été détruite pendant l'occupation du village. Une autre partie, notamment la sacristie, a été transformée par l'armée allemande en un bunker. La solidité de ce bunker a beaucoup impressionné l'architecte Thomas, chargé par la commune de constater les dommages de l'édifice. Thomas s'est vu confier la reconstruction de l'église. Il décida de décaler le nouvel édifice de quelques mètres par rapport à son ancien emplacement, à cause du bunker construit par les Allemands qu'il estimait indestructible. Le projet de reconstruction a disparu du dossier de dommages de guerre. L'architecte a choisi un style néogothique proche de celui de l'ancien édifice. La commune contribua à hauteur de 34.458,74 f aux frais de construction de la nouvelle église qui était légèrement plus grande que celle d'avant-guerre.



Figure 1. Élévation latérale

Figure 2. Façade et tour.

Figure 3. Détail de la façade.

Le projet de Thomas prévoyait probablement des décorations plus abondantes sur la façade.

Réchicourt-la-Petite (arrondissement de Lunéville, canton d'Arracourt)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice				
Nouvel édifice		néo-roman	Hornet ?	

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« Reconstruction totale »).

128 habitants. Commune détruite à 62%. Plan d'aménagement établi par Hornet.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 21, ADMM 10 R 822, ADMM WO 2813.

La commune de Réchicourt-la-Petite est située à l'est d'Arracourt. Elle a été détruite à 62% pendant la guerre. La commission d'aménagement et d'extension des villes et des villages a lourdement insisté pour que la commune crée une place au centre de laquelle serait reconstruite la nouvelle église. À la demande expresse du conseil municipal, qui souhaitait éviter les délais et les frais, l'architecte Hornet s'est cependant contenté d'élaborer un plan d'aménagement très simple reprenant l'essentiel des dispositions d'avant-guerre. La nouvelle église a finalement été reconstruite à partir des fondations et d'une partie du clocher de l'édifice d'avant-guerre. Le dossier de dommages contient des documents contradictoires au sujet de la somme demandée par la commune pour l'indemnisation des dégâts causés à l'église. Il semble que les travaux se soient élevés à 300.000 f environ. Le projet de reconstruction a entièrement disparu du dossier de dommages de guerre. Il a très probablement été conçu par Hornet qui est défini dans certains documents comme « l'architecte de la commune », c'est-à-dire l'architecte de la coopérative communale de reconstruction. L'église de Réchicourt-la-Petite présente d'ailleurs des points communs avec celle de Lanfroicourt, reconstruite par Hornet : la date est inscrite sur le tympan et la tour du clocher présente des pans coupés.

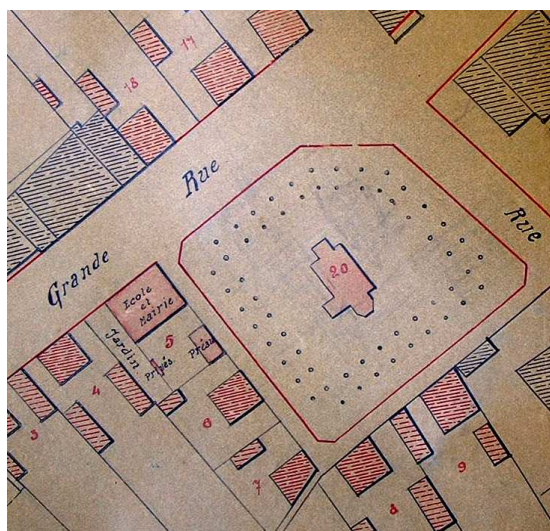


Figure 1. « Réchicourt-la-Petite. Projet d'alignement. Dressé par l'architecte soussigné, Lunéville, le 17 septembre 1919, Charles Hornet architecte-expert, 19 place du château, Lunéville » (ADMM 10 R AL 21).
Figure 2. « Réchicourt-la-Petite. Projet d'alignement. Dressé par l'architecte soussigné, Lunéville, le 3 février 1920, Charles Hornet architecte-expert, 19 place du château, Lunéville » (ADMM 10 R AL 21).

L'architecte Hornet prévoyait initialement de reconstruire l'église détruite sur le même emplacement en la faisant cependant pivoter d'un quart de tour dans le sens horaire pour mettre sa façade perpendiculaire à la Grande rue (sur la figure 1, sont figurés en gris foncé les immeubles réparables, en gris clair les immeubles détruits, en jaune les nouveaux alignements projetés, l'église apparaît en rouge). À la demande de la commission d'aménagement et d'extension des villes et des villages, Hornet a été obligé de prévoir la reconstruction de l'église une très vaste place à l'angle des deux rues principales du village (sur la figure 2, les nouveaux bâtiments projetés apparaissent en rouge, l'église porte le numéro 20). Le conseil municipal s'étant très fermement opposé à un tel projet, l'église a finalement été reconstruite près de son ancien emplacement.



Figure 3. Façade.

Regniéville-en-Haye (arrondissement de Toul, canton de Thiaucourt-Regniéville, actuelle commune de Thiaucourt-Regniéville)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1787			
Nouvel édifice		transformation des ruines en chapelle	Charbonnier	86.000 f

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises.

151 habitants. Commune détruite à 100%.

Sources : Inventaire (commune de Thiaucourt), ADMM 10 R 824, ADMM 10 R C 35.

La commune de Regniéville, située près de Thiaucourt, a été entièrement détruite en 1914-1918. Elle n'a pas été reconstruite après la guerre et fut administrativement rattachée à la commune de Thiaucourt. Avant ce rattachement, elle a cependant déclaré des dommages de guerre, notamment pour l'église qui datait, d'après l'Inventaire, de 1787. L'église n'a pas été reconstruite, mais ses ruines ont été aménagées en chapelle, à la fin des années 1920, par l'architecte Charbonnier.

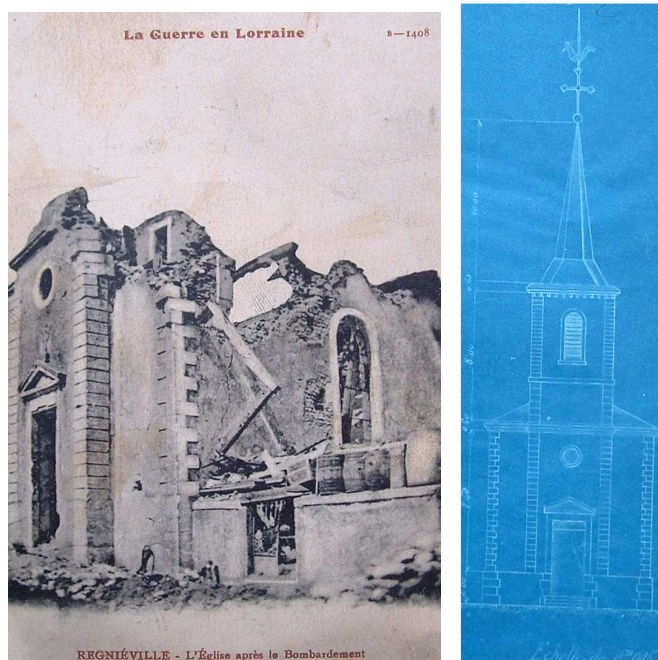


Figure 1. « La Guerre en Lorraine. Regniéville. L'église après le bombardement » (ADMM 13 Fi 208).

Figure 2. « Commune de Regniéville. Échelle de 0,005 p. m. Dressé par l'architecte soussigné, Toul, le 14 février 1921, L. Lafarge, Toul, Architecte » [constat de dommages] (ADMM 10 R 824).



Figure 3. « Regniéville (Meurthe-et-Moselle) » (ADMM 2 Fi 2268). Ce cliché a peut-être été pris par Charbonnier.



Figure 4. Chapelle aménagée à partir des ruines de l'église.



Figure 5. Façade de la chapelle.



Figure 6. Face latérale de la tour de la chapelle.

Le fronton triangulaire et une partie des murs latéraux du clocher ont été délibérément conservés à l'état de ruines.

Rehainviller (arrondissement de Lunéville, canton de Gerbéviller)

500 habitants.

Sources : ADMM 10 R 824.

Rehainviller est situé au sud-ouest de Lunéville. La commune a demandé pour l'église une indemnité d'un montant très élevé qui laisserait supposer que l'édifice a été en grande partie détruit (114.283 f pour le mobilier et 426.940 f pour la partie immeuble de l'église). Les documents du dossier

de dommages ne permettent pas de déterminer quelle somme a effectivement été accordée à la commune, mais il est probable que les dégâts étaient très importants. C'est d'ailleurs ce que confirment des cartes postales qui montrent que la couverture et la charpente ainsi que tout l'aménagement intérieur de l'église étaient détruits.



Figure 1. « La Guerre en Lorraine en 1914-1915. Rehainviller. L'église après le bombardement » (Bibliothèque municipale de Nancy).

Figure 2. « Environs de Lunéville. Rehainviller. Intérieur de l'église après le bombardement. Août-septembre 1914 » (ADMM 2 Fi 1808).

Reherrey (arrondissement de Lunéville, canton de Baccarat)

233 habitants.

Sources : ADMM 10 R 824.

Reherrey est situé entre Baccarat et Blâmont. Les dégâts subis par l'église concernaient surtout le clocher dont la réparation a coûté 117.891,80 f d'après le certificat de paiement fourni aux entrepreneurs le 10 mars 1922.

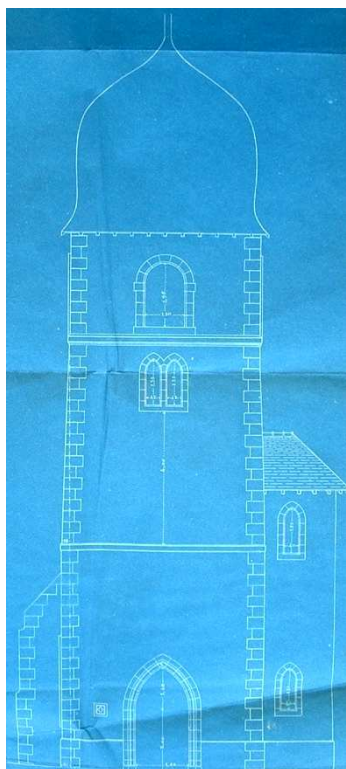


Figure 1. « Reherrey. Clocher de l'église paroissiale. Façade. Relevé et restauré par l'architecte DPLG soussigné, Lunéville, le 6 mai 1920, Deville » (ADMM 10 R 824).

Figure 2. Clocher (site Internet).

Reillon (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice				
Nouvel édifice		régionaliste / moderne	Désenclos (entrepreneur France-Lanord et Bichaton)	

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

96 habitants. Commune détruite à 97%. Plan d'aménagement établi par Désenclos

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 21, ADMM 10 R 826, ADMM WO 2834.

Reillon est situé à l'ouest de Blâmont. La commune a été presque entièrement détruite pendant la guerre. L'architecte Désenclos a établi un plan d'aménagement très ambitieux qui prévoyait de reconstruire le village sur un nouveau site plus favorable du point de vue hygiénique. Ce projet a dû être abandonné, le conseil municipal craignant que son exécution ne coûte trop cher et ne retarde la reconstruction. Reillon n'a donc été que légèrement décalé par rapport à son ancien emplacement, sans que Désenclos ait complètement renoncé, cependant, à ses préoccupations hygiénistes. L'église a été déplacée d'une centaine de mètres environ. Le dossier de dommages de guerre de la commune est très incomplet concernant l'édifice. Des documents prouvent que le constat de dommages ainsi que le projet de reconstruction ont été établis par Désenclos. Mais, on ignore combien l'édifice a coûté et s'il est exactement conforme au projet de l'architecte. L'usage des briques, la forme des baies et l'absence presque complète de références à des styles historiques tels que le roman ou le gothique conduit

inévitablement à rapprocher l'église de Reillon de celle du village voisin de Gondrexon probablement due à Désenclos.

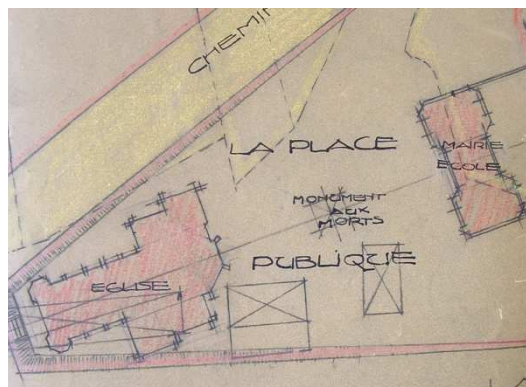


Figure 1. « Guerre 1914-1917. Reillon. Ruines de l'église » (ADMM 2 Fi 1813).

Figure 2. « Commune de Reillon. Projet de plan d'ensemble pour la reconstruction du village. Échelle 1 à 1.000. Dressé par André Désenclos, à Épinal, le 18 octobre 1921 » (ADMM 10 R AL 21).



Figure 3. Vue d'ensemble.



Figure 3. Façade.

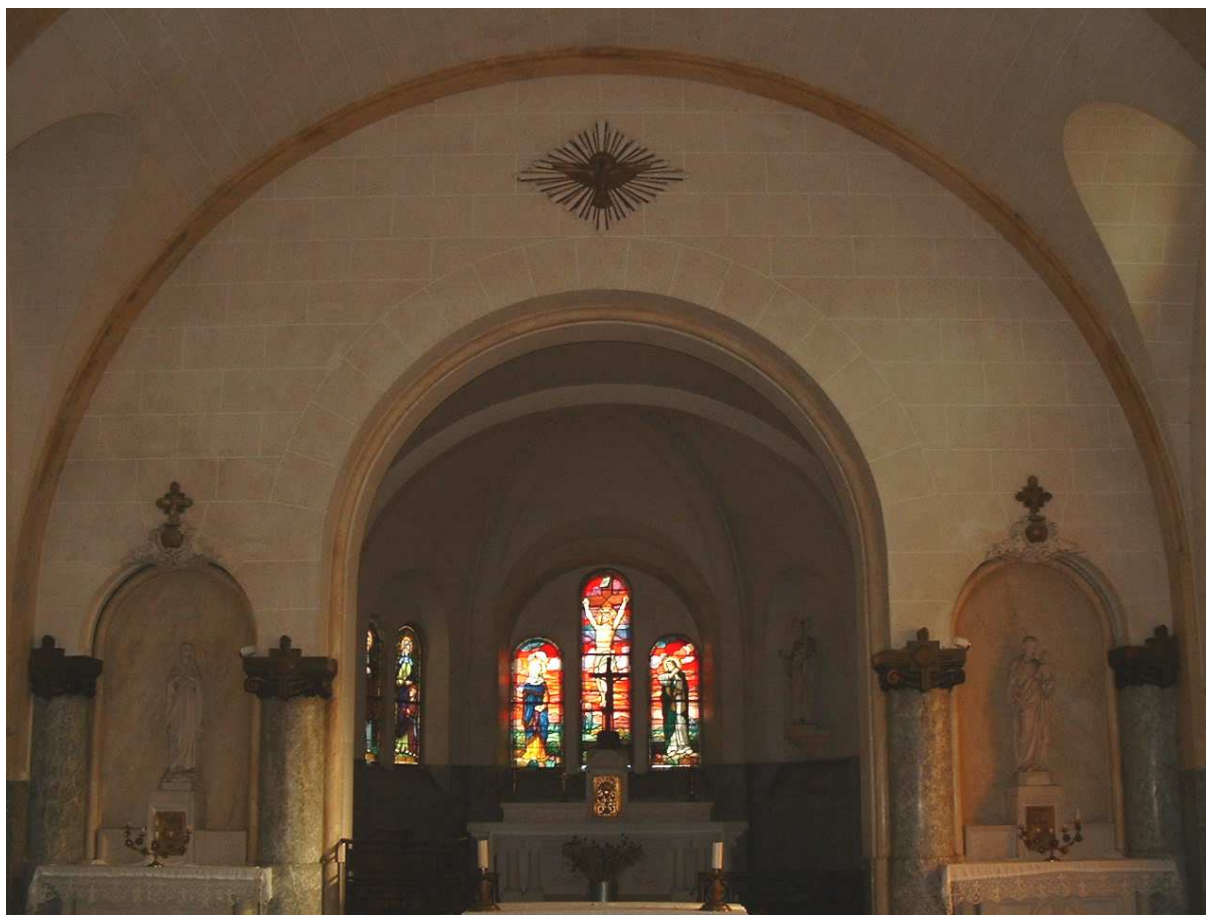


Figure 5. Vue sur le chœur.



Figure 6. Chevet.



Figure 7. Vitraux du chevet.

Rembercourt-sur-Mad (arrondissement de Toul, canton de Thiaucourt-Regniéville)

214 habitants. Commune détruite à 60%.

Sources : ADMM 10 R AL 21, ADMM 10 R 826.

Rembercourt-sur-Mad est situé au nord-est de Thiaucourt. La commune a été détruite à 60% pendant la guerre. Les architectes Moitrier, Michel et Grémont ont évalué, en 1920, les dommages causés à l'église à 316.337,30 f, ce qui laisserait supposer qu'elle a été très endommagée. Cependant, la commune n'a pas adhéré à la coopérative de reconstruction des églises. Il est possible qu'elle ait reçu une indemnité de dommages nettement inférieure à celle qu'elle avait demandée. Aucun projet de reconstruction ou de restauration n'est conservé dans les archives.

Remenauville (arrondissement de Toul, canton de Thiaucourt-Regniéville, actuelle commune de Limey-Remenauville)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	vers 1860			
Nouvel édifice		transformation des ruines en chapelle	Charbonnier	

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises.

138 habitants. Commune détruite à 100%.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R 826, ADMM 10 R C 35, *SR* (1925, p. 567).

Remenauville était une commune du canton de Thiaucourt, détruite à 100% pendant la guerre. Elle n'a pas été reconstruite pendant les années 1920, mais rattachée administrativement à la commune voisine de Limey. L'indemnité de dommages a été utilisée pour transformer les ruines de l'église en une chapelle qui demeure le seul vestige de l'ancien village. Le constat de dommages a été fait par Lafarge, mais les ruines de l'église ont été aménagées par Charbonnier.



Figure 1. « Remenauville (M.-et-M.). L'église » (ADMM 2 Fi 3520).

Figure 2. « Commune de Remenauville. Église. Plan – Façade. Dressé par l'architecte soussigné, Toul, le 14 février 1921, L. Lafarge » [constat de dommages] (ADMM 10 R 826).



Figure 3. Façade de la chapelle aménagée à partir des ruines de l'ancienne église.



Figure 4. Élévation latérale.

Réméréville (arrondissement de Nancy, canton de Tomblaine)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	avant 1850 ?			
Nouvel édifice			Rougieux	354.314,13 f

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

400 habitants. Commune détruite à 80%.

Sources : Inventaire, ADMM 10 825, SR (1924, p. 623), fig. II-9.

Réméréville était rattaché, en 1918, au canton de Saint-Nicolas-de-Port. La commune a été détruite à 80% pendant la guerre. Aucun plan d'aménagement n'est conservé dans les archives pour ce village. Selon le dossier de l'Inventaire, le chevet de l'église de Réméréville datait de l'époque gothique. Le reste de l'édifice devait dater des XVIII^e-XIX^e siècle. Chargés d'établir le constat des dommages de l'édifice, les architectes Rougieux et Thiébaut estimaient avoir affaire à une « belle église de village ». Le montant de l'indemnité accordée à la commune d'après leur constat laisse penser que l'édifice avait été en grande partie détruit. Le chantier a d'ailleurs été classé par la coopérative de reconstruction des églises parmi les « reconstructions totales ». L'église actuelle paraît cependant très proche de celle qui existait avant 1914. Rougieux, qui fut chargé de la reconstruction, s'est manifestement efforcé de restaurer l'édifice à l'identique.



Figure 1. « Guerre 1914-1915. Réméréville. L'église » (Bibliothèque municipale de Nancy).



Figure 2. « Église de Réméréville. Meurthe-et-Moselle. Façade principale. Les architectes, Rougieux et Thiébaut » [constat de dommages] (ADMM 10 R 825).



Figure 3. Façade. Bien que les colonnettes des angles de la partie supérieure du clocher et la lanterne n'aient pas été reconstruites, la façade actuelle est très proche de celle qui existait avant la guerre.

Remoncourt (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

153 habitants.

Sources : ADMM 10 R 827.

Remoncourt est situé au nord-ouest de Blâmont. L'église de la commune datait de 1734 d'après le dossier de l'Inventaire. Elle semble avoir été peu touchée pendant la Première Guerre mondiale, la commune ayant demandé pour sa réparation une indemnité de 60.000 f seulement. Plus de 30.000 f de travaux supplémentaires ont cependant été exécutés en 1929 pour reboucher un abri souterrain creusé par les Allemands sous le sol de l'église. L'édifice semble avoir été en partie reconstruit après la Deuxième Guerre mondiale.



Figure 1. Vue d'ensemble.

Rogéville (arrondissement de Toul, canton de Domèvre-en-Haye)

166 habitants.

Sources : ADMM 10 R 826.

Rogéville est situé au sud-ouest de Pont-à-Mousson. L'architecte Frappier a suggéré à la commune de demander une indemnité de plus de 130.000 f pour réparer son église. Il semble qu'elle n'ait obtenu qu'un peu moins de 80.000 f.



Figure 1. Façade (site Internet).

Rouves (arrondissement de Nancy, canton de Nomeny)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice				
Nouvel édifice		néo-roman	Mienville	294.914,36 f

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

158 habitants. Commune détruite à 94%. Plan d'aménagement établi par Mienville et Thirion.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 22, ADMM 10 R 828, SR (1925, p. 640).

Le village de Rouves, situé au nord-ouest de Nomeny, a été en grande partie détruit pendant la guerre. Le plan d'aménagement établi par Mienville et Thirion prévoyait initialement de reconstruire sur leur ancien emplacement l'église, l'école et la mairie. À la demande de la commission d'aménagement et d'extension des villes et des villages, l'église a été reconstruite sur un nouvel emplacement, au centre du village. L'ancienne église de Rouves était un édifice très simple, de dimensions modestes, probablement antérieur à 1850. L'architecte Mienville, chargé d'élaborer un projet de reconstruction, a conçu un édifice néo-roman légèrement plus grand que celui d'avant-guerre. L'édifice construit présente une décoration extérieure très simplifiée par rapport à son projet initial.

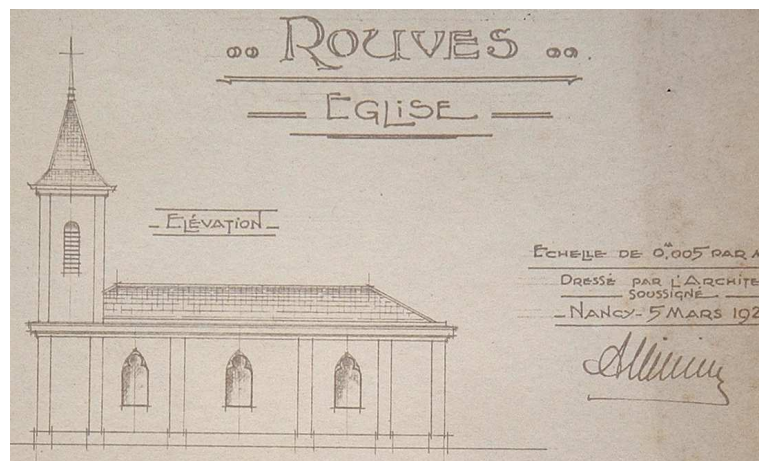


Figure 1. « Rouves. Église – Élévation. Dressé par l'architecte soussigné, Nancy, 5 mars 1920, Alexandre Mienville. Architecte DPLG, Nancy, 42 cours Léopold » [constat de dommages] (ADMM 10 R 828).

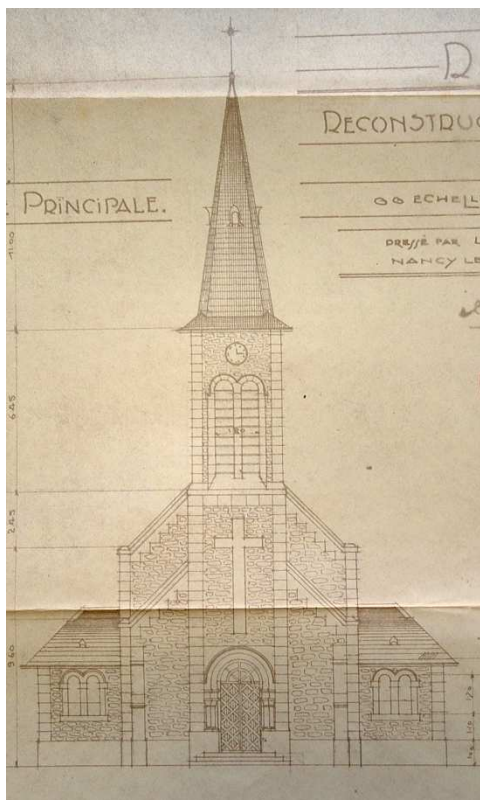


Figure 2. « Rouves. Reconstruction de l'église. Façade principale. Dressé par l'architecte soussigné, Nancy, le 5 octobre 1922, Mienville » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 828).

Figure 3. Vue d'ensemble.

Le recours à la pierre apparaît beaucoup plus limité dans l'édifice construit que dans le projet de Mienville, la croix prévue sur la façade a été remplacée par un oculus.

Saffais (arrondissement de Nancy, canton de Saint-Nicolas-de-Port)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« travaux peu importants »).

114 habitants.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R 924.

Saffais est situé au sud-est de Saint-Nicolas-de-Port. L'église de la commune date, selon l'Inventaire, de 1744. Saffais a adhéré à la coopérative de reconstruction des églises, pour des travaux qui ont été considérés par celle-ci comme « peu importants ». Le seul constat de dommages conservé dans les archives mentionne la destruction des vitraux et des réparations au clocher, d'un montant de quelques milliers de francs. L'édifice donne cependant l'impression d'avoir subi une restauration beaucoup plus lourde.



Figure 1. Vue d'ensemble.

Saint-Baussant (arrondissement de Toul, canton de Thiaucourt-Regniéville)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1825			
Nouvel édifice		néo-roman	Lafarge	428.193,60 f

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

164 habitants. Commune détruite à 100%. Plan d'aménagement établi par Lafarge.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 22, ADMM 10 R 829, SR (1925, p. 460-461)

À l'issue de la guerre, le village de Saint-Baussant, situé au sud-ouest de Pont-à-Mousson, n'était plus selon l'architecte Lafarge qu'un « amoncellement chaotique de ruines ». Lafarge fut chargé par la commune d'élaborer un plan d'aménagement. Il choisit de centrer ce plan sur une place publique organisée autour d'une nouvelle église, l'ancienne, datant de 1825, ayant été complètement détruite pendant le conflit. C'est aussi à Lafarge qu'on doit le projet de reconstruction de l'église dans un style néo-roman à la fois moderne et pittoresque.

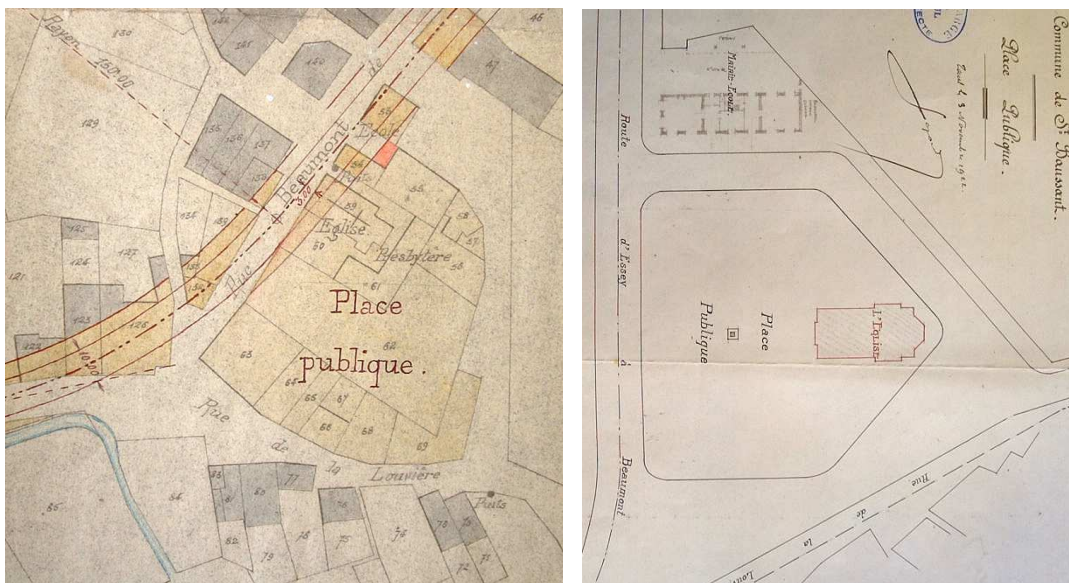


Figure 1. « Saint-Baussant. Projet de reconstruction du village. Plan d'alignement et d'aménagement. Échelle de 1 à 1.250. Dressé par l'architecte soussigné, Toul, le 15 décembre 1919, Lafarge » (ADMM 10 R AL 22).

Figure 2. « Commune de Saint-Baussant. Place publique. Échelle de 0,01 p. m. Dressé par l'architecte soussigné, Toul, le 3 novembre 1922, L. Lafarge, Toul, Architecte » (ADMM 10 R 829).

En 1919, Lafarge suggéra la création d'une place publique couvrant l'emplacement de l'ancienne église (le bâtiment marqué d'une croix dont la façade donne sur la route principale, au nord de la place projetée). En 1922, il présenta un projet plus abouti dans lequel la place adoptait une forme régulière mettant particulièrement en valeur l'église (la mairie-école était reportée sur un des côtés de la place, en haut de la feuille).

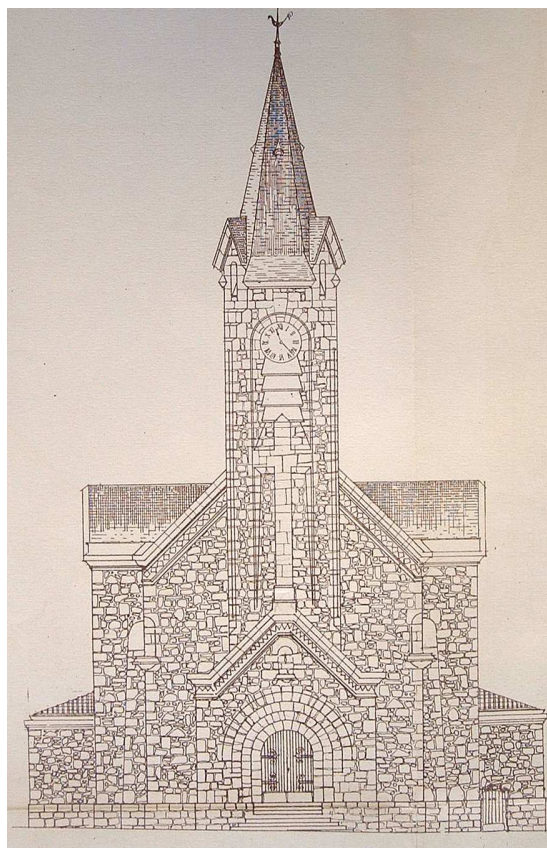
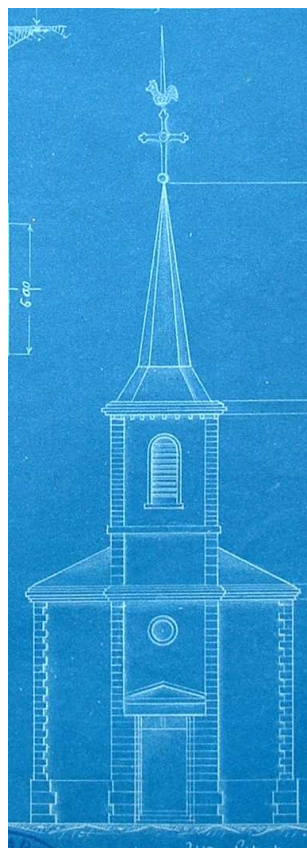


Figure 3. « Commune de Saint-Baussant. Bâtiments communaux. L'église. Façade. Dressé par l'architecte soussigné, Toul le 20 février 1921, L. Lafarge. Toul. Architecte » [constat de dommages] (ADMM 10 R 829).

Figure 4. « Commune de Saint-Baussant. Reconstruction de l'église. Plan. Façade principale (ouest). Dressé par l'architecte soussigné, Toul, le 3 novembre 1922, L. Lafarge, Toul, Architecte » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 829).



Figure 5. Clocher.



Figure 6. Vue d'ensemble.



Figure 7. Façade. Les moellons apparents qui conféraient un aspect pittoresque à la façade dans le projet de Lafarge ont dû être remplacés en de nombreux endroits par des moellons de qualité ou de gabarit inférieur qui ont été enduits. Le clocher semble avoir été construit en ciment.

Saint-Julien-lès-Gorze (arrondissement de Briey, canton de Chambley-Bussières)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	après 1750, restauré vers 1850			
Nouvel édifice			Cayotte	entre 200.000 et 300.000 f

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle »).

258 habitants. Commune détruite à 64%. Plan d'aménagement établi par Ferrand.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 22, ADMM 10 R 829, SR (1924, p. 375-377), *La Reconstruction* (CAUE de Meurthe-et-Moselle).

Saint-Julien-lès-Gorze est situé au sud de Chambley-Bussières. Selon le dossier de l'Inventaire, l'église du village, antérieure à 1800, a été presque entièrement détruite par des bombardements américains en 1918. Le montant des dommages a fait l'objet de nombreuses évaluations qui semblent indiquer que le coût des travaux s'est élevé à 200.000 ou 300.000 f. La reconstruction de l'église s'est faite sur son ancien emplacement, d'après un projet de Léon Cayotte qui n'est que partiellement conservé dans les archives. L'attribution du projet à Ferrand par Jean-Claude Vigato ne paraît pas fondée (cf. CAUE, *La Reconstruction*).

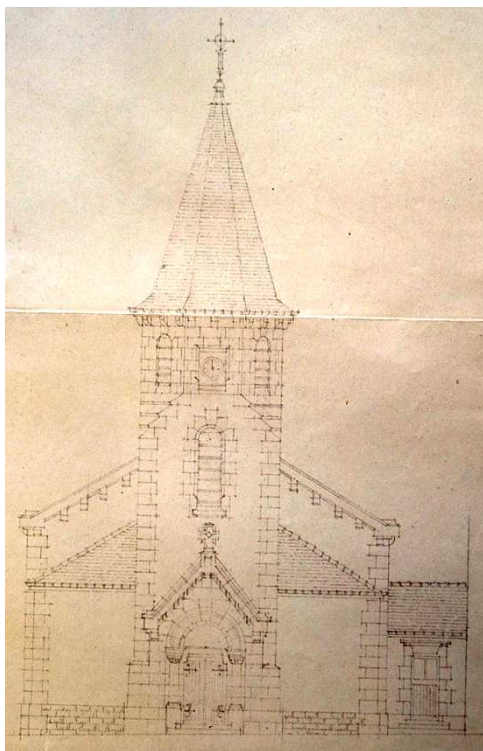


Figure 1. « Commune de Saint-Julien-lès-Gorze. Projet de reconstruction de l'église. Par l'architecte soussigné, Nancy, le 4 octobre [probablement 1922], Léon Cayotte. Architecte SADG, 13 rue Isabey, Nancy » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 829).

Figure 2. Vue d'ensemble.

L'église construite est très proche du projet de Cayotte, elle ressemble par ailleurs à celle d'Hagéville, aussi reconstruite par Cayotte.



Figure 3. Clocher.



Figure 4. Porche.

Le clocher est simplifié par rapport au projet de Cayotte, mais il conserve les quatre angles coupés permettant de passer du plan carré de la base de la tour au plan octogonal du dernier étage de celle-ci.

Saint-Martin (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

167 habitants. Commune détruite à 68%. Plan d'aménagement établi par Nicolas.

Sources : ADMM 10 R AL 22, ADMM 10 R 830.

La commune de Saint-Martin, située à l'ouest de Blâmont, a été en grande partie détruite pendant la guerre. L'église communale a été restaurée à l'identique pour un montant atteignant au moins 157.437,33 f. Cela laisse supposer qu'elle avait subi des dégâts assez importants.

Saint-Maurice-aux-Forges (arrondissement de Lunéville, canton de Badonviller)

149 habitants. Commune détruite à 71%. Plan d'aménagement établi par Deville.

Sources : ADMM 10 R AL 22, ADMM 10 R 831.

Saint-Maurice-aux-Forges, situé près de Badonviller, a été largement détruit pendant la guerre. Les lacunes du dossier de dommages ne permettent pas de déterminer dans quelle mesure l'église communale néogothique avait été détruite, mais elle semble avoir subi d'assez lourdes restaurations. Les travaux réalisés par l'entreprise Vercelli ont très probablement été conduits par l'architecte Deville.



Figure 1. Saint-Maurice-aux-Forges (site Internet).

Saint-Sauveur (arrondissement de Lunéville, canton de Cirey-sur-Vezouze)

203 habitants. Commune détruite à 28%. Plan d'aménagement établi par G. Biet.

Sources : ADMM 10 R 831.

Saint-Sauveur est situé au nord-est de Badonviller. Le plan d'aménagement du village a été dressé après-guerre par l'architecte G. Biet, mais les archives ne conservent pas de traces de ce document. La commune a déclaré des dommages pour l'église et l'école, mais le détail des évaluations réalisées par G. Biet n'est conservé que pour l'école. On peut supposer que les dégâts de l'église ont été réparés dans le cadre de la coopérative de reconstruction regroupant les communes Saint-Sauveur et Val-et-Châtillon.

Sainte-Geneviève (arrondissement de Nancy, canton de Pont-à-Mousson)

Abside et chœur de l'église inscrits sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques en 1926.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle »).

298 habitants. Commune détruite à 23%. Plan d'aménagement établi par E. Martin

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 22, ADMM 10 R 831, fig. II-16.

Sainte-Geneviève est situé au sud-est de Pont-à-Mousson. À la demande expresse de la commission d'aménagement et d'extension des villes et des villages, l'architecte E. Martin a dû prévoir, autour de l'église, la création d'une petite place. Le dossier de l'Inventaire ne fournit pas la date de construction de l'église. Il semble qu'il s'agisse d'une construction médiévale. L'édifice a été assez gravement endommagé dès le début de la guerre. Il est très probable que les travaux de réparation, d'un montant de près de 200.000 f, ont été conduits par Martin. Il s'agissait d'une restauration dans l'état d'avant-guerre dont il est difficile de juger la qualité, l'église ayant à nouveau subi des destructions en 1939-1945 (le clocher aurait été reconstruit après la Deuxième Guerre mondiale selon l'Inventaire). Le chœur de l'église a été inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques le 29 octobre 1926.

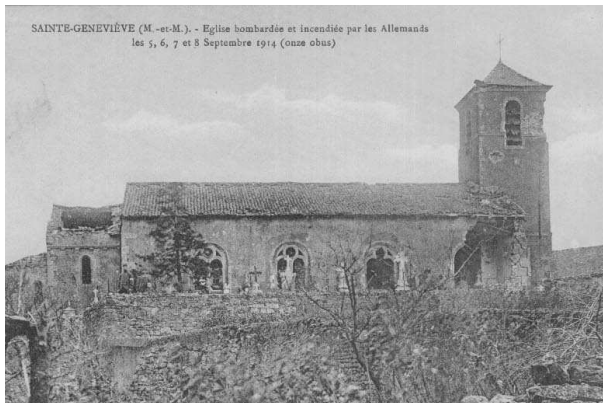


Figure 1. « Sainte-Geneviève (M.-et-M.). Eglise bombardée et incendiée par les Allemands les 5, 6, 7 et 8 septembre 1914 (onze obus) » (Bibliothèque municipale de Nancy).

Figure 2. Façade.

Sainte-Pôle (arrondissement de Lunéville, canton de Badonviller)

278 habitants. Commune détruite à 40%. Plan d'aménagement établi par Deville.

Sources : ADMM 10 R AL 23, ADMM 10 R 831.

Sainte-Pôle est situé à l'ouest de Badonviller. L'architecte Deville avait prévu après-guerre, autour de l'église, la création d'une vaste place publique qui n'a apparemment pas été réalisée. Le dossier de l'Inventaire indique que l'église de Sainte-Pôle est un édifice « partiellement détruit en 1914 et reconstruit ». Sa structure générale semble antérieure à 1850. Le montant des dommages de l'église a été évalué par les architectes Cordier et Simonin à 249.480,45 f. L'absence d'autres documents dans le dossier de dommages de guerre ne permet pas de déterminer le montant de l'indemnité effectivement accordée à la commune ni le nom de l'architecte qui a dirigé la reconstruction ou plutôt la restauration de l'église. Il est probable que cette restauration soignée ait été conduite par Deville qui s'est chargé de la restauration de l'église dans toutes les communes où, comme à Sainte-Pôle, il a établi le plan d'aménagement. Les travaux ont été réalisés par l'entreprise Vercelli.



Figure 1. Vue d'ensemble.

Saulnes (arrondissement de Briey, canton de Herserange)

2.528 habitants.

Sources : ADMM 10 R 924.

Situé à quelques kilomètres de la Belgique et du Luxembourg, Saulnes dépendait, en 1918, du canton de Longwy. La commune a demandé une indemnité de 138.744 f pour restaurer son église, endommagée « par cantonnements de troupes ennemies ». Il n'est pas certain qu'elle ait obtenu autant que ce qu'elle avait demandé. Les dégâts occasionnés par le cantonnement de troupes devaient essentiellement concerner l'intérieur de l'édifice, mais la façade de l'église néogothique semble avoir subi des restaurations. Ces restaurations ont probablement été conduites par l'architecte G. Renard de Longwy-Bas ou par Eschbaecher.



Figure 1. Façade.

La partie supérieure du clocher et une partie de la façade sont enduits qui laisse supposer une restauration pendant les années 1920, la partie médiane du clocher et l'autre moitié de la façade sont en pierre de taille non enduite, le portail est en pierre d'une autre teinte. Le portail et la partie supérieure du clocher paraissent très proches de ceux de l'église d'Audun-le-Roman, ce qui pourrait conduire à attribuer la restauration à Eschbaecher.

Seicheprey (arrondissement de Toul, canton de Thiaucourt-Regniéville)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	XIII ^e siècle			
Nouvel édifice		néo-roman	Lafarge	470.565,70 f

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

170 habitants. Commune détruite à 100%. Plan d'aménagement établi par Lafarge.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 23, ADMM 10 R 924, *SR* (1925, p. 745-747).

Située au sud de Thiaucourt, la commune de Seicheprey a été entièrement détruite pendant la guerre. À la demande du conseil municipal, l'architecte Lafarge a établi un plan d'aménagement prévoyant la reconstruction du village sur le site qu'il occupait avant-guerre. Ce plan comprenait la création d'une vaste place publique approximativement carrée, bordée par l'église et la mairie-école. Finalement, l'église a été reconstruite au centre de cette place, masquant la façade de la mairie, de l'école et du presbytère. Le dossier de l'Inventaire mentionne que l'ancienne église de Seicheprey datait du XIII^e siècle. La reconstruction a été conduite par Lafarge qui a adopté un style néo-roman.



Figure 1. « La Guerre en Lorraine. Seicheprey » (ADMM 2 Fi 105).

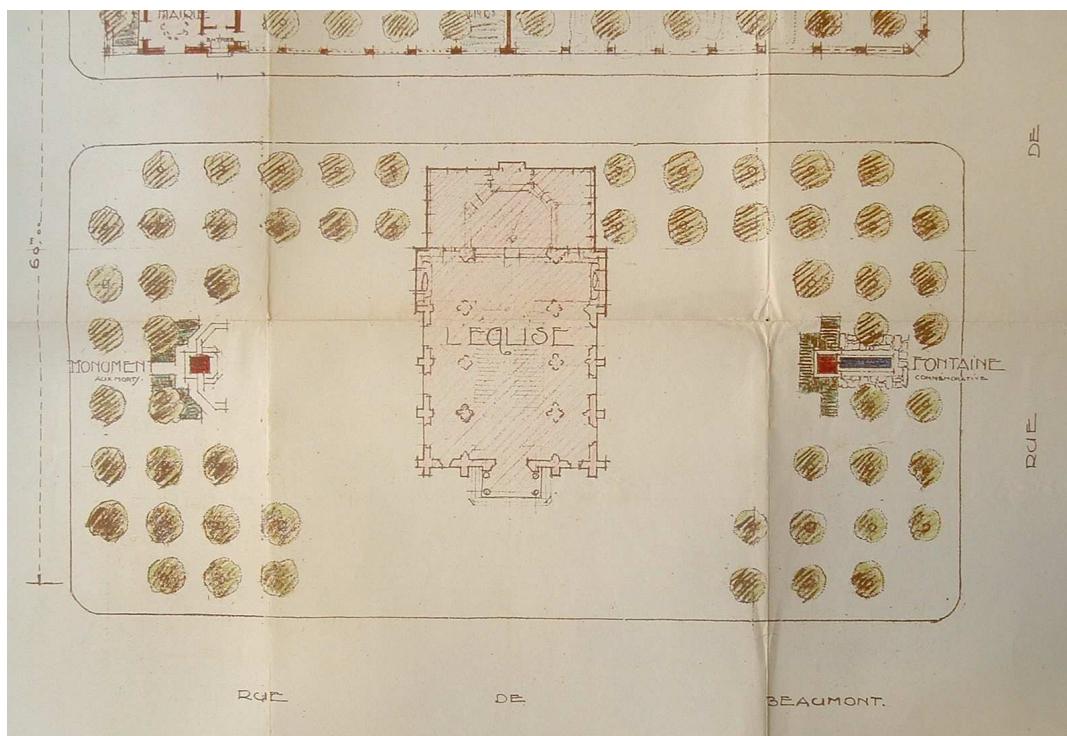


Figure 2. « Seicheprey. L'architecte soussigné, Toul, le 3 novembre 1922, L. Lafarge – Architecte – Toul » (ADMM 10 R 924). La rue principale passe devant la façade de l'église. La mairie et l'école sont situées de l'autre côté de la petite rue qui passe derrière le chevet de l'église (en haut de la feuille). À gauche se trouve le monument aux morts et à droite une fontaine offerte par une association américaine.

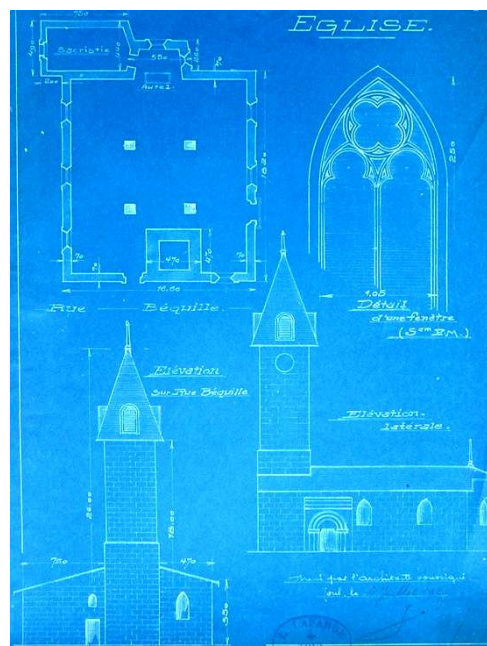


Figure 3. « La Guerre en Lorraine. Seicheprey. Intérieur de l'église » (Bibliothèque municipale de Nancy).
 Figure 4. « Seicheprey. Bâtiments communaux. Église. Plan – Détail d'une fenêtre – Elévation sur rue Béquille – Elévation latérale. Dressé par l'architecte soussigné, Toul, le 6 juillet 1920, L. Lafarge. Toul – Architecte » [constat de dommages] (ADMM 10 R 924).

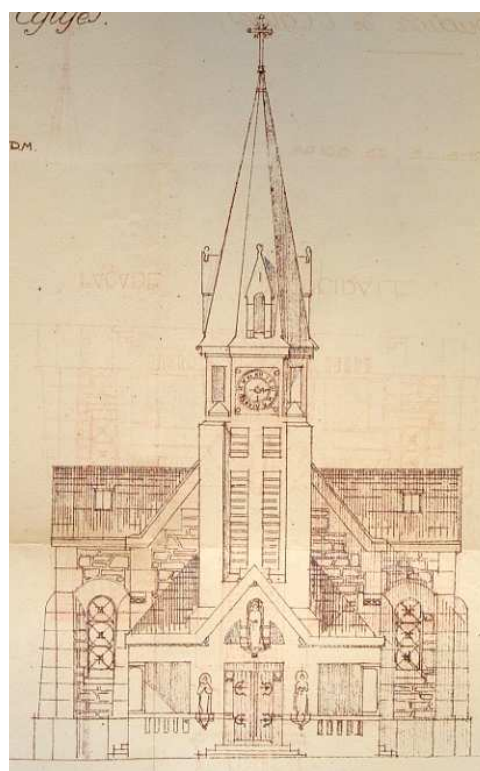
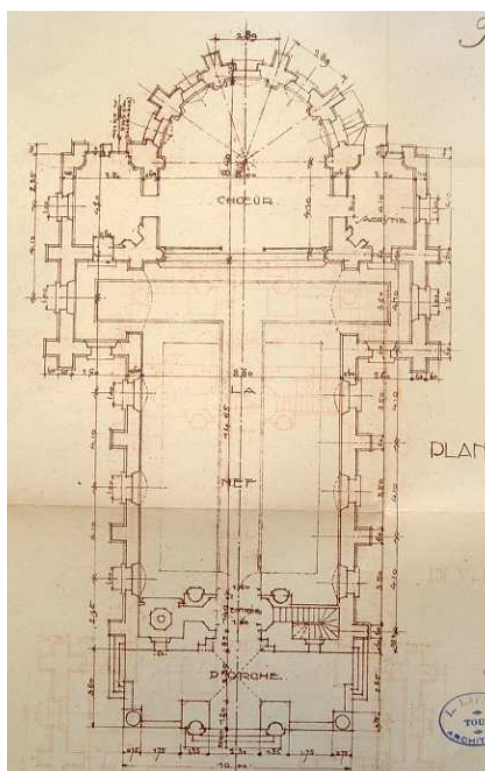


Figure 5. « Commune de Seicheprey. Avant-projet de reconstruction de l'église. Plan – Façade principale. Dressé par l'architecte soussigné, Toul, le 3 novembre 1922, Lafarge » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 924).



Figure 6. Façade.



Figure 7. Clocher-porche.

Conformément au projet de Lafarge, l'église est pourvue d'un porche, mais la façade est moins richement décorée que ce qu'avait prévu l'architecte.

Serres (arrondissement de Lunéville, canton de Lunéville-Nord)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1746			
Nouvel édifice		néo-roman	Criqui	576.000 f (+ 147.201 f pour les immeubles par destination) (dont 71.000 f à la charge de la commune)

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

439 habitants.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R 925, ADMM WO 3035, *SR* (1925, p. 304), fig. II-20.

Serres est situé au sud-ouest d'Arracourt. Le dossier de dommages de guerre de la commune est pratiquement vide. Il permet juste de signaler que la commune avait demandé, pour la reconstruction de son église, une indemnité de 647.923 f (cet édifice datait de 1746 si l'on en croit une inscription figurant dans l'église actuelle). Les archives des bâtiments communaux indiquent que l'église a été reconstruite d'après un projet de Jules Criqui, pour un montant de 505.000 f. L'architecte a adopté un style d'inspiration néo-romane.



Figure 1. « Serres. L'église » (Inventaire régional 77541563X1).



Figure 2. « Guerre 1914-1918. Environs de Lunéville. Les cloches dans les ruines de l'église de Serres » (Bibliothèque municipale de Nancy).



Figure 3. Façade.



Figure 4. Vue d'ensemble.

Sornéville (arrondissement de Nancy, canton de Saint-Max)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle »).

382 habitants. Commune détruite à 38%. Plan d'aménagement établi par V. Berg.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 23, ADMM 10 R 832, fig. IV-1.

Situé à l'ouest d'Arracourt, Sornéville dépendait, en 1918, du canton de Nancy-Sud. Le dossier de l'Inventaire indique que le chœur de l'église, datant de 1784, a été détruit pendant la Première Guerre mondiale. La commune a demandé pour l'édifice des dommages d'un montant très élevé (424.668,58 f). Les documents ne permettent pas de déterminer si une telle somme lui a été accordée, mais il est probable que l'église a été très endommagée. Le clocher semble aussi avoir été restauré, à l'identique, après 1920.



Figure 1. « Environ de Nancy. Sornéville. La place et l'église » (Inventaire régional). Mention manuscrite du dossier d'inventaire : « (Reproduction carte postale 1908). L'ancienne église avant la guerre de 14/18 avec clocher un peu différent » (Inventaire).

Figure 2. Façade. Le clocher conserve, en effet, la forme de celui d'avant-guerre tout en présentant des signes évidents de restauration.

Thézey-Saint-Martin (arrondissement de Nancy, canton de Nomeny)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« travaux peu importants »).

290 habitants. Commune détruite à 80%. Plan d'aménagement établi par Thirion.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 23, ADMM 10 R 834.

Thézey-Saint-Martin est situé au nord-est de Nomeny. C'était, en 1914, une commune frontalière de l'Allemagne. Le village a été en grande partie détruit pendant la guerre. L'église, datant de 1766 selon l'Inventaire, n'a pas été épargnée, mais elle était considérée comme réparable à l'issue du conflit. La commune a reçu une indemnité de 191.137,34 f. pour restaurer l'édifice. Les travaux ont été supervisés par l'architecte Schreiner.



Figure 1. Façade.



Figure 2. Clocher.

Le clocher semble avoir été reconstruit pendant les années 1920, probablement en béton armé.

Thiaucourt (arrondissement de Toul, canton de Thiaucourt-Regniéville)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1730-1732		Jennesson	
Nouvel édifice		néo-baroque	Blitz	879.194,63 f

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction partielle »).

1.061 habitants. Commune détruite à 70%. Plan d'aménagement établi par Janiaud et Hanry.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R 24, ADMM 10 R 925, fig. II-26, fig. II-27.

Thiaucourt est un chef-lieu de canton du nord de l'arrondissement de Toul. La commune a été détruite à 70% pendant la guerre. Le dossier de l'Inventaire indique que l'église de style baroque avait été construite par l'architecte Jennesson, en 1730-1732. Il précise que : « L'église actuelle, néo-baroque, a été reconstruite au même emplacement » et que tous les éléments du mobilier sont « de facture contemporaine ». Des cartes postales prouvent que l'église a été en grande partie détruite en 1914-1918. La commune a demandé pour la restaurer une indemnité considérable, s'élevant à 1.819.011,15 f, mais elle n'a reçu qu'un peu moins de la moitié de cette somme. Les travaux de reconstruction ont été conduits par Jules Blitz dont le projet de reconstruction n'est pas conservé dans le dossier de dommages de guerre de la commune.



Figure 1. « Kirche von Thiaucourt » (ADMM 2 Fi 4344).



Figure 2. « Guerre 1914-1918. Régions libérées. Thiaucourt en ruines, l'église » (ADMM 2 Fi 1821-2).



Figure 3. Vue d'ensemble.



Figure 4. Base du clocher-porche.

La nouvelle église occupe le même emplacement que la précédente dont les fondations ont probablement été en partie réutilisées. La tour du clocher a été pourvue d'un vaste porche et « baroquée » par rapport à celle qui existait avant la guerre. Elle présente des similitudes avec celle d'Eply dont il est difficile de déterminer si elle est due à Blitz ou à Hornecker. Les impacts de balles sur la façade semblent dater de la Deuxième Guerre mondiale.



Figure 5. Vue sur l'entrée.



Figure 6. Vue sur le chœur.

Vacqueville (arrondissement de Lunéville, canton de Baccarat)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« travaux peu importants »).

555 habitants.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R 837, ADMM WO 3228.

Vacqueville est situé au sud-ouest de Badonviller. Le dossier de l'Inventaire indique que l'église construite en 1620 a été remaniée en 1752, 1848 et 1865, mais il ne mentionne pas de restaurations après la Première Guerre mondiale. La commune a adhéré à la coopérative de reconstruction des églises qui a classé le chantier dans la catégorie des « travaux peu importants ». Le dossier de dommages de guerre de Vacqueville ne contient aucun document relatif à l'édifice. Les archives des bâtiments communaux confirment cependant que les travaux étaient d'une portée très limitée puisque l'indemnité accordée à la commune pour la réparation de l'église atteignait seulement 21.000 f.



Figure 1. Vue d'ensemble.

Valhey (arrondissement de Lunéville, canton de Lunéville-Nord)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« travaux peu importants »).

232 habitants.

Sources : ADMM 10 R 837.

Valhey est situé au sud-ouest d'Arracourt. La coopérative de reconstruction des églises a classé le chantier de l'église de cette commune parmi les « travaux peu importants ». La commune semble avoir demandé, pour réparer l'église, une indemnité inférieure à 10.000 f. L'édifice, qui paraît dater du milieu du XIX^e siècle, présente cependant des traces de restaurations assez lourdes comparables à celles qui ont pu être réalisées pendant les années 1920.



Figure 1. « La Lorraine illustrée. Valhey. La place. École et église » (Conservatoire régional de l'image).
Figure 2. Façade.



Vallois (arrondissement de Lunéville, canton de Gerbéviller)

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« travaux peu importants »).

268 habitants. Commune détruite à 38%. Plan d'aménagement établi par Deville.

Sources : ADMM 10 R AL 24, ADMM 10 R 837.

Vallois est situé au sud-est de Gerbéviller. La commune, détruite à 38% pendant la guerre, a renoncé à faire établir un plan d'aménagement. Son dossier de dommages de guerre ne contient que très peu de documents au sujet de la restauration de l'église, classée par la coopérative de reconstruction des églises parmi les « travaux peu importants ».



Figure 1. Clocher.

Vandières (arrondissement de Nancy, canton de Dieulouard)

Église classée monument historique en 1921.

758 habitants. Commune détruite à 16%. Plan d'aménagement établi par E. Martin.

Sources : ADMM 10 R AL 24, ADMM 10 R 837.

Vandières dépendait, en 1918, du canton de Pont-à-Mousson. L'église ne semble pas avoir été bombardée pendant la guerre. Elle a surtout été endommagée lors de l'enlèvement des cloches par les soldats allemands. L'architecte E. Martin a estimé les travaux de réparation de l'édifice et de son mobilier à 183.637,85 f. Il est possible que la commune ait obtenu une indemnité nettement moins élevée. L'église, classée le 14 février 1921 a probablement été restaurée par le service des monuments historiques.



Figure 1. « Vandières. L'église » (ADMM 2 Fi 4245).

Varangéville (arrondissement de Nancy, canton de Tomblaine)

Église classée monument historique en 1907.

2.717 habitants.

Sources : ADMM 10 R 836, ADMM 10 R 837.

Situé au sud-est de Nancy, Varangéville dépendait, en 1918, du canton de Saint-Nicolas-de-Port. L'église de la commune, datant du XVI^e siècle, a été classée parmi les monuments historiques le 4 juillet 1907. En 1921, la commune a reçu une indemnité de 33.197,13 f pour des travaux de restauration de l'église qui ont, compte tenu du classement de l'édifice, été exécutés par le service des monuments historiques. En 1926, la commune a déposé, à l'instigation du service des monuments historiques, une demande d'indemnité supplémentaire de 64.858,61 f pour la restauration des vitraux de l'église. Un autre document, non daté, évoque à ce sujet la somme de 86.278,65 f. Ni la façade, ni les vitraux ne semblent avoir été restaurés avec beaucoup d'application.



Figure 1. Vue d'ensemble.

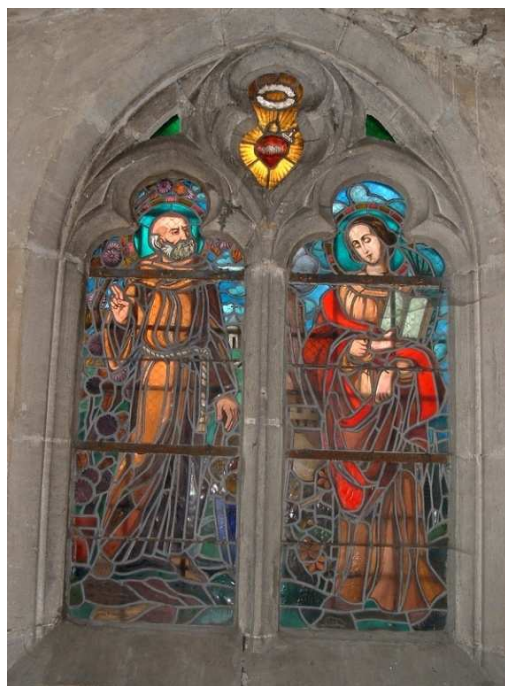


Figure 2. Vitraux.

Vaucourt (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	1750-1850 ?			
Nouvel édifice		néogothique	Marchand ?	

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

217 habitants. Commune détruite à 73%. Plan d'aménagement par Marchand et Erbeau.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 24, fig. II-35.

Vaucourt est situé entre Blâmont et Arracourt. C'était, en 1914, une commune frontalière de l'Allemagne. Le village aurait surtout souffert d'un incendie déclenché par les soldats allemands en août 1914. Les architectes Marchand et Erbeau ont réfléchi à plusieurs modifications importantes de l'aménagement de Vaucourt, mais ont finalement dû adopter un parti modeste, le conseil municipal s'étant opposé à toute expropriation. D'après un vitrail la représentant dans l'actuel édifice, l'ancienne église devait dater des années 1750-1850. Le dossier de dommages de guerre a entièrement disparu des archives, ce qui ne permet pas d'attribuer avec certitude l'église à un architecte. Tout conduit cependant à penser qu'elle a été reconstruite d'après un projet de Marchand et Erbeau. On retrouve en effet, à Vaucourt, de nombreux détails de l'église reconstruite par Marchand et Erbeau dans la commune voisine de Bures (une grande croix est présente sur la façade de chacun des deux édifices, la sacristie est placée dans l'axe de l'édifice et pourvue d'une porte elle-même située dans l'axe de l'église, les modillons sculptés sous l'abat-son et au-dessus du tympan de Vaucourt se retrouvent sous la corniche des côtés de la façade de Bures).



Figure 1. « Vaucourt (Frankreich) » [« Vaucourt (France) »] (Internet).



Figure 2. Vitrail intitulé « Bataille de Vaucourt, 1914 ».



Figure 3. Détail du vitrail précédent montrant l'ancienne église pendant l'incendie du village.



Figure 4. Façade.



Figure 5. Vue sur le chœur.



Figure 6. Chevet de l'église de Vaucourt.

Figure 7. Chevet de l'église de Bures.

Les deux églises sont construites sur une terrasse. Dans les deux cas, on retrouve une sacristie construite dans l'axe du chevet, pourvue d'une porte et d'une cheminée dont le conduit traverse la toiture du chevet.

Vého (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	avant 1850			
Nouvel édifice		néogothique	Désenclos	365.400 f (dont 30.000 f à la charge de la commune)

Église soumise à l'application de l'article 12.

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

227 habitants. Commune détruite à 89%. Plan d'aménagement établi par Désenclos.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 25, ADMM 10 R 927.

Vého est situé à l'ouest de Blâmont. La commune a été détruite à 89% pendant la guerre. L'architecte Désenclos a établi un plan d'aménagement ambitieux prévoyant la reconstruction du village autour de l'église qui aurait conservé son ancien emplacement. Ce projet n'a pas pu être réalisé, faute de moyens probablement. L'église, qui devait être antérieure à 1850 d'après un relevé de la façade par Désenclos, a finalement été reconstruite sur une petite place à quelques dizaines de mètres de son emplacement d'avant-guerre. C'est Désenclos qui a conçu le projet de reconstruction, dans le style néogothique. L'édifice projeté était plus grand de 21 m² que celui qui existait avant-guerre et d'un « caractère amélioré », ce qui impliquait une participation de la commune aux frais de reconstruction à hauteur de 30.000 f. L'église a cependant été construite avec moins d'ornements sculptés que dans le projet initial de Désenclos.



Figure 1. « Vého, après quatre ans de guerre. L'entrée du village avec murs contre tanks » (ADMM 50 J I 27-05).

Figure 2. « Département de Meurthe-et-Moselle. Commune de Vého. Église communale détruite par faits de guerre. Etat des lieux avant les hostilités. Façade principale. Dressé par Désenclos, à Epinal, le 30 novembre 1919 » [constat de dommages] (ADMM 10 R 927).

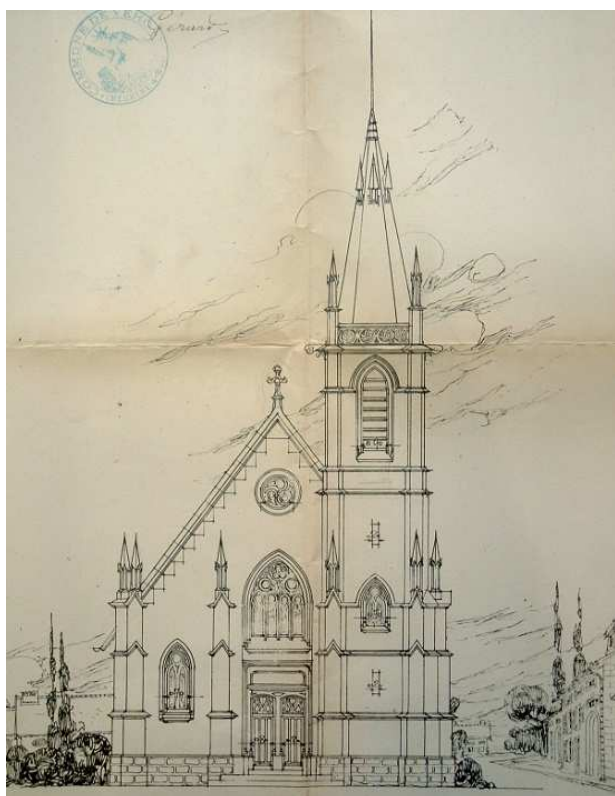


Figure 3. « Département de Meurthe-et-Moselle. Commune de Vého. Projet de reconstruction de l'église. Façade principale. Dressé par André Désenclos, architecte soussigné, à Epinal, le 5 janvier 1920 » [projet de reconstruction] (ADMM 10 927).

Figure 4. Vue d'ensemble.

Le comité des édifices culturels avait demandé à Désenclos de supprimer les pinacles couronnant les contreforts et « certaines coupures horizontales, notamment dans le clocher ». L'architecte semble avoir tenu compte de ces conseils qui allaient, de toute façon, dans le sens d'une plus grande économie.

Verdenal (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

233 habitants. Commune détruite à 22%. Plan d'aménagement établi par César F.

Sources : ADMM 10 R AL 25, ADMM 10 R 928.

Verdenal est situé à l'ouest de Blâmont. La commune a demandé une indemnité de 149.721 f pour réparer les dégâts de l'église. Il se peut qu'une somme nettement inférieure lui ait finalement été accordée. Les travaux ont été réalisés par l'entreprise France-Lanord et Bichaton.



Figure 1. Verdenal (site Internet).

Viéville-en-Haye (arrondissement de Toul, canton de Thiaucourt-Regniéville)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	XVIII ^e siècle ?			
Nouvel édifice		néo-roman / régionaliste	Lauthe	365.400 f (dont 30.000 f à la charge de la commune)

230 habitants. Commune détruite à 83%. Plan d'aménagement établi par Moitrier, Michel et Grémont.

Sources : ADMM 10 R AL 25, ADMM 10 R 928, ADMM 4 T 52, fig. II-17, fig. V-1.

Viéville-en-Haye est situé à l'est de Thiaucourt. La commune, détruite à 83% pendant la guerre, n'a pas adhéré à la coopérative de reconstruction des églises et son église n'a pas été considérée comme détruite par la préfecture. Il est probable qu'on a envisagé de classer l'édifice comme monument historique avant de décider, finalement, de le reconstruire. L'église actuelle occupe le même emplacement

qu'avant 1914, mais elle a manifestement été reconstruite après 1918. Les documents du dossier de dommages de guerre de la commune sont particulièrement lacunaires et d'autant plus confus que la commune a déposé plusieurs recours devant le Tribunal des dommages de guerre. Ils laissent supposer que l'église a été reconstruite d'après un projet de l'architecte Lauthe ce que semble confirmer la très grande proximité du portail de l'église de Viéville avec celui de l'église de Montreux, reconstruite par le même architecte.



Figure 1. « La Lorraine illustrée. Viéville-en-Haye. Rue du centre » (Conservatoire régional de l'image).



Figure 2. « Viéville-en-Haye. Région du Bois-le-Prêtre. L'église » (ADMM 50 J I 27-05). L'ancienne église était très certainement antérieure à la Révolution. Cette photographie a probablement été prise après la signature de l'armistice (cf. fig. V-1).

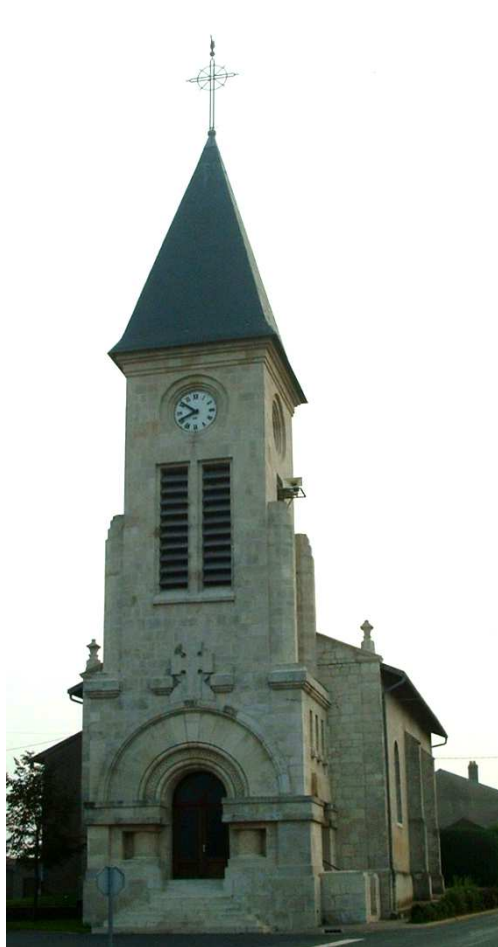


Figure 3. Façade de l'église de Viéville-en-Haye.

Figure 4. Façade de l'église de Montreux.

La flèche du clocher est similaire, le portail a exactement les mêmes proportions tout à fait singulières, le motif de la croix qui le surmonte est presque identique dans les deux cas.



Figure 5. Autel « allemand » censé avoir été récupéré après l'armistice dans les tranchées allemandes.

Vigneulles (arrondissement de Lunéville, canton de Bayon)

193 habitants.

Le dossier de dommages de guerre de la commune de Vigneulles a entièrement disparu. Le clocher actuel ne correspond pas à celui qui est visible sur les cartes postales anciennes. Il est proche de certains clochers reconstruits par Criqui pendant les années 1920, ce qui conduit à attribuer la reconstruction à cet architecte.



Figure 1. Façade de l'église de Vigneulles.

Figure 2. Façade de l'église de Chenicourt.

La façade de l'église de Vigneulles présente de nombreuses similitudes avec certaines églises reconstruites par Criqui. Les tourelles à l'angle du clocher sont semblables à celles d'Arracourt et Chenicourt. Le porche maçonné a des équivalents en bois à Champenoux et Chenicourt.

Vilcey-sur-Trey (arrondissement de Toul, canton de Thiaucourt-Regniéville)

174 habitants. Commune détruite à 68%. Plan d'aménagement établi par Moitrier, Michel et Grémont.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 25, ADMM 10 R 806, ADMM 10 R 929.

Vilcey-sur-Trey est situé à l'est de Thiaucourt. Le dossier de l'Inventaire indique que l'église de la commune date de 1792. D'après le constat de dommages des architectes Moitrier, Michel et Grémont, qui s'élevait à 643.842,35 f, on peut penser que l'église était quasiment détruite. Mais, il semble que cette estimation était surévaluée, puisque l'indemnité attribuée à la commune ne dépassa pas 121.685 f. La restauration du mobilier semble avoir posé beaucoup de problèmes. La chaire à prêcher, le maître autel, diverses statues et un reliquaire ont été classés monuments historiques le 26 janvier 1927, ce qui a manifestement conduit à un surcroît de dépenses. La commune a dû demander une indemnité de dommages supplémentaires qui ne lui a été accordé qu'en 1933, au terme de longues démarches.

Vitrimont (arrondissement de Lunéville, canton de Lunéville-Nord)

265 habitants. Commune détruite à 48%.

Sources : ADMM 10 R 931, *L'Est illustré* (6 janvier 1923, p. 2).

Vitrimont est situé à l'ouest de Lunéville. La commune a été détruite à 48% pendant la guerre. L'église gothique du XV^e siècle, pourvue d'un nouveau clocher au XVIII^e siècle, avait beaucoup souffert des bombardements. Les premiers travaux de reconstruction du village ont commencé dès 1916 sous la direction de l'architecte Charbonnier. C'est probablement lui qui a, après la guerre, conduit les travaux de reconstruction à l'identique de l'église mais c'est impossible à confirmer, le dossier de dommages de guerre de la commune étant très lacunaire. Le village a été en grande partie reconstruit grâce à l'aide fournie par des comités américains. Les parties anciennes de l'église ont été inscrites sur la liste supplémentaire des monuments historiques en 1997.



Figure 1. « Guerre 1914-1915. Vitrimont après le bombardement » (ADMM 2 Fi 1865).



Figure 2. Vue d'ensemble.

La restauration à l'identique assez maladroite est probablement l'œuvre de Charbonnier. Seul le porche semble avoir été modernisé.

Vittonville (arrondissement de Nancy, canton de Pont-à-Mousson)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	XI ^e – XVIII ^e siècle			
Nouvel édifice		néo-roman	Janiaud (entrepreneur Dautcourt)	332.314,96 f

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

100 habitants.

Sources : ADMM 10 R 931, *SR* (1924, p. 352-353).

Vittonville est situé au nord de Pont-à-Mousson, à la limite du département de la Moselle. C'était une commune frontalière de l'Allemagne en 1914. Le village semble avoir été assez peu touché pendant l'invasion et l'occupation allemandes, mais l'église a été en grande partie détruite par des bombardements américains pendant les derniers mois du conflit. Selon l'architecte Janiaud, cette église datait du XI^e siècle pour le clocher, du XVIII^e siècle pour la nef et du XIII^e siècle pour le chœur, elle était d'après lui très richement meublée. C'est le même architecte qui s'est occupé d'établir le projet de reconstruction de l'édifice. Il a manifestement réutilisé une partie des fondations de l'ancienne église dont il s'est apparemment efforcé d'évoquer le souvenir. Cette reconstruction a été très appréciée par *La Semaine religieuse*.

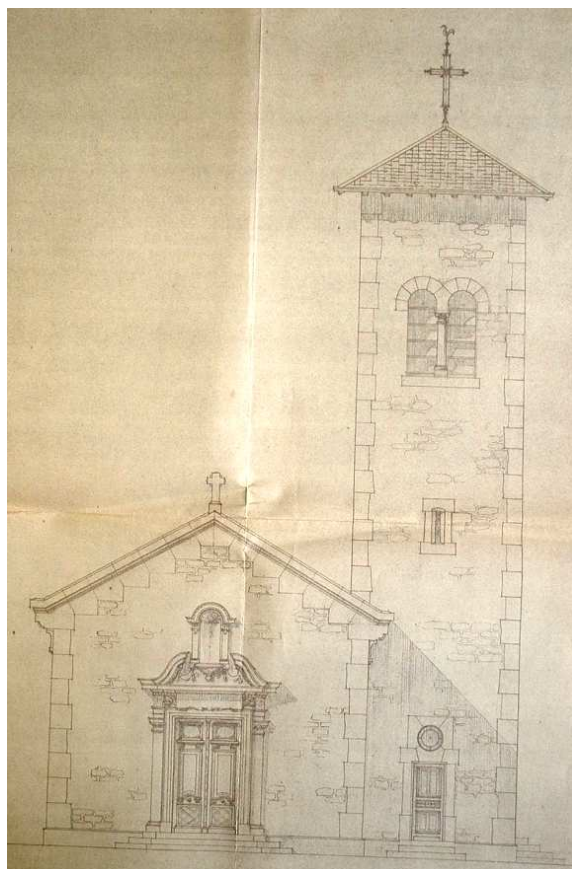
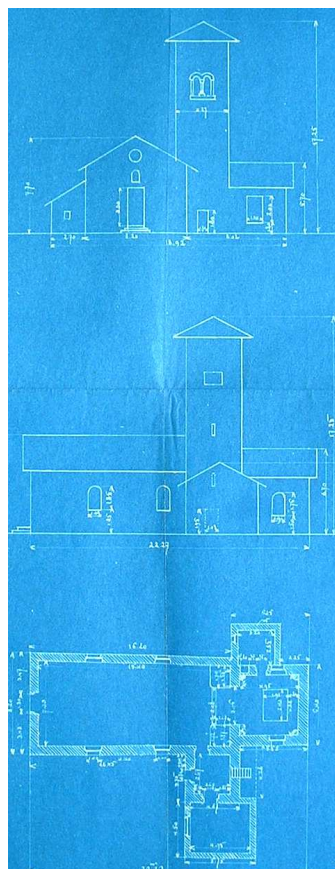


Figure 1. « Eglise de Vittonville. Vittonville, le 27 octobre 1920, l'architecte soussigné Emile Gény – Architecte – 16 place des Dames, Nancy » [constat de dommages] (ADMM 10 R 931).

Figure 2. « Eglise de Vittonville. Façade principale. Pont-à-Mousson, 23 octobre 1922, Janiaud » [projet de reconstruction] (ADMM 10 R 931).



Figure 3. Vue d'ensemble.

Waville (arrondissement de Briey, canton de Chambley-Bussières)

Église classée monument historique en 1921.

336 habitants.

Le dossier de dommages de guerre de la commune de Waville a disparu des archives. L'église du XIII^e siècle, pourvue d'un portail du XVI^e siècle, a été classée monument historique le 6 juillet 1921. Elle a probablement été directement restaurée par le service des monuments historiques.

Xammes (arrondissement de Toul, canton de Thiaucourt-Regniéville)

Église classée monument historique en 1921.

202 habitants. Commune détruite à 49%. Plan d'aménagement établi par E. Vial.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 25, ADMM 10 R 806, ADMM 10 R 932.

Xammes est situé au nord de Thiaucourt-Regniéville. L'église Saint-Clément date, selon le dossier de l'Inventaire, des XII^e et XIII^e siècles. Ce dossier précise que : « L'ensemble entièrement voûté a subi de graves dommages en août 1914 et fut pratiquement rebâti en 1926, peu après son classement parmi les monuments historiques ». L'église a été classée monument historique le 14 février 1921 et a probablement, en effet, été restaurée ou en partie reconstruite par le service des monuments historiques. Le coût de cette restauration a conduit la commune à déposer, en 1927, une demande d'indemnité supplémentaire auprès du tribunal des dommages de guerre.



Figure 1. Vue d'ensemble.



Figure 2. Vue du chevet.

Xousse (arrondissement de Lunéville, canton de Blâmont)

	Date de construction	Style	Architecte	Coût
Ancien édifice	XVIII ^e ou première moitié du XIX ^e siècle			
Nouvel édifice		néogothique modernisé	Deville	257.486,16 f

Adhésion à la coopérative de reconstruction des églises (« reconstruction totale »).

198 habitants. Commune détruite à 41%. Plan d'aménagement établi par Deville.

Sources : Inventaire, ADMM 10 R AL 25, ADMM 10 R 933, ADMM 14 W 672, *SR* (1924, p. 9).

Xousse est situé au nord-ouest de Blâmont, à la frontière de la Moselle. L'ancienne église devait être antérieure à 1850, si on en croit le relevé de la façade établi par les architectes Cordier et Simonin après la guerre. L'édifice avait, selon eux, été en grande partie détruit pendant le conflit. Il a été reconstruit sur son ancien emplacement, par l'architecte Deville, dans un style néogothique très sobre. Il est impossible de juger du résultat car l'église de Xousse a été à nouveau complètement détruite pendant la Deuxième Guerre mondiale. Elle a été reconstruite de manière très simple par l'architecte Paul Eschmann.

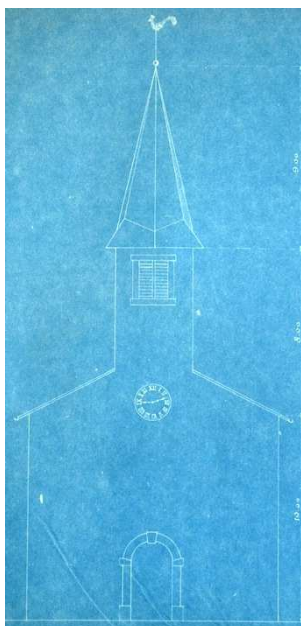


Figure 1. « Eglise de Xousse (M.-et-M.). Etat des lieux. Façade. Dressé par les architectes soussignés, Lunéville, le 10 août 1920, Cordier et Simonin » [constat de dommages] (ADMM 10 R 933).

Figure 2. Photographie non légendée prise pendant l'entre-deux-guerres (ADMM 14 672).

Figure 3. Façade actuelle.

L'église de Xousse de l'entre-deux-guerres semble avoir été proche de celle que Deville avait reconstruite dans le village d'Emberménil. La façade de l'église reconstruite par Eschmann pendant les années 1950 semble avoir conservé, en partie, la structure de celle de Deville.

Deuxième partie

Les églises peu ou très peu endommagées

Un grand nombre d'églises situées plus ou moins près de la ligne de front ont pâti de la guerre sans qu'on les ait considérées comme détruites. Certaines ont reçu un seul obus ou quelques éclats de shrapnells. D'autres ont vu leurs vitraux ébranlés, de manière indirecte, par les tirs d'artillerie. Plusieurs ont été endommagées par le cantonnement des troupes alliées ou allemandes. Le tableau qui suit récapitule le montant approximatif des dégâts de ces églises d'après les dossiers de dommages de guerre.⁷⁹

Communes ⁸⁰	Montant approximatif des dommages ⁸¹
Abbéville-lès-Conflans	-
Affléville	-
Agincourt	-
Allondrelle-la-Malmaison	11.000 f
Andernay	-
Ansauville	35.000 à 50.000 f (clocher probablement restauré pendant les années 1920)
Arnaville	40.000 f
Art-sur-Meurthe	-
Atton	50.000 f
Arnaville	40.000 f
Avillers	60.000 f
Avricourt	35.000 f
Bagneux	-
Barisey-au-Plain	-
Barisey-la-Côte	-
Baslieux	15.000 f de perte subie (valeur 1914) soit environ 50.000 f (1920) de dommages
Battigny	-
Bauzemont	-
Bayonville	30.000 f [cf. fig. IV-2]
Bazailles	40.000 f
Béchamps	30.000 f
Belleau	-

⁷⁹ La liste des communes correspond à celles dont les dossiers de dommages de guerre sont conservés par les archives départementales de Meurthe-et-Moselle ainsi qu'aux communes détruites à plus de 10% selon les statistiques préfectorales non mentionnées dans la première partie de ce catalogue. Les dossiers de dommages de guerre étant le plus souvent très lacunaires, on ne peut exclure que certaines communes du tableau aient déclaré pour leur église des dommages importants, mais cela paraît peu probable. Deux édifices seulement semblent avoir été reconstruits hors du cadre de la coopérative, sans le contrôle du comité des édifices cultuels et sans presque laisser de traces dans les dossiers des dommages de guerre : il s'agit de l'église de Viéville-en-Haye (mais la destruction de la commune à 83% pendant la guerre pouvait laisser supposer que l'église n'était pas indemne) et du clocher de Coincourt.

⁸⁰ Les églises classées monuments historiques avant 1914 sont signalées entre crochet.

⁸¹ Les chiffres sont arrondis au millier de francs près (francs de 1920). Les tirets indiquent que les archives ne conservent pas de documents relatifs à l'église ou que le montant de l'indemnité demandée était insignifiant (inférieur à 10.000 f).

Belleville	-
Bénaménil	-
Bertrambois	25.000 f
Betrichamps	-
Bettainvillers	30.000 f pour l'ensemble des bâtiments communaux
Beuveille	10.000 f
Beuvezin	-
Bezaumont	10.000 f
Bicqueley	-
Bionville	-
Blainville-sur-l'Eau	-
Blénod-lès-Pont-à-Mousson	83.000 f
Boismont	-
Boncourt	-
Bonviller	20.000 f
Boucq	-
Bouillonville	-
Brainville	-
Bratte	-
Bréhain-la-Ville	-
Brémoncourt	-
Briey	Quelques dégâts aux vitraux
Brouville	-
Buissoncourt	-
Buriville	-
Champey	90.000 f
Champigneulles	-
Chanteheux	-
Charmois	-
Charency-Vezin	-
Charmes-la-Côte	-
Chavigny	-
Chenevières	-
Chenières	40.000 f
Colmey	-
Colombey-les-Belles	-
Conflans-en-Jarnisy	30.000 f
Cons-la-Grandville	-
Cosnes-et-Romain	30.000 f
Courbesseaux	Très peu de documents mais dégâts au clocher significatifs attestés par des cartes postales
Courcelles	-
Coyviller	-
Crépey	-
Crévéchamps	-
Crévic	56.000 f pour l'ensemble des bâtiments communaux
Crézille	-
Crion	-
Custines	-
Damelevières	50.000 f
Deneuvre	-

Deuxville	10.000 f
Dieulouard	-
Domèvre-en-Haye	10.000 f
Dommartemont	-
Dommartin-sous-Amance	-
Domprix	-
Domptail-en-l' Air	-
Drouville	Pas de dossier de dommages mais dégâts importants à l'église attestés par des cartes postales [cf. fig. II-9]
Ecrouves [monument historique]	-
Essey-lès-Nancy	30.000 f pour l'ensemble des bâtiments communaux
Eulmont	10.000 f
Faux	-
Favières	-
Fléville-Lixières	-
Flin	-
Fontenoy-la-Joûte	-
Fraimbois	-
Franconville	-
Fréménil	-
Frémonville	50.000 f
Friaucourt	25.000 f
Frouard	10.000 f
Froville	-
Germigny	-
Gélacourt	-
Gélaucourt	-
Gézoncourt	-
Gibaumeix	-
Giriviller	-
Glouville	-
Grand-Failly	-
Grémonville	-
Grimonville	-
Grippont	-
Gricourt	-
Grosrouvres	-
Hablainville	50.000 f
Hannonville-Suzémont (en 1914 Hannonville-au-Passage)	25.000 f
Haudonville	-
Haussonville	-
Heillecourt	-
Hériménil	40.000 f [cf. fig. II-5 et fig. II-6]
Homécourt	-
Hudiviller	-
Jœuf	-
Jolivet	-
Joppécourt	50.000 f
Jouaville	-
Juvrecourt	80.000 f

Labry	10.000 f
Lagny	-
Lamath	20.000 f pour l'ensemble des bâtiments communaux
Landremont	-
Laneuvelotte	-
Laneuveville-aux-Bois	-
Laneuveville-devant-Nancy	13.000 f
Lantéfontaine	12.000 f pour deux chapelles
Laronxe	11.000 f
Lay-Saint-Christophe	-
Lay-Saint-Remy	-
Lenoncourt	40.000 f
Lexy	-
Longuyon (Sainte-Agathe) [monument historique]	-
Longuyon (Saint-Jean-Baptiste)	-
Lubey	-
Lucey	26.000 f
Ludres	2.000 f
Maidières	22.000 f
Mailly	85.000 f (clocher probablement restauré)
Mairy-Mainville	60.000 f
Malavillers	Commune détruite à 77% mais apparemment peu de dommages dans l'église
Malleloy	-
Malzéville	-
Mance	19.000 f
Mancieulles	40.000 f
Mandres-aux-Quatre-Tours	34.000 f
Manonville	-
Manonviller	-
Maron	-
Martincourt	-
Maxéville	-
Mazerulles	35.000 f
Ménil-Flin	-
Ménil-la-Tour	-
Mercy-le-Bas	31.000 f
Mercy-le-Haut	-
Messein	-
Millery	-
Minorville	17.000 f
Moivrons	70.000 f
Mont-l'Etoit	-
Mont-Saint-Martin [monument historique]	16.000 f
Montenoy	-
Montigny	-
Montigny-sur-Chiers	15.000 f
Mont-sur-Meurthe	-
Morey	-
Moriviller	-
Mouaville	10.000 f

Moutiers	-
Murville	10.000 f
Neufmaisons	25.000 f
Norroy-le-Sec	48.000 f
Olley [monument historique]	40.000 f
Othe	-
Pont-Saint-Vincent	-
Pettonville	-
Pierre-Percée	Église restaurée selon <i>La Semaine religieuse</i> (1922, p. 556)
Preutin-Higny	24.000 f
Pulney	-
Pulnoy	-
Puxes-Bezouville	-
Puxieux	-
Reclonville	50.000 f
Réhon	-
Remenoville	-
Repaix	55.000 f
Romain	-
Rosières-aux-Salines	24.000 f (vitreaux)
Royaumeix	Entre 10.000 et 30.000 f
Rozelieures	-
Saint-Ail	-
Saint-Boingt	18.000 f
Saint-Jean-lès-Marville (actuellement Saint-Jean-lès-Longuyon)	41.000 f
Saint-Livier	-
Saint-Max	-
Saint-Pancré	-
Saint-Rémy-aux-Bois	-
Saint-Supplet	-
Saizerais	10.000 f
Sancy	-
Saulxerotte	-
Saulxures-lès-Nancy	-
Saulxures-lès-Vannes	-
Seichamps	-
Selaincourt	-
Seranville	-
Serrières [actuelle commune de Belleau]	-
Serrouville	-
Sexey-aux-Forges	-
Sivry	-
Sponville	25.000 f
Tanconville	15.000 f
Tellancourt	10.000 f
Thiaville	-
Thiébauménil	81.000 f pour l'ensemble des bâtiments communaux
Thil	-
Thuilley-aux-Groseilles	10.000 f
Thumeréville	-

Tomblaine	-
Tramont-Emy	-
Tramont-Lassus	-
Tramont-Saint-André	-
Tremblecourt	50.000 f pour l'ensemble des bâtiments communaux
Trieux	50.000 f
Tronville	-
Tucquegnieux	45.000 f
Uruffe	-
Val-et-Châtillon	50.000 f
Vandelainville	20.000 f
Vandeléville	-
Vandœuvre	-
Vannes-le-Châtel	-
Vathiménil	-
Vaxainville	-
Velaine-sous-Amance	37.000 f
Velle-sur-Moselle	-
Veney	-
Vennezey	27.000 f pour l'ensemble des bâtiments communaux
Ville-au-Montois	28.000 f
Ville-Houdlémont	20.000 f
Villecey-sur-Mad	51.000 f
Villers-en-Haye	-
Villers-la-Chèvre	38.000 f
Villers-la-Montagne	-
Villers-le-Rond	-
Villers-lès-Moivrons	10.000 f
Villers-sous-Prény	64.000 f
Villerupt	-
Villette	10.000 f
Villey-le-Sec	-
Villey-Saint-Etienne	-
Viviers-sur-Chiers	-
Xermaménil	Environ 10.000 f (1914) de dégâts soit moins de 50.000 f (1920) (ADMM 50 J I 27-05 « églises dévastées »)
Xivry-Circourt	-
Xonville	13.000 f
Xures	75.000 f

Répertoire des architectes ayant participé à la reconstruction des églises de Meurthe-et-Moselle

Sources

Le répertoire qui suit a été établi à partir des notices du catalogue qui précède, complétées par les bases de données du ministère de la Culture (*Archidoc*, *Mérimée*), l'« Index des architectes régionaux » (PADIOU, *Une Revue d'architecte en Lorraine*, vol. 2 p. 501-503) et le *Répertoire des architectes nés ou actifs dans les Vosges, 1800-1940*. Il indique, quand c'est possible, quelques éléments biographiques sur l'architecte et précise son rôle au sein de la reconstruction des églises du département de Meurthe-et-Moselle, en distinguant notamment s'il a établi des constats de dommages de guerre, des expertises de constat dressés par ses collègues ou des projets de reconstruction. Afin de faciliter des comparaisons stylistiques, les églises reconstruites par un architecte sont confrontées sous sa notice.

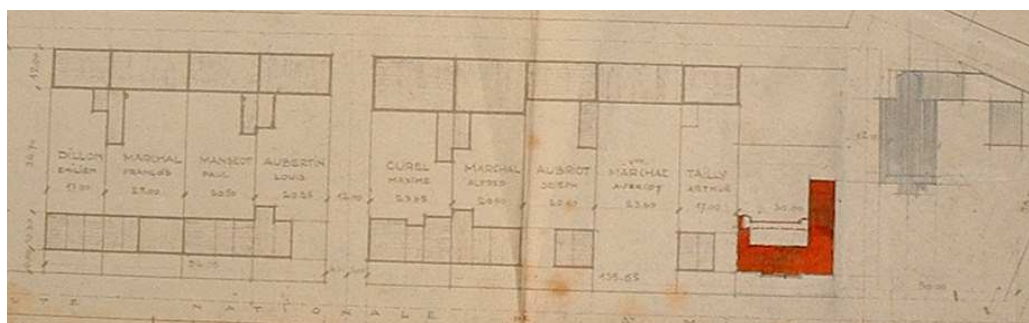
ADLOFF Eugène : Architecte à Nancy, 120 boulevard Lobau. Il a constaté les dommages des églises de deux communes éloignées les unes des autres, Trieux, au nord de Briey, et Réméréville, à l'est de Nancy. À Trieux, son constat a été complété ou corrigé par G. Auburtin.

AITALY Louis : Il a contrôlé le constat de dommages de l'église de Domèvre-en-Haye, dont il a probablement assuré les travaux de restauration.

ANDRE Emile (1871-1933) : Architecte nancéien, surtout connu pour ses maisons Art nouveau. Il a travaillé à un projet de restauration de l'église de Magnières, près des Vosges, mais ne l'a, semble-t-il, pas mené à terme. Il fut surtout actif dans le secteur situé entre Pont-à-Mousson et la Meuse. Il a établi les plans d'aménagement des trois communes voisines de Flirey, Lironville et Limey, respectivement détruites à 99%, 98% et 88%. Il a restauré à l'identique les églises néogothiques de Lironville et Limey. Dans le village de Flirey, reconstruit d'après ses plans sur un nouveau site, André a aussi choisi de reconstruire une église néogothique, proche de celle qui existait dans le village avant la guerre. On a par ailleurs fait appel à lui pour reconstruire l'église de Beaumont ainsi que celle de Prény. Il a aussi travaillé à la restauration des églises d'Azelot, Buissoncourt, Martincourt, Minorville, Seichamps, et Xermaménil.⁸² En tant qu'architecte, André a réalisé de très convaincantes restaurations des églises d'avant-guerre. En tant qu'urbaniste, il a difficilement préservé le pittoresque des villages qu'il a reconstruits.



Beaumont. Flirey. Limey. Lironville. Prény.



Flirey « Commune de Flirey – Implantation du nouveau village. Échelle 1/1.000. Nancy, novembre 1920, dressé par l'architecte soussigné E. André – Architecte du gouvernement – 1, place Stanislas, Nancy » [détail avec l'église à droite en gris] (ADMM 10 R 768).

ARNOULD Georges : Architecte-paysagiste diplômé de l'école de Versailles. Il est intervenu dans plusieurs communes pour les dommages des jardins entourant les cimetières ou les églises, notamment à Nomeny.

ARNOULD Louis : Architecte à Norroy-le-Sec. Il semble avoir uniquement travaillé dans sa commune de résidence.

⁸² Ces six communes sont mentionnées par Hervé Doucet, cf. DOUCET, *Art nouveau et régionalisme*, op. cit., vol. 1, p. 591.

AUBURTIN Georges : Architecte à Briey, ancien élève de l'école des Beaux-arts de Paris. Auburtin est intervenu dans la région de Briey. Il a établi le constat de dommages des églises de Briey et Joppécourt, contrôlé ou refait celui de l'église de Trieux.

AUGET : Il a établi le plan d'aménagement de Mignéville, au sud-ouest de Blâmont.

BARDIN : Il a été pressenti pour établir le plan d'aménagement d'Amenoncourt, finalement réalisé par Lavocat.

BELIN J. R. : Architecte de la deuxième reconstruction. Il a travaillé entre 1947 et 1954 à la réparation des dommages des églises de Harbouey et Montreux, deux villages situés entre Blâmont et Badonviller.

BERG Victor : Architecte à Nancy, 2, rue Messier. Il fut probablement l'architecte de la coopérative de reconstruction de Sornéville, près d'Arracourt, où il a établi le plan d'aménagement et le constat des dommages de l'église. Il a aussi établi le constat des dommages de l'église d'Agincourt au nord-est de Nancy.

BERNEL Eugène : Ancien entrepreneur de travaux installé à Nancy. Il a contrôlé le constat de dommages de l'église de Petitmont au nord de Badonviller.

BESOZZI FRERES ET GIBILINI : Il s'agit probablement d'entrepreneurs plutôt que d'architectes. Ils ont constaté les dommages de l'église de Beuvillers.

BIET Georges (Nancy, 1868-Paris, 1955) : Architecte DPLG nancéien, auteur de l'église de Villerupt en 1904. Il fut professionnellement domicilié, pendant la reconstruction, tantôt à Cirey-sur-Vezouze tantôt à Badonviller. Biet était certainement l'architecte de la coopérative de reconstruction de Parux, où il a établi le plan d'aménagement, constaté les dommages de l'église et réalisé le projet de reconstruction de celle-ci. Il a travaillé au plan d'aménagement ou au constat des dommages de l'église dans plusieurs communes de la région, à Saint-Sauveur, Bréménil, Cirey-sur-Vezouze, Tanconville, Val-et-Châtillon. À Fenneviller, Biet a établi le plan d'aménagement et probablement le projet de reconstruction de l'église. Il a certainement été l'architecte de la coopérative de reconstruction dans toutes ces communes.



Villerupt (1904). Parux. Fenneviller.

BIET, FAAS et SANTSCHI (ou SANTCHI): Ces trois architectes étaient installés à Mangiennes, un village situé dans la Meuse, près de Longuyon. Biet semble avoir joué un rôle primordial au sein de cette équipe. On peut donc penser qu'il s'agissait en fait d'une alliance de circonstance entre les architectes Faas et Santschi (ou Santchi) installés à Mangiennes d'une part et, d'autre part, G. Biet, par ailleurs actif dans le sud-est du département de Meurthe-et-Moselle. Ces trois architectes n'ont d'ailleurs travaillé que sur de modestes chantiers : ils ont peut-être établi le plan d'aménagement de la commune de Saint-Supplet et le constat de dommages de l'église de Petit-Failly, deux communes situées près de Longuyon.

BLITZ Jules : Architecte DPLG à Nancy, 35, rue du faubourg Saint-Jean. En 1919, Blitz était responsable de l'arrondissement de Nancy au sein du service d'architecture de la reconstitution. Il a établi le plan d'aménagement de la commune d'Eply, située au nord de Nomeny, qui avait été détruite à 100% pendant la guerre. Il semble avoir travaillé à un projet de reconstruction de l'église d'Eply en collaboration ou en concurrence avec l'architecte Hornecker. Il a par ailleurs dirigé l'un des plus importants chantiers

d'architecture religieuse du département, à Thiaucourt. Il a adopté pour l'église de cette commune un style néobaroque, sans équivalent parmi les autres églises reconstruites de Meurthe-et-Moselle.



Thiaucourt.

BOILEAU Louis-Hyppolite (1898-1948), LE BOURGOIS Pierre et ZIMMERMANN Jean : (cf. Le Bourgeois et Zimmermann). Tous trois étaient architectes DPLG, installés à Paris, 122 rue du Bac, et à Nancy, 27 rue Victor Hugo. Ils ont surtout travaillé dans le nord du département de Meurthe-et-Moselle. Ils ont établi le plan d'aménagement de Longwy. On leur doit aussi le projet de restauration de l'église de Longwy-Bas, le projet de reconstruction de l'église de Cutry et le projet de construction de l'église d'Hussigny-Godbrange. Le nom de Zimmermann n'apparaissant qu'en troisième position, uniquement sur certains documents, on peut penser qu'il joua, dans un premier temps, un rôle secondaire par rapport aux deux autres architectes. Boileau (1898-1948) semble s'être peu impliqué dans les activités de l'agence à partir du milieu des années 1920, préférant participer à l'exposition des Arts déco, à l'exposition coloniale de 1931 et à la construction du Palais de Chaillot en 1937.



Cutry. Hussigny-Godbrange.

BONIN : Agent technique de 3^e classe chargé des cantons de Lunéville-Nord, Lunéville-Sud et Arracourt au sein du service d'architecture de la reconstitution.

BONIN et MIDON : Architectes à Lunéville. Ils ont établi un devis pour des travaux à l'église de Marainviller, situé à l'est de Lunéville.

BOURGEOIS : Agent technique de 3^e classe chargé du canton de Briey au sein du service d'architecture de la reconstitution.

BOURGON Jean (Nancy, 1895-1959) : Architecte DPLG en 1922, membre de la SAEF, auteur de la Caisse d'épargne de Nancy (en collaboration avec Charbonnier, 1924-1930), du siège nancéien des Hauts-fourneaux et fonderies de Pont-à-Mousson à Nancy (1926-1928), de la cité universitaire de

Monbois à Nancy (1928-1932) et de l'église d'Azerailles près de Baccarat (1954). Il a établi le projet de restauration de l'église de Fillières (au nord-ouest d'Audun-le-Roman) et le projet de reconstruction de l'église de Morville-sur-Seille, dans un style néogothique sobre et moderne. Il pourrait être l'auteur du projet de reconstruction de l'église d'Aix et de la restauration de l'église de Laix.



Morville-sur-Seille. Aix.

BRILLET J. E. : Brillet a établi le constat de dommages des églises dans les deux communes d'Abbéville-lès-Conflans et Hannonville-Suzémont, proches de Jarny, où il était installé.

BROSSARD Charles (1879, Neufchâteau-après 1953) : Architecte à Neufchâteau, dans le département des Vosges, il est devenu en 1926 architecte des monuments historiques de l'arrondissement de Neufchâteau. Il est intervenu à deux reprises en Meurthe-et-Moselle : il a établi le plan d'aménagement de la commune de Tronville ainsi que le constat de dommages de l'église de la commune voisine de Mars-la-Tour, dont il a probablement assuré la restauration.

CAYOTTE Léon (1875-1946) : Léon Cayotte était architecte DPLG, affilié à la SADG, membre de la SAEF, installé à Nancy, 13 rue Isabey. Cet architecte, qui avait été proche de l'Ecole de Nancy, a conçu des projets de reconstruction pour les églises en grande partie détruites des communes de Charey, Dommartin-la-Chaussée, Hagéville et Saint-Julien-lès-Gorze toutes situées près de Chambley-Bussières. À Charey et Dommartin-la-Chaussée, l'église a finalement été reconstruite d'après un projet de Stein. À Hagéville et Saint-Julien-lès-Gorze, Cayotte a adopté un style néo-roman très sobre.



Hagéville. Saint-Julien-lès-Gorze.

CESAR Fernand (Nancy, 1879-1969) : Architecte DPLG à Nancy, professeur à l'école régionale des Beaux-arts de Nancy de 1922 à 1954, il est notamment l'auteur de la synagogue de Vittel (1928). Il a dressé le constat de dommages des églises dans quatre communes proches de Blâmont : Chazelles-sur-Albe, Verdental, Ogéviller et Reclonville. Il était probablement l'architecte des coopératives de

reconstruction de ces communes. Il y a tout lieu de croire qu'il est l'auteur de la restauration des églises de Verdental, Ogéviller et Reclonville ainsi que de la reconstruction de l'église de Chazelles-sur-Albe.



Chazelles-sur-Albe.

CHARBONNIER Paul (Nancy, 1865-1953) : (cf. Guët). Architecte DPLG à Nancy, architecte ordinaire des monuments historiques de Meurthe-et-Moselle (1900-1936) et architecte du département de Meurthe-et-Moselle (1915-1935), membre de la SAEF, collaborateur d'Emile André pour la construction de la banque Renauld à Nancy (1908-1910) et de Jean Bourgon pour la Caisse d'épargne de Nancy (1924-1930). Charbonnier était membre du Comité technique départemental de la reconstruction. Il a constaté les dommages de l'église de Vitrimont et probablement dirigé sa reconstruction.

CHRISTOL Jean : Architecte à Nancy. Il a constaté les dommages de l'église de Bayonville. Il est impossible de déterminer s'il s'agit du même Jean Christol qui construisit un lycée à Nîmes en 1933 ou s'il s'agit d'un homonyme (cf. base *Mérimée*).

CLEMENT Théo : architecte belge, ancien élève de l'école de Saint-Luc, membre de la société centrale des architectes belges. Il a collaboré avec Lauthe à l'élaboration des projets de reconstruction des églises d'Harbouey et Montreux.

COCHONNEAU : Il a établi le plan d'aménagement des deux communes voisines de Chenières et Cutry, situées au sud de Longwy.

COPE Edmond : Architecte à Nancy, 19 rue de Villers. Il a établi le constat de dommages de l'église de Lixières (commune de Belleau).

CORDIER et SIMONIN : Ces deux architectes installés à Lunéville ont constaté les dommages de plusieurs églises pour la plupart comprises dans un triangle formé par Lunéville et les deux chefs-lieux de canton d'Arracourt et Blâmont : Arracourt, Deuxville, Emberménil, Hénaménil, Hériménil, Marainviller, Sainte-Pôle et Xousse. Ils restèrent cantonnés à cette tâche subalterne, n'établissant ni le projet d'aménagement d'Emberménil détruit à 100%, ni les projets de reconstructions des églises entièrement détruites à Arracourt, Emberménil et Xousse. Dans la plupart des cas, c'est Deville qui s'en est chargé.

CRICQUI Jules (1883-1951) : Architecte nancéien, ancien élève de l'école nationale supérieure des Beaux-arts de Paris, membre de la SAEF, auteur de nombreuses maisons et immeubles à Nancy et dans sa banlieue. Cricqui s'était spécialisé dès le début du siècle dans l'architecture religieuse en concevant l'église Notre-Dame de Lourdes à Nancy (1908-1924) et l'église Sainte-Jeanne d'Arc de Lunéville (1910-1911). En tant qu'architecte de l'évêché de Nancy et « architecte-conseil » de la coopérative de reconstruction des églises, il apparaît comme l'un des principaux protagonistes de la reconstruction des églises dans le département de Meurthe-et-Moselle. Il a exercé la fonction d'architecte de la coopérative de reconstruction à Chenicourt et Arraye-et-Han où il a aussi reconstruit les églises. Il a restauré les églises d'Anthelupt, Bruley et Auboué. À la demande probable de la coopérative de reconstruction des églises, Cricqui a établi des projets de reconstruction de l'église pour de nombreuses communes où l'architecte de la coopérative locale devait être jugé peu compétent en architecture religieuse : ce fut le cas à Herbéviller, Hénaménil, Einville-au-Jard, Serres, Arracourt, Brin-sur-Seille, Armaucourt, Fey-en-Haye, Bernécourt et Hamonville. Dans certains cas, on a fait appel à Cricqui alors que l'architecte de la coopérative locale avait déjà élaboré un projet de reconstruction, c'est ainsi qu'il a supplanté Durieux à Lesménils, E. Martin à Champenoux et Chambley-Bussières. Il a, en outre, collaboré avec Schreiner pour le projet de reconstruction de l'église de Bouxières-sous-Froidmont. Même si on considère les chantiers d'Armaucourt, Arraye, Han et Einville comme des restaurations, Cricqui a donc reconstruit 13 églises, dans un style néomédiéval modernisé. Il faudrait peut-être y ajouter l'église d'Angomont et, très certainement, celle de Vigneulles. Après la fin de la reconstruction, Cricqui continua à construire des églises pour le compte du diocèse : on lui doit les plans de l'église Saint-Barthélemy de Mont-Saint-Martin (1929), de l'église Sainte-Thérèse-de-l'Enfant Jésus de Villers-lès-Nancy (1930), de la chapelle du GEC de Nancy (1930), de l'église de Giraumont (1931), du séminaire de Villers-lès-Nancy (1936) (cf. notice de C. Andriot sur le site Internet de la bibliothèque diocésaine de Nancy). Il était encore actif pendant la deuxième reconstruction, puisqu'il contrôla, en 1950, les dommages de l'église de Leyr.



Vigneulles. Herbéville. Hénaménil. Serres.



Arracourt. Champenoux. Brin-sur-Seille. Chenicourt.



Lesménils. Bouxières-sous-Froidmont. Fey-en-Haye. Bernécourt.



Hamonville. Chambley-Bussières. Auboué. Giraumont (1929).

DEDUN : Architecte à Metz. Il a travaillé à Bayonville-sur-Mad et Vandelainville. Il pourrait s'agir du Théophile Dedun (1878-1967) qui collabora avec Roger-Henri Expert à la construction de Sainte-Marie-de-l'Enfant-Jésus à Metz à partir de 1937 et qui était membre de la SAEF en 1929.

DEFEUX Jules : Architecte à Pont-à-Mousson. Il a établi le constat des dommages de l'église dans les deux communes de Blénod-lès-Pont-à-Mousson et Maldières, voisines de Pont-à-Mousson. Il est possible qu'il ait été l'architecte des coopératives locales de ces deux communes peu touchées par les destructions.

DELORME : Agent technique de 1^e classe chargé des cantons de Gerbéviller et Bayon au sein du service d'architecture de la reconstitution. Il pourrait s'agir du P. Delorme installé à Nancy, membre de la SAEF en 1929.

DEON Louis (Besançon, 1879-Nancy, 1923) : Architecte à Nancy, 25 avenue de France. Il a travaillé à Laneuvelotte, établi le plan d'aménagement et le constat de dommages de l'église à Bouxières-aux-Chênes et à Prény. Les projets de reconstruction de ces deux églises ont respectivement été confiés à Thomas et à André.

DESENCLOS André (département de l'Oise, 1885-Epinal, 1971) : Désenclos était architecte à Epinal avant la guerre. Il a été l'architecte municipal de plusieurs villes des Vosges, dont Senones. Il remporta, en 1917, un 1^{er} prix au concours de la reconstruction des régions libérées. En Meurthe-et-Moselle, il travailla dans trois petites communes du canton de Blâmont, voisines les unes des autres et toutes trois très touchées par les destructions : Blémerey, Vého et Reillon, respectivement détruits à 56%, 89% et 97%. Il a certainement exercé la fonction d'architecte des coopératives communales de Vého-Reillon et Blémerey. Il a conçu pour ces trois villages des plans d'aménagement ambitieux, inspirés des cités-jardins, qui n'ont été que très partiellement réalisés, faute de moyens probablement. Désenclos est l'auteur des projets de reconstruction des églises des trois communes. On peut aussi lui attribuer l'église du village de Gondrexon, voisin des trois autres, dans la mesure où elle paraît très proche de celle de Reillon. Les églises de Gondrexon et Reillon sont les seules reconstruites en Meurthe-et-Moselle à utiliser abondamment la brique et paraissent plus modernes que la plupart de celles reconstruites dans le département. Celles de Blémerey et Vého sont plus traditionnelles, d'inspiration plutôt néo-romane pour la première, néogothique pour la seconde.



Blémerey. Vého. Reillon. Gondrexon.

DEVILLE Henri : Architecte DPLG. Il est probablement arrivé en Meurthe-et-Moselle à l'occasion de la reconstruction. Il fut nommé, en 1919, architecte de l'arrondissement de Lunéville au sein du service d'architecture de la reconstitution du département de Meurthe-et-Moselle. Quelques mois plus tard, il remplaça Roisin au poste d'architecte en chef à la tête de ce service. Il a travaillé aux plans d'aménagement d'Arracourt, Baccarat, Blémerey, Bonviller, Clémery, Deuxville, Glonville, Hériménil, Pexonne, Sainte-Pôle, Saint-Maurice et Vallois. Il a établi des plans d'aménagement pour six communes très détruites des environs de Blâmont : Neuville-lès-Badonviller (détruit à 100%), Ancerviller (29%), Halloville (72%), Domèvre-sur-Vezouze (83%), Emberménil (100%) et Xousse (41%). Dans ces six communes, il a reconstruit les églises (Neuville-lès-Badonviller, Ancerviller, Halloville, Emberménil, Xousse) ou les a restaurées dans leur état d'avant-guerre (Domèvre-sur-Vezouze). Il a systématiquement adopté un style néogothique, plus ou moins modernisé. Il a en outre dirigé la réparation des églises de Chanteheux et Reherrey. Il ne semble pas avoir poursuivi sa carrière en Meurthe-et-Moselle après la fin de la reconstruction.



Domèvre-sur-Vezouze. Neuville-lès-Badonviller. Ancerviller.



Halloville. Emberménil. Xousse. Les églises d'Emberménil et Xousse ont été détruites pendant la Deuxième Guerre mondiale.

DEVILLERS : Architecte à Nancy, 5 rue Maréchal Oudinot. Il a contrôlé le constat de dommages de l'église d'Arnaville.

DUPORTE : Agent technique de 3^e classe en charge des cantons de Nancy-Nord et Nomeny au sein du service d'architecture de la reconstitution.

DURIEUX André (Paris, 1889-1947) : Architecte à Nancy, 62 rue de la Côte. Il a travaillé comme architecte à Clamart en 1912-1914 et exercé par la suite la fonction d'architecte de la ville de Remiremont (Vosges). En Meurthe-et-Moselle, il a travaillé à de nombreux plans d'aménagement, à Bouxières-sous-Froidmont, Brin-sur-Seille, Hoéville et surtout dans les villages de Lesménils et Fey-en-Haye, respectivement détruits à 98% et 100%. Les notices qu'il a rédigées pour expliquer ses plans comptent parmi les plus riches d'observations d'ordre historique et même sociologique. Il était manifestement moins reconnu comme architecte que comme urbaniste. En effet, il a constaté les dommages des églises

de la plupart des communes dans lesquelles il a travaillé et semble avoir, au moins pour l'église de Lesménils, longuement étudié un projet de reconstruction, mais on lui a préféré Schreiner et Criqui pour l'église de Bouxières-sous-Froidmont, Criqui pour les églises de Brin-sur-Seille, Lesménils et Fey-en-Haye. Durieux a peut-être restauré l'église de Hoéville.

ERBEAU : (cf. Marchand).

ESCHBAECHER André : Architecte DPLG à Paris, 84 rue de Maubeuge, membre de la SADG. Il était architecte de l'arrondissement de Briey au sein du service d'architecture de la reconstitution (son bureau était installé à Briey, mais il semble aussi avoir eu une agence à Audun-le-Roman dès le début de la reconstruction). Eschbaecher intervint uniquement dans le nord du département, correspondant à l'arrondissement de Briey. Il établit le plan d'aménagement de la ville d'Audun-le-Roman dont il restaura soigneusement l'église néogothique. Il restaura aussi les églises de Landres et Mancieulles et reconstruisit celle de Doncourt-lès-Longuyon.



Doncourt-lès-Longuyon. Audun-le-Roman (restauration). Landres (restauration).

ESCHMANN : Il travailla entre 1949 et 1954 à la reconstruction de trois églises de la première reconstruction détruites en 1939-1945 : Xousse et Emberménil construites par Deville et Leintrey, construite par Hornecker. Il n'essaya manifestement pas de restaurer ces églises dans leur état de l'entre-deux-guerres et semble avoir disposé, pour les reconstruire, de moyens matériels très limités.



Emberménil. Xousse. Leintrey.

FAAS : (cf. Biet).

FERRAND Alphonse : Architecte à Briey, membre de la SAEF. Ferrand a travaillé sur de nombreux petits chantiers de l'arrondissement de Briey, c'est-à-dire dans de petites communes ou dans des communes peu détruites, à Béchamps, Friaucourt, Mouaville, Murville, Tucquegnieux. Il a probablement exercé dans ces communes les fonctions d'architecte de la coopérative locale de reconstruction. Sur les chantiers plus importants, Ferrand resta cantonné à des tâches secondaires : il établit le constat de dommages des églises

d'Hagéville et Saint-Julien-lès-Gorze (reconstruites par Cayotte), de Chambley-Bussières (reconstruite par Criqui), de Dampvitoux (reconstruite par Janiaud) et de Jeandelize (reconstruite par Reybault). Il a aussi établi le constat de dommages de l'église d'Aix, peut-être reconstruite par Bourgon.

FRAPPIER Maurice : Architecte DPLG à Pont-à-Mousson, membre de la SAEF. Frappier semble avoir surtout travaillé comme expert auprès des commissions cantonales de dommages de guerre. Il a reconstruit à Mousson une église de style néogothique flamboyant, sans rapport avec l'édifice d'avant-guerre et sans équivalent stylistique parmi les autres églises reconstruites dans le département. Cette église a été entièrement détruite pendant la Deuxième Guerre mondiale. Il a probablement restauré par ailleurs l'église de Rogéville dont il a constaté les dommages.

FRIENTZ Camille (Saint-Dié, 1879-1959) et PROVOST H. : Ces deux architectes étaient installés à Lunéville. Un Camille Frientz semble avoir fréquenté l'école des Beaux-arts en 1903. Quant à Provost il était DPLG. Frientz et Provost travaillèrent au plan d'aménagement de la modeste commune de Mailly-sur-Seille, avant d'être remplacés par Thirion. Ils constatèrent les dommages des églises de Mailly et de Phlin, Provost signant seul le projet de reconstruction de l'église de Phlin. On peut donc penser qu'ils étaient les architectes de la coopérative de reconstruction regroupant les deux communes de Mailly-sur-Seille et Phlin.

GASPARD : Il établit le plan d'aménagement de Baccarat. Il est possible qu'il ait été l'architecte de la coopérative de reconstruction de Baccarat et qu'il ait, à ce titre, restauré l'église de cette commune.

GELIOZ P. : Installé à Nancy, 55 rue de Toul. Il a contrôlé le constat des dommages de l'église d'Agincourt.

GENY Emile : Architecte à Nancy, 16 place des Dames. Il a contrôlé le constat de dommages de l'église d'Athienville et constaté les dommages de l'église de Vittonville.

GILBERT : Agent technique de 2^e classe chargé du canton d'Audun-le-Roman au sein du service d'architecture de la reconstitution.

GILBERT : (cf. Ogé). Architecte installé à Baccarat au début de la reconstruction. Il s'agit probablement du Henry Gilbert, membre de la SAEF, qui était encore présent à Nancy à la fin des années 1920.

GIOVANNA Jean : Architecte à Longuyon. Il contrôla le constat de dommages de l'église de Beuveille.

GLOHR : Architecte à Jarny. Il établit le constat de dommages de l'église de Mairy-Mainville.

GREMONT G. : (cf. Moitrier).

GROSJEAN : Il contrôla le constat de dommages de l'église d'Amance.

GUARRIGUES E. Il établit le constat de dommages de l'église de Serrières.

GUËT Georges (1866-1933) : Diplômé de l'école spéciale d'architecture. Il fut nommé architecte en chef des monuments historiques le 12 juin 1907, en charge du Nord, de l'Ille-et-Vilaine et de la Meurthe-et-Moselle. Il était assisté par l'architecte ordinaire Pierre Le Bourgeois pour l'arrondissement de Briey et par l'architecte ordinaire Paul Charbonnier pour les arrondissements de Nancy, Toul et Lunéville. Après la guerre, il reconstruisit avec Le Bourgeois l'église de Longwy-Haut. Il reconstruisit avec Charbonnier l'église de Nomeny et restaura avec sa collaboration les églises d'Amance, Badonviller, Essey-et-Maizerais, Pagny-sur-Moselle, Varangéville, Vilcey-sur-Trey, Waville et Xammes.



Badonviller (avec Charbonnier). Longwy-Haut (avec Le Bourgeois). Nomeny (avec Charbonnier).

GUISLAIN et HANRY : Ils travaillèrent au plan d'aménagement de Saint-Supplet.

HANRY René : (cf. Guislain). Architecte à Pont-à-Mousson, agent technique de 3^e classe chargé des cantons de Thiaucourt et Domèvre-en-Haye au sein du service d'architecture de la reconstitution. Il a contrôlé le constat de dommages de l'église de Sainte-Geneviève.

HARIGA O. : Architecte à Réhon. Il établit le constat de dommages de l'église de Montigny-sur-Chiers, dont il a probablement dirigé la restauration.

HERISSON Georges (1879-1960) : Architecte à Nancy, 159 rue de Mondésert. Il contrôla le constat de dommages de l'église de Champey.

HOFFMANN Charles : Architecte à Nancy, 46 avenue de la Garenne. Il contrôla le constat de dommages des églises de plusieurs communes situées à l'est ou au nord-est de Nancy : Lenoncourt, Erbéviller-sur-Amezule, Lanfroicourt, Thézey-Saint-Martin.

HORNECKER Joseph (Strasbourg, 1873-Nice, 1942) : Architecte à Nancy, membre de la SAEF, auteur d'immeubles Art nouveau à Nancy, de la mairie d'Euville (Meuse, 1901-1909) et de plusieurs chantiers de reconstruction après la Première Guerre mondiale dans la Meuse (Etain et Rouvres). Il semble avoir, dans des conditions difficiles à établir, remplacé Jules Blitz pour le projet de reconstruction de l'église d'Eply. Il reconstruisit en grande partie le village de Leintrey, y compris l'église. Pour les deux églises qu'il a reconstruites en Meurthe-et-Moselle, l'architecte a adopté un style néo-roman assez sophistiqué.



Eply. Leintrey.

HORNET Charles : Architecte à Lunéville, 19 place du Château. La base de données *Mérimée* mentionne un seul architecte nommé Charles Hornet qui a construit une mairie-école à Mareil-Marly en 1911 et une maison à Saint-Germain-en-Laye en 1912, les deux communes se trouvant dans l'actuel département des Yvelines. Tout porte à croire que cet architecte parisien s'est installé en Meurthe-et-Moselle dans le cadre

de la reconstruction du département. Il faut distinguer dans l'activité d'Hornet au moins deux phases. Dans un premier temps, il s'est associé à un certain Warendeuf. Les deux architectes ont travaillé dans l'arrondissement de Lunéville, à Bathelémont-lès-Bauzemont, Juvrecourt, Coincourt, Hablainville et Raon-lès-Leau. Il semble que, en 1919, Hornet ait remplacé Deville comme architecte de l'arrondissement de Lunéville au sein du service d'architecture de la reconstitution du département, lorsque ce dernier a pris la tête du service à la place de Roisin. À la suite, probablement, de cette nomination, la plupart des projets de Hornet et Warendeuf ont été repris par les architectes Ogé, Gilbert et Poutaraud, notamment à Coincourt et Bathelémont-lès-Bauzemont. Il semble cependant qu'Hornet ait mené personnellement à terme la reconstruction des églises de Réchicourt-la-Petite et Lanfroicourt, dans un style néo-roman très simple.



Lanfroicourt. Réchicourt-la-Petite.

HOUDOYER : Agent technique de 2^e classe en charge des cantons de Nancy-Est et Saint-Nicolas-de-Port au sein du service d'architecture de la reconstitution.

HOVASSE : Il contrôla le constat de dommages de l'église d'Abaucourt.

INGLEBERT A. : Il établit, en 1944, le constat de dommages de l'église d'Harbouey. Il dressa aussi, en 1951, le constat des dommages des églises de Domèvre-sur-Vezouze et Leintrey.

JANIAUD : Architecte DPLG installé à Metz au début de la reconstruction puis à Pont-à-Mousson, 34 avenue Carnot. Il exerçait, au sein du service d'architecture de la reconstitution, la fonction d'architecte de l'arrondissement de Toul et du canton de Pont-à-Mousson (arrondissement de Nancy). Janiaud établit le plan d'aménagement de Pont-à-Mousson, celui de la commune voisine de Maidières ainsi que celui de Thiaucourt. Il établit le projet de reconstruction des églises de Dampvitoux, Vittonville et Pannes. Ces deux dernières constituant plutôt des restaurations, seule l'église de Dampvitoux permet de se faire une idée du style de Janiaud qui semble avoir rejoint Metz dès la fin des années 1920.



Dampvitoux. Pannes. Vittonville.

JARDEL : Il est intervenu dans un litige concernant l'église de Petit-Failly.

JESSON Benjamin : Architecte-géomètre à Réhon. Il constata les dommages des églises de Longlaville et Réhon dont il a probablement dirigé la restauration. Il a peut-être été l'architecte des coopératives de reconstruction dans ces deux communes.

JOURDAN François : Architecte à Nancy. Il a constaté les dommages de l'église de Domèvre-en-Haye.

KOCH : Architecte en chef des bâtiments et palais nationaux, expert auprès du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme. Il suggéra, en 1955, d'importantes corrections au projet de reconstruction de l'église de Xousse établi par Eschmann.

LAFARGE Lucien (1862-1942) : Architecte-voyer de la ville de Toul. Il a constaté les dommages de l'église dans les communes peu détruites des environs de Toul, à Ecrouves, Lucey, Lagney, Boucq, Royaumeix, Tremblecourt, Villers-en-Haye. Il est probable que dans toutes ces communes Lafarge ait été engagé comme architecte de la coopérative locale de reconstruction et qu'il ait dirigé en personne les modestes travaux de restauration des édifices publics. Il a travaillé dans des communes plus gravement touchées du nord de l'arrondissement de Toul, à Bernécourt, Essey-et-Maizerais et Euvezin, ainsi que dans l'arrondissement de Briey, à Landres. C'est lui qui a établi le constat de dommages des églises dans les deux communes du département qui n'ont pas été reconstruites, Remenauville et Regniéville. Lafarge est surtout l'auteur, dans le domaine de l'architecture religieuse, de la reconstruction des églises des deux villages voisins de Saint-Baussant et Seicheprey. Il est aussi l'auteur du plan d'aménagement de ces deux villages, détruits à 100% pendant la guerre.



Saint-Baussant. Seicheprey.

LAFONTAINE : Il établit le plan d'aménagement de Mont-sur-Meurthe.

LAUTHE Jean : Architecte DPLG, membre de la SADG, à Nancy, 31 rue Maréchal-Gérard. La base de données *Mérimée* indique que Lauche est l'auteur, en 1924, d'une villa, 5 rue des Courlis au Vésinet, destinée à son propre usage. Le même architecte pourrait avoir participé, en 1959, à Stuttgart, à une exposition du groupe « Ligne et Couleur », fondé en 1935. Lauche n'est probablement venu en Meurthe-et-Moselle que pour la durée de la reconstruction. Il a rédigé quelques rapports pour les commissions cantonales de dommages de guerre. Il a restauré l'église de Nonhigny et reconstruit les églises de Montreux, Harbouey et Viéville-en-Haye. Il est très probablement l'auteur de l'église de Leyr. Les églises de Viéville-en-Haye et Harbouey évoquent un néo-roman modernisé, celle de Montreux se rapproche de l'Art déco, celle de Leyr est résolument moderne.



Nonhigny. Harbouey. Montreux.



Leyr. Viéville-en-Haye.

LAVOCAT : Architecte à Nancy, 17 faubourg Saint-Jean. Il a travaillé dans quatre communes voisines les unes des autres. On lui doit le constat de dommages de l'église de Blâmont, le plan d'aménagement et le constat des dommages de l'église à Amenoncourt, Autrepierre, Igney. Il a constitué avec Criqui et Philippon une commission d'experts chargée de réviser les constats de l'architecte Lafarge, notamment ceux des églises de Lagney et Lucey.

LE BOURGEOIS Pierre (Dieppe, 1879-Sainte-Maxime, 1971): (cf. Boileau et Guët). Architecte actif en Meurthe-et-Moselle à partir de 1907 où il travailla dans l'agence d'Hornecker, membre de la SAEF. Il construisit à Nancy l'immeuble de *L'Est républicain* (1912). Il exerça diverses missions militaires à l'étranger pendant la guerre. Après 1918, il s'est associé à Louis-Hyppolite Boileau, avec lequel il a participé aux concours pour le siège du *Chicago Tribune* et à celui pour le siège de la Société des Nations. Il reconstruisit après-guerre les Magasins réunis à Nancy (1924) ainsi que la chapelle de Réhon (1932). Il fut architecte de la ville de Longwy (1922-1941), architecte ordinaire des monuments historiques de Meurthe-et-Moselle pour l'arrondissement de Briey (1923-1940) et professeur à l'école spéciale d'architecture à partir de 1927. Dans le cadre de la reconstruction, il a établi le plan d'aménagement de Fresnois-la-Montagne, de Gerbéviller et de Longwy. Il acheva la restauration de l'église de Gerbéviller entreprise par Deville. Il reconstruisit les églises de Cutry et Hussigny-Godbrange, répara celle de Longwy-Bas et collabora avec Guët à la restauration de l'église de Longwy-Haut, ainsi probablement qu'à celles de Fresnois-la-Montagne et Morfontaine.⁸³

⁸³ DIEUDONNE, « Pierre Le Bourgeois », art. cit. et BATTISTIN, *Pierre Le Bourgeois*, op. cit.

LERGENMULLER J. : Architecte à Longuyon. Il constata les dommages de l'église d'Allondrelle-La Malmaison et intervint en tant qu'expert au sujet d'une évaluation litigieuse des dommages de l'église de Petit-Failly.

LEROUX : Agent technique de 2^e classe chargé du canton de Longwy au sein du service d'architecture de la reconstitution.

LOUIS : Agent technique de 2^e classe chargé du canton de Cirey-sur-Vezouze au sein du service d'architecture de la reconstitution.

MAITRE D'HOTEL Henri : Architecte à Nancy, 42 rue de Paris. Il contrôla le constat de dommages des églises de Jezainville, Regniéville, Vittonville.

MALINGIE : Agent technique de 3^e classe chargé des cantons de Badonviller et Baccarat au sein du service d'architecture de la reconstitution.

MARCHAL Louis (1879-1954) : Architecte à Nancy, 9 rue de Rigny, membre de la SAEF. Il avait avant guerre collaboré avec Emile Toussaint (1872-1914) à la construction de l'hôtel de la Chambre de commerce de Nancy (1906-1908). Il établit à Moncel-sur-Seille le plan d'aménagement, le constat des dommages de l'église et le projet de sa reconstruction dans un style mêlant le néo-roman et les influences Art nouveau.



Moncel-sur-Seille.

MARCHAND Maurice et ERBEAU : Architectes « diplômés » à Lunéville, 3 rue des Bosquets (Maurice Marchand se définissait parfois comme « architecte-décorateur »). Ces deux architectes ont été actifs dans plusieurs communes situées entre Arracourt et Blâmont. Ils établirent en commun pour les villages de Bures et Vaucourt, respectivement détruits à 100% et 73%, des plans d'aménagement qui n'ont été que partiellement appliqués. Marchand a établi seul le constat de dommages des églises de Bures, Mouacourt, Remoncourt et Repaix. Il a probablement dirigé la restauration des églises de Remoncourt et Repaix. Il a établi le projet de reconstruction de l'église de Bures et probablement celui des églises de Mouacourt et Vaucourt. Celles de Bures et Vaucourt sont d'inspiration plutôt néogothique, celle de Mouacourt témoigne aussi d'un certain régionalisme.



Bures. Mouacourt. Vaucourt.

MARSON : Architecte à Commercy, Marson exerçait la fonction d'architecte départemental de la Meuse. Il établit le plan d'aménagement et le constat de dommages de l'église de Beaumont qui a été reconstruite par Emile André.

MARTIN Emile : Architecte à Nancy, membre de la SAEF. Il constata les dommages des églises de Loisy et Cercueil (de nos jours Cerville). Il était probablement l'architecte de la coopérative de reconstruction dans chacune de ces deux communes ainsi que dans les communes plus touchées de Champenoux, Sainte-Geneviève, Norroy-lès-Pont-à-Mousson, Villers-sous-Prény, Vandières et Chambley-Bussières, dans lesquelles il a établi le plan d'aménagement ainsi que le constat des dommages de l'église. Il est possible que Martin ait dirigé les importants travaux de restauration de l'église de Sainte-Geneviève. Les projets de reconstruction qu'il a élaboré pour les églises de Chambley-Bussières et Champenoux ont été jugés insuffisants par le comité des édifices culturels ce qui a conduit les communes à faire appel, dans les deux cas, à Jules Criqui.

MIENVILLE Alexandre (Nancy, 1876-1959) : Architecte DPLG à Nancy, membre de la SAEF, auteur avec Lucien Weissemburger (1860-1929) de l'hôtel Excelsior de Nancy (1910-1911). Il semble, dans le cadre de la reconstruction, uniquement travaillé dans le canton de Nomeny. Il établit, en collaboration avec Thirion, les plans d'aménagement des communes presque entièrement détruites de Manoncourt-sur-Seille (détruit à 80%), Nomeny (97%) et Rouves (94%). Il établit, seul, le projet de reconstruction des églises de Manoncourt-sur-Seille et Rouves. Il adopta dans les deux cas un style qui rappelle vaguement l'architecture religieuse rurale antérieure à 1850, surtout par la simplicité des moyens mis en œuvre.



Manoncourt-sur-Seille. Rouves.

MOITRIER Edmond : Architecte nancéien, membre de la SAEF. Il contrôla les constats de dommages des églises de Bey-sur-Seille, Bouxières-aux-Chênes, Brin-sur-Seille, Clémery, Lanfroicourt, Leyr, Raucourt, Rouves.

MOITRIER P., MICHEL H. et GREMONT G. : Ce trio d'architectes était domicilié à Nancy, 29 place Godefroy de Bouillon. C'est Moitrier, membre de la SAEF, qui jouait probablement le rôle le plus important puisqu'il était parfois le seul à signer les documents de l'agence. Michel cosignait certains plans. Quant au nom de Grémont, il n'apparaît qu'en compagnie des deux autres. L'équipe dirigée par Moitrier a établi le constat des dommages dans de nombreuses communes peu touchées par les destructions telles qu'Atton, Moivrons, Fréménil, Barbas, Bertrambois et Petitmont. Il est probable que dans toutes ces communes, Moitrier et ses deux collègues aient travaillé en tant qu'architectes des coopératives de reconstruction. Ils ont aussi, probablement, exercé cette fonction dans des communes plus gravement touchées comme Rembercourt-sur-Mad, Jaulny, Viéville-en-Haye, Mamey, Vilcey-sur-Trey, Erbéviller-sur-Amezule, Domjevin, Harbouey, Nonhigny, où ils ont établi le constat de dommages de l'église et le plan d'aménagement de la commune. Ils ont probablement réparé de nombreuses églises, mais n'en ont reconstruit aucune. Les églises en grande partie détruites de Nonhigny, Montreux, Viéville-en-Haye et Harbouey ont été reconstruites par Lauthe.

MUGNIER et RIGOLLET : Architectes à Commercy. Ils établirent le plan d'aménagement de Jaulny.

NICOLAS Armand : Architecte à Lunéville. Il établit le plan d'aménagement de Gondrexon et Herbéviller, travailla à celui de Mouacourt. Il établit le plan d'aménagement et le constat de dommages de l'église à Leintrey, Saint-Martin et Valhey. Il a peut-être dirigé la restauration des églises peu endommagées dans ces deux dernières communes. Mais c'est à Hornecker qu'on fit appel pour reconstruire l'église de Leintrey, à Criqui pour celle d'Herbéviller, probablement à Désenclos pour celle de Gondrexon et à Marchand pour celle de Mouacourt. Nicolas était toujours actif en 1940, date à laquelle il établit un constat des dommages de l'église de Xousse.

NOULIN-LESPES Paul : Architecte DPLG qui a construit, en 1913, une église à Saint-Etienne (Loire), où il était encore domicilié au début de la reconstruction. Il s'installa ensuite à Eton (Meuse), probablement dans le cadre de la reconstruction. Il n'intervint en Meurthe-et-Moselle qu'à titre d'expert pour un additif au constat de dommages de l'église d'Aix (commune de Gondrecourt-Aix) et une évaluation litigieuse des dommages de l'église de Petit-Failly. Ultérieurement, il construisit en Meurthe-et-Moselle l'église Saint-Crépin et Saint-Crépinien à Piennes (2^e quart du 20^e siècle, cf. notice sur *Mérimée*).

OGE (Jacques), GILBERT et POUTARAUD : (cf. Hornet). Architectes installés à Baccarat, 34 avenue de la Chapelle et à Paris, 25 rue Humboldt. Membre de la SAEF, Jacques Ogé a collaboré avec Le Corbusier à la construction d'une école primaire à Boulogne-Billancourt en 1932 et, en 1953, à la reconstruction de l'aéroclub de Doncourt-lès-Conflans (Meurthe-et-Moselle), édifice qu'il avait lui-même construit en 1938. Dans le cadre de la première reconstruction, Ogé, Gilbert et Poutaraud ont achevé la restauration de l'église néogothique de Magnières entreprise par Emile André. Ils ont reconstruit le clocher de l'église de Coincourt, reconstruit partiellement l'église de Bathelémont-lès-Bauzemont et probablement celle de Mignéville. C'est surtout dans le clocher de Coincourt qu'apparaît la tendance moderne de ce cabinet d'architectes.



Bathelémont-lès-Bauzemont. Mignéville. Coincourt. Magnières.

OTTON : Agent technique de 3^e classe chargé du canton de Longuyon au sein du service d'architecture de la reconstitution.

PAIN César (Pontarlier, 1872-1946) : Architecte nancéien, auteur notamment d'une vingtaine de maisons Art nouveau rue Félix-Faure à Nancy (1909-1912). Il est probable que César Pain ait été l'architecte de la coopérative de reconstruction dans quatre communes situées entre Arracourt et Nomeny : Athienville où il constata les dommages de l'église, Bezange-la Grande où il établit le plan d'aménagement, Mazerulles et Lanfroicourt où, d'après les archives, il établit à la fois le plan d'aménagement et le constat de dommages de l'église. Il est probable qu'il a dirigé les travaux de restauration des églises d'Athienville et Mazerulles. Pour établir les projets de reconstruction de leur église paroissiale, les communes de Lanfroicourt et Bezange-la-Grande firent respectivement appel à Hornet et à un architecte alsacien peut-être nommé Rücker.

PARISSET L. : Architecte à Longwy-Bas. Il était probablement l'architecte de plusieurs coopératives de reconstruction dans des communes des environs de Longwy et d'Audun-le-Roman, telles Doncourt-lès-Longuyon et Fillières, où il établit le plan d'aménagement et le constat des dommages de l'église, Avillers, où il établit le constat de dommages de l'église, ainsi que Malavillers, où il établit le plan d'aménagement. L'église de Fillières a été restaurée par Bourgon, celle de Doncourt-lès-Longuyon a été reconstruite par Eschbaeher.

PARMENTIER : Architecte à Badonviller. Il intervint en 1929 dans un litige tardif relatif aux dommages de l'église de Remoncourt.

PERRET Léon : Architecte à Nancy. Il constata les dommages de l'église de Ville-Houdlémont, situé près de la frontière belge.

PETIT : Responsable de travaux dans l'arrondissement de Nancy au sein du service d'architecture de la reconstitution.

PETIT Lucien : Architecte installé à Nancy, 72, rue Mondésert. Il établit à Morville-sur-Seille le plan d'aménagement et le constat des dommages de l'église, ultérieurement reconstruite par Jean Bourgon.

PETITOT A. : Il établit, en 1950, le constat des dommages de l'église de Coincourt et celui de l'église de Leyr en 1951.

PHILIPPON Jacques : Il a réalisé de nombreuses expertises pour les commissions cantonales de dommages de guerre. Il pourrait avoir exercé la fonction d'expert auprès des tribunaux de dommages de guerre puisqu'on le voit intervenir sur la plupart des dossiers litigieux. Il s'agit probablement du même Philippon qui travailla à la restauration de l'église de Leyr en 1954.

PIERRON : Architecte à Nancy. Il établit le plan d'aménagement de quatre communes voisines situées à l'est de Nancy : Courbesseaux, Gellenoncourt, Drouville et Maixe. Il est possible qu'il ait exercé la

fonction d'architecte de la coopérative de reconstruction dans ces communes et qu'il en ait, à ce titre, restauré les églises assez gravement endommagées.

PILAIN J. : Architecte à Nancy. Il n'intervint qu'en tant qu'expert auprès des commissions cantonales, contrôlant les dommages des églises de Minorville, Tremblecourt, Jaulny et Port-sur-Seille.

PLUMIER Francis : Architecte à Metz, 7 route de Metz (Ban Saint-Martin). Il établit le constat de dommages de l'église de Sponville. Il a peut-être été l'architecte de la coopérative de reconstruction de cette modeste commune située au nord-ouest de Chambley-Bussières.

POUREL G. : Architecte à Longuyon. Il établit le plan d'aménagement de Longuyon.

POUTARAUD : (cf. Ogé). Poutaraud collabora avec Ogé et Gilbert. Il s'agit peut-être du même Poutaraud qui participa à la reconstruction de l'église d'Athies, dans la Somme entre 1929 et 1931. Il serait, selon la notice du fonds Poutaraud déposé aux archives départementales du Calvados, né en 1885 (date de mort non mentionnée), aurait été nommé architecte en chef des monuments historiques du Calvados en 1941 et mis à la retraite en 1961 (*Mérimée*).

PROVOST : (cf. Frientz) Architecte DPLG à Lunéville, membre de la SAEF. Il établit le constat de dommages de l'église de Jolivet, près de Lunéville, église dont il a probablement dirigé les travaux de restauration.

RADREAULT : Agent technique de 3^e classe chargé des cantons de Conflans-en-Jarnisy et Chambley-Bussières au sein du service d'architecture de la reconstitution.

RAYNAL Louis : Ingénieur à Landres. Il contrôla le constat de dommages de l'église de Mairy-Mainville.

RENARD G. : Architecte à Longwy-Bas. Il travailla dans les environs de Longwy, à Saint-Pancré, Cosnes-et-Romain, Chenières, Saulnes et Hussigny-Godbrange, dont l'église fut reconstruite par Boileau et Le Bourgeois.

REYBAULT (ou RAYBAUD) : Architecte à Metz. Il établit le projet de reconstruction de l'église de Jeandelize, dont Ferrand avait dressé le constat de dommage.



Jeandelize.

RIGOLLET : (cf. Mugnier).

RIPLINGER Louis : Architecte à Nancy ayant collaboré avec César Pain. Il établit le constat de dommages de l'église de Leyr.

ROCHEREY (ou ROCHERY) : Il établit le constat de dommages de l'église de Villette.

ROISIN : Architecte en chef du service de d'architecture de la reconstitution du département de Meurthe-et-Moselle en 1919. Il n'occupa ce poste que quelques mois avant d'être remplacé par Henri Deville.

ROUGIEUX Antoine (1854-1922) et THIEBAUT : Rougieux est l'auteur de l'église néo-romane de Saint-Jules de Gouraincourt (commune de Longwy, 1911-1913) et de la cité minière d'Haucourt-Moulaine (y compris une chapelle, 1913). Les deux architectes sont intervenus dans trois communes situées à l'est et au nord-est de Nancy où ils semblent avoir exercé les fonctions d'architectes de la coopérative communale de reconstruction : Haraucourt, Réméréville et Bey-sur-Seille. Dans les plans d'aménagement qu'il a établi, Rougieux s'est montré très soucieux de préserver la structure traditionnelle des villages d'avant-guerre ainsi que le mode de vie des habitants. Les églises qu'il a reconstruites témoignent du même souci de ressusciter les édifices d'avant-guerre.



Bey-sur-Seille. Réméréville.

RÜCKER : Architecte alsacien qui aurait reconstruit l'église de Bezange-la-Grande.

SANTCHI (ou SANTSCHI) : (cf. Biet).

SCHREINER Arthur : Architecte à Nancy, 43 place de la Carrière, membre de la SAEF. Il établit le constat de dommages et le projet de reconstruction de l'église dans les communes voisines de Létricourt, Abaucourt et Thézey-Saint-Martin, à l'est du canton de Nomeny. Il bénéficia de l'aide de Criqui pour l'élaboration du projet de reconstruction de l'église de Bouxières-sous-Froidmont, situé un peu plus au nord. Schreiner a privilégié, dans le domaine de l'architecture religieuse, le style néo-roman.



Abaucourt. Létricourt. Bouxières-sous-Froidmont (avec Criqui).

SIMONIN : (cf. Cordier).

SIOLY J. : Architecte à Saint-Nicolas-de-Port. Il constata les dommages de l'église à Lenoncourt et Saffais.

SIRVEN : Architecte à Briey. Il semble avoir été chargé de l'arrondissement de Briey au sein du service d'architecture de la reconstitution. À l'encontre des ses collègues Deville, Hornet et Janiaud, il n'a pas reconstruit d'églises.

STEIN Arthur : Architecte à Toul, il travaillait en collaboration avec son fils. Il constata les dommages des églises d'Ansauville, Grosrouvres, Noviant-aux-Prés, Mandres-aux-Quatre-Tours au nord-ouest de Domèvre-en-Haye. Il a probablement dirigé les travaux de restauration des églises peu touchées par les destructions dans ces quatre communes où il a certainement exercé les fonctions d'architecte de la coopérative locale de reconstruction. Stein a conçu des projets de reconstruction pour les églises d'Hamonville et de Pannes, mais il a été remplacé dans les deux cas, respectivement par Criqui et Janiaud. Stein était manifestement l'architecte de la coopérative de reconstruction de Charey/Dommartin-la-Chaussée puisque, dans ces deux communes voisines du nord du canton de Thiaucourt-Regniéville, il a établi les plans d'aménagement et les constats de dommages de l'église. Cayotte a poussé assez loin des projets de reconstruction des églises de ces deux communes, mais il semble que les édifices effectivement construits soient bien l'œuvre de Stein.



Charey (restauration). Dommartin-la-Chaussée.

TEXIER : Agent technique de 3^e classe chargé du canton de Pont-à-Mousson au sein du service d'architecture de la reconstitution.

THIEBAUT : (cf. Rougieux).

THIRION Aimé : (cf. Mienville). Il était agent-voyer cantonal à Nomeny et travailla uniquement dans le canton de Nomeny. Il établit les plans d'aménagement d'Abaucourt, Létricourt, Mailly-sur-Seille (où il remplaça Frientz et Provost). Il collabora avec Mienville à l'élaboration des plans d'aménagement de Manoncourt-sur-Seille, Nomeny et Rouves. Il contrôla le constat de dommages de l'église à Villers-lès-Moivrons et Lixières (commune de Belleau). Lorsqu'il intervint hors du canton de Nomeny, ce fut à titre d'expert, pour arbitrer un litige relatif à l'évaluation des dommages de l'église de Petit-Failly, à l'ouest de Longuyon.

THOMAS Alfred : Architecte à Nancy, 40 rue Michelet, membre de la SAEF. Il établit le plan d'aménagement et le constat de dommages de l'église d'Amance, ultérieurement restaurée par le service des monuments historiques. Il était probablement l'architecte des coopératives de reconstruction des communes de Clémery et Raucourt, situées dans le canton de Nomeny, puisqu'il y a, dans les deux cas, établi le plan d'aménagement et constaté les dommages de l'église. On lui doit le projet de reconstruction de l'église de Raucourt et le projet de restauration de l'église de Clémery, toutes deux en style néogothique. Mais, c'est à Bouxières-aux-Chênes que Thomas a construit son œuvre la plus convaincante, en style néo-roman modernisé.



Bouxières-aux-Chênes. Raucourt. Clémery.

THOMAS Louis : Installé à Nancy. Il contrôla le constat de dommages de l'église d'Onville.

THOMAS : Agent technique du service d'architecture de la reconstitution. Il contrôla le constat de dommages de l'église de Doncourt-lès-Longuyon.

VALLY Louis : Architecte qui quitta probablement Gray pour s'installer à Lunéville au début de la reconstruction. Il a établi le plan d'aménagement de Parroy, le constat de dommages de l'église et le projet de sa reconstruction.



Parroy.

VANNIER : Installé à Lunéville, il constata les dommages de l'église de Bénaménil.

VARIN : Installé à Longuyon. Il semble avoir exercé la fonction d'architecte de la coopérative de reconstruction de Petit-Failly où il établit le plan d'aménagement et le constat de dommages de l'église, dont il a probablement dirigé la restauration. Il établit le plan d'aménagement d'une partie de la commune de Saint-Jean-lès-Longuyon.

VEBER : Il collabora avec Stein à l'établissement du projet de reconstruction de l'église de Dommartin-la-Chaussée.

VIAL E. : Architecte à Nancy, 47 faubourg Saint-Jean. Il établit le constat de dommages des églises d'Angomont et, probablement, le projet de sa reconstruction. Il s'agit probablement de l'architecte vosgien Eugène Vial (Val d'Ajol, 1855- Nancy, 1934), installé à Nancy à partir de 1908.

VIAL Henri (Remiremont, 1883-1959) : Architecte DPLG à Pont-à-Mousson, membre de la SAEF. Il travailla dans les communes d'Onville, Villecey-sur-Mad, Arnaville et Conflans-en-Jarnisy. Il est probable que, dans ces quatre communes situées au nord de Pont-à-Mousson et peu touchées par les destructions, Vial ait fait office d'architecte de la coopérative de reconstruction et qu'il ait personnellement dirigé la restauration des édifices publics. Vial a certainement été l'architecte de la coopérative de reconstruction de Port-sur-Seille, situé à l'est de Pont-à-Mousson et détruit à 93%. Il a en effet, dans cette commune, établi le plan d'aménagement, constaté les dommages de l'église et établi le projet de sa reconstruction en style néogothique.



Port-sur-Seille.

VILLEMONT R. : Architecte à Domèvre-sur-Vezouze. Il constata en 1940 les dommages de l'église de Leintrey.

VINCENT A. : Agent-voyer. Il établit le plan d'aménagement d'Hussigny-Godbrange et Ville-au-Montois.

WARENDEUF : (cf. Hornet). Architecte installé, au début de la reconstruction, à Lunéville où il collabora avec Hornet.

WEISS J. : Installé à Nancy. Il établit le constat de dommages de l'église de Jezainville.

WEISSEMBURGER Lucien (Nancy, 1860-Nancy, 1929) : Architecte nancéen, membre de la SAEF. Il était membre du Comité technique départemental de la reconstruction. Il a été agréé pour les travaux de reconstitution en Meurthe-et-Moselle, mais il paraît n'avoir pris aucune part à la reconstruction des églises du département.

WINSBACK (ou WINSBACH) : Architecte à Nancy. Il contrôla le constat de dommages des églises de Bey-sur-Seille, Brin-sur-Seille et Mailly.

YAHER Charles : Architecte à Gerbéviller. Il établit le plan d'aménagement de Chazelles-sur-Albe, Jarny, Remenoville.

ZIMMERMANN Jean : (cf. Boileau). L'architecte DPLG Jean Zimmermann est né en 1891. Il a étudié dans l'atelier d'Umbdenstock. Il a travaillé dans le cabinet de Louis-Hyppolite Boileau et dirigé, à partir de 1922, le bureau installé à Longwy par l'agence de Pierre Le Bourgeois. Il aurait été architecte municipal de Longwy avec Le Bourgeois de 1922 à 1936.⁸⁴

⁸⁴ DIEUDONNE, « Pierre Le Bourgeois », art. cit. et BATTISTIN, *Pierre Le Bourgeois*, op. cit.

Table des matières détaillée

Annexes	3
I. Chronologie des archives des dommages de guerre	3
II. Les églises de Meurthe-et-Moselle entre 1905 et 1914.....	7
1. « Département de Meurthe-et-Moselle. Tableau des dépenses apportées par le département et les communes pour grosses réparations aux édifices cultuels pendant chacune des dix dernières années ».....	7
2. « Lettre de l'évêque de Nancy au préfet de Meurthe-et-Moselle du 10 juillet 1905 (copie pour le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-arts et des Cultes) ».....	7
3. « Liste des édifices religieux classés et des édifices antérieurs à 1600 non encore classés ».....	8
4. Classements et inscriptions à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques en Meurthe-et-Moselle entre la séparation des églises et de l'état et le début de la Deuxième Guerre mondiale (1905-1939).....	10
III. L'Eglise et les églises pendant la guerre	17
1. « Déclaration de Monseigneur l'Archevêque », <i>La Semaine religieuse du diocèse de Nancy et de Toul</i> , 28 août 1915, p. 552-553.....	17
2. Liste des prêtres du diocèse de Nancy et de Toul victimes de la guerre.	17
3. Vasseur Pierre, « Pour la Lorraine, par la France. XVI. à mon noble aîné Maurice Barrès, pour qu'il défende les clochers meurtris ».	18
IV. Le bilan matériel de la guerre	20
1. « Préfecture de Meurthe-et-Moselle. Communes occupées par l'ennemi de 1914 à 1918. Par arrondissement ».	20
2. « Communes du département totalement ou partiellement détruites pendant la guerre 1914-1918 ».	20
3. Communes envahies et détruites par arrondissement.	21
4. « Préfecture de Meurthe-et-Moselle. Services techniques de reconstitution. Génie rural. État global des immeubles détruits ou partiellement détruits dans les communes sinistrées du département de Meurthe-et-Moselle ».....	22
5. Les églises détruites d'après les statistiques diocésaines.....	22
6. églises relevant de l'article 12 de la loi du 17 avril 1919.	25
7. Liste des communes et des églises détruites.	26
V. L'organisation de la reconstruction.....	34
1. Préfets et secrétaires généraux pour la reconstitution des régions atteintes par les événements de guerre du département de Meurthe-et-Moselle.	34
2. Membres du « Comité de reconstitution des régions éprouvées par la guerre ».	34

3. « Arrêté fixant l'organisation, les attributions et les modalités de fonctionnement des services de reconstitution ».....	35
4. « Préfecture du département de Meurthe-et-Moselle, 4 octobre 1920, arrêté portant organisation des services départementaux de reconstitution et l'attribution de ces services ».....	37
5. « Organisation des Services de la Reconstruction des Régions libérées du Département de Meurthe-et-Moselle ».....	38
6. « Liste du personnel technique du Service d'architecture et du Génie rural ».....	39
7. « Arrêté de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle du 2 juillet 1919 relatif aux opérations des commissions de dommages de guerre en Meurthe-et-Moselle ».....	40
8. « Préfecture de Meurthe-et-Moselle. Arrêté du 26 avril 1919 constituant en Meurthe-et-Moselle un Comité technique ».....	41
9. « Commission départementale des bâtiments civils ».....	41
 VI. Les architectes et les entrepreneurs.....	44
1. « La Société des architectes de l'Est [de la France] ».....	44
2. « Société des architectes de l'Est de la France ».....	44
3. « Liste des architectes officiellement agréés par la préfecture de Meurthe-et-Moselle pour les projets et travaux de reconstitution dans nos régions dévastées ».....	45
4. « Liste des entrepreneurs de la région officiellement agréés par la préfecture de Meurthe-et-Moselle pour les travaux de reconstruction dans nos régions dévastées ».....	48
 VII. L'application de la loi Cornudet du 14 mars 1919	50
1. « Commission départementale d'aménagement et d'extension des villes et des villages ».....	50
2. Liste des communes du département de Meurthe-et-Moselle tenues de faire établir un plan d'alignement en application de la loi Cornudet du 14 mars 1919.....	51
 VIII. La coopérative de reconstruction des églises	57
1. « Acte constitutif de la Société coopérative de reconstruction des églises du diocèse de Nancy ».....	57
2. « Société coopérative de reconstruction des églises du diocèse de Nancy ».....	63
3. Le comité de patronage et le conseil d'administration de la coopérative de reconstruction des églises en 1925.....	64
4. « églises confiées à la coopérative ».....	65
5. Rapport du chanoine Thouvenin sur la reconstruction des églises.....	67
6. Modèle d'inscription murale pour les églises reconstruites.....	68
 IX. Le coût des églises reconstruites.....	70
1. « Composition du mandat de gestion ».....	70
2. « Emprunt de la coopérative des églises du diocèse de Nancy. Répartition de la dispense de remploi pour participation des frais de l'emprunt calculée à raison de 7,61 % de la somme empruntée ».....	73
3. La participation des communes aux frais de reconstruction des églises.....	75
4. « églises du diocèse de Nancy. Vérification au 31 décembre 1931 ».....	77
5. « Liquidation officielle du compte spécial, de l'église d'Ancerville émis par la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ».....	79

X. L'association diocésaine de Nancy	81
1. Brouillon d'une lettre de monseigneur de la Celle en réponse à une lettre du cardinal Gaspari (Secrétairerie d'état du Vatican) [mai 1922].....	81
2. « Association diocésaine de Nancy. Statuts ».....	83

Iconographie générale 85

I. Cartes	86
II. Les images de lieux de culte pendant la guerre.....	91
III. Les églises provisoires	103
IV. L'urbanisme dans les villages reconstruits	105
V. Les chantiers de reconstruction.....	107
VI. Les matériaux de construction	108
VII. L'iconographie régionale et patriotique	109
VIII. Les protagonistes de la reconstruction des églises	111
IX. Les cérémonies de consécration.....	112
X. Les mairies	113
XI. Les églises construites dans les communes industrielles de l'arrondissement de Briey hors du cadre de la coopérative	115
XII. Les églises, lieux de mémoire de la Première Guerre mondiale	117

Catalogue des églises de Meurthe-et-Moselle endommagées pendant la Première Guerre mondiale 119

Première partie. Les églises gravement endommagées.....	122
Deuxième partie. les églises peu ou très peu endommagées.....	349

Répertoire des architectes ayant participé à la reconstruction des églises de Meurthe-et-Moselle..... 355

Dispersi sunt lapides sanctuarii. La reconstruction des églises de Meurthe-et-Moselle après la Première Guerre mondiale (1918-1933)

Résumé

Après la séparation des Eglises et de l'Etat (1905), les communes françaises n'étaient plus autorisées à financer la construction de nouvelles églises ou à assumer les grosses réparations des églises qui leur appartenaient déjà. Face aux critiques des catholiques, l'Etat a classé de nombreuses églises comme monuments historiques pendant les années 1905-1914, permettant ainsi aux communes de les entretenir pour des raisons patrimoniales et plus culturelles. Investies d'une forte dimension nationale, les églises ont joué un rôle très important dans la propagande de guerre des différents pays belligérants en 1914-1918. Contrairement à ce qu'affirmait la propagande française, les églises ne semblent pas avoir fait l'objet d'un acharnement particulier de la part des armées allemandes. À l'issue du conflit, l'Etat français a mis en place un système d'indemnisation des dommages de guerre très complexe. Pour compléter ce système, le chanoine Emile Thouvenin a fondé, en 1919, une coopérative de reconstruction dans chaque commune détruite du département de Meurthe-et-Moselle. Avec l'appui de la préfecture, il a créé, en 1921, une coopérative vouée à la reconstruction des églises du diocèse de Nancy. Cette coopérative œuvra souvent en marge de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat et de la loi sur les dommages de guerre. L'initiative du chanoine Thouvenin n'avait cependant pas pour but de contourner la législation en vigueur : il s'agissait surtout d'accélérer le processus d'indemnisation des dommages et d'approbation des projets de reconstruction des églises. L'implication des autorités officielles dans la reconstruction des églises avait par ailleurs l'avantage de rendre à l'Eglise une partie de son rôle d'institution officielle. Lors des cérémonies de consécration des églises reconstruites, les élites civiles et religieuses de Meurthe-et-Moselle se sont constamment attachées à perpétuer l'esprit de l'Union sacrée, même pendant le Cartel des Gauches (1924-1925) marqué par un regain d'anticléricalisme. Par ailleurs, le chanoine Thouvenin s'est plus intéressé aux aspects financiers et institutionnels qu'au style des églises reconstruites : certaines d'entre elles sont des copies conformes des édifices néo-romans ou néogothiques d'avant-guerre, d'autres apparaissent résolument modernes.

Mots clés : Lorraine – Meurthe-et-Moselle – Eglises – Séparation des Eglises et de l'Etat – Première Guerre mondiale – Dommages de guerre – Architecture – Destruction – Reconstruction

Dispersi sunt lapides sanctuarii. The reconstruction of churches in Meurthe-et-Moselle after the First World War (1918-1933)

Abstract

After the separation of Church and State (1905), French towns were no longer authorized to finance the construction of new churches, or the major repairs of churches that already belonged to them. Faced with criticism from the Catholics, the French State classified many churches as official historical monuments during the years 1905-1914, thus enabling the towns to repair their churches for the purpose of preserving the nation's heritage. Invested with a strong national dimension, churches have played an important role in the war propaganda of the various belligerent countries. Contrary to French propaganda, the churches were apparently not destroyed by the German armies in particular. After the conflict, the French State established a very complex system of compensation for war damages. In 1919, the canon Émile Thouvenin founded a reconstruction cooperative in each municipality of the department of Meurthe-et-Moselle. With the support of the *préfecture*, he created in 1921 a cooperative devoted to the reconstruction of churches in the diocese of Nancy. This cooperative worked often on the very edge between the Law of Separation and the Law on War Damages. This initiative's intention, however, was not to avoid the law: It was first of all created to accelerate the process of compensation for damages and the approval of projects for rebuilding churches. The involvement of the official authorities had the additional advantage of returning the Church to its role as official institution. During the consecration ceremonies of rebuilt churches, civil and religious elites of Meurthe-et-Moselle were constantly attached to perpetuate the spirit of the Sacred Union, even during the anticlerical phase of the Left-Wing 'Cartel des Gauches' (1924-1925). Furthermore, canon Thouvenin had shown more interest in the financial and institutional questions than in the style of churches. Some of them are copies of the Neo-Romanesque or Neo-Gothic churches built before the war while others seem definitely modern.

Key words: Lorraine – Meurthe-et-Moselle – Churches – Separation of Church and State – First World War – War Damages – Architecture – Destruction – Reconstruction

